

Léo Bessodes

Université Toulouse Jean Jaurès

UFR Histoire, Arts et Archéologie

Le parcours politique de Silvio Berlusconi par le prisme de la presse française (1994-2006)



M2 Recherche Histoire Contemporaine

Sous la direction de M. Philippe Foro

Année universitaire 2022-2023

Hommage

Je souhaite rendre hommage à Silvio Berlusconi qui s'est éteint le 12 juin 2023 à la suite d'une leucémie chronique. Ce fut un réel plaisir de travailler sur ce personnage haut en couleur. C'est d'abord en tant que passionné de football que je me suis intéressé à son parcours à la tête du Milan AC. Il a fait de ce club l'un des plus grands clubs au monde. Mon amour pour l'Olympique de Marseille est aussi lié à Silvio Berlusconi, qui s'est opposé à Bernard Tapie, lors de la finale de la Ligue des champions du 26 mai 1993.

Au cours de ce travail universitaire, mon image de Silvio Berlusconi a bien évidemment évolué au fur à mesure. Le passionné de football a laissé place à l'historien. Je me dois de rester neutre sur mes représentations de Silvio Berlusconi. Cependant, j'ai décidé de lui dédier ce mémoire en raison de son décès, qui est intervenu seulement quelques jours avant la date de dépôt de ce mémoire. Ce fut une drôle de coïncidence que de terminer ce mémoire au moment où Silvio Berlusconi rendait son dernier souffle.

Je n'ai malheureusement pas eu la chance de le rencontrer, malgré de nombreuses sollicitations au cours de mes deux années de recherche. J'ai cru avoir une chance lorsque j'ai pu échanger quelques mails avec son assistant parlementaire européen. Cela restera comme le plus grand regret de ce travail universitaire.

Remerciements

Je tiens en premier lieu à remercier, à travers ces quelques lignes, mon directeur de recherche, M. Philippe Foro pour sa confiance, sa disponibilité et surtout sa bienveillance tout au long de mes deux années de recherche. Il m'a proposé un sujet de recherche en corrélation avec mon projet professionnel et qui viendra à coup sûr enrichir mon parcours universitaire. Il fut au départ l'une des raisons qui explique mon choix de poursuivre mon cursus en histoire. Et je n'oublierai jamais sa gentillesse à l'égard des étudiants.

Je souhaite également remercier certains de mes camarades comme Maxence, Soufiane et Maxime pour les conseils et les discussions sur nos sujets de recherche qui m'ont permis d'améliorer ce travail universitaire.

Je remercie Laura pour son soutien sans faille durant mes deux années de recherche. Enfin, ma reconnaissance va aussi à ma famille pour son aide, ses conseils et ses longues relectures qui ont amélioré ce travail universitaire.

Sommaire

Introduction générale	6
Historiographie	13
I/ Première phase: l'arrivée sur la scène politique italienne	16
II/ Deuxième phase de production: 1996-2001	18
III/ Troisième phase : Diabolisation du Cavaliere	21
IV/ 2006 : La dernière phase	26
Etude de cas : Première partie	31
I. Silvio Berlusconi : l'anomalie à l'italienne	32
1/ Du petit écran au bureau de vote	32
2/ La victoire du Cavaliere face aux réactions françaises	41
3/ Berlusconi, une menace pour la démocratie	47
II. Crise, instabilité: l'Italie de Berlusconi	54
1/ Silvio Berlusconi, le fauteur de trouble	54
2/ Berlusconi, figure d'une nouvelle forme de populisme ?	60
3/ Le pays de la commedia dell arte politique	66
III. Les tourments judiciaires du Cavaliere	73
1/ La toge, l'entrepreneur et l'homme politique	73
2/ Le Cavaliere à l'assaut de la justice	81
3/ Berlusconi et la Mafia	88
Etude de cas : Deuxième partie	93
I/ La traversée du désert	94
1/ De perdant à chef de l'opposition	94
2/ Un combat contre la justice qui se poursuit	100
3/ Les prémices d'un retour en force	109
II/ 2001 : La victoire de Silvio Berlusconi	114
1/ L'affirmation du berlusconisme	114
2/ Les contours du programme de Berlusconi	124
3/ L'homme aux controverses	130

III/ Un retour au pouvoir qui ne fait pas l'unanimité	138
1/ Un conflit d'intérêts évident	138
2/ Une menace démocratique	145
3/ L'alliance qui dérange à l'internationale	151
Etude de cas : Troisième partie	158
I/ Silvio Berlusconi et François Mitterrand (1994-1995)	159
1/ Une victoire reçue bien froidement	159
2/ Le sommet franco-italien d'Aix-en-Provence	164
3/ Bilan des relations franco-italiennes	170
II/ Silvio Berlusconi et Jacques Chirac	174
1/ Un retour au pouvoir qui divise la classe politique	174
2/ Le premier sommet franco-italien	181
3/ La guerre en Irak : un coup de froid	188
III/ Des relations apaisées ?	194
1/ Un léger rapprochement : le sommet du 2 juillet 2004	194
2/ Le retour des tensions ?	200
3/ La ligne TGV Lyon-Turin : une réussite franco-italienne	205
Conclusion	210
Bibliographie	222
Sources	228
Annexes	245
Table des matières	264

Introduction générale

Introduction générale

Silvio Berlusconi est né le 29 septembre 1936 à Milan, c'est un homme aux plusieurs casquettes, passionnant par sa détermination et sa ténacité, possédant une volonté de réussir bien au-dessus de la moyenne. Il poursuit des études de droit dans sa ville de naissance où il obtient sa licence en 1961. Le jeune homme commence son ascension dans le domaine du bâtiment et de l'immobilier où il fait fortune. A la fin des années 1970, il fonde Fininvest, la holding financière qui contrôle aujourd'hui un groupe de services financiers : la première régie publicitaire italienne, Publitalia, et le plus grand éditeur italien, Mondadori. En 1980, il se lance dans le domaine audiovisuel avec sa première chaîne de télévision Canale 5. Silvio Berlusconi en profite pour acheter les chaînes Italia 1 au groupe Rusconi et Rete 4 à Mondadori en 1984. L'empire télévisuel du Milanais s'élargit en Europe avec le lancement de la Cinq en France, mais aussi en Allemagne et en Espagne. Comme ce fut mentionné quelques lignes auparavant, Silvio Berlusconi est un homme polyvalent, animé par une grande volonté de réussite, quel que soit le domaine dans lequel il se lance. En 1986, Berlusconi s'aventure dans un champ ô combien important en Italie, le Calcio, le football comme les tifosi le surnomme. Il achète le Milan AC, un club alors en grande difficultés. Il transforme les Rossoneri en une équipe victorieuse et conquérante en Europe, un club qui se veut à son image, avec des joueurs stars comme Paolo Maldini, Van Basten ou Jean Pierre Papin. Alors pourquoi évoquer le football dans cette introduction générale ? Tout simplement car sa réussite au sein du club milanais deviendra une arme électorale pour Berlusconi au cours de sa carrière politique. Il fait partie des hommes d'affaires les plus riches au monde et se place comme une des plus grandes fortunes d'Italie. De l'immobilier à la télévision en passant par San Siro, Silvio Berlusconi est un homme médiatiquement très influent dans le pays au début des années 1990. Après notre récit biographique du Cavaliere, nous arrivons au centre du contexte de ce sujet de mémoire, la crise politique des années 1990 en Italie.

En 1993, la magistrature italienne a lancé une véritable offensive envers le système politique italien avec l'opération « Mains propres » . C'est une tornade judiciaire qui balaye la politique italienne, comme l'évoque Hugues Portelli¹ : « La mise en examen, dans le cadre de multiples enquêtes de corruption — dont la plus impressionnante était conduite par le Parquet de Milan (opération « Mains propres ») —, d'une grande partie du personnel politique, tant

¹ PORTELLI, Hugues. *L'Italie de Berlusconi*. Au fait. Paris: Buchet-Chastel, 2006.

national (un tiers des députés mis en examen en 1993) que local (notamment les maires de la plupart des grandes villes), a eu une ampleur sans précédent, puisque près de 4 000 personnes ont été concernées »². La lutte contre la corruption dans le pays bouleverse la classe politique, de nombreux hommes politiques sont littéralement écartés de la politique italienne. De plus, l'auteur évoque également la chute de grands partis traditionnels comme le parti socialiste de Bettino Craxi ainsi que la Démocratie chrétienne³. C'est surtout le parti du gouvernement hégémonique durant un demi-siècle, la Démocratie chrétienne qui a payé le prix fort avec ses dirigeants sous procès et son organisation anéantie : « Le parti a éclaté en plusieurs tronçons, dont le principal l'aile gauche devenue partie populaire, n'atteignait pas le tiers de l'électorat traditionnel démocrate-chrétien »⁴. Ainsi, la lutte judiciaire anticorruption a éliminé la majorité des dirigeants, parlementaires et cadres des partis politiques qui avaient gouverné l'Italie depuis 1945 : « Certains partis politiques comme le parti socialiste de Bettino Craxi ou les petits partis de centre-droit (libéraux, républicains et sociaux-démocrates) ont purement disparu »⁵.

Il fallait dresser le triste tableau d'une classe politique italienne en perdition avant d'introduire l'arrivée en politique de Silvio Berlusconi. Il fait son entrée en politique dès 1993, lorsqu'il apporte son soutien à Gianfranco Fini, leader du Mouvement social italien (MSI), pour les élections municipales de la ville de Rome en déclarant : « *Si je vivais à Rome je voterais sans hésiter pour Fini* »⁶. Cette déclaration provoque une grande tempête chez les salariés de Silvio Berlusconi et dans la presse italienne qui se fait particulièrement violente contre le Milanais⁷. Au cours de cette même année, le Cavaliere lance sa carrière en politique avec la création d'un parti entièrement construit autour de lui, Forza Italia. Un an plus tard, le 26 janvier 1994, lors d'une allocution diffusée sur ses chaînes de télévision, il déclare son intention de convoiter la présidence du Conseil lors des prochaines élections générales anticipées qui auront lieu deux mois plus tard : « *J'ai choisi de descendre sur le terrain et de m'occuper de la chose publique. Je ne veux pas vivre dans un pays non libéral, gouverné par des forces immatures et des hommes liés à un passé politiquement et économiquement*

²

³ PORTELLI, Hugues. *L'Italie de Berlusconi*. Au fait. Paris: Buchet-Chastel, 2006.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ TAVEAU, Véronique. *Berlusconi MSI*. INA, France 2, 25 novembre 1995

⁷ *Ibid.*

désastreux »⁸. Le Cavaliere saisit l'opportunité que lui a laissé l'opération Mains propres en venant occuper l'immense vide créé au centre de l'échiquier politique comme le mentionne Pierre Musso⁹. Il se positionne comme le candidat « anti-partis » et « anti-Etat » désirant construire une Italie moderne, efficace, du plein emploi. Une Italie nouvelle, à son image, qui gagne exactement comme lui et son parcours de self-made man. Les élections se tiennent le 27 et 28 mars, à la tête d'une coalition de centre droit, composée de Forza Italia, la Ligue du Nord et le Mouvement social italien (Alliance Nationale à partir de 1995). Silvio Berlusconi remporte les élections, au terme d'une campagne-éclair de deux mois. Le Cavaliere entre au palais Chigi, en devenant le président du Conseil en mai 1994.

Après cette mise en contexte, il va de soi d'évoquer ma démarche et ma méthodologie de recherche. Afin de travailler sur le parcours politique de Silvio Berlusconi par le prisme de la presse française, j'ai décidé de sélectionner des articles de presse écrite comme sources principales. Elles sont dans le cadre de mon mémoire, un objet d'histoire. J'ai pris la décision d'élargir mes sources en travaillant avec 8 journaux français différents les uns des autres afin d'obtenir une pluralité de visions, de représentations, et d'images autour de la figure de Silvio Berlusconi. Cette finalité est basée sur le succès de la presse française d'après le classement de l'Alliance Pour Les Chiffres De La Presse Et Des Médias¹⁰ (ACPM). Ces périodiques sont également sélectionnés pour leur simplicité d'accès du point de vue des archives en ligne. Il s'agit ainsi du *Monde*, un journal indépendant politiquement, sa ligne éditoriale est qualifiée de centre-gauche. *Les Echos*, un journal basé sur l'économie de marché, ouvert sur le monde qui l'entoure, le quotidien revendique une orientation libérale, proche des idées de la droite. Ainsi que *Libération*, un journal qui, au départ, avait une ligne éditoriale d'extrême gauche, puis au fil du temps est devenu un journal « libertaire de gauche ». Pour poursuivre ma recherche et pour compléter mes sources, j'ai souhaité ajouter des articles de presse provenant d'Europresse. J'ai retenu des articles de *l'Humanité*, un journal avec une ligne éditoriale qualifiée de gauche, premièrement proche du socialisme puis du parti communiste français. *La Croix*, un journal quotidien français qui se réclame chrétien et catholique. *La Tribune*, un journal économique et financier français qui a une ligne éditoriale proche de son concurrent *Les Echos*. Ainsi que *le Figaro*, un journal quotidien français ayant une ligne

⁸ MUSSO, Pierre. « *Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique* ». In *La communication politique*, édité par Arnaud Mercier. Les essentiels d'Hermès. Paris: CNRS Éditions, 2019 (réédition du livre de 2005), pp 49-54.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Alliance Pour Les Chiffres De La Presse Et Des Médias [En ligne]. Consulté le 2 novembre 2021. <https://www.acpm.fr/Les-chiffres/Diffusion-Presses/Presses-Payantes/Presses-Quotidiennes-Nationales>

éditoriale de droite gaulliste, libérale et conservatrice. Il est majoritairement lu par les électeurs de droite ou de centre droit. Les journaux évoqués viennent étoffer le corpus de sources établi lors de ma première année de recherche. Il va de soi que des sources secondaires sont mises à contribution dans ce travail, à savoir des reportages télévisés disponibles via l'INA, des ouvrages de politologues, d'historiens et de journalistes.

Mettre en lumière les « représentations », c'est évoquer les images, les points de vue et les symboles qui représentent une idée, un phénomène, ici « le phénomène Berlusconi ». A travers notre étude de cas, nous nous intéresserons uniquement aux représentations de ce phénomène en France. Les limites chronologiques de ce sujet iront de 1994 à 2006. Il était évident de débiter par la descente dans l'arène et l'élection de Berlusconi en 1994. J'ai décidé au cours de cette deuxième année de recherche, d'élargir mon sujet jusqu'à la fin du mandat du Cavaliere se terminant en 2006. Je souhaitais travailler sur les représentations de Silvio Berlusconi lors de son deuxième mandat pour tenter d'analyser et de comparer les images du Cavaliere dans les articles de presse. Il est intéressant de comparer les représentations pour tenter de trouver des évolutions ou des similarités. De plus, cela me permettra de travailler sur la diabolisation du Cavaliere de ses débuts à la fin de son deuxième mandat en 2006. Un autre thème qui touche Silvio Berlusconi sera également évoqué dans ce travail universitaire. J'ai souhaité travailler sur les relations franco-italiennes sous les deux gouvernements de Silvio Berlusconi pour voir si le phénomène qui a impacté la presse française a aussi impacté la classe politique française. L'objectif était de voir si l'arrivée au pouvoir du Cavaliere a dégradé ou non les relations entre la France et l'Italie et de voir comment la classe politique française a reçu les deux victoires de Berlusconi.

Le « phénomène Berlusconi » est très complexe, il pose de nombreuses questions actuelles comme celle de l'image des hommes politiques, mais aussi, avec le développement des médias, celle du phénomène de la politique spectacle. On constate que les deux sont particulièrement liés, Silvio Berlusconi en est l'un des meilleurs exemples. C'est un homme des médias et du spectacle qui est entré en politique en gardant un œil sur les médias italiens. De plus, lors de sa descente dans l'arène politique, c'est à l'aide de son empire médiatique et de méthodes utilisées dans la régie publicitaire qu'il a réussi à être élu en 1994. A travers, la lecture des articles de presse française, on peut constater que le Milanais est « représenté

dans un large éventail de rôles stéréotypés et invariablement négatifs »¹¹. Il est très souvent diabolisé par la presse française qui voit en lui « l’amuseur vulgaire, le boss mafieux, ou bien le nouveau Mussolini »¹². On retrouve ici, de nombreux anciens clichés « anti-Ritals » à travers une forme de « détestation » du Cavaliere¹³. Il faut nuancer quelque peu ces propos en relevant le fait que tous les articles de presse que j’ai pu consulter ne comportent pas tous ce type de représentations stéréotypées. Cependant, il paraît légitime de penser que les médias français caricaturent l’image de Silvio Berlusconi car la concentration des pouvoirs politiques, économiques et médiatiques du Cavaliere peuvent inquiéter et donc susciter les critiques. C’est un homme aux multiples visages dans la presse française, l’objectif étant de les repérer, les comprendre et les analyser. Au fur et à mesure des lectures des articles de presse, on remarque qu’à travers Silvio Berlusconi, c’est également l’image de l’Italie et de la classe politique italienne qui peut être visée par la presse française. La problématique centrale de ce sujet est ainsi liée aux domaines des représentations et des images, comment la presse française s’empare-t-elle du phénomène Berlusconi lors de son parcours en politique ? En cherchant à travailler sur les représentations du Cavaliere de nombreuses problématiques s’ouvrent alors dans ce mémoire. Silvio Berlusconi a essayé de rendre la politique plus attrayante, en rendant totalement subversif le champ politique. De ce fait, il paraît notamment logique de se demander si les médias français ne critiquent-ils pas Silvio Berlusconi car il a changé les règles de la compétition en politique ? Les clichés et les stéréotypes français troublent-ils le jugement de la presse française ? A travers les remarques de la presse française sur Berlusconi et la vie politique italienne, peut-on percevoir une forme de condescendance française à l’encontre de son voisin ? Silvio Berlusconi est-il toujours autant diabolisé lors de sa deuxième victoire en 2001 ? La classe politique française diabolise-t-elle Silvio Berlusconi comme peut le faire la presse ? Ces nombreuses questions de fonds seront ainsi étudiées dans ce mémoire à travers les images et les représentations que nous relèverons autour de Silvio Berlusconi.

Afin de conclure la rédaction de cette introduction générale, il me faut rédiger quelques lignes d’égo-histoire. Philippe Foro m’a proposé de travailler sur l’arrivée en politique de Silvio Berlusconi en Italie par le prisme de la presse française. L’attachement que j’ai pour cette recherche vient de sa corrélation avec mon projet professionnel, le journalisme.

¹¹ GHERARDI, Sophie. « Prendre Berlusconi au sérieux ». *Le Monde*, 21 mars 2006.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

Il est plausible que ce mémoire m'aide à accéder aux écoles de journalisme en venant enrichir mon dossier universitaire. Me destinant à des études journalistiques, j'avais particulièrement envie de traiter un sujet qui mêle la politique, l'Italie et évidemment les médias. De plus, ayant de la famille vivant en Toscane, l'Italie est un pays qui m'a toujours particulièrement fasciné. Une autre facette de cette recherche qui m'attire, c'est sa temporalité. Je voulais travailler sur un sujet d'Histoire immédiate, notamment car l'histoire contemporaine est la période qui m'intéresse le plus. Malgré les débats que suscitent l'histoire immédiate, c'est bien en historien que je compte travailler sur le Cavaliere et non comme un journaliste ou comme un politologue. Ainsi pour revenir à Silvio Berlusconi, au centre de cette recherche, je dois dire que je le connaissais très peu. Étant un grand passionné de football, le nom de Berlusconi m'était familier de par sa présidence du Milan AC. Hormis le lien avec le football je n'avais aucune autre image du Milanais qui me venait en tête au début de ma recherche universitaire. Cependant, au fil de mes lectures, que ce soit avec la presse, les historiens, les politologues ou bien les sociologues, de nouvelles représentations du Cavaliere me sont apparues. Il aurait été beaucoup plus difficile pour moi d'accomplir le même travail avec un homme ou une femme politique française. La distance géographique nous donne parfois un peu plus d'objectivité, et nos idéologies politiques semblent moins nous dominer. Au cours de ces deux années de travail sur Silvio Berlusconi, une légère sympathie pour le personnage m'est apparue. L'idée que je me fais de la politique et mes convictions s'opposent fortement à l'homme politique qu'il représente, mais sa détermination, et son humour très particulier font de lui un personnage rocambolesque malgré les nombreuses zones d'ombres qui jonchent sa carrière politique. Un dinosaure de la politique qui semble encore avoir un impact en Italie à l'âge de 86 ans.

Mise au point historiographique

Historiographie

En travaillant sur ce sujet, nous avons pu dénombrer une multitude d'ouvrages sur Silvio Berlusconi et sur l'Italie contemporaine. Ce sont majoritairement des livres, des articles de revues avec des numéros spéciaux ainsi que des mémoires universitaires. Une grande partie des ouvrages proviennent d'auteurs italiens, bon nombre sont à destination d'un public français d'où leurs traductions. Il est également fréquent de trouver des œuvres franco-italiennes. Les auteurs français, qui travaillent sur ce sujet, sont surtout des spécialistes de l'Italie qui se sont penchés sur le « phénomène Berlusconi ». Enfin, notre sujet se fondant sur les représentations de la presse française autour de Silvio Berlusconi, nous avons choisi de ne pas citer les travaux écrits en langue italienne. De plus, la barrière de la langue m'a évidemment orienté vers des œuvres françaises. Comme nous l'avons mentionné, l'Italie et le Cavaliere sont des sujets qui passionnent la presse française et les spécialistes qui entraînent une production très importante d'ouvrages sur ce sujet. Ce phénomène de production scientifique témoigne de l'intérêt des Français pour nos voisins Italiens mais parfois aussi d'une certaine forme de rejet en pointant du doigt les défauts propres à l'Italie. Pour la rédaction de ce mémoire, nous avons décidé d'utiliser seulement les ouvrages publiés à partir de l'entrée en politique de Silvio Berlusconi en 1994 pour se focaliser sur le nouveau chemin emprunté par le Milanais. Il est une évidence que la production d'ouvrage scientifique augmente lors des périodes électorales en Italie, comme en 1994, 1996, 2001 et 2006. Si l'on souhaite s'intéresser de plus près aux auteurs de ces travaux, ce sont majoritairement des politologues, des historiens, et des journalistes. On aperçoit rapidement que dans les ouvrages et dans les articles de presse que nous avons sélectionnés, aucun ne prend parti pour Silvio Berlusconi. Il est même possible de constater que plusieurs ouvrages sont ouvertement opposés au berlusconisme. Cependant, il convient également de mentionner que la grande majorité des œuvres n'émettent pas réellement d'opinion autour de la figure du Cavaliere.

Comme nous l'avons évoqué dans notre introduction générale, nous étudions les représentations de la presse française autour de l'arrivée en politique du Cavaliere. Ce sujet prend alors naissance à partir de 1994, lors de sa première victoire électorale. Il s'agit ici de travailler sur le phénomène Berlusconi de par son aspect politique. Nous laisserons de côté, l'histoire de son ascension dans le monde des affaires. Même si nous verrons que son statut

d'entrepreneur ne le quittera jamais même lorsqu'il sera élu en 1994. Pour notre historiographie du sujet, nous remarquons quatre grandes phases de production autour de Silvio Berlusconi. La première phase s'articule entre 1994 et 1996, période centrale pour notre étude de cas. La deuxième s'articule entre 1996 et 2001, la troisième entre 2001 et 2006 et la dernière phase de production à partir de 2006. Comme nous l'avons déjà évoqué ci-dessus, la production scientifique est liée au parcours et aux grandes étapes de la carrière politique du Cavaliere. Nous nous intéressons aux premières années politiques de la carrière de Berlusconi, entre 1994 et 1996, mais de nombreux ouvrages évoquant cette période et surtout le phénomène sont postérieurs. Il existe évidemment des ouvrages réagissant à chaud à la victoire de l'homme d'affaires en politique mais la majorité des œuvres scientifiques évoquant cette période sortent plusieurs années après. Nous avons donc pris la décision de prendre en compte ces œuvres scientifiques dans notre sujet et dans cette historiographie. L'objectif de ce passage obligé sera de travailler autour des ouvrages, des auteurs et surtout des principaux courants et points de vue.

Silvio Berlusconi arrive au pouvoir le 28 avril 1994, mais son succès s'apparente finalement à une véritable défaite de par l'aspect éphémère de cette victoire. Cependant, la production scientifique autour du Cavaliere, elle ne l'est pas. Entre 1994 et 1996, les chercheurs et les spécialistes avaient majoritairement peu d'espoir pour la carrière politique du Milanais qui devait s'éteindre après sa démission du gouvernement et l'abandon de ses fonctions le 17 janvier 1995. Au cours de cette première phase de production scientifique, nous remarquons que les chercheurs ne sont pas très optimistes quant à l'avenir politique de Silvio Berlusconi. Cependant, contre toute attente, il est devenu l'homme fort de la droite en Italie. Il a notamment connu le plus long mandat de toute l'histoire de la République italienne de 2001 à 2006. Aujourd'hui encore, à l'heure où je rédige ces lignes, Silvio Berlusconi siège au Sénat à l'âge de 86 ans.

I/ Première phase: l'arrivée sur la scène politique italienne

Le phénomène Berlusconi, et son entrée en politique, suscite un grand intérêt et à certains égards inquiète. Ces ouvrages paraissent « à chaud » en 1994, on est donc dans le cadre de l'histoire immédiate dans un premier temps. On constate rapidement que ce sont les journalistes qui sont les premiers à s'intéresser à Silvio Berlusconi. Après l'apport

journalistique sur le sujet, vinrent ensuite les politologues. Pour les historiens, il est remarquable qu'ils ne semblent pas s'intéresser pour le moment au « phénomène Berlusconi ». Au cours de cette première phase de production, on sent un véritable intérêt pour ce nouveau phénomène, on ressent une envie de comprendre, comment un tel phénomène a pu se produire en Italie ? Il est possible de constater, une légère marque d'inquiétude mais les auteurs n'évoquent pas encore le Cavaliere comme une menace. Comme nous l'avons dit, Berlusconi n'est pas ainsi destiné à survivre et à perdurer en politique. Les œuvres, parues entre 1994 et 1995, relèvent une forme d'anomalie autour de ce phénomène, une petite tempête qui devrait rapidement s'éloigner du pouvoir. Notamment, après la démission de Silvio Berlusconi suite à la défection de la Ligue du Nord. On insiste sur la faiblesse de cette anomalie qui ne dure finalement que six mois.

1/ La victoire d'un homme issu de l'entrepreneuriat

Nous arrivons maintenant à l'ouvrage de deux journalistes italiens Vito Bruno et Michele Gambino paru en 1994, *Berlusconi : enquête sur l'homme de tous les pouvoirs*¹⁴. Ce livre est conçu pour les lecteurs français, il dresse le portrait de Silvio Berlusconi ; de son passé d'entrepreneur à succès à sa première victoire politique. Au travers de l'ouvrage, les auteurs cherchent à comprendre comment le Cavaliere a réussi à s'imposer en politique. Ils montrent également les zones d'ombres entourant le Milanais à savoir ses finances mystérieuses, la concentration des pouvoirs et ses ennuis avec la justice qui viendront noircir son image dans la presse française. Ce livre nous montre que les Italiens semblent découvrir un homme qui a du mal à gérer le pouvoir. Il est ainsi un homme qui serait plus à l'aise dans le monde de l'entrepreneuriat, son monde. Cette biographie analyse l'échec de Berlusconi causé par des faiblesses qualifiées de structurelles. Le Milanais et plus particulièrement son caractère ne semblent pas compatible avec le monde politique qu'il vient de découvrir. C'est un homme qui incarnait la réussite dans le milieu des affaires et de l'entreprise. Son image change après son échec à la tête du gouvernement. L'homme apparaît comme démagogue et vaniteux et manque d'un sens des responsabilités dans le domaine politique.

¹⁴ BRUNO Vito et GAMBINO Michele. *Berlusconi : enquête sur l'homme de tous les pouvoirs*. Sauret, Monaco, 1994, 208 p.

Une autre vision de Berlusconi est reprise dans l'article du sociologue Maurizio Lazzarato¹⁵ autour du thème de l'entrepreneur politique. Dans cet article de revue politique, il montre que le Milanais n'a pas gagné les élections parce qu'il était propriétaire de plusieurs médias, mais parce qu'il représente de façon emblématique la nouvelle figure de l'entrepreneur. L'historienne Sofia Boesch Gajano¹⁶ a rédigé un article, paru en 1995, autour de la notion de miracle souvent employée par Berlusconi. Elle travaille à partir d'une biographie réalisée sur le Milanais, qui veut reconstruire et comprendre son ascension au pouvoir. L'intérêt de ce document est de comprendre comment Berlusconi a-t-il incarné le rêve qu'il promettait à son pays lors de son arrivée en politique. Pour conclure ce premier thème historiographique, il reste à évoquer l'ouvrage des deux politologues italiens, Stefano Bartolini et Roberto D'Alimonte¹⁷. Ils analysent les élections de 1994 en démontrant que la nouvelle loi électorale a été défavorable à la gauche profitant ainsi à Forza Italia.

2/ L'Italie : une nation en crise

Dans cette deuxième sous-partie, nous aborderons un thème récurrent dans la phase de production entre 1994 et 1996, la nation italienne en grande difficulté. Les titres des ouvrages semblent être assez évocateurs. Nous allons le voir dès à présent mais on constate que lors de cette phase de production, les auteurs, qu'ils soient politologues, sociologues, historiens ou journalistes, semblent très inquiets quant à l'avenir du pays. Catherine Guimbarde dans son œuvre, *Où va l'Italie ?*¹⁸, jette son dévolu sur la République italienne. De fait, elle dresse le bilan de la première République italienne au niveau politique, économique et institutionnel. Elle prend fin avec la victoire de Berlusconi en 1994. Pour elle, la mort de la première République n'engendre pas une deuxième République. Catherine Guimbarde se demande même si elle naîtra un jour malgré le fait que l'identité nationale soit au centre des élections de 1994. Un autre point, qui est au cœur de mon sujet, mérite également d'être relevé. Catherine Guimbarde regrette que le pays n'intéresse la presse française que lorsqu'elle est inquiétante ou instable. Elle évoque également que Forza Italia, incarnée par le Cavaliere,

¹⁵ LAZZARATO, Maurizio. « *Berlusconi : l'entrepreneur politique* ». *Peuples méditerranéens*, n°67, avril-juin 1994, pp 13-22.

¹⁶ GAJANO, Sofia Boesch. « *Miracle et miracles* ». *Terrain*, n° 24, mars 1995, pp.103-106.

¹⁷ BARTOLINI, Stefano, et D'ALIMONTE, Roberto. « *Les élections parlementaires de 1994 en Italie. Compétition majoritaire et réaligement partisan* ». *Revue française de science politique*, volume 45, n° 6, 1995, pp. 915-954.

¹⁸ GUIMBARDE, Catherine. *Où va l'Italie ?* Paris, Presses de l'université de Paris Sorbonne, 1994, 469 p.

se rapproche du populisme, un populisme qui serait médiatique et télévisuel mais nous y reviendrons au cours de notre étude de cas.

II/ Deuxième phase de production: 1996-2001

Au cours de cette phase de production scientifique, le parcours de Silvio Berlusconi en politique a pris du plomb dans l'aile avec sa démission du gouvernement ainsi que sa défaite face à la gauche de Romano Prodi aux nouvelles élections de 1996. Le Cavaliere est passé de la présidence du Conseil au camp des opposants de la gauche et du gouvernement en Italie. Pour les auteurs, la défaite de Berlusconi et le succès de la gauche sont une véritable victoire pour la démocratie en Italie. Durant cette phase de production, les travaux s'intéressent en grande majorité à l'Italie, et plus vraiment au phénomène Berlusconi. L'anomalie et la faible menace qu'il représentait n'était finalement qu'éphémère. La similitude avec la phase précédente réside dans le fait que les historiens ne semblent toujours pas s'intéresser à l'Italie des années 90 et à Silvio Berlusconi.

1/ L'évolution des pratiques politiques

Jean-Louis Briquet, chercheur en sociologie produit une œuvre qui évoque les institutions politiques et les changements affectant la vie politique italienne¹⁹. Les années 90 correspondent à un véritable tournant pour la vie politique en Italie. Ce pays fut longtemps considéré comme une démocratie fragile et incomplète. Il fait remonter dans son livre les défauts du système politique, comme le poids excessif des partis traditionnels. La démocratie italienne est particulièrement difficile à analyser car elle est un paradoxe. Elle est une démocratie fragile et atypique comme le soulignent souvent les journalistes français. La stabilité du système politique italien dépendait de l'équilibre entre les deux cadors politiques, le Parti communiste italien et la Démocratie chrétienne. Cette opposition qui permettait la stabilité politique en Italie disparaît ainsi sous le coup de l'opération « Mains propres ». On assiste alors à une fragilisation de la démocratie italienne. Jean-Louis Briquet évoque alors la recomposition politique de l'Italie post opération Mains propres avec l'arrivée de Forza Italia. Le parti de Berlusconi est décrit comme un « parti-entreprise », une nouvelle forme

¹⁹ BRIQUET, Jean-Louis. *Italie, les changements politiques des années 1990*. Paris, La Documentation française, 1997. 84 p.

d'anomalie à l'italienne²⁰. L'auteur ajoute également que la notion d'une victoire spontanée de Berlusconi peut être nuancée car cela fait longtemps que le Cavaliere s'est imposé chez les consommateurs et les téléspectateurs italiens avec son vaste empire médiatique. Jean-Louis Briquet déclare qu'en 1996 lorsque Berlusconi est battu face à Romano Prodi, l'anomalie italienne prend fin, l'Italie n'est plus une démocratie bloquée et incomplète.

*Portrait de l'Italie actuelle*²¹ par Sabino Cassese est un ouvrage qui reprend en grande partie les mêmes thèses que Jean-Louis Briquet. Ce professeur de droit dresse un portrait total de l'Italie, en rassemblant plusieurs spécialistes : un historien, un économiste, un politologue et un démographe. Le présent ouvrage est un véritable kaléidoscope de l'Italie actuelle qui interprète les événements des trente dernières années en Italie. Notamment la deuxième partie sur les transformations du système politique et surtout sur la nouvelle offre politique. Finalement, peu de lignes évoquent le « phénomène Berlusconi », le chapitre sur les transformations du système politique mentionne le Milanais. Les spectateurs, par la force des choses, deviennent des électeurs qui sont à la recherche d'un produit politique qui leur correspond. Silvio Berlusconi à la tête de Forza Italia correspond ainsi à cette nouvelle donnée, c'est la nouvelle offre politique.

Pour prolonger cette thématique, il nous faut mentionner l'ouvrage du politologue Pierre Musso²². Dans la revue *Quaderni*, l'auteur travaille sur le « phénomène Berlusconi ». Il analyse notamment de manière approfondie l'arrivée au pouvoir d'un chef d'entreprise de communication devenu homme politique au sein d'une grande démocratie européenne. Ce travail est très enrichissant car Pierre Musso dépasse les explications de nombreux spécialistes sur les raisons de la victoire de Silvio Berlusconi. Certes, il n'est évidemment pas faux de déclarer qu'il a remporté les élections grâce à son emprise dans les médias mais l'explication n'est pas suffisante pour prendre entièrement en compte le phénomène Berlusconi. Pour Pierre Musso, le Milanais est un véritable remède à la crise de la représentation politique en Italie.

²⁰ BRIQUET, Jean-Louis. *Italie, les changements politiques des années 1990*. Paris, La Documentation française, 1997, 84 p.

²¹ CASSESE, Sabino. *Portrait de l'Italie actuelle*. Paris, La documentation française, 2001, 181 p.

²² MUSSO, Pierre. « Silvio Berlusconi, figure symbolique du "commanagement" ». *Quaderni* 32, n° 1. 1997, pp 137-162.

2/ Une transition restée à l'état d'ébauche

On retrouve très souvent l'expression « transition italienne » dans les ouvrages et dans les articles de presse qualifiant la période allant de 1992 à nos jours. Cette expression se retrouve dans la grande majorité des ouvrages dont celui de Paolo Raffone²³. Il est publié par le journal *Le Monde* en 1998. Son ouvrage s'attache à la face cachée de l'iceberg nommé Silvio Berlusconi à travers ses affaires et ses ennuis avec la justice. Le parti politique Forza Italia ne paraît pas crédible aux yeux de l'auteur. Il souligne également la notion de populisme qui entoure le phénomène Berlusconi.

Jacques Georgel est le seul historien à avoir publié une étude sur Berlusconi au cours de cette phase de production entre 1996 et 2001. Dans son livre, *L'Italie au XXe siècle (1919-1999)*²⁴, il revient sur l'Histoire de l'Italie durant le XXe siècle comme son nom l'indique. L'historien aborde l'opération Mains propres ainsi que la crise des années 1990. La victoire du Cavaliere n'est perçue que comme une illusion, il utilise notamment le terme « illusion berlusconienne ». De plus, il se permet de mentionner les inquiétudes de l'opinion publique envers le gouvernement Berlusconi provoquées par son alliance avec l'Alliance Nationale et la Ligue du Nord. Cette inquiétude se retrouve dans la presse française mais nous y reviendrons au cours de notre étude de cas. Jacques Georgel évoque également les conflits d'intérêts qui gravitent autour de la politique du Cavaliere ainsi que les lois faites à son escient. Cette illusion berlusconienne, n'a duré que sept mois en prenant fin avec le départ du gouvernement du Milanais en 1995. Son image est ternie par les nombreuses accusations judiciaires à son encontre, un autre grand thème que nous utiliserons dans notre étude de cas.

La *Revue des Deux Mondes*²⁵ propose, au cours de cette période, un numéro spécial sur l'Italie. Alessandro Fontana rédige notamment onze pages sur l'histoire de l'Italie. Il se demande pourquoi l'Italie est perçue comme le pays de la pitrerie ? Pourquoi compare-t-on le pays constamment avec la France ? Comment se fait-il que le pays soit constamment jugé avec condescendance de la part de la France ? Pour répondre à ces nombreuses questions, l'auteur reprend plusieurs thèmes qui font l'histoire de son pays comme l'importance de la mafia, l'immigration massive, le fascisme, et la difficile unité du pays. Cette partie rédigée

²³ RAFFONE, Paolo. *L'Italie en marche, Chroniques et Témoignages*. Marabout, 1998, 255 p.

²⁴ GEORGEL, Jacques. *L'Italie au XXe siècle*. Paris, La documentation française, 1999, 189 p.

²⁵ FONTANA, Alessandro. Regards sur l'Italie, « L'Italie en question ». *Revue Des Deux Mondes*, 1999, pp 9-117.

par Alessandro Fontana permet de travailler sur les notions des préjugés et des représentations des français envers leurs voisins.

Afin de rester dans le thème de la transition, de la crise, il nous faut évoquer l'ouvrage de Massimo TramonTE²⁶. Dans, *L'Italie à l'heure des bilans : la République italienne a cinquante ans* publié en 1998, l'auteur dresse le portrait d'une Italie ayant vécu de nombreuses années de crises. Ce spécialiste de l'Italie évoque les grands moments de l'histoire de son pays allant de l'après-guerre à la crise du système politique italien dans les années 1990. De plus, en montrant que l'Italie ne semble pas voir le bout du tunnel en ce qui concerne les crises qui la fragilisent. Massimo TramonTE dresse donc le contexte dans lequel arrive au pouvoir à savoir un pays en transition et fragilisé par une crise politique. Ce contexte particulier permet notamment de comprendre pourquoi les Italiens se sont tournés vers Silvio Berlusconi en 1994.

III/ Troisième phase : Diabolisation du Cavaliere

Au cours de cette phase de production scientifique, s'étalant entre 2001 et 2006, de nombreux ouvrages ont paru autour du phénomène Berlusconi. Le retour au pouvoir de l'homme d'affaire italien provoque un véritable regain d'intérêt autour de ce sujet. De plus, la grande nouveauté de cette phase de production c'est l'intérêt des historiens qui commencent enfin à écrire sur le phénomène Berlusconi. Ils restent cependant moins nombreux que les politologues qui sont majoritaires. Les journalistes et les spécialistes de la communication s'intéressent à l'image de Berlusconi au cours de cette phase de production. Elle est une phase aussi productive que celle que nous venons d'évoquer précédemment. On relève un grand nombre d'articles, ce qui montre que les revues passent commande aux spécialistes de Silvio Berlusconi.

²⁶ TRAMONTE, Massimo. *L'Italie à l'heure des bilans: la République italienne a cinquante ans : [actes des journées de réflexion, mai-juin 1996, Montpellier]*. Montpellier: Université Paul Valéry, 1998, 112 p.

1/ Place aux historiens

Catherine Brice dans *l'Histoire de l'Italie*²⁷, conte une histoire globale du pays allant des Etrusques à 2002. L'intérêt de cet ouvrage pour notre étude de cas, c'est qu'elle consacre une partie de celui-ci sur l'arrivée en politique de Silvio Berlusconi en 1994. Elle montre comment le Cavaliere s'est servi de cet échec pour apprendre le métier et sa nouvelle fonction. L'analyse de l'auteure est celle d'une historienne, elle expose les faits, sans jamais prendre parti.

Un autre ouvrage du même type sort l'année d'après en 2004, en nous livrant une analyse très pertinente de la crise politique des années 90. Frédéric Attal²⁸ est spécialiste de l'Italie post seconde guerre mondiale, il connaît parfaitement la République italienne. Avec, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, l'auteur présente la difficile mise en place de la République en Italie avec les différents gouvernements qui se succèdent sans oublier de mentionner les crises qui frappent le pays comme celle du centrisme à la fin des années 50. L'intérêt central de cet ouvrage pour le mémoire se trouve dans les passages évoquant la société italienne contemporaine à travers les crises et les mutations des années 90 date de l'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi. Frédéric Attal se demande ainsi pourquoi la démocratie italienne s'effondre de façon brutale au début des années 90 alors que le pays est déjà sorti de crises complexes. Il rappelle que l'Italie a pourtant connu des crises bien plus profondes comme les années de plomb dans les années 70. Pour revenir à Silvio Berlusconi, il analyse sa première victoire en reprenant beaucoup d'idées précédemment développées. Frédéric Attal souligne notamment que la presse française et internationale semble plus préoccupée par les déclarations et les agissements de Berlusconi que par sa politique mise en place.

Après Catherine Brice, c'est Philippe Foro qui incarne l'intérêt des historiens pour l'Italie de Silvio Berlusconi. Il a notamment rédigé deux ouvrages durant cette phase de production scientifique, le premier seul²⁹ et le deuxième avec Alberto Bianco³⁰. Les deux ouvrages sont assez proches car ils évoquent l'histoire de l'Italie allant du fascisme de Mussolini au berlusconisme du Cavaliere. *Les Transitions italiennes* propose une biographie commentée de Berlusconi pour essayer de comprendre comment il a pu gagner les élections de 1994. De plus, le livre présente les transitions des années 90 qui viennent bouleverser le

²⁷ BRICE, Catherine. *Histoire de l'Italie*. Perrin, 2003, 483 p.

²⁸ ATTAL, Frédéric. *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*. Armand Colin, 2004, 415 p.

²⁹ FORO, Philippe. *Les transitions italiennes: de Mussolini à Berlusconi*. Harmattan, 2004, 218 p.

³⁰ BIANCO, Alberto et FORO, Philippe. *L'Italie de Mussolini à Berlusconi*. Les Essentiels Milan, 2005, 63 p.

paysage politique italien avec les procès pour corruption et l'effondrement des partis traditionnels. Le second ouvrage mentionné, écrit par Philippe Foro et Alberto Bianco, reprend en grande partie les thèmes évoqués dans le précédent ouvrage. Ce livre suit la radiographie de l'histoire de l'Italie de Mussolini à Berlusconi. L'intérêt central de cet ouvrage provient du fait que les auteurs se demandent pourquoi les Italiens ont décidé d'élire un véritable homme de communication en la personne de Silvio Berlusconi en 1994.

2/ La communication politique de Berlusconi

Au cours de cette phase de production, deux ouvrages s'intéressent à la complexité du Cavaliere et à son image surexposée. Pierre Musso et Vincenzo Susca sont tous les deux spécialistes de la communication. Pierre Musso, professeur de sciences de l'information et de la communication rédige *Berlusconi, le nouveau prince*³¹ en 2003. Il reprend des sujets déjà abordés dans d'autres ouvrages, notamment le fait que le berlusconisme est une nouvelle façon de faire de la politique. Cependant, il se distingue des autres dans la formulation de ses thèses. Pour Pierre Musso, la nouvelle forme politique inaugurée par Berlusconi est une « néo-politique dont il est le prince ». Le terme de « prince » fait ici référence au sens machiavélien. Il est ainsi le nouveau prince de l'entreprise télévisuelle qui a su répondre à la crise politique. Pierre Musso évoque la stratégie du Cavaliere autour de l'incarnation de son rêve pour l'Italie. C'est en cela que repose le discours de Silvio Berlusconi. Pour lui, la victoire du Milanais en 1994 est due à sa capacité « managériale de l'imaginaire » qui est une réponse à la crise de la représentation politique.

Revenons à présent vers le deuxième auteur spécialiste en communication politique et en sociologie de la postmodernité et de l'imaginaire, Vincenzo Susca³². Dans son livre, il tente d'interpréter le phénomène Berlusconi. Pour lui, son succès repose sur son incarnation des désirs du peuple qualifiés de « barbares » par l'intelligentsia. Susca évoque le poids et l'importance de la télévision en Italie qui aurait unifié le pays en lui fournissant un jargon commun. La télévision est le lieu de l'imaginaire, Berlusconi en s'emparant de la télévision, s'est aussi emparé de l'imaginaire. L'auteur nous révèle qu'il existerait une Italie coupée en deux, celle de l'écran contre celle du livre. Il ajoute également que le Cavaliere est responsable du passage à une politisation du spectacle. De plus, Vincenzo Susca montre que

³¹ MUSSO, Pierre. *Berlusconi, le nouveau prince*. Monde en cours. La Tour-d'Aigues: Editions de l'Aube, 2004, 195 p.

³² SUSCA, Vincenzo. *A l'ombre de Berlusconi: les médias, l'imaginaire et les catastrophes de la modernité*. Questions contemporaines. Paris Budapest Torino [etc.: l'Harmattan, 2006, 206 p.

Berlusconi est un produit politique qui est destiné à être consommé, il est l'homme providentiel, le sauveur de la Nation. Silvio Berlusconi, c'est un phénomène nouveau, c'est la modernité, il tente de montrer qu'il ne fait pas partie de l'ancien monde politique italien en train de s'écrouler. L'auteur avait notamment résumé sa thèse dans un article paru deux ans plus tôt, *Phénoménologie de Silvio Berlusconi*³³.

La communication politique de Silvio Berlusconi est étudiée par Guido Squeglia³⁴ qui réalise un mémoire sur le « *Le langage de Silvio Berlusconi à travers ses discours et ses interventions médiatisées, 1994-1998* ». Dans ce mémoire, l'auteur travaille sur les prises de paroles de Silvio Berlusconi à partir de son arrivée en politique jusqu'en 1998. Il aborde les méthodes de communications utilisées par le Cavaliere, un domaine dans lequel il est expert. Son emprise dans les médias et sa façon très travaillée de communiquer lors des interventions médiatisées font de lui un cadreur de la communication politique. Pour l'auteur, c'est notamment grâce à cela que Silvio Berlusconi s'est imposé lors des élections de 1994. De plus, Guido Squeglia évoque aussi le contenu des discours du Milanais ainsi que l'aspect qualifié de « populiste » de sa communication envers les électeurs italiens. Son travail de recherche permet ainsi d'obtenir l'image d'un Silvio Berlusconi séducteur, homme de communication se servant de son empire médiatique pour réussir en politique dès son arrivée en 1994.

Le politologue Pierre Musso³⁵ s'intéresse également à la communication politique du Cavaliere dans « *Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique* » publié en 2005. Il aborde le « phénomène Berlusconi » par le versant du populisme. Pour l'auteur, et pour beaucoup d'observateurs, le Milanais aurait remporté les élections car il possédait trois grands réseaux nationaux de télévision. Pierre Musso évoque la notion de populisme en faisant le lien avec l'empire médiatique de Berlusconi, il utilise notamment le terme de « télé-populisme ». La télévision qu'il contrôle lui permet ainsi d'informer les électeurs en tentant d'influencer leurs choix électoraux.

³³ SUSCA, Vincenzo. « Phénoménologie de Silvio Berlusconi ». *Sociétés*, n°84, février 2004, pp 41-56.

³⁴ SQUEGLIA, Guido. « *Le langage de Silvio Berlusconi à travers ses discours et ses interventions médiatisées, 1994-1998* ». Mémoire de DEA, Science politique. Toulouse 1, 2002, 122 p.

³⁵ MUSSO, Pierre. « *Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique* ». In *La communication politique*, édité par Arnaud Mercier. Les essentiels d'Hermès. Paris: CNRS Éditions, 2019 (réédition du livre de 2005), pp 172-180.

3/ Des thèmes récurrents

Au sein de cette phase de production, de nombreux ouvrages reprennent des thèses déjà évoquées. C'est notamment le cas pour l'ouvrage collectif dirigé par Manlio Graziano dans *L'Italie aujourd'hui: situations et perspectives après le séisme des années 1990*³⁶. Dans ce livre collaboratif publié en 2004, on distingue la participation d'historiens, de professeurs de droit, de journalistes, de politologues ainsi que des italianistes. Ils sont tous des spécialistes de l'Italie contemporaine ce qui nous permet d'obtenir leur lecture des changements intervenus dans le pays au cours des années 1990. Notamment avec un bouleversement de tous les repères traditionnels de l'économie, des rapports sociaux et de la compétition électorale en Italie. Ils étudient également la crise de l'Etat ainsi que les difficultés de compréhension des mutations italiennes en France.

Dans « l'Italie du politique »³⁷, un recueil d'articles publié dans la revue *Pôle Sud* en 2003, on retrouve aussi le thème des changements politiques survenus au cours de la fin du XXe siècle en Italie. Christophe Roux a réuni plusieurs textes sur l'histoire politique de l'Italie, plusieurs documents me sont très précieux dans le cadre de cette étude de cas. Notamment la partie rédigée sur la démocratie italienne de Berlusconi de la page 47 à 61. Marc Lazar est aussi présent dans ce recueil d'articles. Il répond à une question importante, l'Italie est-elle une nation comme les autres ? La réponse est non.

Un autre auteur revient aussi sur les mutations des années 1990 en amenant le sujet vers le thème de la magistrature. Jean-Louis Briquet³⁸ rédige « « Juges rouges » ou « Mains propres » ? La politisation de la question judiciaire en Italie » qui paraît en 2002. L'auteur revient sur l'ascension de Silvio Berlusconi en Italie, il aborde surtout les relations exécrables entre le gouvernement et la magistrature. La justice a eu un rôle majeur dans la mutation politique que connaît le pays dans les années 90 avec l'opération « Mains propres ». Il évoque le fait que la magistrature s'est vue accorder une autorité à la fois politique et morale au cours de cette période. On remarque alors comment Berlusconi tente de neutraliser le plus possible ce gain d'autorité de la magistrature mais nous y reviendrons dans notre étude de cas. On voit ainsi le début d'une relation conflictuelle qui naît entre Silvio Berlusconi et la magistrature italienne, c'est également un thème très présent dans les articles de presse françaises.

³⁶ BONGIOVANNI, Bruno et GRAZIANO, Manlio. *L'Italie aujourd'hui: Situation et perspectives après le séisme des années 90*. Editions L'Harmattan, 2004, pp 187-202.

³⁷ ROUX, Christophe. *Pôle Sud*. « L'Italie du politique », n°19, novembre 2003, pp 47-61.

³⁸ BRIQUET, Jean-Louis. « « Juges rouges » ou « Mains propres » ? ». *Critique internationale*, n°15, 2002, pp 621-636.

IV/ 2006 : La dernière phase

Pour cette dernière phase de production, les ouvrages sont également nombreux. Le phénomène Berlusconi continue d'intéresser la production scientifique qui comme nous l'avons déjà mentionné suivent le parcours politique du Cavaliere. Ainsi, comme ce fut le cas pour les autres phases de production scientifique, les politologues et les journalistes sont toujours les auteurs les plus prolifiques.

1/ Les années Berlusconi

Au sein de cette sous-partie, nous allons commencer par évoquer deux auteurs, deux politologues, Marc Lazar et Hugues Portelli. Ces spécialistes ont une analyse plutôt nuancée du phénomène Berlusconi. Malgré certaines similitudes leur thèses diffèrent.

Commençons par Hugues Portelli, il est professeur de sciences politiques et spécialiste de la vie politique italienne. Dans son ouvrage, *L'Italie de Berlusconi*³⁹ qui paraît en 2006, il souligne l'aspect atypique du Cavaliere. Tout au long de son livre, l'auteur se demande pourquoi les électeurs ont voté pour lui à deux reprises, la première fois en 1994 et la deuxième fois en 2001. Il cherche à comprendre comment sa renommée douteuse et son programme politique, qu'il qualifie de simpliste, ne lui ont pas causé du tort dans l'isolement. Hugues Portelli se questionne aussi sur l'avenir de l'Italie après le passage de Silvio Berlusconi à la tête du pays. Il évoque également le fait que le Cavaliere a su maintenir son empire et son pouvoir malgré les nombreuses procédures de justice à son encontre. Les relations difficiles entre Berlusconi et la magistrature sont d'un intérêt majeur pour l'étude de cas à venir notamment lorsqu'il évoque son premier mandat en 1994.

Le thème de la crise politique engendre l'ouvrage de Marc Lazar, *L'Italie à la dérive*⁴⁰. Pour ce spécialiste des gauches et de la vie politique italienne, la crise politique n'est pas propre à l'Italie. La dérive de l'Italie, incarnée par Silvio Berlusconi, est, pour lui, annonciatrice d'une future crise politique pour l'Europe occidentale. La démocratie italienne

³⁹ PORTELLI, Hugues. *L'Italie de Berlusconi*. Au fait. Paris: Buchet-Chastel, 2006, 106 p.

⁴⁰ LAZAR, Marc. *L'Italie à la dérive: le moment Berlusconi*. Paris: Perrin, 2006, 156 p.

est souvent synonyme d'instabilité mais les autres démocraties connaissent, elles aussi, une mutation. Il constate que Berlusconi a apporté avec lui une nouvelle façon de faire de la politique, en mélangeant l'ancien et le nouveau. Il se voulait un candidat anti-politique lors des élections de 1994 mais il est devenu par la force des choses un politicien. Le berlusconisme a apporté certains changements voués à perdurer dans le temps comme la communication médiatique et la personnalisation du pouvoir. Dans son livre, Marc Lazar se demande aussi « comment l'Italie a-t-elle pu accoucher du phénomène Berlusconi ? ». Il revient aussi sur plusieurs thèmes récurrents et qui anime la vie du Milanais à savoir les médias, l'argent, les affaires, la télévision et le football. Le politologue nous expose comment la crise du système politique italien a permis l'apparition de Silvio Berlusconi.

Marc Lazar est également l'auteur d'un article qui paraît durant cette période, « Heurs et malheurs de Silvio Berlusconi »⁴¹. Il revient sur les différents moments des années politiques et du parcours du Cavaliere. Lazar mentionne aussi « la révolution berlusconienne » en citant la communication politique de Berlusconi. En soi, son article reprend les idées principales de *L'Italie à la dérive*⁴².

2/ La production scientifique post 2006

Nous avons prouvé au cours de cette historiographie que la production scientifique est calquée sur le parcours politique de Silvio Berlusconi. Sa carrière politique ne s'arrête pas en 2006 et il en va de même pour la production scientifique autour du sujet. Au cours de cette phase de production la plus récente, on remarque que le sujet passionne encore de nombreux auteurs de différents horizons. On retrouve notamment des historiens, des politologues, des italianistes, et des journalistes témoignant de l'intérêt encore présent envers le phénomène Berlusconi. Le milieu universitaire étant plus productif au cours de cette période, on dénombre notamment deux mémoires.

Anne-Sophie Lasserre⁴³ étudiante en Histoire contemporaine à Toulouse publie un mémoire sur « *Les représentations de Silvio Berlusconi en France de 1994 à 2006* » en 2007. Dans son travail universitaire, elle tente de saisir toutes les représentations françaises autour de Berlusconi au cours de son parcours politique entre 1994 et 2006. Anne-Sophie Lasserre travaille notamment sur l'évolution de son image au cours de ces douze années. Ce mémoire

⁴¹ LAZAR, Marc. « Heurs et malheurs de Silvio Berlusconi ». *Le Débat*, n°139, 2006, pp 15-28.

⁴² LAZAR, Marc. *L'Italie à la dérive: le moment Berlusconi*. Paris: Perrin, 2006, pp 37-44.

⁴³ LASSERRE, Anne-Sophie. « *Les représentations de Silvio Berlusconi en France de 1994 à 2006* ». Mémoire de Master 1ère année. Histoire contemporaine. Toulouse 2, 2007, 187 p.

est donc d'une grande utilité, même si son étude de cas aborde les élections de 2006 et la potentielle fin de sa carrière politique.

Une autre étudiante s'est également attaquée à l'aspect des représentations autour de la personne de Silvio Berlusconi. Anne-Claire Delauney⁴⁴ publie « *L'image de l'Italie et de S. Berlusconi (1994-2008) dans cinq hebdomadaires français* » en 2012. Dans cette thèse de doctorat, l'historienne a tenté de saisir l'image de l'Italie vu par les grands journaux de presse en France. Elle s'intéresse également à la formation du premier gouvernement de Silvio Berlusconi. Anne-Claire Delauney démontre, dans son travail, que l'image de l'Italie peut être influencée par les idéologies et les postures politiques des hebdomadaires français. Plusieurs facteurs peuvent jouer un rôle comme la situation politique, les rivalités sportives, et les engagements politiques. Il est évident que l'image de l'Italie décrite par cette presse française est liée à l'image de Silvio Berlusconi.

Toujours en lien avec Silvio Berlusconi et à l'aspect des représentations, Eric Jozsef qui est journaliste pour le quotidien *Libération* et correspondant du journal en Italie publie son ouvrage, *Italie : les années Cavalière*⁴⁵. Il nous livre dans son ouvrage un recueil de ses articles sur le sujet. Eric Jozsef s'intéresse à l'ascension du Cavalière, ainsi qu'à son retour au pouvoir dans le pays. L'intérêt central de cet ouvrage, c'est d'avoir accès aux représentations et aux images de l'auteur envers Silvio Berlusconi.

Bruno Ravaz s'intéresse à la notion de populisme qui n'est jamais bien loin de la figure de Berlusconi dans la presse française. Dans son article⁴⁶ « Le populisme de Berlusconi ou les recettes de la popularité durable » paru dans la revue *Pouvoirs* en 2009, il évoque l'utilisation populiste des médias de la part du Cavalière. L'auteur utilise les thèses développées par Pierre-André Taguieff pour aborder la notion de populisme. Il distingue notamment plusieurs aspects du populisme moderne à savoir la mobilisation des masses, une idéologie, le rejet de l'élite, un chef charismatique et un discours adapté à la communication de masse. Si l'on suit les thèses de Pierre-André, Silvio Berlusconi semble donc cocher plusieurs critères de l'incarnation du populisme moderne. Dans l'article de Bruno Ravaz, on retrouve ainsi le lien entre le Cavalière et le populisme qui semble particulièrement visible à travers l'utilisation de son empire médiatique lors de son parcours politique.

⁴⁴ DELAUNEY, Anne-Claire. « *L'image de l'Italie et de S. Berlusconi (1994-2008) dans cinq hebdomadaires français* ». Thèse de doctorat, Université Panthéon-Assas, 2012, 251 p.

⁴⁵ JOZSEF, Eric. *Italie : les années Cavalière*. Éditions du Cygne, 2008, 154 p.

⁴⁶ RAVAZ, Bruno. « Le populisme de Berlusconi ou les recettes de la popularité durable ». *Pouvoirs*, n° 4, 2009, pp 149-161.

L'utilisation de l'empire médiatique de Berlusconi est le thème central de l'ouvrage de Riccardo Brizzi⁴⁷. Le professeur italien d'histoire contemporaine à l'université de Bologne travaille sur la transformation que connaissent les régimes démocratiques dans la dévolution du pouvoir. Il aborde notamment la personnalisation du pouvoir par un leader, Silvio Berlusconi, qui domine ainsi la vie politique. Brizzi fait le lien entre la personnalisation de la vie politique et les moyens de propagandes comme la télévision en prenant l'exemple de l'Italie et donc du magnat des médias. Il montre notamment comment la télévision a servi de tremplin à la carrière politique de Silvio Berlusconi.

Le phénomène Berlusconi passionne également deux autres auteurs qui articulent un travail très différent. Alan Friedman qui fut correspondant à Milan pour le *Financial Times* dresse le portrait du Cavaliere dans une biographie issue d'une interview⁴⁸. Il revient sur son parcours, sa vie privée, ses procès, ses échecs et ses réussites dans un entretien retranscrit dans son ouvrage. Giovanni Orsina⁴⁹, l'historien, politologue et journaliste italien, s'intéresse également au phénomène Berlusconi mais en abordant un autre thème. Dans son livre, l'auteur italien se demande si le phénomène Berlusconi peut se comprendre seulement en se focalisant sur la personnalité du Milanais et sur son pouvoir médiatique. La réponse est non. Orsina tente de montrer le contraire en critiquant l'idéologie du berlusconisme. Il ne rédige pas un plaidoyer, c'est un essai dans lequel il tente de conceptualiser les mouvements profonds de l'Italie moderne avec l'arrivée au pouvoir de Berlusconi en 1994.

3) Des thèmes toujours autant d'actualité

Dans cette dernière phase de production, on constate que certains thèmes récurrents passionnent toujours autant les auteurs. La crise politique et la transition que connaît l'Italie depuis les années 1990 ravivent toujours autant la production scientifique.

Manlio Graziano, universitaire italien, spécialisé en géopolitique, est l'auteur de « *L'Italie. Un État sans nation ?* »⁵⁰ qui paraît en 2007. L'italien tente de nous donner des clés de lecture pour mieux comprendre les constantes et les changements qui ont caractérisé

⁴⁷ BRIZZI, Riccardo. « Télévision et personnalisation politique en Italie (1954-1994) ». *Revue historique*, n° 4 (s. d.): 855-. 2014 pp 855-873.

⁴⁸ FRIEDMAN, Alan. *My way : Silvio Berlusconi se raconte à Alan Friedman*. Michel Lafon, 2015, 394 p.

⁴⁹ ORSINA, Giovanni. *Le berlusconisme dans l'histoire de l'Italie*. Paris: Les Belles Lettres, 2018, 336 p.

⁵⁰ GRAZIANO, Manlio. *L'Italie. Un État sans nation ?* Érès, 2007, 392 p.

l'histoire de l'Italie. Notamment le séisme politique des années 1990 qui est au centre de notre étude de cas. Dans cet ouvrage, à destination des lecteurs français, le dernier chapitre mentionnant la crise politique italienne est d'un intérêt majeur. En 2008, Guido Crainz s'interroge lui aussi sur les transformations de la société italienne du XXe siècle⁵¹.

L'intérêt majeur de son ouvrage est qu'il aborde les mutations sociologiques qui bouleversent l'Italie à partir de la deuxième moitié du XXe siècle. L'auteur met ainsi en lumière les grandes ruptures chronologiques de l'Italie. Notamment, l'après-guerre, les années de tensions dans les années 1960 et 1970 ainsi que la crise de la République italienne. La partie la plus pertinente est celle qui mentionne le Cavaliere dès l'année 1984 en tant qu'entrepreneur. Guido Crainz évoque également le fait que le Milanais se soit présenté comme le candidat anti-politique et comme le sauveur de l'Italie apportant avec lui le nouveau miracle italien. Pour conclure cette historiographie, nous devons citer l'ouvrage collectif de Mario Telo, Giulia Sandri et Luca Tomini⁵². Les auteurs présentent les versions révisées et mises à jour du colloque international, « La transition italienne dans le cadre européen » organisé à Bruxelles. Le livre aborde le système politique, la société civile, et les institutions en Italie. Le chapitre sur « La démocratie italienne mise à l'épreuve » avec des citations de Marc Lazar est particulièrement intéressant. De plus, le cinquième chapitre sur l'Italie entre 1992 et 2012 est au centre de notre sujet d'étude car il aborde le premier mandat de Silvio Berlusconi.

⁵¹ CRAINZ, Guido. *Les transformations de la société italienne*. Vingtième siècle, Revue d'Histoire, 2008, pp 103-113.

⁵² TELO, Mario, SANDRI, Giulia, et TOMINI, Luca. *L'état de la démocratie en Italie*. Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, 168 p.

Etude de cas : Première partie
(1993-1996)

I. Silvio Berlusconi : l'anomalie à l'italienne

1/ Du petit écran au bureau de vote

Silvio Berlusconi se fait connaître par les journalistes français bien avant d'être considéré comme un politicien italien. Dès novembre 1985, le nom du Milanais commence à faire parler dans le pays avec la création de la future cinquième chaîne de télévision française. Mais qui est donc cet homme d'affaires italien au sourire charmeur et au costume cintré ? En 1985, le président de la République, François Mitterrand, annonce la création de deux nouvelles chaînes de télévision privées ayant pour objectif d'émettre avant les élections législatives de 1986. Bettino Craxi, le président du Conseil italien conseille ainsi à son homologue français de donner sa chance à son grand ami, le magnat des ondes, Silvio Berlusconi. Il est l'un des hommes d'affaires les plus importants d'Italie avec la constitution progressive de son empire médiatique à partir de son groupe Fininvest. C'est la période qualifiée d'anomalie italienne par Pierre Musso⁵³, au cours de laquelle le Cavaliere commence à forger son empire. L'Italie est considérée comme un laboratoire de la dérégulation télévisuelle pour l'Europe entière⁵⁴. En 1985, le Milanais possède trois grandes chaînes de télévisions : Canale 5, Italia 1 et Rete 4. Il est également en cours de négociation pour le rachat du Milan AC qui interviendra l'année d'après. Silvio Berlusconi est ainsi le propriétaire du plus grand groupe de télévision en Italie, il possède également un important catalogue de séries et de films venant d'Amérique qu'il vend aux chaînes européennes⁵⁵. Son poids télévisuel en Europe lui permet d'être choisi comme actionnaire principal avec Jérôme Seydoux et Christophe Riboud. Dans cet article⁵⁶, on apprend également que le Milanais semble déjà souffrir d'une réputation plus ou moins sulfureuse du côté de la France. En effet, les Français commencent à s'intéresser au nouveau magnat des ondes venant ainsi s'imposer sur le marché télévisuel français. L'origine de sa grande fortune pose notamment débat du côté français, on se demande si son argent peut-être qualifié de propre et même s'il aurait pu avoir affaire avec la Mafia sicilienne. En 1985, ce ne sont que de simples affabulations, c'est

⁵³ VEYRAT-Masson, Isabelle. « Berlusconi et les médias ». *Le Temps des médias*. Rendez-vous de l'Histoire. 10 octobre 2019.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Anonyme. « La cinq, l'étoile filante ». *Mandorine.fr*, 23 janvier 2017.

⁵⁶ *Ibid.*

surtout la gauche française qui semble percevoir son arrivée comme une intrusion. Silvio Berlusconi est déjà mêlé à des affaires judiciaires dans le pays, il est aussi jugé coupable d'avoir conduit le cinéma italien à sa perte. Malgré, cette réputation déjà peu flatteuse en France, il est quand même choisi par le président Mitterrand pour la mise en place de la cinquième chaîne de télévision. La Cinq enchaîne les échecs, les chiffres de l'Audimat sont mauvais, l'italien n'arrive pas à réaliser son recrutement de « stars » pour la chaîne. Au début de l'année 1992, la chaîne est déjà sur le point de fermer, Silvio Berlusconi propose alors de reprendre seul, l'intégralité de la chaîne⁵⁷. Cette proposition déclenche immédiatement un tollé médiatique et politique dans le pays. Les chaînes françaises : TF1, France Télévision, Canal + et M6 s'allient ainsi dans une coalition pour chasser Berlusconi de France. La Cinq prend ainsi fin le 12 avril 1992. Silvio Berlusconi, habitué à réussir tout ce qu'il entreprend connaît ainsi un échec retentissant en France. Quel lien peut-on ainsi faire avec l'image de la presse française lors de son arrivée en politique en 1994 et l'échec de la Cinq ?

(Silvio Berlusconi sur un plateau de télévision de la Cinq)



(<https://thevision.com/politica/strategia-comunicazione-berlusconi/>)

⁵⁷ *Ibid.*

Son image en France fut grandement détériorée par cet échec télévisuel, influençant ainsi le jugement des journalistes français lors de son arrivée sur la scène politique italienne. Pour Fabrice Drouelle, journaliste à *France Inter*, la Cinq, c'est le fiasco télévisuel le plus retentissant qu'ait connu le pays⁵⁸. Silvio Berlusconi est ainsi vu comme un « matamore »⁵⁹ pour le journaliste, responsable de ce fiasco et de cette tentative d'acculturation. Il est jugé responsable d'avoir apporté, avec lui, une télévision considérée comme vulgaire et misogyne : « La Cinq de Berlusconi se permet de filmer un peu trop bas ou bien dans les décolletés plongeants »⁶⁰. Le journaliste de *France Inter* explique ainsi que la Cinq n'a pas survécu car elle semble ne pas avoir respecté l'exception culturelle de la France. Silvio Berlusconi est alors perçu en France comme quelqu'un de misogyne, outrancier, venant apporter avec lui une télévision poubelle ne respectant pas l'identité et l'exception culturelle françaises : « La Cinq est la décennie des années 80, ce que la pornographie est à l'amour »⁶¹. L'image de Silvio Berlusconi en France se dégrade ainsi dès la fin des années 1980, mais à travers lui c'est aussi l'image de l'Italie qui semble dépréciée. Le pays qui accepte la télévision poubelle de Berlusconi est perçu comme un pays dans lequel on s'accommode plus facilement du mauvais. On trouve ici dans les propos du journaliste de France Inter, une certaine condescendance française envers son voisin mais nous y reviendrons plus tard.

Ainsi, il était essentiel de démontrer que l'échec de la Cinq en France a eu des effets particulièrement négatifs sur l'image et les représentations des milieux médiatiques français envers Silvio Berlusconi. Le nom du Milanais n'est pas seulement lié à l'échec de la Cinq en France, Berlusconi rime également avec Maldini. Le 20 février 1986, le Cavaliere décide d'acheter le Milan AC, le club de football de sa ville de naissance. Il souhaite en faire un grand club européen, en modernisant le club comme il le fait pour une entreprise. Il n'a pas acheté le Milan AC par hasard, il devient propriétaire du club de sa jeunesse, avec lequel il a tissé un amour juvénile transmis par son père qui l'amenait à San Siro. Il modernise ainsi les structures du club pour refonder l'AC Milan victorieux des années 50. De ce fait, il utilise sa fortune personnelle pour recruter des joueurs de classes mondiales comme Marco Van Basten, Frank Rijkaard et Roberto Donadoni pour faire gagner l'AC Milan. Il aura bien plus de succès que lors de la création de la Cinq en France puisque le club renaît de ses cendres en

⁵⁸ DROUELLE, Fabrice. « La 5 de Berlusconi - Fastes et décadences de la télévision française ». *France Inter.fr*, 4 août 2015.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

devenant le meilleur club italien puis le meilleur club européen des années 1990. En France, après l'échec de l'arrivée télévisuelle de Berlusconi, une deuxième image du Cavaliere arrive dans le pays, celle d'un entrepreneur à succès et d'un grand président d'un club de football. Le club milanais croisera notamment la route d'une équipe française lors de sa course à la consécration européenne, l'Olympique de Marseille. Le club phocéen élimine l'équipe de Berlusconi en 1991, deux ans plus tard, l'OM remporte la finale de la Ligue des Champions contre le Milan AC devenant ainsi le premier club français de l'histoire à remporter la coupe d'Europe.

(Silvio Berlusconi tenant le trophée de la ligue des champions et la coupe du monde des clubs)



(<https://sempremilan.com/heres-to-you-silvio-berlusconi>)

Malgré cette défaite face à l'OM, Silvio Berlusconi a fait renaître le club qui remporte notamment 29 trophées en 31 ans de règne à la tête du club lombard. Alors pourquoi évoquer le lien entre Berlusconi et ce club de football ? En Italie, comme dans d'autres pays ayant une culture football comme l'Angleterre ou l'Argentine, le football occupe une place très importante au sein de la société. Silvio Berlusconi en achetant le Milan AC tisse un lien fort avec les italiens fans de football qui par la même occasion deviennent en quelque sorte fans du Cavaliere⁶². Il utilise ce club de football pour se rapprocher du peuple italien. Berlusconi, en remportant de nombreux trophées avec le Milan AC, devient aux yeux des tifosi un héros populaire. C'est notamment ce que nous montre Alan Friedman dans sa biographie du Cavaliere⁶³ ainsi que Marc Lazar⁶⁴. Ces deux auteurs expliquent notamment comment le Milanais a utilisé le football et ce club pour se construire une image publique aux yeux des Italiens. Avant même de faire son arrivée sur la scène politique italienne, Silvio Berlusconi cherche à contrôler son image, il souhaite montrer aux Italiens qu'il est un entrepreneur à succès capable de réussir tout ce qu'il entreprend. Ainsi en évoquant, la Cinq et le Milan AC, nous avons souhaité revenir sur les images du Cavaliere possiblement perçues par la presse française avant son arrivée sur la scène politique italienne. Pour mieux interpréter les perceptions de la presse française du « phénomène Berlusconi », nous avons pensé qu'il était judicieux de chercher les possibles a priori des médias français sur le Cavaliere.

Après avoir parlé de télévision et de football, deux thèmes qui ont animé la vie de Silvio Berlusconi, il nous faut maintenant parler de politique. C'est cette facette du « phénomène Berlusconi » qui est au centre de cette étude de cas. Son premier lien avec la sphère politique italienne provient de sa relation et de son amitié envers Bettino Craxi, le leader du parti socialiste qui deviendra notamment président du Conseil en Italie. Cette amitié permet au Milanais de construire son empire médiatique en toute légalité grâce à l'appui haut placé de Bettino Craxi qui est alors au gouvernement⁶⁵. Il ne contrôle pas l'entièreté de la télévision italienne, mais grâce à la déréglementation télévisuelle, Berlusconi a pu construire son empire médiatique progressivement. Le premier lien que noue le Cavaliere avec le Parti Socialiste de Bettino Craxi, lui sert directement en tant qu'entrepreneur et propriétaire d'un

⁶² LAZAR, Marc. *L'Italie à la dérive: le moment Berlusconi*. Paris: Perrin, 2006, 156 p.

⁶³ FRIEDMAN, Alan. *My way : Silvio Berlusconi se raconte à Alan Friedman*. Michel Lafon, 2015, 394 p.

⁶⁴ LAZAR, Marc. *L'Italie à la dérive: le moment Berlusconi*. Paris: Perrin, 2006, 156 p.

⁶⁵ MUSSO, Pierre. *Berlusconi, le nouveau prince*. Monde en cours. La Tour-d'Aigues: Editions de l'Aube, 2004, 195 p.

véritable empire auquel vient s'ajouter Mondadori, la plus grosse maison d'édition en Italie dans les années 1990⁶⁶.

Silvio Berlusconi mène ainsi la dolce vita à la tête de son empire, mais l'histoire n'est pas très indulgente avec les hommes qui se prennent pour Dieu. Les années 90 en Italie sont particulièrement mouvementées, comme nous l'avons déjà mentionné au cours de l'introduction générale. La magistrature italienne lance l'opération « Mains propres », une série d'enquêtes judiciaires réalisées au début des années 1990 qui visait des personnalités du monde politique et économique italien. Ces enquêtes mirent au jour un système de corruption et de financement illicite des partis politiques surnommé Tangentopoli. Cette enquête vient littéralement décapiter la classe politique traditionnelle en provoquant de nombreuses mises en examen⁶⁷. L'Italie est alors frappée par une vague sans précédent de scandales, de corruption provoquant des scissions et des dissensions au sein des partis italiens traditionnels. Très affaiblis électoralement, les partis de gouvernement (la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste italien) sont disqualifiés de la course au pouvoir⁶⁸. Ils ne paraissent pas en mesure de reconduire la majorité parlementaire, ni même de forger une alliance pour accéder au pouvoir. La crise politique des années 1990 provoque donc un vaste big-bang, provoquant ainsi une profonde mutation de ses formes démocratiques. La presse française de l'époque y voit notamment le déroulement d'une période particulièrement « bizarre », donnant l'image d'un pays en perdition, sans boussole qui connaîtra l'arrivée de la « comète politique »⁶⁹ en la personne de Silvio Berlusconi.

Les raisons qui expliquent l'arrivée en politique de Silvio Berlusconi sont nombreuses. Elles varient également en fonction des spécialistes, des journalistes, si l'on est contre ou relativement neutre envers le « phénomène Berlusconi ». L'opération "Mains propres" détruit la carrière politique d'un grand nombre de politiciens italiens, c'est notamment le cas de Bettino Craxi, l'ami de Silvio Berlusconi. En effet, avec la condamnation du leader du parti socialiste, Berlusconi se retrouve sans un appui de poids. Son empire médiatique n'est plus protégé par son lien fort avec Craxi. L'entrepreneur de talent a sûrement senti le vent tourner, c'est une des raisons qui expliquerait son arrivée en

⁶⁶ DEVILLIERS, Sofia. Berlusconi et les médias italiens. *FranceInter.fr*, 9 février 2013.

⁶⁷ LAZAR, Marc. Le génie politique de l'Italie contemporaine. *La vie politique*. 2021, pp 241-249.

⁶⁸ BRIQUET, Jean-Louis. *L'entrée en politique d'un homme d'affaires. Silvio Berlusconi et la création de Forza Italia (juin 1993-mars 1994)*. Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Strasbourg, 2011, 33 p.

⁶⁹ GHERARDI, Sophie. « Vie et mort du berlusconisme scientifique ». *Le Monde*, 19 novembre 1995.

politique. Pierre Musso ajoute un nouvel élément explicatif, le Cavaliere est dans le viseur de la justice italienne dans le cadre de plusieurs enquêtes judiciaires concernant la création de son empire médiatique⁷⁰. Il déclare lui-même avec un ton humoristique : « *Je dois entrer en politique sinon je serais taillé en pièces* »⁷¹. Fedele Confalonieri, président de Mediaset et allié de Berlusconi affirme que le Cavaliere était au courant des enquêtes contre lui avant sa décision d'entrer en politique⁷². Les détracteurs de Silvio Berlusconi pensent notamment qu'il a décidé d'entrer en politique pour jouir de l'immunité politique. Ce fut évidemment démenti de façon catégorique par le principal intéressé. L'explication la plus plausible, la plus souvent mentionnée par les spécialistes, c'est que Silvio Berlusconi a senti qu'il était possible pour lui de faire son entrée en politique après l'opération « Mains propres » ayant décimée la classe politique. L'entrepreneur décide alors d'occuper ce gouffre politique avec la création de son nouveau parti, inspiré des cris des tifosi du Milan AC, Forza Milan devient ainsi Forza Italia⁷³.

L'entrée en politique fait d'abord couler beaucoup d'encre en Italie puis en France. Il est l'homme le plus puissant du pays en étant à la tête d'une énorme machine multimédia, Berlusconi rime ici avec anomalie comme nous le montre Véronique Taveau⁷⁴. On a ici l'image d'un richissime entrepreneur qui décide de monter de toutes pièces son parti politique Forza Italia, quelques mois avant les prochaines élections. Le 26 janvier 1994, le Cavaliere annonce sa candidature à la présidence du Conseil dans la fameuse déclaration télévisée transmise par ces chaînes de télévisions : « *J'ai choisi de descendre sur le terrain et de m'occuper de la chose publique. [...] Je ne veux pas vivre dans un pays non libéral, gouverné par des forces immatures et des hommes liés à un passé politiquement et économiquement désastreux* »⁷⁵. Ainsi, deux mois avant les élections générales anticipées, Berlusconi se lance dans une campagne éclair, durant laquelle il saura parfaitement utiliser son immense empire médiatique mais nous y reviendrons très prochainement.

⁷⁰ MUSSO, Pierre. *Berlusconi, le nouveau prince*. Monde en cours. La Tour-d'Aigues: Editions de l'Aube, 2004, 195 p.

⁷¹ *Ibid.*

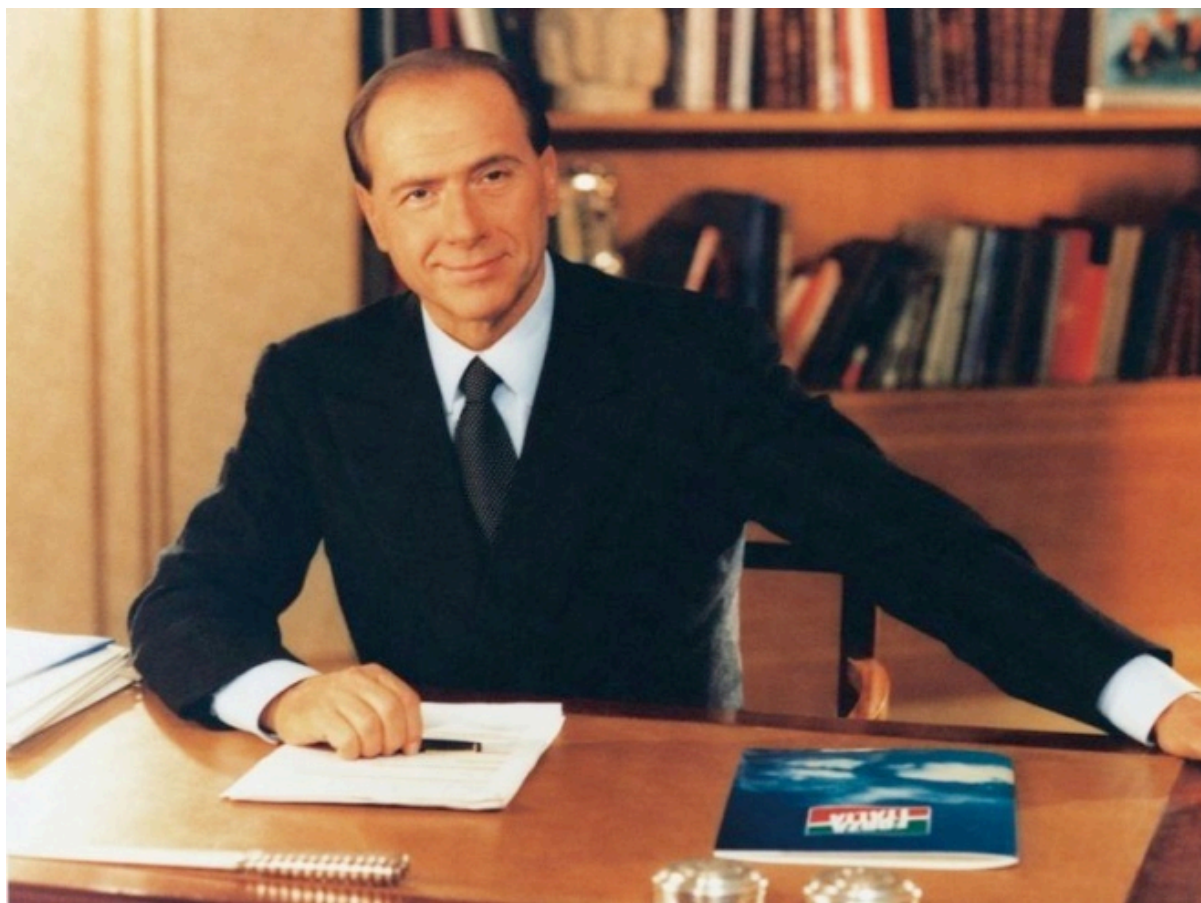
⁷² FRIEDMAN, Alan. *My way : Silvio Berlusconi se raconte à Alan Friedman*. Michel Lafon, 2015, 394 p.

⁷³ MUSSO, Pierre. *Berlusconi, le nouveau prince*. Monde en cours. La Tour-d'Aigues: Editions de l'Aube, 2004, 195 p.

⁷⁴ TAVEAU, Véronique. *Berlusconi MSI*. INA, France 2. 25 novembre 1993.

⁷⁵ LEBRUN, Bernard. *Parti Berlusconi*. INA, France 2. 26 janvier 1994.

(Discours du 26 janvier 1994)



(<https://igufinarranti.altervista.org/ascesa-e-discesa-di-un-politico/>)

La déclaration de Silvio Berlusconi provoque un grand bouillonnement au sein de la presse française, c'est un véritable choc, la situation est particulièrement confuse. Silvio Berlusconi déclare notamment : « *Je crois que nous vivons un moment de grands changements et de grandes confusions, ce que les Italiens attendent n'est pas clair. Nous connaissons de graves difficultés économiques et je crois qu'il faut procéder au redressement du pays* »⁷⁶. On ne sait pas encore si son audace sera récompensée dans les mois qui viennent lorsque les journalistes analysent ses déclarations mais on peut reconnaître à Berlusconi un certain aplomb. Son arrivée sur la scène politique peut prendre départ en 1994 mais il est aussi pertinent d'évoquer que sa décision fut très vraisemblablement prise l'année d'avant lorsqu'il apporte son soutien au candidat néo-fasciste Gianfranco Fini lors des élections

⁷⁶ TAVEAU, Véronique. *Berlusconi MSI*. INA, France 2. 25 novembre 1993.

municipales de la ville de Rome en 1993. Et l'on ressent dans la presse française, une certaine méfiance envers le phénomène Berlusconi, sa proximité avec le MSI et sa force de frappe médiatique interpelle et nous allons y revenir très rapidement. L'anomalie Berlusconi se concrétise les 27, 28 mars 1994, le candidat massivement soutenu par les classes moyennes obtient la majorité absolue à la Chambre des députés (366 sièges sur 630). L'audace du Cavaliere a payé à la surprise générale, au terme d'une campagne éclair ayant duré deux mois, Silvio Berlusconi devient président du Conseil en mai 1994. Deux mois seulement après la fondation de Forza Italia, son parti devient la première force politique du pays.

2/ La victoire du Cavaliere face aux réactions françaises

L'audace de Silvio Berlusconi est récompensée. Après seulement deux mois de campagne, il passe des bureaux de la Fininvest au palais Chigi. C'est un nouvel homme politique, venant du monde de l'entreprise, qui fait son arrivée au pouvoir. Comme une grande partie de ce qui est nouveau, la victoire de Berlusconi est perçue comme une anomalie, une défaite pour la démocratie qui inquiète, y compris en France. Une anomalie inquiétante, alarmante, c'est notamment l'image de Berlusconi que l'on peut percevoir dans l'article⁷⁷ d'Alain Wasmès, journaliste pour *Les Echos* et *l'Express*. Le rédacteur met en lumière l'organisation de Forza Italia qui a permis à Berlusconi de s'imposer sur la scène politique italienne. Le journaliste utilise le terme de « machine électorale » mise en place par Berlusconi avec Forza Italia, alliant communication et surtout séduction des électeurs, en proposant une offre politique, ici, synonyme de produit de consommation. Silvio Berlusconi a révolutionné la manière de faire de la politique en Italie, c'est notamment un élément qui joue en sa défaveur auprès des journalistes français comme nous le voyons avec Alain Wasmès. Forza Italia est ainsi une « machine formidable, invincible, et diabolique » qui s'est inventée de toutes pièces⁷⁸. Diabolique d'ingéniosité en faisant le lien entre les téléspectateurs des chaînes de Berlusconi et les électeurs qui sont la nouvelle cible du Cavaliere. Le journaliste fait ici le lien avec son empire médiatique, lorsqu'il évoque le fait que « 40 millions d'Italiens regardent au moins deux heures et demie par jour les télévisions de Berlusconi »⁷⁹. De plus, l'auteur critique de façon très virulente la télévision proposée par le Cavaliere qui semble rendre « plus bête » les jeunes Italiens : « Ces quinze ans de télévision Fininvest ont déversé des milliers de tonnes de sous-cultures déséduquant tant de jeunes et contribuant à créer des fausses valeurs. Cette inondation pernicieuse a complètement ruiné culturellement une ou deux générations »⁸⁰. L'emprise médiatique et la nouvelle façon de faire de la politique sont une véritable anomalie pour Alain Wasmès. Ce thème est récurrent dans les articles de presse française datant de 1994. La campagne de Berlusconi, relayée par les spots publicitaires de Forza Italia sur ses chaînes de télévision, est pointée du doigt : « Aciéries et ordinateurs, gamins jouant au ballon et famille regardant la télévision, vues aériennes des monuments d'Italie, chansons entraînantes. Berlusconi inonde depuis maintenant plusieurs semaines la

⁷⁷ WASMES, Alain. « L'Amuseur inquiétant ». *L'Express*, 20 janvier 1994.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*

télévision italienne »⁸¹. Ainsi, le parti de Silvio Berlusconi se transforme en une entreprise politique qui en seulement deux mois est parvenue à recueillir plus de 20% des suffrages aux élections législatives des 27 et 28 mars 1994, comme le mentionne Jean Louis Briquet⁸². La victoire de Silvio Berlusconi n'aurait pas pu être possible sans les ressources matérielles, organisationnelles et humaines ainsi que les savoir-faire techniques dont disposait Berlusconi par l'intermédiaire de ses entreprises⁸³. L'auteur revient sur les nouvelles méthodes mises en place par Forza Italia : « Les sondages d'opinion ont été utilisés massivement, d'abord pour évaluer les chances de réussite politique de Silvio Berlusconi. Par la suite, ils ont servi à préciser les messages adaptés à ses cibles prioritaires et les stratégies de communication de son leader en affinant son offre politique en fonction des demandes des citoyens »⁸⁴. Ainsi, tout est nouveau avec Forza Italia qui vient révolutionner les règles de la compétition politique, Berlusconi est alors perçu comme l'homme qui est venu bouleverser la politique italienne.

Riccardo Brizzi travaille sur l'utilisation de la télévision dans la carrière politique de Silvio Berlusconi⁸⁵. Il prolonge ainsi les propos d'Alain Wasmès. Dès le 26 janvier 1994, lorsque Silvio Berlusconi déclare sa candidature à la télévision, ses chaînes relaient abondamment l'information. Il n'est pas un simple candidat, Berlusconi est l'entrepreneur le plus important du pays, il utilise donc son parcours comme une arme lors de son arrivée sur la scène politique en rendant crédible sa candidature. Silvio Berlusconi place la communication au centre de la compétition politique en se servant de son emprise dans le monde télévisuel italien pour faire de « Forza Italia » un parti télévisuel et personnel. Le petit écran permet à Forza Italia de s'affirmer sur la scène politique italienne. La télévision contrôlée par le Milanais a diffusé son discours de candidature mais aussi de nombreux spots télévisés, des émissions et des programmes journalistiques. Sa victoire en 1994 témoigne notamment de la symbiose entre la communication politique grâce à sa télévision et la politique dans un système contemporain. Luciano Cheles⁸⁶ confirme ce propos en étudiant la place de l'image dans le succès politique de Berlusconi en 1994. Les images sont plus fortes que les mots, le

⁸¹ *Ibid.*

⁸² BRIQUET, Jean-Louis. *L'entrée en politique d'un homme d'affaires. Silvio Berlusconi et la création de Forza Italia (juin 1993-mars 1994)*. Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Strasbourg, 2011, 33 p.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ BRIZZI, Riccardo. Télévision et personnalisation politique en Italie (1954-1994). *Revue historique*, n° 672, 2014, pp 855-873.

⁸⁶ CHELES, Luciano. L'image au pouvoir. *Vingtième Siècle*, n°80, 2003, pp 113-122.

Cavaliere l'a compris. Il a placé l'image au centre de sa stratégie de séduction des électeurs italiens, ici la visibilité rime avec succès. Le Milanais met en place un processus de personnalisation, en utilisant l'image du leader lors de sa campagne en 1994. Il est notamment placé au centre des affiches de propagande, son image est retravaillée en la rajeunissant, les rides sont cachées et la calvitie semble avoir disparu comme le démontre Luciano Cheles⁸⁷. Son large sourire l'accompagne sur les affiches, sur les plateaux télévisés et lors des prises de parole. Il en fait l'un de ses atouts de séduction et l'une de ses marques de fabrique. Sa façon de se comporter est ainsi liée à une approche américaine de la propagande politique. Cependant, ce sourire n'est pas perçu de la même façon pour les médias français qui font ainsi le lien avec un sourire qui veut cacher la corruption, les privilèges et l'arrogance de Berlusconi.

La mainmise sur les médias est dénoncée par la presse française qui n'accepte pas la domination médiatique de Cavaliere. Sophie Gherardi⁸⁸, journaliste pour *Le Monde*, montre que l'empire médiatique de Berlusconi dérange en France. Elle évoque notamment « la mainmise du nouveau pouvoir sur les médias audiovisuels du pays »⁸⁹ qui lui semble difficilement acceptable dans une grande démocratie européenne. Bernard Lebrun, correspondant à Rome pour France 2 en 1994 évoque « l'irrésistible ascension de Silvio Berlusconi, se lançant à l'assaut du peuple italien grâce aux médias qu'il contrôle et qu'il croit parfaitement contrôler »⁹⁰. Le journaliste français montre notamment l'importance des médias dans son ascension. Dans ses propos, on remarque que l'empire médiatique de Berlusconi semble déranger en France. Malgré ce contrôle médiatique, il peut arriver que tout ne se passe pas comme prévu pour l'Italien, ce qui semble réjouir le journaliste français. Vittorio Sgarbi, journaliste sur Telegiornale 5, décide d'entrer en opposition avec son chef, Silvio Berlusconi. Ce qui inquiète les médias français, comme le montre Bernard Lebrun, c'est la force de frappe médiatique qui arrive en politique et ce pour la première fois en Italie. Le patron de la Fininvest, du Milan AC, est à présent à la tête du gouvernement. On a ainsi l'image d'un Berlusconi, synonyme d'anomalie, pour le journaliste français qui se demande notamment ce que le milliardaire vient faire en politique. Notamment car il reste au fond le chef d'entreprise ayant des intérêts directs dans le secteur de l'information⁹¹.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ GHERARDI, Sophie. « Vie et mort du berlusconisme scientifique ». *Le Monde*, 19 novembre 1995.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ LEBRUN, Bernard. *Parti Berlusconi*. INA, France 2. 26 janvier 1994.

⁹¹ TAVEAU, Véronique. *Berlusconi MSI*. INA, France 2. 25 novembre 1993.

Silvio Berlusconi devient une menace pour la démocratie en raison de son étiquette d'entrepreneur qui semble lui coller à la peau. Alain Wasmès revient sur un thème récurrent dans ses articles pour *Les Échos* entre 1994 et 1996, les conflits d'intérêts du Cavaliere lors de sa prise du pouvoir. Dans son article⁹² datant du 28 avril 1994, le journaliste évoque une déclaration du chef de l'Etat. Il souligne vouloir « veiller au respect de la liberté, essence de la démocratie »⁹³. Alain Wasmès déclare qu'il est inquiétant de devoir le rappeler, et que cela signifie que « cela ne va pas sans dire »⁹⁴. Jacques Amalric, journaliste pour *Libération*, semble partager le même avis que le journaliste *des Echos*. Il déclare notamment que Berlusconi a gouverné par intérêt, selon ses intérêts privés : « Non content de déployer des trésors de mauvaise foi pour conserver son empire télévisé, son vrai tremplin électoral, il a révélé sa vraie nature de « coupeur de têtes » en procédant à une véritable chasse aux sorcières dans les chaînes publiques, dont il a confié les directions à ses affidés »⁹⁵. Bernard Lebrun évoque le fait que Berlusconi, une fois arrivé en politique, pourrait faire évoluer la loi sur la concentration de la presse pour agrandir encore son empire⁹⁶. Avant même qu'il soit élu, Berlusconi inquiète déjà, on a ici l'image d'un homme qui souhaite entrer en politique par intérêt personnel, et sa politique viendra le confirmer. Jean-Louis Briquet déclare : « La descente sur le terrain de Silvio Berlusconi a sans aucun doute répondu à la volonté de défendre ses intérêts entrepreneuriaux face à l'affaiblissement de ses soutiens dans les sphères institutionnelles »⁹⁷. Le Cavaliere semble chercher à faire perdurer son empire, à la tête du pouvoir, il peut ainsi gouverner en fonction de ses intérêts. C'est notamment l'image que perçoivent les journalistes français des conflits d'intérêts gravitant autour de Berlusconi. Dans *Libération*, Nathalie Dubois évoque, elle aussi, le lien entre l'entrepreneur et l'homme politique que l'on voit très clairement dans la politique mise en place par Berlusconi⁹⁸. La journaliste déclare que le Milanais a gouverné en fonction de ses intérêts. De plus, elle ajoute qu'il a utilisé le pouvoir pour garder son empire médiatique intact. Berlusconi se défend en déclarant : « *Je suis prêt à geler les droits de vote de mes actions, en les confiant à une*

⁹² WASMES, Alain. « Les zones d'ombre du programme politique de Silvio Berlusconi ». *Les Echos*, 28 avril 1994.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ AMALRIC, Jacques. « De sauveur en victime ». *Libération*, 23 décembre 1994.

⁹⁶ LEBRUN, Bernard. *Parti Berlusconi*. INA, France 2. 26 janvier 1994.

⁹⁷ BRIQUET, Jean-Louis. *L'entrée en politique d'un homme d'affaires. Silvio Berlusconi et la création de Forza Italia (juin 1993-mars 1994)*. Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Strasbourg, 2011, 33 p.

⁹⁸ DUBOIS, Nathalie. « Berlusconi la main sur ses télé et l'œil sur les urnes Il a cédé une partie de la Fininvest mais reste à la barre ». *Libération*, 22 juillet 1995.

société fiduciaire »⁹⁹. Cette déclaration montre bien que les journalistes français reviennent fréquemment sur les conflits d'intérêts qui gravitent autour de la politique du Cavaliere.

Un autre aspect du phénomène Berlusconi semble particulièrement déranger la presse française, expliquant ainsi l'image négative donnée par les médias. La victoire de Berlusconi en 1994 est une véritable révolution politique, il a bouleversé les règles de la compétition électorale et la façon de faire de la politique. Silvio Berlusconi se déclare être l'exemple d'un nouvel homme politique, issu du monde de l'entrepreneuriat et non d'un parti traditionnel. Il se déclare donc être anti-politique, les faits lui donnent raison, il ne fait pas de la politique comme les autres, et c'est notamment ce qui dérange la presse française. Marie de la Chaume, journaliste pour France 3 à Rome, présente les moyens mis en place par le bureau d'étude de Forza Italia à Rome pour séduire les électeurs¹⁰⁰. Elle déclare : « On enseigne ici, les techniques de base du marketing, il faut vendre le produit politique comme on vendrait un produit commercial »¹⁰¹. Forza Italia révolutionne ainsi la manière de faire de la politique ce qui est perçu et analysé comme une anomalie. L'image au centre de la tactique politique de Silvio Berlusconi, qui travaille fortement la sienne mais aussi celle de son équipe : « Pour vendre la baisse des impôts, la réforme présidentielle et l'ultra-libéralisme économique, le sourire est imposé et la minijupe appréciée »¹⁰². La journaliste montre ici que le parti de Berlusconi semble prêt à tout pour séduire littéralement les électeurs. L'offre politique est un produit de consommation vendu par Berlusconi, une nouvelle approche de la politique qui semble effrayer la presse française. Les propos relevés par Marie de la Chaume sont confirmés par Marc Lazar. Dans son ouvrage, *L'Italie à la dérive*¹⁰³, Lazar utilise le terme de la « révolution Berlusconi » qui prend tout son sens en 1994 car elle désigne : « un processus de destruction de l'ordre établi, accompagné de l'instauration de règles radicalement différentes, (...) l'invention de nouvelles façons de penser la politique »¹⁰⁴. Il fait référence au fait que Silvio Berlusconi a bouleversé la façon de faire de la politique en Italie.

Le berlusconisme qui s'illustre par une maîtrise de la communication explique les réactions de la presse française. La télévision a contribué au succès de Berlusconi car elle est une machine à fiction, elle a joué un rôle majeur dans la conquête du pouvoir pour Pierre

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ DE LA CHAUME, Marie. *Élections en Italie*. INA, France 2. 19 avril 1996.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ LAZAR, Marc. *L'Italie à la dérive: le moment Berlusconi*. Paris: Perrin, 2006, 156 p.

¹⁰⁴ *Ibid.*

Musso¹⁰⁵. Il a calqué sa télévision, sur le désir des spectateurs, en les faisant rêver et s'évader. Il a notamment fait de même en politique en proposant aux électeurs de rêver avec lui d'une nouvelle Italie dont il serait le héros. Silvio Berlusconi a eu l'intelligence de faire le lien entre le consommateur et l'électeur en construisant un rêve politique. Le Cavaliere tente ainsi d'offrir un nouveau produit aux téléspectateurs-électeurs à travers sa vision du « rêve italien » dont il est le messenger avec son parti *Forza Italia*. La notion de « néo-politique » développée par Umberto Eco est reprise par Pierre Musso¹⁰⁶. Elle est une forme de politique expressive basée sur la relation affective avec l'électeur mise en place par Berlusconi. Sa tactique politique repose ainsi sur une gestion de l'imaginaire, d'un rêve face à une crise profonde qui permet sa victoire. La télévision est ainsi le moyen pour lui de faire passer son message et de transmettre son rêve. Elle fut certes très utile pour Silvio Berlusconi dans sa quête du pouvoir, mais le message transmis par le candidat est plus important que le moyen utilisé pour Giovanni Orsina¹⁰⁷.

Le candidat multiplie les promesses pour faire rêver les électeurs, il promet notamment la création d'un million d'emplois, comme le mentionne Alain de Chalvron¹⁰⁸ pour France 2. Cependant, le journaliste évoque la difficulté de réussir ce pari : « De la promesse électorale à un résultat concret, il n'y a qu'un pas que Silvio Berlusconi aura bien du mal à franchir »¹⁰⁹. Il donne ici l'image d'un homme beau parleur, promettant monts et merveilles mais qui ne pourra pas, au final, maintenir sa promesse. Silvio Berlusconi sait très bien qu'il est quasiment impossible de la réaliser, mais il veut entretenir le rêve qui a une place si importante dans sa tactique politique. L'habileté politique de Berlusconi fascine les spécialistes et la presse française, mais elle est aussi inquiétante car elle vient transgresser les règles établies de la compétition politique. Il est en quelque sorte un « envahisseur » car il transgresse la société civile par le biais de la télévision, comme l'évoque Vincenzo Susca¹¹⁰.

¹⁰⁵ MUSSO, Pierre. « Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique ». In *La communication politique*, édité par Arnaud Mercier. Les essentiels d'Hermès. Paris: CNRS Éditions, 2019 (réédition du livre de 2005), pp 172-180.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ ORSINA, Giovanni. *Le berlusconisme dans l'histoire de l'Italie*. Paris: Les Belles Lettres, 2018.

¹⁰⁸ DE CHALVRON, Alain. *Promesses Berlusconi*. INA, France 2. 28 avril 1994.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ SUSCA, Vincenzo. *A l'ombre de Berlusconi : les médias, l'imaginaire et les catastrophes de la modernité*. Paris, l'Harmattan. 2006, 206 p.

3/ Berlusconi, une menace pour la démocratie

L'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi prend date en 1994, mais sa carrière politique débute dès 1993. Avant même de prendre le pouvoir, le Milanais fait déjà parler de lui lors des élections municipales de Rome, un an avant de se déclarer candidat à la présidence du Conseil. L'homme le plus puissant d'Italie apporte son soutien à Gianfranco Fini, le candidat du Mouvement social italien. Il déclare notamment : « *Si je vivais à Rome, je voterais sans hésiter pour Fini* »¹¹¹. Son soutien au candidat du mouvement néo-fasciste italien provoque une véritable tempête médiatique en Italie mais également en France. La presse se fait la plus violente contre Silvio Berlusconi et s'insurge de son entrée en politique et de la manière radicale de faire sa première apparition sur la scène politique. En apportant son soutien à Fini, il lie son image à celle du mouvement fasciste, dégradant ainsi son image dans le pays. Cette déclaration déchaîne littéralement la presse italienne qui, de surcroît, fait également réagir en France, comme le démontre Véronique Taveau¹¹². Comment la presse française pourrait-elle avoir une bonne opinion du Cavaliere quand la presse italienne se déchaîne contre lui à cause de son lien avec les néo-fascistes ? Avant même son élection, dès 1993, le nom de Berlusconi est lié au fascisme. Un an plus tard, le Milanais forme une coalition avec ses alliés de droite et d'extrême droite, la Ligue du Nord d'Umberto Bossi et l'Alliance Nationale de Gianfranco Fini. Contre toute attente, Berlusconi avec l'aide de sa coalition remporte les élections législatives des 27 et 28 mars 1994.

¹¹¹ TAVEAU, Véronique. *Berlusconi MSI*. INA, France 2. 25 novembre 1993.

¹¹² *Ibid.*

(Umberto Bossi, Silvio Berlusconi et Gianfranco Fini formant la coalition de centre droit en 1994)



(<https://www.fotoa3.it/event/it/1/106901/SILVIO+BERLUSCONI+GIANFRANCO+FINI+PIERFERDINAND+O+CASINI+UMBERTO+BOSSI+ROCCO+POLO+DELLE+LIBERTA%27>)

Silvio Berlusconi, fraîchement élu président du Conseil, est chargé de composer le nouveau gouvernement italien du président Oscar Luigi Scalfaro. Les médias français couvrent cet événement, Berlusconi constitue son gouvernement, l'Europe entière réagit. En effet, le Cavaliere nomme notamment cinq ministres néo-fascistes au gouvernement, même si ce ne sont pas les ministères les plus prestigieux. Pour la première fois depuis quarante-cinq ans, les néo-fascistes sont directement associés au gouvernement italien. La vice-présidence revient également au parti néo-fasciste venant s'ajouter aux cinq ministères : l'agriculture, les transports, les postes, la culture et l'environnement dirigés par des ministres néo-fascistes. Marc Autheman et Elise Lucet, journalistes pour France 3, déclarent que : « les néo-fascistes italiens ont retrouvé une légitimité »¹¹³ grâce à Berlusconi. Cette nomination provoque la colère de la presse française qui associe de plus en plus Berlusconi au fascisme. Il est l'homme qui a gagné grâce à sa proximité avec l'extrême droite, et le président du Conseil qui renoue avec le fascisme à la tête du pays. C'est ainsi une grande victoire pour Gianfranco Fini, le leader de l'Alliance Nationale qui a eu raison de s'allier avec Berlusconi. C'est un

¹¹³ AUTHEMAN, Marc et LUCET, Elise. *Gouvernement Berlusconi*. INA, France 3. 11 mai 1994.

succès pour les néo-fascistes mais c'est une véritable défaite pour la démocratie¹¹⁴. Ici, le poids des alliances de Silvio Berlusconi dégrade ainsi son image, qui est dorénavant liée aux néo-fascistes. Cette image semble expliquer les critiques de la presse française envers le Milanais. La France n'est pas le seul pays qui semble particulièrement choqué par cette composition du gouvernement italien, les réactions en Europe se font entendre comme le mentionne Elise Lucet¹¹⁵. Les médias français sont au courant du rapport utilitariste qu'à Silvio Berlusconi avec l'extrême droite, elle lui a permis d'arriver au pouvoir en 1994, mais elle joue en sa défaveur en termes d'image. L'arrivée au pouvoir de militants fascistes provoque des remous médiatiques en France, après France 3 c'est France 2 qui se charge d'évoquer cette actualité italienne brûlante. Bruno Masure, journaliste pour France 2, annonce que l'arrivée au pouvoir de militants fascistes provoque des remous politiques en France¹¹⁶. Les hommes politiques français condamnent fermement l'arrivée au pouvoir des néo-fascistes en Italie. Jack Lang déclare notamment vouloir une mise en quarantaine des ministres fascistes italiens lors des prochaines réunions européennes¹¹⁷. Paul Quilès, député au Parti Socialiste, déclare : « *Si l'idéologie fasciste ressurgit lors de débats ou de rencontres, il faudra être intraitable* »¹¹⁸. François Mitterrand appelle, lui, à plus de prudence en regrettant la décision des électeurs italiens, tout en rappelant qu'ils ont fait un choix démocratique. Ainsi, on remarque que la nomination de ministres fascistes en Italie fait couler beaucoup d'encre en France. La presse française s'inquiète du retour du fascisme en Italie, Silvio Berlusconi est l'homme qui a permis son retour. Dans *l'Express*, Alain Wasmès dresse le portrait d'un homme prêt à tout pour réussir, qui ne craint pas de « brouiller encore plus son image en cherchant à s'allier avec le parti néo-fasciste »¹¹⁹.

L'arrivée au pouvoir des militants fascistes fait évidemment réagir *Le Monde*, qui analyse la nouvelle composition du gouvernement italien. L'article montre également la réaction de Berlusconi aux vives critiques de son gouvernement¹²⁰. L'arrivée des fascistes au pouvoir entraîne une grande polémique en Italie mais également en France comme nous venons de le voir. L'article du *Monde* relève la réaction du Cavaliere sur la chaîne de la télévision publique de la RAI 1. Il déclare : « *Je connais bien ces hommes et ils n'ont rien à*

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ MASURE, Bruno. *Réactions France*. INA, France 2. 11 mai 1994.

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ WASMES, Alain. « L'Amuseur inquiétant ». *L'Express*, 20 janvier 1994.

¹²⁰ Anonyme. « Le débat sur la composition du gouvernement italien M. Berlusconi affirme que les ministres de l'Alliance nationale " n'ont rien à voir avec le fascisme " ». *Le Monde*, 13 mai 1994.

voir avec un lointain passé, avec le fascisme. On peut même les considérer comme des antifascistes »¹²¹. Il tente évidemment de faire redescendre la pression que suscite le retour du fascisme au pouvoir surtout dans un pays ayant connu Benito Mussolini. Il ajoute : « *Le fascisme a plongé l'Italie dans une situation négative, la guerre doit être absolument condamnée* »¹²². Silvio Berlusconi cherche à rassurer les Italiens, en rappelant que son gouvernement croît dans les principes de la démocratie libérale : liberté et tolérance. Quant aux réactions négatives de l'étranger, comme celles de la presse française, il déclare : « *Elles sont dues à la mauvaise foi et à la désinformation* »¹²³. Son image est dorénavant liée à celle du fascisme, il ne semble pas vouloir l'accepter. Il souhaite ainsi apaiser la situation dans son pays mais aussi en Europe avec qui l'Italie est en train de se construire : « *Les pays européens n'ont rien à craindre de l'Italie* »¹²⁴. On remarque ici que la proximité de Berlusconi avec l'extrême droite inquiète la France et plus globalement l'Europe. L'image du Cavaliere semble donc s'obscurcir un peu plus au sein de la presse française. L'article du *Monde* dénonce les réactions italiennes qui ne semblent pas suffisamment adaptées à la gravité de la situation : « La présence de ministres de l'Alliance nationale au gouvernement semblait mercredi poser moins de problèmes en Italie que la concentration de pouvoirs financiers et d'information entre les mains d'un seul homme »¹²⁵. Une critique ouverte aux Italiens qui semblent s'inquiéter plus du pouvoir médiatique du Milanais que du retour des néo-fascistes dans un pays marqué par le fascisme de Mussolini. Pour la presse française, les deux faits sont particulièrement inquiétants. Malgré cette critique émise par *Le Monde*, où l'on perçoit une certaine condescendance, l'article mentionne le fait que de nombreux journalistes italiens se sont plaints de la mise en place de ce gouvernement qui défraient la chronique.

Alain Wasmès propose pour *les Echos* une analyse plus poussée de la situation italienne avec la composition du nouveau gouvernement de Berlusconi¹²⁶. Silvio Berlusconi vient d'arriver au pouvoir à la tête de sa coalition de droite qui vient de vaincre l'opposition de gauche et du centre. Il est ainsi dans une situation plutôt avantageuse mais Alain Wasmès noircit le tableau : « Paradoxalement, c'est donc au sein même de son propre camp que Berlusconi devra affronter ses plus grandes difficultés »¹²⁷. Ainsi, le journaliste montre que le

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ WASMES, Alain. « Silvio Berlusconi est chargé de former le gouvernement italien ». *Les Echos*, 29 avril 1994.

¹²⁷ *Ibid.*

nouveau gouvernement de Berlusconi a des failles, il anticipe déjà les problèmes auxquels il va être confronté. Son alliance avec la Ligue du Nord d'Umberto Bossi semble particulièrement fragile, elle est même une forme de « bombe à retardement »¹²⁸. Le journaliste français évoque le problème majeur du nouveau gouvernement de Berlusconi qui souffre « d'un problème d'image »¹²⁹ s'exprimant par le lien entre Berlusconi et Gianfranco Fini. Alain Wasmes écrit : « Le parti néo-fasciste de Gianfranco Fini n'est pas encore présentable aux yeux des Italiens et à l'étranger »¹³⁰. Marie-Anne Bonucci, universitaire française et spécialiste du fascisme, du totalitarisme et de l'antisémitisme analyse ainsi ce qu'elle appelle le « phénomène Berlusconi ». Elle évoque l'arrivée au pouvoir des fascistes lors du premier gouvernement de Berlusconi en 1994¹³¹. Le Cavaliere entre en politique étant en rupture avec la classe politique précédente qualifiée de plus traditionnelle. Ainsi, en nommant des ministres néo-fascistes lors de la conception de son gouvernement, Berlusconi est responsable du retour au premier plan du fascisme en Italie. Il cherche notamment à dédramatiser le passé fasciste de l'Italie et l'étiquette politique des cinq nouveaux ministres qu'il vient de nommer¹³². Pour Marie-Anne Bonucci, il est évident que Silvio Berlusconi n'est pas fasciste, il met en place des ministres néo-fascistes pour respecter sa coalition avec Gianfranco Fini ce qui lui permet également d'attirer les électeurs d'extrême droite. Jean-Louis Briquet, spécialiste de l'Italie politique, revient lui aussi sur l'arrivée au pouvoir des néo-fascistes¹³³. Il déclare notamment que : « Silvio Berlusconi a offert des opportunités inédites d'affirmation et de promotion à des partis qui étaient précédemment relégués à ses marges, exclus des alliances partisans légitimes et disqualifiés pour leur radicalité comme le mouvement xénophobe et ethno-régionaliste de la Ligue du Nord ou les anciens fascistes du Mouvement social italien, avec lesquels Forza Italia a passé des accords pour former le Pôle des libertés et présenter des candidats communs sous ce label »¹³⁴. Ainsi, on remarque que l'image de Berlusconi est dorénavant liée au fascisme car il a brisé un interdit qui pesait sur les élites politiques en place en s'alliant avec l'extrême droite néo-fasciste. Après l'anomalie, c'est le fascisme qui vient coller à la peau du Cavaliere.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ VEYRAT-MASSON, Isabelle. « Berlusconi et les médias ». *Le Temps des médias*. Rendez-vous de l'Histoire. 10 octobre 2019.

¹³² *Ibid.*

¹³³ BRIQUET, Jean-Louis. *L'entrée en politique d'un homme d'affaires. Silvio Berlusconi et la création de Forza Italia (juin 1993-mars 1994)*. Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Strasbourg, 2011, 33 p.

¹³⁴ *Ibid.*

L'image de Berlusconi dégradée par sa proximité avec le fascisme ne semble pas faiblir plusieurs mois après la nomination des ministres néo-fascistes. Ainsi, pour Marc Semo, journaliste pour *Libération*, Silvio Berlusconi a provoqué un réveil nationaliste en Italie¹³⁵. Dans son article, il revient sur la tardive unification de l'Italie, qui est un pays très récent : « Dernière-née des grands États-nations de l'Europe occidentale »¹³⁶. Il compare notamment l'Italie avec l'Allemagne qui n'est pas plus ancienne mais qui semble plus unitaire : « L'Italie, à la différence d'une Allemagne unitaire pourtant guère plus ancienne, paraît aux yeux mêmes de ses citoyens une construction fragile »¹³⁷. Si le journaliste revient sur l'histoire de l'Italie, c'est pour évoquer l'idée d'une nation italienne qui serait « restée un tabou pendant un demi-siècle dans une république née de l'antifascisme, où les deux principaux partis, la Démocratie chrétienne et le Parti communiste se revendiquaient d'idéologies universalistes, évitant tout ce qui pouvait rappeler la rhétorique patriotique du Duce »¹³⁸. Ainsi, il évoque le fait qu'avec Berlusconi, on peut assister au retour d'un réveil nationaliste devenu possible grâce à la dévastation du paysage politique par l'opération Mains propres. Pour Marc Semo, Silvio Berlusconi est le représentant de ce réveil nationaliste avec sa victoire lors des élections de 1994¹³⁹. Ainsi, avec la coalition composée de la Ligue du Nord et du Mouvement social italien, l'Italie nationaliste, centré sur l'orgueil national se réveille. De fait, on ressent l'inquiétude de la presse française à travers cet article de Marco Semo. Il se demande notamment vers où ce sentiment national va amener le pays : « Cette résurgence du sentiment national est-elle un épiphénomène ou l'amorce d'un profond changement des mentalités ? »¹⁴⁰. Avec cet article, Marc Semo dresse l'image d'un homme provoquant le retour du nationalisme en Italie s'exprimant par l'arrivée au pouvoir des ministres néo-fascistes. La polémique ne semble pas s'atténuer, Sophie Gherardi, journaliste pour *Le Monde*, écrit le 19 novembre 1995 : « Les alliances politiques de Berlusconi lui ayant permis de gagner l'élection viennent ternir son image en Italie et par la même occasion en France avec la présence des groupes néo-fascistes »¹⁴¹. Silvio Berlusconi est donc un homme aux multiples facettes pour la presse française lors de son arrivée au pouvoir en 1994. Il est dans un premier temps l'homme responsable du fiasco de la Cinq en France venu apporter sa

¹³⁵ SEMO, Marc. « Réveil national en Italie ». *Libération*, 20 novembre 1995.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ GHERARDI, Sophie. « Vie et mort du berlusconisme scientifique ». *Le Monde*, 19 novembre 1995.

télévision de mauvais goût. Silvio Berlusconi est également l'homme à la tête de son empire médiatique qui effraie les journalistes italiens et français. Il est l'anomalie italienne venue bouleverser les règles politiques traditionnelles en modernisant la façon de faire de la politique. Une fois arrivé au pouvoir, son étiquette d'entrepreneur lui colle à la peau avec les accusations de mener une politique favorisant ses intérêts économiques privés. Enfin, dès 1993, son image déjà bien négative dans la presse française vient s'obscurcir avec sa proximité avec le parti néo-fasciste de Gianfranco Fini. Pour la presse française, il est l'homme responsable du retour du fascisme au pouvoir et du réveil nationaliste italien, dont il est lui même l'exemple.

II. Crise, instabilité: l'Italie de Berlusconi

1/ Silvio Berlusconi, le fauteur de trouble

Depuis son arrivée au gouvernement, Silvio Berlusconi défraie la chronique, son gouvernement n'amène pas la stabilité dont le pays aurait besoin. La nomination de ministres néo-fascistes dégradent l'image du nouveau gouvernement de Berlusconi. De plus, au sein de la majorité, les points de désaccord entre les différentes composantes sont chaque jour plus nombreux, ce qui rend difficile la mise en place de réformes et l'exercice du pouvoir pour le Cavalière. Sa coalition avec la Ligue du Nord d'Umberto Bossi et l'Alliance nationale de Gianfranco Fini lui a permis d'atteindre le gouvernement mais à quel prix ? Au pouvoir, cette alliance semble apporter de l'instabilité au gouvernement de Berlusconi, la majorité est particulièrement fragile. Dès l'arrivée au pouvoir du Cavalière, Alain Wasmès déclarait : « L'alliance entre Berlusconi et la Ligue du Nord d'Umberto Bossi semble particulièrement fragile, elle est une bombe à retardement »¹⁴². Le journaliste français ne semblait pas si bien dire, le départ d'Umberto Bossi de la coalition avec Berlusconi fragilise grandement la majorité. Le leader de la Ligue du Nord redoutait de voir une partie de son électorat rejoindre définitivement Forza Italia. Son départ rend Berlusconi minoritaire au Parlement. C'est une véritable crise politique qui est provoquée par cette trahison d'Umberto Bossi.

Alain Wasmès revient sur le climat politique délétère en Italie¹⁴³. Les jours à la tête du gouvernement semblent comptés pour Silvio Berlusconi comme le rapporte la presse française : « Les oppositions illustreront les trois motions de censure qui ont été déposées à l'encontre de Silvio Berlusconi »¹⁴⁴. Le départ de Berlusconi est devenu la priorité pour la Chambre des députés dans un climat politique qualifié « d'incandescent »¹⁴⁵. En effet, plusieurs motions de censure sont ainsi présentées à l'encontre de Berlusconi de la part de l'opposition de gauche composée du Partito Democratico della Sinistra (PDS) et par le parti d'extrême gauche de la Refondation communiste. Cependant, comme le démontre la presse française, c'est surtout la motion présentée en commun par les ex-démocrates chrétiens du Parti populaire et par la Ligue du Nord d'Umberto Bossi qui fragilise grandement le

¹⁴² WASMES, Alain. « Silvio Berlusconi est chargé de former le gouvernement italien ». *Les Echos*, 29 avril 1994.

¹⁴³ WASMES, Alain. « Silvio Berlusconi affronte trois motions de censure ». *Les Echos*, 21 décembre 1994.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ *Ibid.*

gouvernement de Silvio Berlusconi. C'est un véritable coup fatal porté à l'encontre du Cavalière qui perd ainsi la majorité gouvernementale qui décide de rejoindre l'opposition. Alain Wasmès dresse le portrait d'un Silvio Berlusconi désabusé, abandonné par ses anciens alliés qui après l'avoir aidé à arriver à la tête du gouvernement lui retire ainsi le pouvoir des mains¹⁴⁶.

Le premier succès de Berlusconi n'est ainsi qu'une simple gloire éphémère pour la presse française. Alain Wasmès revient sur sa première victoire qui se transforme en véritable fiasco¹⁴⁷. Son arrivée au pouvoir a suscité un grand intérêt auprès des spécialistes et de la presse. La situation économique semblait particulièrement bonne, il avait donc : « toutes les cartes en main pour gouverner comme il veut »¹⁴⁸. Cependant, après sept mois à la tête du gouvernement, la situation économique semble s'être dégradée. Son rêve pour l'Italie ne s'est pas réalisé, il n'a pas pu tenir ses promesses. Ainsi la presse française dresse le portrait d'un homme qui semble : « perdre le contrôle de la situation »¹⁴⁹. Son image se détériore de plus en plus comme le démontre le journaliste français : « En juillet, la tentative de limiter par décret l'utilisation de la détention préventive dans les enquêtes « Mains propres » est perçue par l'opinion publique comme une tentative de « coup d'éponge » sur les délits de corruption liant monde économique et monde politique »¹⁵⁰. Dans sa chute, Silvio Berlusconi donne ainsi l'image d'un homme en totale perte. Alain Wasmès évoque : « les limites d'un leadership improvisé »¹⁵¹ qui provoque une nouvelle crise gouvernementale. Ainsi, Silvio Berlusconi ne peut plus gouverner de manière efficace, il est dans l'obligation de remettre sa démission le 22 décembre 1994 au président Scalfaro. Son départ du palais Chigi est officialisé le 17 janvier 1995, un échec considérable pour le Cavalière. Il revient lui-même sur son arrivée au pouvoir et sur ses débuts en politique qu'il qualifie de désastre¹⁵². Après seulement sept mois au pouvoir, Berlusconi échoue en ne réalisant pas ses promesses. Malgré une reprise de la croissance économique, le chômage dépasse encore le 12% et la pression fiscale est encore élevée. L'arrivée au pouvoir de Berlusconi devait remettre l'Italie sur les rails de la réussite économique.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ WASMES, Alain. « La gloire éphémère de Silvio Berlusconi De notre correspondant ». *Les Echos*, 6 janvier 1995.

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² FRIEDMAN, Alan. *My way : Silvio Berlusconi se raconte à Alan Friedman*. Michel Lafon, 2015, 394 p.

Françoise Crouigneau, journaliste pour *les Echos*, fait le bilan du premier gouvernement de Berlusconi¹⁵³. Pour elle, c'est un véritable gâchis : « Neuf mois. Il n'aura fallu que neuf mois à Silvio Berlusconi pour gâcher ses atouts »¹⁵⁴. Son arrivée au pouvoir semblait ainsi prometteuse : « En ayant toutes les cartes du succès en main: un parti flambant neuf, Forza Italia, accueilli avec enthousiasme par les déçus de décennies de clientélisme; un renom de capitaine d'industrie séduisant pour les milieux d'affaires; un réseau de télévisions assurant la pérennité du message berlusconien; une économie largement assainie et prête à la reprise »¹⁵⁵. Cependant, l'échec retentissant de Berlusconi est venu en quelque sorte confirmer les dangers de la politique spectacle pour la presse française. Ainsi, la journaliste dresse le portrait d'un homme qui semblait être synonyme d'espoir et de promesses mais qui s'est révélé être une déception, et un véritable gâchis. De plus, elle écrit : « Ses promesses renouvelées et jamais tenues de rompre tout lien entre son mandat gouvernemental et son empire industriel de la Fininvest ont fini par rappeler aux Italiens un passé qu'ils avaient pensé exorciser le temps d'une élection: celui d'une « partitocratie » cautionnant la corruption, dont l'ampleur a été révélée par l'opération « Mains propres » »¹⁵⁶. Ainsi, la journaliste française fait le lien avec Berlusconi et la corruption. Françoise Crouigneau dresse également le portrait d'un président du Conseil : « acculé aux compromis budgétaires par ses alliés ou par les syndicats, il devient une menace pour l'image internationale du pays et pour son avenir »¹⁵⁷. Silvio Berlusconi semble être une menace pour son propre pays en dégradant l'image de l'Italie. De plus, il est présenté comme un homme en totale perte désireux de s'accrocher au pouvoir durant sa chute : « Un Berlusconi qui, après avoir brûlé les étapes, donne aujourd'hui la triste image d'un homme qui s'accroche au pouvoir »¹⁵⁸.

L'année 1995 marque ainsi le début d'une nouvelle carrière politique pour Silvio Berlusconi qui est remplacé par le nouveau gouvernement de Lamberto Dini, l'ancien ministre du Trésor au sein du gouvernement Berlusconi. Le Cavaliere fait donc maintenant partie de l'opposition au nouveau gouvernement, il souhaite la mise en place de nouvelles élections anticipées pour pouvoir retourner au pouvoir. La presse française continue de se passionner pour le « phénomène Berlusconi » malgré sa chute. Edouard Mir, journaliste pour

¹⁵³ CROUIGNEAU, Françoise. « Gâchis ». *Les Echos*, 22 décembre 1994.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ *Ibid.*

Libération, s'intéresse au nouveau rôle politique du Cavaliere¹⁵⁹. Berlusconi y est ainsi présenté comme une véritable « menace » pour le gouvernement qui vient de le remplacer. Il est en quelque sorte un fauteur de trouble qui vient envenimer le climat politique italien. Berlusconi lutte contre le nouveau gouvernement pour pouvoir accéder à nouveau au pouvoir. Le journaliste dresse ainsi le portrait d'une relation particulièrement conflictuelle entre Scalfaro et Berlusconi prenant parfois le chemin d'une « guerre ouverte »¹⁶⁰. La presse française représente alors Berlusconi comme une menace, il semble prêt à tout pour retrouver le pouvoir quitte à « intimider le chef de l'Etat »¹⁶¹. L'image du Milanais se dégrade ainsi dans la presse française qui donne ici la piètre image d'un Berlusconi fauteur de trouble allant même jusqu'à intimider le président Italien. Le Cavaliere souhaite ainsi retrouver la place qui était la sienne avant de devoir démissionner même si cela nécessite de dégrader son image. L'article d'Edouard Mir illustre ainsi la guerre politique que mène Berlusconi au nouveau gouvernement italien : « Berlusconi et les siens pourraient voter contre les mesures proposées, ce qui ouvrirait immédiatement la procédure de crise et, sauf miracle sorti du chapeau présidentiel, amènerait les Italiens aux urnes »¹⁶². La scène politique italienne est ici un véritable champ de bataille où les opposants politiques se rendent coup pour coup. Le système politique est ainsi pris en otage par la compétition politique illustrée ici par Berlusconi prêt à déposer des motions de censures pour provoquer une instabilité gouvernementale.

A travers l'image de Berlusconi décrite dans la presse, une corrélation est faite entre le Cavaliere et la crise politique que connaît l'Italie dans les années 90. Il est évident que Berlusconi n'a pas provoqué cette crise qui débute avant son arrivée au pouvoir mais il est accusé de ne pas apporter la stabilité dont le pays a tant besoin. La presse française de l'époque revient souvent sur le thème de la crise politique italienne. *Le Monde* par le biais de Sophie Gherardi s'y intéresse : « L'Italie est le pays de la crise permanente dans lequel la crise des institutions est une constante du débat public en Italie »¹⁶³. Depuis la guerre, la journaliste rappelle que la durée moyenne des gouvernements italiens est inférieure à un an¹⁶⁴. Silvio Berlusconi ne fait pas office d'exception puisque son gouvernement a duré moins d'un

¹⁵⁹ MIR, Edouard. « Silvio Berlusconi et les siens menacent de censurer le gouvernement Dini ». *Les Echos*, 27 février 1995.

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ GHERARDI, Sophie. « L'Italie de la pays crise permanente ». *Le Monde*, 26 janvier 1995.

¹⁶⁴ *Ibid.*

an. Il n'a pas su apporter la stabilité dont l'Italie avait besoin lors de son passage à la tête du gouvernement pour la journaliste française¹⁶⁵. Malgré cela, les partisans de Berlusconi défendent son maigre bilan en déclarant que le Cavaliere avait : « ouvert une ère nouvelle dans la vie du pays »¹⁶⁶ mais pour la journaliste française « La Deuxième République de Berlusconi ressemble beaucoup à la première »¹⁶⁷. L'Italie de Berlusconi est marquée par sa fragilité : « Le système politique italien ne s'est pas brisé, le système plie mais ne rompt pas »¹⁶⁸. De plus, malgré une certaine instabilité gouvernementale, on distingue une certaine stabilité et une certaine longévité politique chez les politiciens italiens. Silvio Berlusconi n'a pas réalisé le miracle italien qu'il avait annoncé, il a subi l'instabilité chronique des gouvernements italiens mais il reste un homme politique qui pourrait compter lors des prochaines élections. En 1995, lorsque la presse française évoque Silvio Berlusconi, elle évoque aussi la crise politique italienne auquel participe le Milanais. Pour Edouard Mir, journaliste pour *Libération*, cela va de soi : « un vent de crise souffle à nouveau sur l'Italie »¹⁶⁹. Le journaliste français dresse le portrait d'un pays qui semble constamment ingouvernable. Silvio Berlusconi, fervent opposant au nouveau gouvernement souhaite : « la dissolution du parlement et la tenue d'élections législatives anticipées en même temps que les élections régionales, en avril ou mai »¹⁷⁰. Edouard Mir partage l'image d'un homme qui combat littéralement pour retrouver le pouvoir après son premier échec. On trouve également l'image d'un politicien fauteur de trouble, prêt à tout pour retrouver le pouvoir, il est notamment accusé : « de faire un chantage cynique sur la peau des Italiens »¹⁷¹ par Massimo D'Alema, secrétaire du PDS. Silvio Berlusconi, qui a perdu le pouvoir, est simplement un fauteur de trouble pour la presse française.

Marc Lazar, prolonge cette analyse, Berlusconi ne représente pas une menace pour la démocratie italienne¹⁷². Il est loin de faire l'unanimité en Italie, sa position est fragile après sa première défaite¹⁷³. Berlusconi inquiète car il est porteur de dérives préoccupantes, notamment lorsqu'il a nommé des ministres néo-fascistes au gouvernement, mais il n'est pas fasciste. De plus, les Italiens qui votent pour Forza Italia ne veulent pas d'une autorité plus

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ MIR, Edouard. « Nouvelle menace de crise politique en Italie ». *Libération*, 23 janvier 1995.

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² LAZAR, Marc. Faut-il avoir peur de l'Italie de Berlusconi ? *Esprit*, n° 283, mars-avril 2002, pp 8-22.

¹⁷³ *Ibid.*

forte, ils souhaitent obtenir plus de libertés et moins de règles pour Marc Lazar¹⁷⁴. Ainsi, en 1995, il a perdu de l'importance en devenant un homme politique quelconque, on s'éloigne ainsi des préoccupations que pouvait susciter son arrivée au pouvoir et son pouvoir médiatique. Il est un simple fauteur de trouble esseulé souhaitant retrouver le chemin du pouvoir le plus vite possible. Cependant, Marc Lazar ajoute que Silvio Berlusconi n'est pas seul, il ne marchera jamais seul, il a encore son empire médiatique et des alliés qui l'aident à rester en vie politiquement jusqu'à la tenue des prochaines élections¹⁷⁵. En quelques mois, les rôles se sont inversés. Berlusconi fait maintenant partie de l'opposition. Pour retrouver le pouvoir, il déstabilise le gouvernement pour provoquer la mise en place de nouvelles élections. Ainsi, on peut remarquer que son image évolue dans la presse française au rythme de sa carrière politique. Il est au départ le magnat des ondes qui arrive au pouvoir représentant un danger réel pour la démocratie italienne. En perdant le pouvoir, la menace Berlusconi faiblit, il n'est plus qu'une menace pour le nouveau gouvernement qu'il cherche à déstabiliser par tous les moyens afin de retrouver le pouvoir. Il est passé d'être représenté comme une menace pour la démocratie à un simple fauteur de trouble.

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ *Ibid.*

2/ Berlusconi, figure d'une nouvelle forme de populisme ?

La presse française s'intéresse également à un autre thème qui suit la carrière de Berlusconi, le populisme. Ce phénomène passionne également les spécialistes de l'Italie contemporaine qui aborde souvent cette notion. Revenons dans un premier temps sur le sens de ce terme, il désigne une approche politique qui a tendance à opposer le peuple aux élites politiques. Le terme a la grande partie du temps une connotation péjorative, c'est notamment le cas lorsque la presse française utilise cette notion pour parler de Silvio Berlusconi. En 1994, Laurent Fabius qui évoque le phénomène Berlusconi utilise la notion de « télé-populisme »¹⁷⁶. L'arrivée au pouvoir de Berlusconi en Italie inquiète la presse française et les hommes politiques comme nous l'avons déjà évoqués. En utilisant le terme « télé-populisme », on classe Silvio Berlusconi dans une formule boîte, pour mieux le conjurer en tant qu'accident pour Pierre Musso¹⁷⁷. Le « télé-populisme » est ainsi une forme de populisme médiatique dont Silvio Berlusconi est le créateur. Ainsi, la notion de populisme qui lui colle à la peau dans la presse française sert de marqueur idéologique péjoratif qui, combinée à la manipulation médiatique, finit par discréditer le politique¹⁷⁸. En réduisant le « phénomène Berlusconi » à une forme de populisme médiatique, la presse française le disqualifie aux yeux d'un idéal démocratique fondé sur le débat argumenté et l'écrit¹⁷⁹. Silvio Berlusconi ayant l'image d'être un homme politique populiste semble alors diabolisé par la presse française plutôt qu'interprété réellement, il est réduit à un « populisme médiatique ». L'utilisation médiatique de son empire est perçue comme une nouvelle forme de populisme, sa communication politique et ses prises de paroles le sont également pour la presse française. C'est ce que démontre Edouard Mir, dans son article datant du 23 décembre 1994¹⁸⁰. Le journaliste français en montrant la chute de Berlusconi relève ses propos populistes appelant à de nouvelles élections : « *Toute solution fondée sur le non-respect de la volonté des électeurs verrait en moi un opposant intransigeant. Ça suffit avec les petits jeux politiques* »¹⁸¹.

¹⁷⁶ MASURE, Bruno. *Réactions France*. INA, France 2. 11 mai 1994.

¹⁷⁷ MUSSO, Pierre. « *Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique* ». La communication politique, édité par Arnaud Mercier. Les essentiels d'Hermès. Paris: CNRS Éditions, 2019 (réédition du livre de 2005), pp 172-180.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ MIR, Edouard. « Le chef du gouvernement démissionnaire plaide pour des élections anticipées ». *Libération*, 23 décembre 1994.

¹⁸¹ *Ibid.*

Silvio Berlusconi s'adresse très souvent au peuple et en l'honneur du peuple face à une classe politique qui semble pour lui déconnectée de la réalité. Il se défend fréquemment de ne pas être issu de la classe politique traditionnelle en étant un candidat anti-politique, ne faisant pas partie de l'intelligentsia italienne. La classe politique italienne fait également le lien entre le populisme et Silvio Berlusconi lors de combats politiques. Notamment lorsque Silvio Berlusconi est en train de perdre le pouvoir en décembre 1994, où il appelle à manifester contre Umberto Bossi : « *Je demande au peuple italien de manifester aujourd'hui contre le traître Bossi* »¹⁸². L'opposition à Silvio Berlusconi mentionne son aspect populiste lors de cette période conflictuelle : « *Un président du Conseil n'est pas un tribun* », pour Buttiglione. Massimo d'Alema, secrétaire du PDS, l'ancien PCI, a dénoncé, quant à lui, « la vision dangereusement populiste et plébiscitaire » que Berlusconi aurait de la démocratie¹⁸³. Edouard Mir relève également la réaction d'Umberto Bossi qui invite : « à sabler le champagne pour la chute du petit dictateur »¹⁸⁴. Edouard Mir qui écrit pour *Libération* insiste bien sur les propos populistes que tient Berlusconi au cours de cette période difficile lors d'un autre article¹⁸⁵. Le Milanais s'adresse aux électeurs qu'il estime : « trompés par les politiciens du palais et victimes d'une véritable escroquerie »¹⁸⁶. Le journaliste français dresse ici le portrait d'un Berlusconi tenant des propos qui se rapprochent grandement du populisme. Il s'adresse ici au peuple italien qui serait victime d'escroquerie politique, des propos visant à monter le peuple contre la classe politique italienne. Edouard Mir met en lumière les propos populistes de Berlusconi qui semble se prolonger en demandant la tenue de nouvelles élections en Italie : « *La souveraineté appartient au peuple et personne n'a le droit de se l'approprier. Le nouveau gouvernement représenterait le risque de retourner en arrière vers les vilenies de la vieille politique de palais* »¹⁸⁷. Ainsi, on remarque que la presse française souligne les propos populistes de Silvio Berlusconi comme le démontre les articles d'Edouard Mir pour *Libération*.

Les médias français poussent leur analyse toujours plus loin autour de la notion de populisme. Dans l'émission de France Info datant du 26 mars 2019, Thomas Snégaroff, un journaliste français, revient sur le mot « populisme » et sur son utilisation en France¹⁸⁸. Le

¹⁸² MIR, Edouard. « Silvio Berlusconi joue son va-tout devant les députés ». *Libération*, 21 décembre 1994.

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ MIR, Edouard. « Umberto Bossi, ce destructeur politique ». *Libération*, 22 décembre 1994.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ SNEGAROFF, Thomas. « Il y a 25 ans, le « populisme » fait une entrée fracassante dans le débat politique français ». *France Info*, 26 mars 2019.

populisme fait une entrée fracassante dans le débat politique intérieur français en 1994. Silvio Berlusconi serait responsable de ce phénomène pour le journaliste qui déclare : « À l'époque, c'est une élection d'un homme qu'on connaît bien en France, une élection qui se tient en mars 1994 et qui a littéralement stupéfait l'Europe et surtout la France qui amène la notion de populisme en France »¹⁸⁹. Avec la victoire de Silvio Berlusconi en 1994 qui amène un nouveau populisme en Italie, les médias français s'inquiètent de voir l'arrivée du populisme du Milanais en France. L'élection du Cavaliere est ainsi une sorte d'électrochoc populiste pour la presse française¹⁹⁰. Les médias français voient avec la victoire d'un homme d'affaires milliardaire, star des médias italiens et patron du Milan AC, l'expression même du populisme.

Ainsi, on remarque que la presse française relève l'aspect populiste du Cavaliere comme le montre les articles de presse cités, il faut se demander si les spécialistes perçoivent eux aussi le populisme de Berlusconi ? Pour y répondre, Bruno Ravaz donne une définition très précise du populisme pour savoir si Berlusconi est bel et bien populiste¹⁹¹. Il utilise la définition du populisme moderne de Pierre-André Taguieff qui se distingue en six aspects fondamentaux¹⁹². Le populisme moderne est défini par une mobilisation des masses populaires pour des motifs notamment protestataires, incarné par un chef charismatique, personnalisant le pouvoir et s'adressant au peuple sans médiation institutionnelle interposée¹⁹³. Le populisme moderne est également une idéologie idéalisant le peuple chargé de toutes les vertus et l'opposant à des ennemis dénoncés à la vindicte populaire, reprenant la tradition du bouc émissaire¹⁹⁴. Le quatrième point mentionné par Pierre-André Taguieff est le rejet de l'expertise et de l'élitisme au profit du bon sens populaire¹⁹⁵. Le populisme moderne est un discours adapté à la communication de masse, fondé sur une argumentation simplifiée et accessible au peuple¹⁹⁶. Enfin, le dernier point soulevé est une légitimation du pouvoir capable d'unifier la nation en dépit de la faillite des institutions traditionnelles¹⁹⁷. Ainsi, en se basant sur cette définition, Silvio Berlusconi est sans nul doute une figure du populisme

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ RAVAZ, Bruno. Le populisme de Berlusconi ou les recettes de la popularité durable. *Pouvoirs*, n°131, 2009, pp 149-161.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ *Ibid.*

moderne. Bruno Ravaz déclare : « Grâce à sa mainmise sur les médias, le Cavaliere est devenu un leader charismatique qui s'adresse directement au peuple et se revendique de lui, sans égard pour les médiations institutionnelles et pour les élites dénoncées »¹⁹⁸.

Jean-Luc Pouthier partage lui aussi cette vision populiste de Silvio Berlusconi. Il s'appuie sur les thèses de Marco Revelli, professeur de l'Université du Piémont-Oriental, qui distingue trois populismes dans l'histoire de l'Italie contemporaine¹⁹⁹. Ainsi, l'auteur distingue le télépopulisme, le cyber-populisme et le populisme du haut. Silvio Berlusconi serait le créateur du « télépopulisme », une nouvelle forme de populisme s'appuyant sur les chaînes de télévisions du Milanais²⁰⁰. L'auteur rappelle que Silvio Berlusconi a construit son action politique autour de son réseau de médias avec les télévisions italiennes qu'il possède en grande partie. Ainsi les spécialistes, comme Jean-Luc Pouthier et Bruno Ravaz, semblent partager l'avis de la presse française sur le populisme de Berlusconi. L'auteur ajoute : « En période de conquête du pouvoir comme en 1994, le populiste crée le mouvement permanent et représente l'homme providentiel attendu et espéré par le peuple, celui dont l'attitude et le discours sont destinés à séduire davantage qu'à convaincre et qui parvient à ses fins grâce à son emprise sur les médias »²⁰¹. Marc Lazar partage l'avis des deux spécialistes et de la presse française. Le populisme est une idéologie politique qui se transforme en style politique qui peut se combiner avec des fragments idéologiques sans réellement s'y résumer²⁰². Le style populiste se définit en trois caractéristiques pour Marc Lazar : « La première est la mise en avant d'une opposition qui existerait entre un peuple supposé uni, bon, et une classe dirigeante privilégiée qui exercerait sa domination sur lui et comploterait contre lui. La deuxième est la simplification de toute question politique, sociale ou économique, à laquelle il suffirait de répondre « oui » ou « non » par référendum pour la résoudre. Elle s'accompagne d'une vision dichotomique de la société fondée sur la désignation d'ennemis verticaux. Enfin, le troisième « ingrédient » est que le principe de l'incarnation du peuple par un leader l'emporte sur celui de la représentation, considérée comme un dévoiement de la volonté populaire »²⁰³. Ainsi, le populisme peut prendre plusieurs formes et plusieurs styles.

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ POUTHIER, Jean-Luc. Italie, les dangers du populisme. *Études*, 2018, pp 7-16.

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ RAVAZ, Bruno. Le populisme de Berlusconi ou les recettes de la popularité durable. *Pouvoirs*, n°131, 2009, pp 149-161.

²⁰² DRONEAU, Marika et ARIF, Jean-Paul. Entretien autour du populisme avec Marc Lazar. *L'Éléphant*, n°32, 2020.

²⁰³ *Ibid.*

Pour Silvio Berlusconi, on évoque un populisme médiatique, de chef d'entreprise qu'il a inventé pour lui-même²⁰⁴.

Le style politique de Silvio Berlusconi est qualifié de populiste par les journalistes français et par les politologues mais il tend également vers une autre notion. Son populisme se transforme en une popularisation de l'homme providentiel pour des spécialistes comme Bruno Ravaz et Pierre Musso. La réussite de Silvio Berlusconi en Italie serait la conséquence persistante dans l'opinion au mythe de l'homme providentiel au discours populaire²⁰⁵. Pierre Musso évoque cette notion de « popularisme » abordée par Jean-Gustave Padioleau dans lequel Berlusconi excelle. Il définit le « popularisme » comme : « Une forme générale de l'action politique qui met en scène l'agir »²⁰⁶. La presse française évoque notamment cette manière de mettre en scène son arrivée en politique : « Silvio Berlusconi avait promis un « nouveau miracle italien » dont il devait être le héros, mais 8 mois après ce rêve est tombé à l'eau »²⁰⁷. Le « popularisme » s'articule ainsi par la séduction de l'électorat, elle manipule à bon marché les ressorts du consumérisme de satisfaction d'opinions²⁰⁸. Certains traits du « popularisme » caractérisent Berlusconi mais la notion est contestable sur d'autres points. La force de Berlusconi est de passer d'une facette à l'autre avec habileté, de chef d'entreprise à homme politique, mi-politique mi-télévisuel. Son style politique qualifié de populiste ou de populariste est avant tout défini par un pragmatisme sans faille : « *Je suis un rêveur pragmatique, cela veut dire que les autres font des rêves qui restent des rêves et moi je cherche à les transformer en réalité* »²⁰⁹. Ainsi le style populiste de Berlusconi est un savoir-faire qui mêle fiction et action.

Un politologue ne semble pas partager cette vision d'un Berlusconi populiste. Pierre Musso estime que le mot populisme est bien trop vague pour définir le style politique du Cavaliere²¹⁰. Il est évident que le « phénomène Berlusconi » est difficilement analysable à

²⁰⁴ *Ibid.*

²⁰⁵ RAVAZ, Bruno. Le populisme de Berlusconi ou les recettes de la popularité durable. *Pouvoirs*, n°131, 2009, pp 149-161.

²⁰⁶ MUSSO, Pierre. « *Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique* ». La communication politique, édité par Arnaud Mercier. Les essentiels d'Hermès. Paris: CNRS Éditions, 2019 (réédition du livre de 2005), pp 49-54.

²⁰⁷ AMALRIC, Jacques. « De sauveur en victime ». *Libération*, 23 décembre 1994.

²⁰⁸ MUSSO, Pierre. « *Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique* ». La communication politique, édité par Arnaud Mercier. Les essentiels d'Hermès. Paris: CNRS Éditions, 2019 (réédition du livre de 2005), pp 172-180.

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ VEYRAT-MASSON, Isabelle. « Berlusconi et les médias ». *Le Temps des médias*. Rendez-vous de l'Histoire. 10 octobre 2019

cause de sa nouveauté et de sa complexité. Pierre Musso n'utilise pas la notion de populisme pour qualifier le milanais car on assiste à une montée de l'extrême droite partout en Europe²¹¹. Son style politique est, selon lui, une captation de l'imaginaire dans la société consumériste de Berlusconi plus qu'un réel populisme²¹². L'Italie est ainsi perçue comme un laboratoire politique pour les autres pays, avec l'avènement du berlusconisme. Pierre Musso déclare que le style politique de Berlusconi s'est construit dans l'imaginaire, celui d'un homme milliardaire ayant construit son empire seul en partant de rien²¹³. Il souhaite séduire les électeurs en incarnant la nouveauté, la réussite dont l'Italie avait besoin, il ne se distingue pas comme un populiste pour Pierre Musso. C'est un homme du divertissement qui cherche avant tout à détendre une Italie traumatisée par les années de plombs, le terrorisme et les crises²¹⁴. Son style politique s'affirme également par son optimisme constant, son large sourire inoxydable qui l'accompagne à chaque prise de parole. Pour Pierre Musso, Berlusconi c'est la rencontre entre un homme et une population grâce à son empire médiatique et au football²¹⁵. Ainsi, la presse française voit à travers Berlusconi, un populiste se déclarant anti-politique allant à l'encontre d'une classe politique traditionnelle méprisant le peuple italien. Le « phénomène Berlusconi » est perçu par les politologues comme une nouvelle forme de populisme, un populisme médiatique, une popularisation et un nouveau style politique.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² *Ibid.*

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ *Ibid.*

²¹⁵ *Ibid.*

3/ Le pays de la commedia dell arte politique

Au travers de l'image d'un Berlusconi fauteur de trouble, figure d'une nouvelle forme de populisme en Europe, c'est également l'image des politiciens et de l'Italie qui est dégradée dans la presse française. Les médias dressent souvent le portrait d'une Italie instable, ingouvernable où rien ne se passe comme prévu. Le système politique italien serait ainsi une gigantesque pièce de théâtre dans laquelle les politiciens seraient des comédiens pour les journalistes. Ce phénomène est perceptible dans l'article rédigé par Marc Lazar pour *Libération*²¹⁶. La vie politique italienne est perçue dans cet article comme une commedia dell'arte grandeur nature : « L'actualité italienne s'apparente souvent à une extraordinaire pièce de théâtre où des acteurs déchaînés évoluent dans l'irrationalité totale: les intrigues se nouent aussi promptement qu'elles se dénouent et les rebondissements se succèdent à grande vitesse »²¹⁷. Ainsi, l'auteur évoque la perception de la presse française sur la vie politique italienne qui serait en quelque sorte le pays des rebondissements politiques où l'irrationalité domine. La compétition politique est perçue comme une « foire électorale » pour Edouard Mir²¹⁸. Entre 1995 et 1996, Silvio Berlusconi est devenu un simple opposant au pouvoir, il lutte pour obtenir la mise en place de nouvelles élections. Elles ont lieu le 21 avril 1996. Cette nouvelle élection législative italienne est synonyme de « grande confusion » : « La campagne électorale en vue des législatives du 21 avril a officiellement démarré hier, sous le signe de la confusion »²¹⁹. Le journaliste dresse ici un portrait assez péjoratif de la compétition politique italienne. La scène politique est souvent décrite comme instable et fracturée pour la presse française : « On comptait neuf partis dans les années 80, ils sont aujourd'hui pas moins de 34. Et 246 listes se disputent les suffrages des quelque 50 millions d'électeurs »²²⁰. La vie politique italienne est ainsi représentée comme un grand bazar où la confusion est reine : « Dans chaque camp, la formation de ces listes a donné lieu à des tractations poussées au paroxysme, à un jeu de vétos croisés comme aux meilleurs jours de la première République »²²¹. Ici, il fait référence aux problèmes politiques de la première République italienne, qui a connu une fin difficile s'achevant dans un vaste contexte de crise.

²¹⁶ LAZAR, Marc. « Transition à l'italienne ». *Libération*, 12 janvier 1994.

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ MIR, Edouard. « Italie: la foire électorale recommence. La campagne pour les législatives du 21 avril s'ouvre dans la confusion ». *Libération*, 20 mars 1996.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ *Ibid.*

Chaque campagne politique qui s'annonce dans le pays est considérée comme un véritable combat, une lutte pour le pouvoir qui prend parfois des tournures de guerre ou de bataille en Italie : « Il faudra savoir encaisser les coups de l'adversaire, mais surtout désamorcer les bombes posées par les amis »²²². L'auteur fait aussi le lien entre la justice et la politique qui semblent de plus en plus liés depuis l'opération « Mains propres ». Silvio Berlusconi est d'ailleurs le parfait exemple du lien entre justice et politique mais nous y reviendrons dans notre dernière partie.

L'Italie de Berlusconi, même si il n'est plus au pouvoir, est en quelque sorte le pays des controverses, de l'irrationalité, où la vie politique ne ressemble à aucune autre. Michel Bole-Richard revient sur une nouvelle affaire synonyme de controverse en Italie dans un article pour *Le Monde*²²³. L'article évoque une nouvelle situation de crise qui touche le système politique italien. Le lundi 14 octobre 1996, un des avocats de Silvio Berlusconi a déposé une plainte contre X à la suite d'une découverte alarmante : « Quelques jours plus tôt, le 9 octobre, un micro dissimulé derrière le radiateur du bureau du chef de Forza Italia a été découvert »²²⁴. Le micro fut trouvé dans un endroit stratégique, le bureau de Silvio Berlusconi, lieu où se déroulent des réunions politiques pour son parti Forza Italia. Le journaliste français évoque la réaction des membres de Forza Italia : « Les membres de Forza Italia ont rapidement fait la comparaison entre cette découverte et le Watergate sans savoir qui est à l'origine de cette atteinte aux règles démocratiques »²²⁵. Cette découverte plonge encore l'Italie dans la polémique, un pays dans lequel la vie politique n'est pas saine où les rebondissements sont dignes d'un film d'action. C'est une perception que peut avoir la presse française, un pays marqué par l'instabilité, l'illégalité et la corruption, nous y reviendrons dans la dernière partie de cette étude de cas. Il est ici question d'une Italie où rien ne se passe comme dans les autres grandes démocraties européennes. Edouard Mir partage cette vision théâtrale et exagérée de la vie politique italienne dans son article datant du 27 février 1995²²⁶.

L'Italie est une nouvelle fois perçue comme le théâtre d'une crise politique sans fin où les rebondissements à foison animent la vie politique comparable à une gigantesque pièce de

²²² *Ibid.*

²²³ Bôle-Richard, Michel. « Un micro caché chez Silvio Berlusconi relance la controverse sur les « écoutes » en Italie ». *Le Monde*, 16 octobre 1996.

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ MIR, Edouard. « Silvio Berlusconi et les siens menacent de censurer le gouvernement Dini ». *Libération*, 27 février 1995.

théâtre : « Le climat politique continue de s'envenimer en Italie. La guerre ouverte est déclarée entre Berlusconi et le président de la République Oscar Luigi Scalfaro »²²⁷. La scène politique italienne est un champ de bataille où les oppositions se rendent coup pour coup. Intimidation, menace, trahison ; tous les éléments d'une excellente pièce de théâtre grandeur nature. Cette vie politique semble ainsi caricaturée par la presse française qui parfois semble noircir le tableau en exagérant un peu les choses. Le départ du gouvernement de Silvio Berlusconi fin 1994 est mentionné par Edouard Mir pour *Libération*²²⁸. Son départ suscite de grandes tensions lors de la séance devant la Chambre des députés : « Les principaux leaders politiques ont pris la parole au cours de cette séance, qui a connu des moments dramatiques »²²⁹. Il ajoute : « Deux députés de Forza Italia ont été expulsés par la présidente de la Chambre, Irene Pivetti dans une ambiance électrique, de stade de football »²³⁰. La vie politique est animée comme le démontre ce journaliste, l'ambiance est électrique, on a donc ici l'image d'une politique commedia dell'arte renvoyée par la presse française.

La vie politique italienne décrite par les médias se rapproche de l'absurde, un pays dans lequel tout est possible. Une Italie où les débats politiques sont plus animés qu'ailleurs, où les trahisons et les intimidations sont nombreuses. Un pays où tout semble différent des autres grandes démocraties européennes. C'est notamment ce que l'on peut retrouver dans l'article d'Edouard Mir datant du 11 novembre 1996²³¹. A cette date, le Milanais est le principal opposant au nouveau gouvernement de Romano Prodi élu lors des nouvelles élections législatives. Silvio Berlusconi n'arrive toujours pas à atteindre à nouveau le pouvoir, il est dans la période qualifiée de « longue traversée du désert » par les spécialistes. Le journaliste français évoque une marche de manifestation à l'encontre du nouveau gouvernement avec à sa tête Silvio Berlusconi : « Ils n'étaient pas tout à fait à l'aise avec leurs chaussures à talons hauts, sacs Vuitton, costumes gris et téléphones portables »²³². Au travers de ces quelques lignes, on dénote l'air narquois du journaliste français qui semble satiriser cette manifestation. « Silvio Berlusconi à 60 ans, battait le trottoir pour la première fois, solidement escorté et en costume croisé »²³³. Une scène qui semble surréaliste, témoin d'un

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ MIR, Edouard. « Umberto Bossi, ce destructeur politique ». *Libération*, 22 décembre 1994.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ MIR, Edouard. « La première manif de Berlusconi. Un million d'Italiens ont défilé contre la « dictature fiscale » de Prodi ». *Libération*, 11 novembre 1996.

²³² *Ibid.*

²³³ *Ibid.*

pays dans lequel tout peut arriver : « Qu'un milliardaire soupçonné de plusieurs délits fiscaux se retrouve à la tête d'une telle mobilisation fait assurément désordre »²³⁴.

En utilisant ces nombreux articles de presse française, nous avons pu constater que les journalistes dressent le portrait d'une vie politique italienne *commedia dell' arte* avec comme acteur principal, Silvio Berlusconi. Au travers de l'image de Berlusconi, c'est aussi celle de la vie politique qui semble être décriée par la presse française. Dans un article qui paraît pour *Le Monde*, Sophie Gherardi revient sur la vision de la presse française dont elle fait elle-même partie autour du phénomène Berlusconi²³⁵. L'article est postérieur à notre période de recherche mais il revient sur les débuts de son parcours politique. D'après la journaliste française : « Silvio Berlusconi fait l'objet d'un malentendu complet en France »²³⁶. Elle évoque le fait que le Cavaliere serait souvent représenté « dans un large éventail de rôles stéréotypés et invariablement négatifs »²³⁷. Berlusconi est souvent décrit comme : « L'amuseur vulgaire, Big Brother, le boss mafieux, le nouveau Mussolini, le filou de bas étage, le Crésus cynique... »²³⁸. La journaliste relève ainsi les images et les représentations que peuvent avoir la presse française envers Berlusconi. Ici, il est légitime de faire le lien entre la vision de la presse française et les nombreux clichés « anti-Ritals s'exprimant sous la forme de détestation du Cavaliere »²³⁹. Les propos de Sophie Gherardi sont justes et pertinents mais ils peuvent être nuancés, certains clichés sont quelque peu légitimés au vu des problèmes judiciaires du Milanais que nous évoquerons dans la dernière partie de notre étude de cas. La journaliste se questionne sur l'irréprochabilité française autour du « phénomène Berlusconi », est-il si terrible ou bien est-il justement décrié ? « Les représentations négatives du Cavaliere ne sont-elles pas l'écho des sanglots qui nous parviennent de la Péninsule ? »²⁴⁰. Le problème de cette vision française qui semble plutôt péjorative, est son manque de nuance. Cette représentation délectable nous empêche de comprendre le véritable « phénomène Berlusconi ». Elle cite l'ouvrage de Marc Lazar²⁴¹ pour tenter de dépasser la vision française de ce phénomène : « Silvio Berlusconi constitue un phénomène trop sérieux et important pour être réductible à sa seule dimension médiatique »²⁴². Il est important de dépasser les clichés, et les

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ GHERARDI, Sophie. « Prendre Berlusconi au sérieux ». *Le Monde*, 21 mars 2006.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ LAZAR, Marc. *L'Italie à la dérive: le moment Berlusconi*. Paris: Perrin, 2006, 156 p.

²⁴² *Ibid.*

représentations négatives que peuvent avoir les journalistes français sur le personnage pour l'interpréter réellement. Oui, certaines images négatives sont justifiées car Berlusconi est loin d'être exempt de tout reproche mais il semble bien trop décrié par la presse française.

Pour *l'Express*, Marie Simon évoque la vision de la presse autour du phénomène Berlusconi mais aussi de la vie politique italienne auprès du journaliste italien Alberto Toscano²⁴³. Alberto Toscano, journaliste à Paris, semble être en colère contre les médias français : « Les médias français sont, je pense, beaucoup trop légers lorsqu'ils parlent de lui. Il mérite beaucoup des critiques exprimées mais le ton utilisé, le côté donneur de leçon, est proprement insupportable. Et c'est avec cette même approche que les médias français parlent de l'Italie: non, elle ne se limite pas à la mafia et au football, notre vie politique est très complexe et pleine de contradictions. L'Italie mérite plus que des stéréotypes! »²⁴⁴. Le journaliste italien dénonce la condescendance française envers l'Italie qui s'illustre par les stéréotypes et les clichés de l'italien beau-parleur, matamore, séducteur, mafieux qui semble coller à la peau du Cavaliere. Les journalistes français sont également accusés de chercher à évoquer les ressorts de la crise italienne plutôt que de réellement chercher à comprendre et interpréter ce qui se passe dans le pays.

Les spécialistes de la vie politique italienne semblent partager cette critique de la presse française. C'est notamment le cas de Marc Lazar qui déclare : « Les Français doivent éviter deux pièges, celui de la simplification qui consiste à croire que toute l'intelligentsia italienne a basculé dans l'opposition. De nombreux intellectuels l'appuient pour faire triompher le libéralisme politique en Italie et pour éviter une République des juges. Il est aussi nécessaire d'éviter de reproduire la posture de la France donneuse de leçon qui juge son voisin avec condescendance. Une France qui s'est trouvé son épouvantail en la personne de Berlusconi, et qui se complaît à donner des leçons morales en se dispensant de se pencher sur ce qui se passe réellement en Italie et en France »²⁴⁵. Le politologue relève la condescendance française envers son voisin italien, dans sa façon de présenter les choses et d'interpréter ce qui se passe réellement en Italie. Silvio Berlusconi est un phénomène complexe à traiter et interpréter pour la presse qui analyse le phénomène depuis la France. Certaines visions et images des journalistes français peuvent être justifiées et même parfois légitimes, mais le

²⁴³ SIMON, Marie. « Les médias français sont trop légers au sujet de Berlusconi ». *L'Express*, 15 avril 2008.

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ LAZAR, Marc. Faut-il avoir peur de l'Italie de Berlusconi ? *Esprit*, n° 283, mars-avril 2002, pp 8-22.

poids des clichés et des stéréotypes envers l'Italie peut compromettre l'irréprochabilité de l'analyse de la presse française. Dans *La vie politique* paru en 2021²⁴⁶, Marc Lazar prolonge cette analyse en évoquant le rapport franco-italien : « En France, on connaît très mal la politique italienne. Je suis sidéré par l'ignorance de la plupart des responsables politiques et des décideurs économiques. On le sait et cela a été souvent souligné : la France souffre d'un manque criant de formation à propos de l'Italie »²⁴⁷.

Cette inculture de l'Italie et de son monde politique pourrait expliquer les perceptions parfois trop simplistes de la presse française : « La vie politique italienne, du moins depuis les lendemains de la seconde guerre mondiale, indiffère généralement. Et lorsqu'elle est évoquée, c'est aussitôt pour souligner nombre de ses défauts, presque aussi nombreux que les femmes séduites par Don Giovanni »²⁴⁸. La vie politique italienne n'a que peu d'intérêt pour la presse française d'après les propos du politologue, elle n'est attirante que pour ces coups d'éclats : « La politique italienne est considérée comme une vaste bouffonnerie, une forme de *commedia dell'arte*, à la fois divertissante mais aussi affligeante »²⁴⁹. La vie politique italienne est une pièce de théâtre grandeur nature pour la presse française qui ne semble porter son intérêt pour le pays que pour ses rebondissements politiques. Le politologue explique également pourquoi selon lui l'Italie est en quelque sorte un laboratoire politique en Europe : « Les responsables politiques italiens ont rompu avec la tradition et n'hésitent pas à recourir à la vulgarité, la trivialité, voire une certaine brutalité, que cela soit dans leurs discours, durant les talk shows télévisés extrêmement polémiques où l'emporte celui qui hurle le plus fort et crée le scandale, ce qui peut choquer l'étranger »²⁵⁰. La presse française dresse ainsi un portrait plutôt péjoratif de l'Italie car les politiciens italiens à l'image de Berlusconi font de la politique autrement qu'en France ou dans d'autres grandes démocraties européennes. Le politologue ajoute également : « L'autre défaut pointé par les Français, l'absence de fiabilité des gouvernements qui joueraient presque constamment un jeu compliqué. Une vie politique qui manque de sérieux »²⁵¹. Ainsi les représentations françaises du phénomène Berlusconi et de la vie politique italienne semblent parfois caricaturales. Elles sont portées par un manque de connaissance de la politique italienne mais aussi par des stéréotypes et des préjugés comme nous l'avons mentionné. Cependant, les analyses

²⁴⁶ LAZAR, Marc. Le génie politique de l'Italie contemporaine. *La vie politique*, 2021, pp 241-249.

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ *Ibid.*

françaises ne sont pas toujours fausses et exagérées comme le mentionne Marc Lazar : « Ces représentations françaises déformées, excessives, simplistes, pour ne pas dire parfois caricaturales de la politique italienne comportent parfois une part de vérité et sont nourries également d'analyses venues d'Italie »²⁵².

²⁵² *Ibid.*

III. Les tourments judiciaires du Cavaliere

1/ La toge, l'entrepreneur et l'homme politique

L'image de Silvio Berlusconi dans la presse française se calque sur son parcours d'entrepreneur, et d'homme politique. Nous avons précédemment évoqué les différentes représentations du Cavaliere dans la presse française qui varient selon les événements politiques. Il est une forme d'anomalie en arrivant au pouvoir, Berlusconi représente également une menace pour la démocratie d'après les dires des médias français. Silvio Berlusconi est aussi souvent décrit comme un fauteur de trouble, et même comme un populiste. Ainsi le Cavaliere est l'homme aux mille visages dans la presse française. Notre dernière grande partie pour cette étude de cas porte sur l'un des éléments les plus souvent évoqués dans les articles portant sur Silvio Berlusconi, la justice. Ses déboires judiciaires commencent le 22 novembre 1994, il est à la tête de la présidence du Conseil depuis quelques mois. La presse française annonce qu'il est dans le viseur de la magistrature italienne : « Alors qu'il préside le sommet de l'ONU sur le crime organisé, à Naples, la presse italienne annonce que le parquet de Milan a ouvert une information pour corruption à son encontre »²⁵³. Le président du Conseil est dans le collimateur des juges anti-corrupcions. Une enquête est sur le point d'être ouverte à son encontre, il est accusé de corruption dans le cadre d'une affaire de versements de pots de vins à des membres de la brigade financière chargés d'effectuer un contrôle dans l'une de ses maisons d'édition via deux de ces sociétés : Vita, une compagnie d'assurance et Montadori, le plus gros éditeur italien²⁵⁴. Le frère de Berlusconi, Paolo a déjà été incarcéré dans le cadre de cette enquête. Alain de Chalvron, journaliste pour France 2 déclare que Berlusconi a appris qu'il faisait l'objet d'une enquête préliminaire de la part de sa propre justice au milieu des ministres de la justice du monde entier : « Et le moins que l'on puisse dire c'est que ça fasse plutôt mauvais effet »²⁵⁵. Ainsi, l'image du Milanais se dégrade avec cette accusation devant les dirigeants du monde entier. Il ne s'agit que d'une enquête préliminaire pour l'instant, il n'est pas encore jugé ni condamné. Cependant, avec les difficultés que connaît Berlusconi à la tête du gouvernement, il va de soi que c'est un véritable coup dur. De plus, comme le mentionne le journaliste français, le nom du président du Conseil est assimilé à une procédure judiciaire, à l'illégalité et à la corruption.

²⁵³ DE CHALVRON, Alain. *Corruption Berlusconi*. INA, France 2. 22 novembre 1994.

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ *Ibid.*

Les démêlés judiciaires intéressent particulièrement la presse française qui va couvrir la suite de cette affaire. Le 14 décembre 1994, Nathalie Dubois, correspondante à Rome pour *Libération*, évoque la convocation de Berlusconi au palais de justice de Milan : « Flanqué de deux avocats, il était arrivé peu après midi au palais de justice de Milan pour ce premier interrogatoire d'un président du Conseil en exercice »²⁵⁶. Il est convoqué dans le cadre de l'enquête pour corruption ouverte dès le mois de novembre 1994 : « La tâche des magistrats est de déterminer si Berlusconi, à l'époque où il présidait son empire de communication, la Fininvest, pouvait ignorer l'existence de pots-de-vin versés à la garde des finances en échange de la mansuétude des inspecteurs du fisc »²⁵⁷. Il s'agirait ainsi de trois pots-de-vins d'un montant total de 1,2 millions de lires. De plus, nous apprenons que le directeur financier de la Fininvest, Salvatore Sciascia et Paolo Berlusconi ont reconnu les faits. La journaliste ajoute que le frère du Cavaliere a « toujours fait rempart, prenant sur lui toute la responsabilité des dessous-de-table »²⁵⁸. La presse dresse ici le portrait d'un homme qui semble s'appuyer et même se cacher derrière son frère en ce qui concerne cette affaire particulièrement sensible avec la justice italienne. En effet, il est particulièrement gênant pour Berlusconi d'être lié à cette histoire alors qu'il est président du Conseil. Les réactions de la presse française se multiplient : « S'il est vrai que les révolutions dévorent leurs enfants, alors l'Italie devrait s'attendre à un festin bien peu digeste. (...) Silvio Berlusconi a été élu vraisemblablement pour mettre un terme aux malversations et à la corruption florissante. A moins qu'il ne se mette au-dessus de tout soupçon, ses chances d'y parvenir s'affaiblissent »²⁵⁹. Les temps sont durs pour le gouvernement Berlusconi, l'image du Cavaliere est ainsi affectée par le déferlement de controverses qui le mettent en cause, lui et son entourage.

Le 22 mai 1995, l'enquête se transforme en procès pour Silvio Berlusconi : « L'ancien Premier ministre et magnat de l'audiovisuel Silvio Berlusconi sera renvoyé devant le tribunal pour tentative de corruption à l'égard de la police des impôts, la Guardia di Finanza »²⁶⁰. Edouard Mir révèle que le principal intéressé a clamé son innocence, « Cette demande de renvoi devant un tribunal a été faite sur la base d'un théorème sans preuves »²⁶¹. Son image est dorénavant officiellement liée à la corruption du moins, à une tentative de corruption de la

²⁵⁶ DUBOIS, Nathalie. « À Milan, le jour le plus long de Silvio Berlusconi ». *Libération*, 14 décembre 1994.

²⁵⁷ *Ibid.*

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ MIR, Edouard. « Berlusconi menacé d'un procès. L'homme d'affaires aurait tenté de corrompre la police des impôts ». *Libération*, 22 mai 1995.

²⁶¹ *Ibid.*

brigade financière. De plus, après avoir été déchu du pouvoir le 17 janvier 1995, il est évident que ce procès est un vrai coup dur pour la suite de sa carrière politique. Il reste cependant assez confiant car selon lui, « *Les juges n'ont rien en main, aucun document, aucun témoignage* »²⁶². Ce procès intervient à un moment particulièrement délicat pour l'entrepreneur italien qui est en pleine négociation autour d'une nouvelle réglementation transitoire dans le domaine audiovisuel comme le mentionne le journaliste français : « Le magnat de l'audiovisuel et les partis de gauche étaient en train de négocier une nouvelle réglementation transitoire dans le domaine audiovisuel afin d'éviter les référendums d'abrogation de la loi Mammi, réglementant l'audiovisuel italien, prévus le 11 juin prochain »²⁶³. Les *Echos* reviennent sur le vote de ce référendum sur l'audiovisuel italien contre le monopole médiatique de Berlusconi²⁶⁴. Berlusconi peut se réjouir du vote des électeurs italiens : « Ce week-end, les mêmes électeurs se sont effacés derrière des téléspectateurs bien conditionnés qui croyaient sauver les libertés, celles d'entreprendre, d'informer et surtout de se divertir en votant Forza Fininvest et en disant « non » lors du référendum qui aurait pu contraindre Silvio Berlusconi à se défaire de deux de ses trois réseaux de télévision »²⁶⁵. C'est un réel soulagement pour le Milanais qui est en pleine procédure judiciaire pour l'affaire de corruption présumée : « malmené par la justice pour diverses affaires de corruption »²⁶⁶. Cette décision en sa faveur semble ainsi lui donner de l'air, après sa défaite en politique, et ses procès qui rythment sa nouvelle vie.

Quelques mois plus tard, le 17 octobre 1995, une procédure judiciaire est lancée à l'encontre de Silvio Berlusconi qui, « passera en jugement pour « corruption » supposée »²⁶⁷. Après environ onze mois d'enquêtes, le juge milanais Fabio Paparella a annoncé que Silvio Berlusconi serait jugé pour « corruption ». Depuis son départ du pouvoir, il semble englué dans les procédures judiciaires. Qu'est-il reproché à Silvio Berlusconi ? Dans le cadre de l'opération «Mains propres», plusieurs enquêtes ont été ouvertes contre Berlusconi : « il en existe quatre autres concernant la création supposée de « caisses noires » »²⁶⁸. La Fininvest est accusée d'avoir versé 380 millions de liras de pots-de-vin entre 1989 et 1995 à la brigade financière : « pour qu'elle ne soit pas trop regardante lors des contrôles effectués dans les

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ Anonyme. « Forza Fininvest ». *Les Echos*, 13 juin 1995.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ DECAMPS, Marie-Claude. « En Italie, Silvio Berlusconi sera jugé pour « corruption » ». *Le Monde*, 17 octobre 1995.

²⁶⁸ *Ibid.*

sociétés du groupe »²⁶⁹. Pour sa défense, il déclare qu'il n'était pas au courant de ce fait, les juges ont répliqué en l'envoyant devant le tribunal. Le 8 juin 1994, le Milanais aurait reçu au palais Chigi « Massimo Maria Berruti, ami personnel, avocat de la Fininvest et, surtout, ex-officier de la brigade financière »²⁷⁰. Une autre présomption pour les juges sont les liens entre le patron de la Fininvest et le responsable de ses services fiscaux « Salvatore Sciascia, l'homme qui précisément distribuait les « enveloppes », les prélevant sur des fonds secrets »²⁷¹. Les juges milanais estiment que Berlusconi « ne pouvait pas ne pas savoir » étant donné son rôle au sein de la Fininvest²⁷². Silvio Berlusconi semble ainsi malmené par la magistrature italienne, son image se dégrade ainsi au fur et à mesure que les nouveaux éléments arrivent sur la table comme le témoignent les articles de presse. De plus, il est politiquement désavoué après sa défaite, il souhaite s'accrocher et remporter les prochaines élections générales italiennes de 1996.

(Une de Vanity Fair après la démission et le début des procès en 1995)



(<https://archive.vanityfair.com/article/1995/1/arrivederci-berlusconi>)

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² *Ibid.*

Les ennuis judiciaires se poursuivent pour le Milanais dans le courant du mois de novembre 1995. Pour *Le Monde*, Marie-Claude Decamps rédige un article sur les nouveaux problèmes avec la justice que subit Silvio Berlusconi²⁷³. Berlusconi est convoqué le 30 novembre devant les juges milanais de l'enquête Mains propres, il est accusé d'avoir réalisé un transfert de plus de 30 millions de francs en 1991 au profit de Bettino Craxi²⁷⁴. La journaliste relève que ce transfert aurait été effectué par une société du groupe Fininvest vers le Parti socialiste²⁷⁵. Bettino Craxi, leader du Parti Socialiste italien, président du conseil de 1983 à 1987, a aidé Silvio Berlusconi à construire son empire médiatique. Il existe ainsi un lien très fort entre les deux hommes. La particularité de ce versement est qu'il n'apparaît pas dans les comptes du groupe, c'est ce qui a alerté les juges²⁷⁶. Avec ce procès autour du versement occulte de Berlusconi à Craxi, les liens « politico-financiers » sont établis en Italie. Marie-Claude Decamps mentionne ces liens douteux, « Les liens douteux entre les deux hommes furent mille fois soupçonnés, ils semblent enfin établis »²⁷⁷. Il est ainsi considéré comme un corrupteur pour la presse française. La révélation de ses liens établis avec Craxi, qui est le hors-la-loi d'Hamammet²⁷⁸ ne peut que détériorer son image, « déjà bien entamée »²⁷⁹. En 1995, l'image de Berlusconi est celle d'un leader politique déchu, pris dans la tourmente judiciaire. A l'approche des élections de 1996, cette nouvelle enquête est une très mauvaise nouvelle pour le Cavaliere : « L'image de M. Berlusconi, qui doit passer en jugement en janvier pour une autre affaire, risque d'en pâtir à l'approche des élections »²⁸⁰. Marc Semo évoque cette procédure judiciaire pour *Libération*²⁸¹. Le journaliste dresse le portrait d'un homme en perdition : « Le crépuscule politique de Silvio Berlusconi, patron de Fininvest et du mouvement politique conservateur Forza Italia, paraît désormais inéluctable »²⁸². La carrière politique de Berlusconi semble grandement fragilisée par ses problèmes judiciaires : « Les nouveaux ennuis judiciaires du magnat de l'audiovisuel soupçonné de financements occultes, en 1991, envers le PSI viennent assombrir son avenir politique »²⁸³. La difficulté de cette affaire pour Berlusconi, c'est qu'elle vient le décrédibiliser aux yeux des

²⁷³ DECAMPS, Marie-Claude. « Silvio Berlusconi soupçonné de financement occulte du Parti socialiste italien ». *Le Monde*, 26 novembre 1995.

²⁷⁴ *Ibid.*

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ *Ibid.*

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ SEMO, Marc. « Les démêlés de Berlusconi plombent la droite italienne. Le Pôle de la liberté envisage un changement de leader ». *Libération*, 27 novembre 1995.

²⁸² *Ibid.*

²⁸³ *Ibid.*

électeurs. En 1994, il se déclarait être un candidat anti-politique, souhaitant lutter contre la corruption de la classe politique traditionnelle fragilisée par l'opération « Mains propres ». Les nouvelles accusations portées à son encontre viennent le discréditer. C'est notamment ce qu'évoque Marc Semo : « Ces accusations, si elles étaient prouvées, démontreraient pour la première fois très concrètement les liens politico-financiers qui unissaient le politicien symbole de la corruption de la vieille « partitocratie » balayée par l'opération Mani pulite et l'entrepreneur milanais posant à l'homme neuf, grand vainqueur des élections législatives de mars 1994 »²⁸⁴. Cette nouvelle affaire judiciaire affaiblit encore un peu plus la position de l'ancien président du Conseil. De plus, le journaliste français révèle que Gianfranco Fini, leader d'Alliance nationale, souhaite se débarrasser de Berlusconi empêtré dans les affaires judiciaires pour gagner les prochaines élections : « Gianfranco Fini veut élargir l'alliance à des hommes nouveaux, qui plus est, sans problème judiciaire »²⁸⁵. A la fin de l'année 1995, Berlusconi semble plus que jamais impacté fortement par les procédures judiciaires. La presse française ne le voit alors pas survivre politiquement à ces tourments avec la justice italienne .

L'année 1996 est également une période difficile pour Silvio Berlusconi qui voit ses démêlés avec la justice se poursuivre à quelques mois des nouvelles élections générales italiennes. Le 17 janvier 1996, on assiste à l'ouverture du procès pour corruption de l'ancien président du Conseil italien à Milan. Les médias français comme France 2, évoquent l'ouverture du procès de Berlusconi²⁸⁶. Le journaliste français déclare que Silvio Berlusconi a accepté la présence des caméras lors de son procès : « Même quand il est en mauvaise posture, Berlusconi reste un homme de télévision en acceptant la présence des caméras lors de son procès »²⁸⁷. Il est l'un des pionniers de la personnalisation de la politique, ici lors de son procès il romance sa vie comme l'un des feuilleton qu'il diffuse sur ses chaînes. L'homme d'affaires italien est poursuivi pour corruption par le tribunal de Milan. Le journaliste dépeint la situation du Cavaliere avec ironie : « Pas de doute, la salle du tribunal est moins belle et confortable que les palais dorés du pouvoir. S'il s'est dérangé pour son procès, c'est par respect pour la justice »²⁸⁸. Le journaliste français rappelle également que ce procès n'est pas le seul en cours pour Berlusconi, il fait référence au procès pour corruption

²⁸⁴ *Ibid.*

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ DE CHALVRON, Alain. *Procès Berlusconi*. INA, France 2. 17 janvier 1996.

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ *Ibid.*

avec les pots de vins versés à Craxi, ainsi qu'à l'achat illégal d'un joueur pour l'AC Milan²⁸⁹. La situation commence à devenir de plus en plus difficile pour le Milanais qui voit même ses proches commencer à le lâcher, Mirco Tremaglia, député de l'Alliance Nationale et allié de Berlusconi déclare « Si il est condamné, son avenir en politique est compromis »²⁹⁰. Marie-Claude Decamps pour *Le Monde* revient également sur l'ouverture du procès pour corruption de Silvio Berlusconi²⁹¹. La journaliste française n'apporte pas de nouveaux éléments mais elle relève le climat difficile qui plane au dessus du système politique italien avec les problèmes judiciaires du Cavaliere : « C'est sur fond de crise gouvernementale que s'est ouvert, mercredi 17 janvier, devant la septième section pénale du tribunal de Milan, le procès pour « corruption » de l'ancien président du Conseil italien »²⁹².

Deux jours plus tard, Marie-Claude Decamps, correspondante à Milan, couvre la première audience du procès de Berlusconi²⁹³. Cette affaire de corruption de la brigade des finances ne semble pas être très inquiétante d'un point de vue pénal pour le Milanais, mais elle est très dangereuse pour la suite de sa carrière politique à l'approche des élections législatives italiennes qui auront lieu le 21 avril de cette même année²⁹⁴. Silvio Berlusconi, homme de télévision et grand orateur semble avoir travaillé l'image qu'il souhaite renvoyer lors de son procès. Elle le décrit : « Raisonnablement bronzé, chemise lavande, costume gris et sourire bon chic-bon genre »²⁹⁵. Elle fait ici référence à ce sourire qui est l'un de ses atouts séductions lors de ses apparitions en public. Marie-Claude Decamps titre son article « Le one-man show de Silvio Berlusconi au tribunal de Milan »²⁹⁶ car elle montre que Berlusconi se mue parfois en show-man durant la séance. Il fait de l'humour avec les journalistes présents lors de son procès et qui sont assis dans un réduit réservé aux détenus, il déclare « *Vous voilà enfin à votre place* » ou bien « *Voilà les vrais fonds noirs que vous cherchez !* », lorsqu'il désigne le fond de sa tasse de café²⁹⁷. La journaliste décide alors de montrer le caractère comique du comportement de l'homme politique durant son propre procès, notamment lorsqu'il « signe des autographes à la pause en continuant de plaisanter avec les

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ *Ibid.*

²⁹¹ DECAMPS, Marie-Claude. « Silvio Berlusconi se dit victime d'un complot « politico-judiciaire » ». *Le Monde*, 18 janvier 1996.

²⁹² *Ibid.*

²⁹³ DECAMPS, Marie-Claude. « Le one-man show de Silvio Berlusconi au tribunal de Milan ». *Le Monde*, 19 janvier 1996.

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ *Ibid.*

²⁹⁷ *Ibid.*

journalistes »²⁹⁸. Il adopte ainsi une attitude détendue et positive car il se sait particulièrement menacé par son procès, c'est l'explication que donne Marie-Claude Decamps pour expliquer l'attitude de l'homme politique italien, « tant de bonne humeur n'était pas gratuite »²⁹⁹. Berlusconi sait pertinemment que son avenir politique est fragile, ce procès pourrait être un véritable coup de massue pour sa carrière en politique. Il a donc travaillé son attitude pour renvoyer l'image d'un homme détendu et innocent. C'est un homme qui a très bien compris le rôle et l'importance des images d'abord en tant qu'entrepreneur et aujourd'hui comme homme politique. Il se déclare lui-même innocent, « *Il faudra du temps pour que les gens comprennent, dit-il, mais l'Histoire est honnête, vous verrez, c'est à nous qu'elle donnera raison* »³⁰⁰.

Le Cavaliere cherche à résister aux nombreuses péripéties qui viennent noircir son avenir politique en Italie. C'est un véritable coup de massue politique qui s'abat sur Berlusconi lorsque le 21 avril 1996, il échoue lors des élections générales italiennes face à Romano Prodi. Silvio Berlusconi entame alors ce que les spécialistes de l'Italie contemporaine appellent la « traversée du désert » qui a débuté le 17 janvier 1995 lorsqu'il a perdu la présidence du Conseil. Il est difficile de jauger le poids des procès judiciaires du Cavaliere dans cette nouvelle défaite politique mais il est fort à parier qu'ils ont fragilisé son avenir politique et ses chances de victoires. On peut cependant affirmer que les procès qui rythment la vie de Silvio Berlusconi depuis sa chute du pouvoir, déforment et dégradent son image qui est dorénavant liée à la corruption et l'illégalité dans la presse française.

²⁹⁸ *Ibid.*

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ *Ibid.*

2/ Le Cavaliere à l'assaut de la justice

Nous venons de le voir, les procès rythment la vie de Silvio Berlusconi depuis son départ du gouvernement. La répétition des procès pour corruption renvoie ainsi l'image d'un homme corrompue dans les articles de la presse française. Il nous faut à présent mentionner l'un des thèmes les plus évoqués dans les articles de presse en France, la guerre politico-judiciaire que mène Silvio Berlusconi. La justice est constamment attaquée par le Milanais lors de ses prises de paroles. Cette facette du Cavaliere est perceptible dans de nombreux articles de presse en France comme le prouve cet écrit du *Monde*³⁰¹. L'article en question revient sur la colère de Silvio Berlusconi envers la justice italienne lors d'un discours datant du 20 mars 1994 à Palerme. Nous sommes toujours dans le contexte de l'opération Mains propres, la justice italienne semble ainsi particulièrement dure et sévère envers les hommes politiques pour traquer et éradiquer la corruption du système politique italien³⁰². A l'occasion d'un discours devant les partisans de Forza Italia à Palerme, Silvio Berlusconi déclare « *Il existe contre moi un coup monté des juges et des communistes. Ils utilisent la Mafia comme une arme pour essayer de me détruire* »³⁰³. Le Milanais attaque ainsi la magistrature italienne qui serait selon lui politisée, et de nature communiste. Les propos de Berlusconi sont difficilement entendables dans la mesure où le Parti communiste italien fut dissous en 1991. Le Cavaliere entreprend donc son offensive contre la justice italienne avec qui il est en pleine procédure judiciaire pour une affaire de « corruption »³⁰⁴. Silvio Berlusconi voit en la justice italienne une forme de menace pour la suite de sa carrière politique. Le mois de décembre est particulièrement difficile pour Berlusconi qui voit son avenir à la tête du pays s'assombrir et son nom se lier de plus en plus avec l'illégalité et la corruption. Edouard Mir revient sur l'interrogatoire qu'à subi Berlusconi dans le cadre des pots-de-vins qu'aurait versé la Fininvest aux inspecteurs des Finances pour *Libération*³⁰⁵. Berlusconi s'adresse à la nation dans un message retransmis par toutes les chaînes de télévision italiennes pour tenter d'apaiser la situation à la tête du gouvernement : « *Je ne me désisterai pas, la magistrature n'a pu trouver aucune preuve matérielle de mon implication dans des épisodes de corruption* »³⁰⁶.

³⁰¹ Anonyme. « ITALIE M. Berlusconi s'en prend à la justice ». *Le Monde*, 22 mars 1994.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ *Ibid.*

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ MIR, Edouard. « Berlusconi garde la tête haute après son interrogatoire par les juges milanais ». *Libération*, 14 décembre 1994.

³⁰⁶ *Ibid.*

Le président du Conseil se permet également de critiquer la magistrature italienne dans la suite de son allocution : « *Émettre un avis de garantie (avis informant de l'ouverture d'une enquête, nldr) contre le président du Conseil, c'est un devoir, car personne n'est au-dessus des lois. Mais c'était une première dans l'histoire de la République et il fallait faire preuve de davantage de prudence* »³⁰⁷. La guerre est ainsi ouverte entre Berlusconi et la justice italienne qui vient perturber son parcours politique. Le dirigeant italien sait qu'il est dans le viseur de la justice, il cherche à la combattre avant d'être dans une situation trop difficile. Le journaliste français nous montre ainsi la nouvelle facette de Berlusconi dans la presse française : « Enfin, il a de nouveau attaqué les magistrats qui, selon lui, commettent des abus de pouvoir et réaffirmé la nécessité de rétablir la prééminence du politique sur le judiciaire »³⁰⁸. Le duel entre le Cavaliere et la magistrature italienne laisse entrevoir un affrontement de longue durée entre Berlusconi et les « juges politisés ». Nathalie Dubois qui participe au premier interrogatoire de Berlusconi dans le cadre de cette affaire prolonge les propos de son confrère sur la communication offensive du Cavaliere³⁰⁹. A la suite de cet interrogatoire, Berlusconi contre-attaque dans une lettre ouverte distribuée au quotidien *Il Sole 24*. Le Milanais se déclare « *être victime d'un complot politico-judiciaire visant à faire chuter son gouvernement. Je n'ai jamais corrompu personne. Je me rends la tête haute à cet interrogatoire* »³¹⁰. La tactique de Berlusconi est maintenue, il joue la carte de l'homme persécuté par la justice afin d'obtenir le soutien des électeurs. Il est la victime d'un acharnement de jugés politisés, partisans, désirant mettre fin à sa carrière politique. La communication de Berlusconi semble porter ses fruits, ses électeurs semblent le soutenir comme le montre Edouard Mir dans son article datant du 23 décembre 1994³¹¹. Le journaliste français illustre le soutien de Nicoletta, une commerçante italienne, envers Berlusconi : « *Je le soutiendrai quoi qu'il arrive. On lui a toujours mis des bâtons dans les roues* »³¹². L'image d'un homme persécuté par la justice arrive efficacement jusqu'à son électorat qui le défend. Cette femme qui le soutient ajoute « *Les juges, ils ont fait du bien au pays pour un temps, maintenant ils doivent rester à leur place* »³¹³. L'article d'Edouard Mir permet ainsi de montrer que la communication du Cavaliere est efficace, sa lutte contre une justice partisane, qui dépasserait ses fonctions se retrouve aussi dans le discours de son électorat.

³⁰⁷ *Ibid.*

³⁰⁸ *Ibid.*

³⁰⁹ DUBOIS, Nathalie. « À Milan, le jour le plus long de Silvio Berlusconi ». *Libération*, 14 décembre 1994.

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ MIR, Edouard. « Le spleen des fantassins d'il Cavaliere ». *Libération*, 23 décembre 1994.

³¹² *Ibid.*

³¹³ *Ibid.*

Sa démission du gouvernement remise au président Scalfaro le 22 décembre 1994 n'apaise pas les tensions qui existent entre lui et la magistrature italienne. Jacques Amalric revient sur la démission de Berlusconi pour *Libération*³¹⁴. Dans cet article, le journaliste français dresse le portrait d'un homme qui semble avoir « atteint ses limites en se brûlant les ailes »³¹⁵. C'est un véritable constat d'échec qui prédomine car celui qui se voulait être le sauveur de l'Italie devient finalement une victime. Jacques Amalric évoque la lutte permanente entre Berlusconi et la justice italienne, une véritable guerre contre la magistrature qui se poursuit après avoir quitté le pouvoir : « Quand il s'en est pris à la magistrature, on a vite compris qu'il cherchait moins à rééquilibrer les pouvoirs qu'à se préserver de toutes poursuites pour ses activités antérieures »³¹⁶. Le journaliste français critique ainsi ouvertement Berlusconi qui passe du statut de héros à celui de victime, victime d'une justice qui souhaiterait le voir échouer : « Après s'être présenté en sauveur de la Nation, il ne lui déplairait pas de se travestir en victime de la justice italienne, alors qu'il n'est victime que de l'opportunisme politique dont il a fait preuve »³¹⁷. Après la tourmente politico-judiciaire du début des années 1990, la lutte entre les politiciens et la justice ne semble pas faiblir comme le montre l'exemple Silvio Berlusconi. La justice a pris une place très importante dans la vie politique italienne, elle paraît vouloir mettre Berlusconi sur la touche : « Dans un pays où la balance des pouvoirs est loin d'être parfaite, c'est un pouvoir judiciaire en nette ascension qui semble ainsi s'être donné la tâche de réduire les ambitions du Cavaliere d'Arcore »³¹⁸. La presse française montre que les juges dépassent ainsi leur fonction en ayant un objectif politique, éliminer Berlusconi, une menace pour la démocratie, « Coincer Berlusconi devient d'un coup une urgence politique, plus peut-être qu'un impératif éthique »³¹⁹. La presse française continue de mentionner cette guerre politico-judiciaire que mène le Cavaliere dans les mois qui suivent sa démission du gouvernement. Au cours des années 1995 et 1996 qui sont au centre de notre sujet d'étude, l'image d'un Berlusconi en guerre contre la justice italienne est très souvent mentionnée par la presse française. En 1995, Alain Wasmès démontre que l'image du Milanais se détériore de plus en plus en Italie, et dans la presse française³²⁰. Notamment à cause des procès pour corruption que nous avons déjà évoqués.

³¹⁴ AMALRIC, Jacques. « De sauveur en victime ». *Libération*, 23 décembre 1994.

³¹⁵ *Ibid.*

³¹⁶ *Ibid.*

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ MIR, Edouard. « Berlusconi contre-attaque en défense, en procès à Milan, l'ex-président du Conseil dénonce un complot des juges ». *Libération*, 18 janvier 1996.

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ WASMES, Alain. « La gloire éphémère de Silvio Berlusconi ». *Les Echos*, 6 janvier 1995.

Sa lutte constante contre la justice explique également ce phénomène. Pour le journaliste français des *Echos*, « une sorte de guerre qui commence, où le gouvernement Berlusconi n'a de cesse de dénoncer que les juges font de la politique contre lui »³²¹. Berlusconi combat la justice et lutte également contre l'importance qu'a pris la magistrature dans la vie politique italienne. Le Cavaliere le sait, la justice italienne peut influencer la suite de sa carrière politique, sa tactique s'explique ainsi par une lutte active contre une magistrature qui serait politisée. La presse française, par le biais d'Edouard Mir, revient sur un nouvel épisode de la guerre politico-judiciaire que mène Silvio Berlusconi. En effet, le Milanais serait encore au centre d'une crise politico-judiciaire³²². Antonio Di Pietro, le procureur le plus célèbre en Italie est soupçonné d'avoir rencontré Berlusconi en privé avant de quitter la magistrature, « Il lui aurait même fait part des ses doutes sur l'impartialité de l'action judiciaire que ses collègues du pool milanais Mains propres étaient en train de mener contre le magnat de la télévision commerciale »³²³. Il n'en fallait pas plus pour Berlusconi pour mettre le feu au poudre et porter une attaque à la magistrature italienne. Edouard Mir relève le rôle qu'a joué le Milanais dans cette affaire « Silvio Berlusconi lui-même, a mis le feu aux poudres. Interviewé jeudi soir par la RAI, l'ancien Premier ministre laisse entendre avoir vu en privé Di Pietro »³²⁴. Il déclare à la presse italienne : « *Il n'était pas trop convaincu qu'il fallait me mettre en examen pour des délits commis quand j'étais président de Fininvest* »³²⁵. Le Cavaliere essaye de déstabiliser la justice, il profite de cette affaire pour semer la zizanie entre les juges italiens.

La communication de Berlusconi et son image dans la presse française n'évoluent pas au cours des différents procès entre 1995 et 1996. C'est notamment ce que relève Edouard Mir pour *Libération*³²⁶. Les enquêtes pour corruption et les procès à venir ne sont selon lui, qu'un complot de la part des magistrats à son encontre : « *Il y a contre moi un préjugé politique depuis que je suis descendu dans l'arène politique pour améliorer la vie publique du pays* »³²⁷. Le combat est loin d'être terminé entre Berlusconi et la justice. Les propos de Berlusconi se durcissent dans les mois qui suivent, c'est ce que nous montre l'article publié

³²¹ *Ibid.*

³²² MIR, Edouard. « Berlusconi sème la zizanie entre les juges italiens ». *Libération*, 17 avril 1995.

³²³ *Ibid.*

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ *Ibid.*

³²⁶ MIR, Edouard. « Berlusconi menacé d'un procès. L'homme d'affaires aurait tenté de corrompre la police des impôts ». *Libération*, 22 mai 1995.

³²⁷ *Ibid.*

par *Libération*³²⁸. Dans ce papier, le journaliste décide de revenir sur une déclaration du Milanais à l'encontre de l'État et des juges datant du 9 octobre 1995. Le Cavaliere n'est plus le président du Conseil italien, sa longue traversée du désert débute mais il ne le sait pas encore. L'ancien président du Conseil ne semble pas décoller contre les juges en se permettant de traiter l'État, « *d'Etat policier* »³²⁹. Il déclare notamment, « *Nous ne sommes pas dans un Etat de droit mais, par certains aspects, dans un Etat policier* »³³⁰. Les propos de Berlusconi sont de plus en plus violents selon la presse française qui continue de dresser le portrait d'un homme dans une impasse cherchant par tous les moyens à se défendre. Dans le cadre du procès pour le versement de pots-de-vin à la brigade financière italienne, Marie-Claude Decamps mentionne les propos du Cavaliere : « *Je suis indigné, il n'y a contre moi qu'un flot de boue savamment orchestré alors que je suis innocent* »³³¹. Cet acharnement de la justice est présent à chaque prise de parole de Berlusconi lors des enquêtes judiciaires et lors des procès qui suivront. L'image d'un homme qui se déclare persécuté par la justice de son pays est l'un des thèmes les plus souvent mentionnés par la presse française de l'époque.

L'année 1996, ô combien importante pour Berlusconi, passionne la presse française qui semble suivre les aventures de Berlusconi comme un feuilleton entre sa vie politique et ses problèmes judiciaires qui se traduisent en procès. Le Cavaliere dans le cadre de son procès au tribunal de Milan attaque les juges, « *Ces juges montrent à mon encontre un acharnement qu'ils n'ont même pas contre la Mafia* »³³². Berlusconi qui semble dans une situation plutôt difficile pour la presse française contre-attaque lors de son procès : « *Di Pietro est sorti de son rôle de magistrat en m'attaquant, il souhaite se forger une carrière en politique* »³³³. Berlusconi attaque une justice partisane sortant de son rôle de réserve. Di Pietro va lui-même aussi devoir comparaître pour « abus de pouvoir et concussion »³³⁴. Ainsi, les médias voient en ce procès une grande confusion qui règne en Italie, la politique et la justice s'entremêlent depuis l'opération Mains propres. Silvio Berlusconi semble lutter contre une justice qui a pris une place importante dans la vie politique depuis l'opération « Mains propres ». Marie-Claude Decamps mentionne l'attaque de Berlusconi envers Antonio Di

³²⁸ Anonyme. « Silvio Berlusconi traite l'Italie d'«Etat policier» ». *Libération*, 9 octobre 1995.

³²⁹ *Ibid.*

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ DECAMPS, Marie-Claude. « En Italie, Silvio Berlusconi sera jugé pour « corruption » ». *Le Monde*, 17 octobre 1995.

³³² DE CHALVRON, Alain. *Procès Berlusconi*. INA, France 2. 17 janvier 1996.

³³³ *Ibid.*

³³⁴ *Ibid.*

Pietro lors de procès à Milan³³⁵. Le 1er janvier lors d'une conférence de presse, Berlusconi s'en est pris violemment au juge Di Pietro qui a dirigé l'opération « Mains propres » jusqu'en décembre 1994 avant de démissionner³³⁶. Silvio Berlusconi déclare « Il a tout fait pour me faire démissionner et dégager ainsi la voie vers le pouvoir »³³⁷. Il accuse ainsi le magistrat d'avoir fomenté un complot « politico-judiciaire » contre lui pour le remplacer. Berlusconi tente d'exploiter la faiblesse actuelle de l'ancien juge pour le discréditer et pour l'empêcher d'arriver en politique.

(Antonio Di Pietro, figure majeure de l'opération Mains propres en Italie, 1992)



(<https://cronacacriminale.tgcom24.it/2017/02/17/mani-pulite-la-ricostruzione-sbagliata-di-di-pietro-in-una-intervista-lex-pm-si-attribuisce-meriti-non-suoi/>)

³³⁵ DECAMPS, Marie-Claude. « Silvio Berlusconi se dit victime d'un complot « politico-judiciaire » ». *Le Monde*, 18 janvier 1996.

³³⁶ *Ibid.*

³³⁷ *Ibid.*

Cet article donne encore une fois une bien mauvaise image de Silvio Berlusconi, un homme en guerre contre la magistrature depuis sa descente dans l'arène. C'est l'image la plus répandue dans la presse comme le démontre Edouard Mir pour *Libération*³³⁸. La guerre contre la magistrature italienne est toujours aussi forte en janvier 1996, « *Les magistrats me traquent sans cesse depuis ma décision d'entrer en politique* »³³⁹. Di Pietro est toujours dans le viseur du Milanais, « Berlusconi a employé l'artillerie lourde contre celui qui fut son principal accusateur, l'ancien procureur Antonio Di Pietro »³⁴⁰. Il se permet notamment de qualifier l'ancien juge de « *mégalo* », qui aurait programmé une « *attaque délibérée contre moi et mon groupe* » pour des raisons politiques³⁴¹. De 1994 à 1996, la communication de Berlusconi et l'image qui est renvoyée par la presse lors de ces démêlés avec la justice ne semblent pas évoluer. Au travers de Berlusconi, c'est aussi l'image de l'Italie et de sa justice qui est dégradée avec les attaques du Cavaliere. Son image ne semble toujours pas s'améliorer dans la presse française malgré le fait qu'il ne soit plus au pouvoir et dans une impasse politique après sa défaite en 1996 face à Romano Prodi.

³³⁸ MIR, Edouard. « Berlusconi contre-attaque en défense, en procès à Milan, l'ex-président du Conseil dénonce un complot des juges ». *Libération*, 18 janvier 1996.

³³⁹ *Ibid.*

³⁴⁰ *Ibid.*

³⁴¹ *Ibid.*

3/ Berlusconi et la Mafia

Dans cette dernière partie de notre étude de cas qui aborde la justice et Silvio Berlusconi, nous avons évoqué les images perceptibles de Berlusconi dans la presse française. La presse s'intéresse particulièrement à ces procès, son image se dégrade de plus en plus. Sa lutte contre la magistrature se transforme littéralement en guerre. Il nous faut, à présent, évoquer une autre facette du personnage que l'on peut retrouver dans les articles de presse, son lien présumé avec la Mafia. Quelques jours après la déclaration de la création de Forza Italia, Berlusconi est déjà une forme de menace pour Alain Wasmès en raison de ces zones d'ombres³⁴². Parmi les zones d'ombres que mentionnent le journaliste français, il évoque l'enrichissement personnel de Berlusconi : « Il vaut mieux ne pas parler de l'argent de Berlusconi. Il n'est pas bon d'être curieux à propos de qui se trouve derrière les sociétés »³⁴³. L'auteur n'entre pas dans les détails mais, ici, il fait référence à un enrichissement douteux, lié à l'illégalité et même à la Mafia. Il dresse ainsi une image très négative du Cavaliere, qui serait proche d'un mafieux, un homme peu recommandable. De plus, Alain Wasmès ajoute , « En entrant dans la lutte politique, Silvio Berlusconi va voir resurgir ce passé et devoir affronter les zones d'ombre, jamais éclaircies, que sa réussite économique ultérieure a estompées ou fait oublier »³⁴⁴. Le journaliste français ne fait ici que des suppositions sur son lien avec la Mafia. Il sait que son arrivée en politique fera parler et fera réagir la magistrature italienne qui s'intéressera de plus près au Milanais. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'il a vu juste comme le démontrent les procès pour corruption et financement occultes que vivra Berlusconi dans les mois et les années à venir. Il dresse, ici, le portrait d'un homme prêt à tout, ayant eu recours à des pratiques illégales pour s'enrichir et faire son arrivée en politique : « Le soupçon est donc fort que, pour ouvrir des portes, Silvio Berlusconi ait pris des raccourcis peu orthodoxes »³⁴⁵. Avant même son arrivée au pouvoir, le Cavaliere est déjà comparé à un homme prêt à tout, une forme de mafieux, ayant pris des chemins peu recommandables pour devenir l'un des hommes les plus puissants d'Italie. Nous allons le voir, cette image négative colle à la peau de Berlusconi dans la presse française.

³⁴² WASMES, Alain. « L'Amuseur inquiétant ». *L'Express*, 20 janvier 1994.

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ *Ibid.*

L'article datant du 22 mars 1994 publié par *Le Monde*³⁴⁶ revient sur les zones d'ombres qui entourent Silvio Berlusconi en allant même plus loin que les propos évoqués par Alain Wasmès. Nous l'avons vu Berlusconi s'attaque à la justice qui commence à enquêter pour une affaire de corruption de la part de la Fininvest, les enquêtes débouchent sur des procès comme nous l'avons évoqué. L'article du *Monde* alourdit le bilan des accusations à l'encontre du Cavaliere en déclarant : « La justice se prépare à enquêter sur des accusations plus graves encore, portées à l'encontre du Cavaliere. On parle ici du lien entre la Fininvest et la Mafia en la personne de Toto Cancemi dont la Fininvest aurait eu notamment affaire pour la reconstruction du centre historique de Palerme, une partie liée avec des milieux contrôlés par la Mafia »³⁴⁷. Le journaliste fait le lien entre Berlusconi et la Mafia calabraise, et son image se lie de plus en plus à celle d'un mafieux. L'article prolonge les accusations à l'encontre de Berlusconi et l'un de ses hommes : « Parmi les personnes les plus visées par cette nouvelle enquête, à nouveau M. Dell'Utri, Sicilien d'origine et qui aurait aidé les conseillers de M. Berlusconi à prendre pied dans l'île est dans le viseur de la magistrature »³⁴⁸. Ici par le biais de Marcello Dell'Utri, Berlusconi est directement lié à la Mafia avec qui il aurait eu affaire. Les conséquences sont désastreuses, d'abord pour Berlusconi qui voit son image se dégrader de plus en plus mais aussi pour la vie politique italienne, « Ces nouveaux développements ont envenimé un climat électoral déjà très malsain »³⁴⁹. Cette histoire est dramatique pour l'image des politiques italiens, Nicola Mancino, ministre de l'Intérieur qui semble dénoncer « *une possible dérive des votes mafieux en Sicile vers Forza Italia* »³⁵⁰. De plus, le secrétaire du Partito Democratico della Sinistra, Achille Occhetto opposant à Berlusconi déclare que le Milanais, « *ne serait pas très regardant sur ses appuis en Calabre parmi lesquels se serait notamment glissée la mafia locale* »³⁵¹. Une accusation grave portée à l'encontre du Cavaliere par la presse française mais aussi par ses opposants. Ainsi, au travers de l'image de Berlusconi, c'est aussi celle de l'Italie et de sa vie politique qui se dégrade, la Mafia semble avoir eu un rôle à jouer dans la campagne électorale de 1994. Le pays souffre d'ailleurs souvent des préjugés et des stéréotypes français sur le fait que l'Italie serait le berceau de la Mafia, de la corruption et de l'illégalité y compris chez ses politiciens. Dans le cadre de cet article, Berlusconi est décrit comme un homme s'alliant à la Mafia pour

³⁴⁶ Anonyme. « ITALIE M. Berlusconi s'en prend à la justice ». *Le Monde*, 22 mars 1994.

³⁴⁷ *Ibid.*

³⁴⁸ *Ibid.*

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ *Ibid.*

³⁵¹ *Ibid.*

réussir, justifiant les clichés et les stéréotypes que l'on retrouve dans la presse française de l'époque.

Avec le cas Berlusconi, la vie politique italienne et son système ont une image négative dans la presse comme le montre l'article du *Monde* datant du 29 juillet 1994³⁵². L'auteur reprend les réactions de la presse internationale dont la presse française lors de l'inculpation de Paolo Berlusconi, « Le système de corruption qui aura perdu la première République italienne n'a pas, tant s'en faut, disparu avec elle »³⁵³. Avec cette phrase, le journaliste français fait référence à la corruption dévoilée au grand jour grâce à l'opération Mains propres au début des années 1990. La corruption n'aurait pas disparu en Italie avec la victoire de Berlusconi qui semble lui aussi flirter avec l'illégalité et la corruption. La corruption n'est jamais bien loin du Cavaliere pour la presse française, Françoise Crouigneau revient sur cette facette très sombre du personnage³⁵⁴. Silvio Berlusconi devait lutter contre la corruption et contre les défauts de la première République italienne, mais « Il n'a pas su tenir ses promesses, et a fini par rappeler aux Italiens un passé qu'ils avaient pensé exorciser le temps d'une élection : celui d'une classe politique cautionnant la corruption »³⁵⁵. Ici, le lien est à nouveau fait entre Berlusconi et la corruption, la machine judiciaire l'a rattrapé. Pour la presse française, il semble même être « une menace pour l'image internationale du pays »³⁵⁶. De plus, Marc Lazar se questionne sur l'image de Berlusconi au sein de son électorat pour *Libération*³⁵⁷. Et l'on remarque que son honnêteté personnelle semble remise en question par les électeurs, « Ainsi, depuis le début, s'ils lui font confiance en matière économique, ils doutent de son honnêteté personnelle, ou de sa volonté réelle de lutter contre la mafia ou la corruption »³⁵⁸. En effet, on se questionne sur sa réelle volonté de lutter contre la corruption et l'illégalité alors que Berlusconi est entendu par la magistrature italienne pour des accusations de corruption. Lors des enquêtes judiciaires à son encontre, Berlusconi s'est défendu en déclarant être une victime d'un complot politico-judiciaire. Edouard Mir relève une facette particulièrement négative du Milanais pour *Libération*³⁵⁹. Silvio Berlusconi semble «

³⁵² Anonyme. « DANS LA PRESSE L'inculpation du frère de M. Berlusconi ». *Le Monde*, 29 juillet 1994.

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ CROUIGNEAU, Françoise. « Gâchis ». *Les Echos*, 22 décembre 1994.

³⁵⁵ *Ibid.*

³⁵⁶ *Ibid.*

³⁵⁷ LAZAR, Marc. « Transition à l'italienne ». *Libération*, 12 janvier 1995.

³⁵⁸ *Ibid.*

³⁵⁹ MIR, Edouard. « Berlusconi menacé d'un procès. L'homme d'affaires aurait tenté de corrompre la police des impôts ». *Libération*, 22 mai 1995.

intimider les magistrats »³⁶⁰, comme un mafieux qui viendrait intimider la justice se sentant menacé.

Les zones d'ombres du parcours de Silvio Berlusconi continuent de passionner la presse française en 1996 comme le démontre l'article d'Edouard Mir pour *Libération*³⁶¹. En effet, le journaliste déclare « La fulgurante carrière de promoteur immobilier dans le Milan des années 60 pose question, on évoque même l'argent de la Mafia pour expliquer l'origine de sa fortune »³⁶². L'image de Berlusconi est dorénavant liée à la Mafia même si la majorité des propos de la presse sont axés sur des suppositions sur son enrichissement personnel. En ayant fait son arrivée en politique, Silvio Berlusconi attire l'intérêt de la justice et de la presse sur son parcours. Une grande part de mystère entoure son ascension et son enrichissement personnel, cette part d'ombre rejaillit sur sa carrière politique et lors de ses procès. On dresse ici le portrait d'un homme qui aurait eu à faire avec la mafia pour s'enrichir lors de ses débuts en politique, « Les origines de sa fortune restent mystérieuses. L'histoire de l'irrésistible ascension de ce fils d'employé de banque aurait pu être édifiante s'il n'y avait quelques gros points d'interrogation »³⁶³. Edouard Mir évoque ainsi le lien de Berlusconi avec la Mafia lors de son article qui revient sur le procès pour corruption qui se déroule à Milan. A travers l'image d'un Berlusconi mafieux, corrupteur, c'est aussi l'image de l'Italie qui souffre : « En Italie s'ouvre ainsi la saison des poisons, des complots ourdis dans l'ombre, qui ponctue la longue, délicate transition italienne vers un autre système politico-institutionnel »³⁶⁴. Le pays semble frappé par la corruption, l'illégalité et les procès comme c'est le cas pour Berlusconi. L'image du Cavaliere se dégrade de plus en plus, celle de la vie politique italienne également, « Chantages, illégalité, corruption, dossiers montés de toutes pièces polluent la vie politique italienne »³⁶⁵. Berlusconi semble toujours représenté comme une sorte de mafieux qui vient polluer la vie politique italienne. Le journaliste français ajoute que « Silvio Berlusconi et ses amis continuent d'exercer des pressions sur la magistrature pour décrédibiliser l'action du pool Mains propres »³⁶⁶. De plus, l'auteur ajoute : « La vie politique semble empoisonnée par ces campagnes de dénigrement portées par Berlusconi »³⁶⁷.

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ MIR, Edouard. « Berlusconi contre-attaque en défense, en procès à Milan, l'ex-président du Conseil dénonce un complot des juges ». *Libération*, 18 janvier 1996.

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ *Ibid.*

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ *Ibid.*

L'image du Milanais se lie avec la justice, et les problèmes judiciaires allant de la « Corruption de membres du fisc, au financement illicite de partis politiques »³⁶⁸. Ainsi Silvio Berlusconi est une forme de menace pour la démocratie d'après la presse française qui dresse le portrait d'un homme au passé douteux, et au présent tout aussi inquiétant. Son image se dégrade de jour en jour depuis son arrivée à la tête du pouvoir en 1994. Cette image négative d'un homme lié à la Mafia, la corruption et l'illégalité intervient lors de ses démêlés avec la justice, d'abord avec les enquêtes puis lors des procès. Sa lutte avec la justice dépasse parfois les limites pour la presse française « Il attaque la justice comme aucun homme politique en Europe ne se serait permis de le faire. Il adopte une attitude frondeuse et offensante »³⁶⁹. Cette attitude est perçue parfois comme une forme de pression et d'intimidation pour la presse française qui voit en lui un corrupteur et une forme de malfaiteur.

³⁶⁸ *Ibid.*

³⁶⁹ *Ibid.*

Etude de cas : Deuxième partie
(1996-2001)

I/ La traversée du désert

1/ De perdant à chef de l'opposition

Silvio Berlusconi est dos au mur après l'échec de son premier gouvernement. Les spécialistes et les journalistes ne donnent pas cher de sa peau en ce qui concerne son avenir politique. Eric Jozsef, journaliste français pour *Libération* écrit : « Affaibli, poursuivi par les juges et critiqué par le reste de la droite, Silvio Berlusconi semblait alors destiné à une retraite politique précoce »³⁷⁰. Le contexte ne lui est pas favorable comme le mentionne Philippe Foro dans son ouvrage : « La situation politique de Silvio Berlusconi était délicate à cause de la situation politique créée l'année précédente dans la coalition et à une pression continue de la justice. En parallèle à ces difficultés politiques, Silvio Berlusconi doit continuer à faire face à des ennuis judiciaires. C'est donc dans ce contexte qu'il ne lui était pas favorable que Berlusconi dut affronter les élections du printemps 1996 »³⁷¹. Le Cavaliere décide de s'accrocher en essayant de remporter les élections législatives du 21 avril 1996 pour faire son retour sur le devant de la scène. Cependant, Silvio Berlusconi est vaincu par l'Olivier, la coalition de gauche dirigée par Romano Prodi qui remporte les élections législatives anticipées avec 284 sièges sur 630³⁷². La coalition du Pôle de la liberté dirigée par l'ancien président du Conseil en obtient 246³⁷³. Pour *les Echos*, ce résultat est une sanction envers le Cavaliere. La défaite de Berlusconi serait due à sa proximité avec l'extrême droite : « En choisissant l'Olivier, les électeurs modérés italiens ont sanctionné le manque de crédibilité de ce centre droit de plus en plus polarisé sur son aile extrême »³⁷⁴. Pour les politologues, à l'image de Pierre Musso, la défaite de Silvio Berlusconi montre que son pouvoir médiatique n'est pas si puissant car cela n'a pas empêché l'homme d'affaires de perdre les élections : « Avec sa défaite aux législatives d'avril 1996, une chose était établie :

³⁷⁰ JOZSEF, Eric. « Italie : les années Cavaliere ». Edition du Cygne. 2008. 154p.

³⁷¹ FORO, Philippe. « Les transitions italiennes. De Mussolini à Berlusconi ». L'Harmattan. 2004. 220p.

³⁷² « 21 avril 1996 - Italie. Victoire de la coalition de gauche L'Olivier aux élections législatives », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 05 janvier 2023. URL : <http://www.universalis.fr/evenement/21-avril-1996-victoire-de-la-coalition-de-gauche-l-olivier-aux-elections-legislatives/>

³⁷³ *Ibid.*

³⁷⁴ Anonyme. « Elections italiennes: victoire sans précédent d'une alliance de gauche ». *Les Echos*, 23 avril 1996.

ce n'est pas la possession de la télévision qui a fait son succès, la meilleure preuve c'est qu'il dispose alors des mêmes médias qu'en 1994. L'importation des techniques télévisuelles et publicitaires dans le champ de la politique qui avait assuré son succès en 1994, l'a conduit cette fois-ci à l'échec »³⁷⁵.

C'est une cruelle déconvenue pour Silvio Berlusconi qui comptait sur une victoire pour se refaire une santé politiquement. Du côté du quotidien économique, on revient sur le résultat des élections en insistant sur la défaite de Berlusconi : « Il devra cependant digérer une défaite sévère, qui a vu dilapider son capital d'enthousiasme qui avait provoqué sa victoire en 1994 »³⁷⁶. Une défaite qui laisse des traces du côté de Berlusconi : « Ce dernier semble très affecté par la fin de son épopée. Restera-t-il à la tête de l'opposition, comme l'assurait hier Gianfranco Fini ? »³⁷⁷. La presse se demande si le Cavaliere incarnera le rôle de l'opposition comme le demandent les leaders de droite ou bien si l'ancien président du Conseil va abandonner sa carrière politique. C'est en tout cas le souhait de Gianfranco Fini, le leader de l'Alliance nationale qui a déclaré : « Le centre-droit fera opposition au nouveau gouvernement sans extrémisme mais sans indulgence »³⁷⁸. C'est la même chose du côté des spécialistes et des historiens qui se demandent si l'avenir de Berlusconi s'écrira toujours au Palais Chigi : « A la suite de l'échec d'avril 1996, nombre d'observateurs s'étaient demandés le réel avenir politique dévolu à Berlusconi au moment où la justice menaçait de le rattraper ainsi que ses plus proches collaborateurs »³⁷⁹. Pour *le Monde*, même son de cloche, Silvio Berlusconi est au pied du mur : « Durant les premières heures qui ont suivi la défaite, tandis que Silvio Berlusconi, enfermé chez lui, était tenté par l'abandon »³⁸⁰. Malgré l'avis des spécialistes et des journalistes qui voyaient Silvio Berlusconi abandonner sa carrière politique, l'ancien président du Conseil décide de la poursuivre. Il s'accroche à son empire médiatique pour survivre politiquement jusqu'aux prochaines élections. Silvio Berlusconi ne vivra pas que des déconvenues au cours de l'année 1996 car le nouveau gouvernement accorde un sursis à ces chaînes de télévisions : « En décembre 1994 la Cour constitutionnelle avait modifié la loi sur l'audiovisuel du 6 août 1990 en jugeant illégal le contrôle de trois chaînes de télévision hertzienne par un seul opérateur. Cette sentence vient de prendre,

³⁷⁵ MUSSO, Pierre. « Berlusconi, le nouveau prince ». Editions de l'Aube. 2004. 195p.

³⁷⁶ *Ibid.*

³⁷⁷ *Ibid.*

³⁷⁸ *Ibid.*

³⁷⁹ FORO, Philippe. « Les transitions italiennes. De Mussolini à Berlusconi ». L'Harmattan. 2004. 220p.

³⁸⁰ DECAMPS, Marie-Claude. « La droite italienne cherche à s'organiser dans l'opposition ». *Le Monde*, 3 mai 1996.

permettant à Berlusconi de garder son empire médiatique intact »³⁸¹. C'est une véritable bonne nouvelle pour le Cavaliere qui cherche à s'imposer comme le chef de l'opposition. Silvio Berlusconi qui traverse une période difficile d'un point de vue politique et judiciaire pourra donc s'accrocher à son empire médiatique jusqu'aux prochaines élections.

Ainsi après l'échec de Berlusconi lors des élections 1996, il devient le chef de l'opposition avec ses alliés de la coalition du Pôle des libertés. C'est le début d'une nouvelle image que l'on retrouvera dans les articles de la presse française, celle du chef de l'opposition. C'est notamment ce que montre Eric Jozsef dans son article pour *Libération* : « Deux ans après les élections qui portèrent, le 21 avril 1996, la gauche au pouvoir, le leader de l'opposition, Silvio Berlusconi, semble reparti en campagne électorale. Malgré l'absence d'échéances politiques rapprochées, l'homme d'affaires a en effet retrouvé au cours du premier congrès de son mouvement Forza Italia, qui s'est conclu samedi à Milan, les accents du candidat de droite, qui, en 1994, lui avaient permis d'accéder pendant sept mois à la présidence du Conseil »³⁸². On remarque que le Cavaliere est souvent représenté en train de déstabiliser le gouvernement en place pour pouvoir prendre sa revanche : « Jetant de nouveau l'anathème sur les démocrates de gauche, traités de «*communistes*», accusant le gouvernement de vouloir établir un «*régime*» ». Silvio Berlusconi cherche à déstabiliser le gouvernement en attaquant Prodi : « Berlusconi est allé jusqu'à qualifier le président du Conseil, Romano Prodi, de «*menteur*», parce que celui-ci avait eu le tort de taxer certaines de ses positions politiques «*d'incohérentes*». «*Il est grave que le pays ait à sa tête un menteur*», a martelé Berlusconi »³⁸³. Silvio Berlusconi incarne ainsi parfaitement le rôle qu'il a obtenu au lendemain de sa défaite contre Romano Prodi. L'image d'un Berlusconi déstabilisateur de la vie politique italienne est également perceptible dans *le Monde* autour de la question de la réforme des institutions en Italie : « Le vote sur les réformes institutionnelles proposées par la commission parlementaire «*bicamérale*», qui devait avoir lieu mardi 2 juin (1998) à l'Assemblée italienne, pourrait se solder par un échec si le leader de l'opposition, Silvio Berlusconi, refuse toujours d'accepter les modifications prévues dans la Constitution »³⁸⁴. On remarque ici que le Cavaliere est représenté comme une véritable menace pour le

³⁸¹ DE GASQUET, Pierre. « Le gouvernement Prodi accorde un sursis aux chaînes de Berlusconi ». *Les Echos*, 28 août 1996.

³⁸² JOZSEF, Eric. « Berlusconi reprend le flambeau. Le leader de Forza Italia a fustigé les rouges, l'euro et le gouvernement Prodi ». *Libération*, 21 avril 1998.

³⁸³ *Ibid.*

³⁸⁴ BOLE-RICHARD, Michel. « La réforme des institutions en Italie est menacée par Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 2 juin 1998.

gouvernement italien : « Une lourde menace nommée Silvio Berlusconi pèse sur la réforme des institutions, patient travail entrepris par le gouvernement de centre gauche pour faire naître une deuxième république en Italie »³⁸⁵. De son côté, Silvio Berlusconi déclare que : « *La partie est finie pour le gouvernement* »³⁸⁶. Ainsi le but du Cavaliere est de fragiliser le plus possible le gouvernement en refusant de voter la réforme des institutions afin de provoquer des élections anticipées. Il joue ici parfaitement son rôle de chef de l'opposition comme le démontre le journaliste du *Monde* : « L'acte de décès de la « bicamérale » n'est pas encore signé. Loin s'en faut. Mais le ton utilisé par Silvio Berlusconi, sa volonté clairement affichée de ne plus suivre le chemin des réformes tracé par cette commission tout particulièrement en ce qui concerne les pouvoirs qui devraient être accordés au président de la République laissent augurer de sérieux remous sinon une mort prochaine »³⁸⁷.

En contrariant les plans du gouvernement de Romano Prodi, Silvio Berlusconi cherche à le faire chuter pour prendre sa place. Le 21 octobre 1998, Romano Prodi démissionne et laisse sa place à Massimo D'Alema à la tête du gouvernement. Le Cavaliere continue alors son combat contre l'exécutif pour prendre sa revanche. Son image dans la presse est celle d'un homme qui fait tout son possible pour durcir la vie du gouvernement en place. C'est notamment l'image sur laquelle Michel Bôle-Richard s'appuie dans son article du 28 novembre 1999 : « L'ancien président du Conseil conscient des difficultés que rencontre le gouvernement D'Alema, fait son possible pour déstabiliser l'exécutif. Il aurait préparé sa liste de ministres, persuadé qu'une prochaine crise politique va lui permettre d'entrer au palais Chigi »³⁸⁸. Un an plus tard, c'est toujours cette image qui domine le papier de Michel Bôle-Richard : « L'opposition a mis en pratique ses menaces : celle d'une guerre totale, d'une obstruction systématique. La mise en œuvre de cette tactique de blocage s'est illustrée aussi bien au Sénat qu'à la Chambre. Silvio Berlusconi livre une véritable guerre au gouvernement »³⁸⁹.

³⁸⁵ *Ibid.*

³⁸⁶ *Ibid.*

³⁸⁷ *Ibid.*

³⁸⁸ BOLE-RICHARD, Michel. « L'avenir du gouvernement de Massimo D'Alema devient incertain ». *Le Monde*, 28 novembre 1999.

³⁸⁹ BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi a déclaré la guerre au gouvernement de Giuliano Amato ». *Le Monde*, 7 mai 2000.

(Massimo D'Alema et Silvio Berlusconi au Palais Chigi en 1998)



(<https://www.linkiesta.it/2012/11/linchiesta-finmeccanica-in-russia-imbarazza-berlusconi-e-dalema/>)

Ce retour en force à la tête de l'opposition a été rendu possible par plusieurs facteurs sur lesquels nous allons revenir. Dans son ouvrage, *Les transitions italiennes de Mussolini à Berlusconi*, Philippe Foro donne son explication sur le retour au premier plan de Silvio Berlusconi : « Le contexte politique permet également à Berlusconi de revenir au premier plan de la scène politique. Au moment de l'installation de la commission bicamérale en janvier 1997, son président Massimo D'Alema tint à faire face de Silvio Berlusconi, un interlocuteur privilégié dans la mesure où il avait besoin du soutien du leader de Forza Italia pour amorcer des réformes institutionnelles. Il a sans le vouloir permis au Cavaliere de retrouver une légitimité politique »³⁹⁰. Le rôle de chef de l'opposition de Berlusconi fragilise le gouvernement qui doit composer avec lui pour tenter de faire avancer l'Italie sur les bons rails. Ainsi, l'erreur de la gauche aura été de laisser revenir Silvio Berlusconi sur le devant de la scène sans rien faire pour compliquer son come-back : « Le centre-gauche au pouvoir ne

³⁹⁰ FORO, Philippe. « Les transitions italiennes. De Mussolini à Berlusconi ». L'Harmattan. 2004. 220p.

s'attaqua pas directement à l'empire médiatique du Cavaliere qu'il dénonçait cependant au travers des conflits d'intérêts entre les activités publiques et privées du propriétaire de la Fininvest »³⁹¹. En ne cherchant pas à réduire son pouvoir médiatique, le gouvernement a sans le vouloir laissé l'ancien président du conseil revenir sur le devant de la scène. De plus, Silvio Berlusconi a gagné en expérience, il ne s'est pas laissé cette fois-ci manger par ses alliés : « Le leader de Forza Italia va également bénéficier de l'absence de personnalité crédible pour le supplanter à la tête de l'opposition. Politiquement plus assuré, Berlusconi reprend contact avec le « traître » de décembre 1994 qu'il souhaite, sinon neutraliser, du moins lier par un accord électoral en vue du prochain »³⁹².

De son côté, le politologue Pierre Musso donne d'autres éléments pour expliquer le retour en force de l'ancien président du Conseil. Sa défaite en 1996 n'en est pas une réellement d'après lui : « Son revers reste limité en 1996, puisque Forza Italia demeure le premier parti politique italien et Silvio Berlusconi s'installe en leader de l'opposition de centre droit, face au gouvernement de Romano Prodi »³⁹³. En effet, après sa défaite, Silvio Berlusconi a souhaité ancrer son parti Forza Italia en Italie. En 1994, le parti de l'homme d'affaires n'était que très récent et sans grande légitimité politique. Ce n'est plus le cas à partir de 1996 : « Le revers électoral de 1996 l'incite à renforcer son parti et à l'implanter durablement sur l'ensemble du territoire. Les résultats sont là, en 1995, il y avait cinq cent élus, en 2001, les élus (conseillers municipaux, provinciaux et régionaux) sont plus de dix mille. Forza Italia compte désormais trois cent mille adhérents »³⁹⁴. En peu de temps, Silvio Berlusconi a appris, il s'est imposé rapidement après la défaite de 1996 comme le chef de l'opposition alors qu'il semblait désavoué et proche de l'abandon. Comme depuis le début de son ascension, Silvio Berlusconi apprend et finit par s'imposer et réussir dans le chemin qu'il emprunte. Ce fut le cas dans le monde de la télévision, le football et dorénavant la politique. Silvio Berlusconi est en route pour prendre sa revanche dans un domaine dans lequel il n'est pas encore le maître. Ainsi, comme nous l'avons montré, la presse française revient sur la nouvelle facette de Berlusconi. Il a dorénavant l'image du chef de l'opposition prêt à tout pour déstabiliser le gouvernement en place pour réussir à prendre sa revanche.

³⁹¹ *Ibid.*

³⁹² *Ibid.*

³⁹³ MUSSO, Pierre. « Berlusconi, le nouveau prince ». Editions de l'Aube. 2004. 195p.

³⁹⁴ *Ibid.*

2/ Un combat contre la justice qui se poursuit

Après avoir montré la nouvelle image de Silvio Berlusconi dans la presse française. Il nous faut à présent revenir sur l'un des thèmes les plus fréquents dans les articles de presse, sa lutte contre la justice italienne. Comme nous l'avons déjà évoqué lors de son arrivée en politique, l'image du Cavaliere se lie à celle de l'illégalité, de la corruption et des procès. Ces démêlés avec la justice se poursuivent après 1996 et nous allons y revenir. Après sa défaite face à Romano Prodi lors des élections, Silvio Berlusconi est au pied du mur, il entame la traversée du désert. Nous sommes revenus sur le retour au premier plan du Cavaliere, lorsqu'il incarne l'opposition face au gouvernement italien. Cependant, nous devons mentionner les démêlés judiciaires du milanais qui va devoir poursuivre son combat contre la justice jusqu'aux prochaines élections.

La magistrature italienne le sait, c'est le moment opportun pour affaiblir Berlusconi. Les comptes de Silvio Berlusconi sont étudiés par la magistrature qui vient d'arrêter des dirigeants de la Fininvest : « Avec les cinq dirigeants de la Fininvest arrêtés, tandis que deux autres sont en fuite, c'est le coeur financier et administratif du groupe de Silvio Berlusconi qui est aujourd'hui frappé par les magistrats »³⁹⁵. Alain Wasmès revient sur cette opération de la justice italienne qui enquête sur les comptes de Berlusconi et sur la possibilité de trouver des comptes offshore : « Les sept dirigeants occupaient en effet des fonctions de premier plan dans les circuits financiers du groupe, notamment le réseau d'une quarantaine de sociétés offshore. Les magistrats milanais du pool « mains propres » les accusent d'avoir falsifié les comptes, en collaboration avec Silvio Berlusconi »³⁹⁶. De plus, *les Echos* nous apprennent que Cesare Previti, un avocat de confiance de Silvio Berlusconi, est lui aussi dans le viseur de la justice : « Les ennuis judiciaires du groupe Berlusconi s'accumulent : on apprenait que Cesare Previti, l'avocat de confiance du patron de la Fininvest, est à son tour sur la sellette, soupçonné d'avoir participé à une affaire de corruption concernant la société pétrolière SIR »³⁹⁷. De son côté, l'ancien président du Conseil décide de nier les accusations de la justice italienne tout en dénonçant être victime d'un complot : « Silvio Berlusconi et Fedele Confalonieri, président de Fininvest et de Mediaset, nient, certes, toute malversation, tout en dénonçant « une persécution de la magistrature » »³⁹⁸.

³⁹⁵ WASMES, Alain. « Les comptes du groupe Berlusconi passés au crible ». *Les Echos*, 20 mai 1996.

³⁹⁶ *Ibid.*

³⁹⁷ *Ibid.*

³⁹⁸ *Ibid.*

Le journal *Le Monde* revient également sur les problèmes judiciaires qui touchent l'empire de Silvio Berlusconi en cette année 1996. L'article de Marie-Claude Decamps évoque les enquêtes anti-corruption qui touchent le monde des affaires en Italie : « Il s'agit en fait de l'aboutissement d'une longue enquête de quatre ans sur l'attribution des fréquences de télévision, lors de la loi Mammi, qui, en 1990, avait voulu organiser légalement ce que l'on considérait alors comme le « Far West » des ondes. Or, le magistrat-enquêteur, le substitut Maria Cordova, estime que les dirigeants de Fininvest ont payé des pots-de-vin déguisés (260 millions de liras, soit 858 000 francs) à l'un des collaborateurs du ministre Mammi, pour s'assurer un traitement de faveur »³⁹⁹. Ainsi, on remarque que l'image de Silvio Berlusconi se lie une nouvelle fois à la corruption et les pots-de-vins. De plus, la journaliste mentionne également le thème de la corruption pour la constitution de l'empire médiatique de Berlusconi avec l'aide de Bettino Craxi : « Une corruption mise en place en complément de la « bienveillance » avouée pour M. Berlusconi de Bettino Craxi, le dirigeant tout puissant de l'époque »⁴⁰⁰. Les ennuis judiciaires du Cavaliere dépassent même la frontière italienne avec l'enquête du gouvernement espagnol autour de la chaîne Telecinco appartenant à Silvio Berlusconi. Jean-Hébert Armengaud couvre cette affaire judiciaire pour *Libération*, il écrit : « Silvio Berlusconi a été mis en examen à Madrid pour diverses malversations autour de la chaîne de télévision espagnole Tele 5, dont il est actionnaire à 25%. Il est soupçonné d'une fraude fiscale de 80 millions de francs, au début des années 90, et surtout d'avoir violé la loi sur les télévisions privées, qui interdit à un actionnaire de posséder plus de 25% du capital d'une chaîne . Silvio Berlusconi fut longtemps l'opérateur principal de Tele 5, lancée en 1989, avant de s'en désintéresser, et d'en laisser le contrôle effectif au groupe espagnol El Correo »⁴⁰¹. Ainsi, les problèmes judiciaires de Silvio Berlusconi entre 1996 et 1997 gravitent autour de son empire. Son image se dégrade dans la presse française mais le Cavaliere tient bon en s'accrochant au rôle de chef de l'opposition pour prendre sa revanche lors des prochaines élections.

L'année 1997 est très importante pour Silvio Berlusconi qui doit faire face aux verdicts de plusieurs de ses procès. Les articles de la presse française sont nombreux au cours de cette période. Les démêlés judiciaires du Cavaliere passionnent les journalistes français qui vont suivre les verdicts des procès. C'est le cas d'Eric Jozsef pour *Libération* qui revient

³⁹⁹ DECAMPS, Marie-Claude. « Les enquêtes anti-corruption en Italie touchent à présent les télévisions ». *Le Monde*, 24 juillet 1996.

⁴⁰⁰ *Ibid.*

⁴⁰¹ ARMENGAUD, Jean-Hébert. « Berlusconi mis en examen à Madrid ». *Libération*, 25 juillet 1997.

sur le verdict de la justice milanaise, le 4 décembre 1997 : « Cité à comparaître dans de multiples affaires judiciaires, l'ancien président du Conseil italien et actuel chef de l'opposition de centre droit, Silvio Berlusconi, a été, pour la première fois, condamné hier par le tribunal de Milan à un an et quatre mois de prison et à payer une amende de 60 millions de lires (200 000 francs). L'homme d'affaires a été reconnu coupable de « falsification de bilan » dans le cadre du rachat, en 1989, de la maison de production cinématographique Medusa par Rete Italia, l'une des sociétés de son empire de communication Fininvest »⁴⁰². Silvio Berlusconi est donc déclaré coupable, une première dans les procédures judiciaires auxquelles il a fait face depuis son arrivée en politique. Cependant, la condamnation du Cavaliere ne semble pas être un véritable danger pour lui grâce à une remise de peine : « En vertu d'une mesure de remise de peine adoptée en 1992, les faits reprochés à Silvio Berlusconi sont en quelque sorte prescrits. Au bout du compte, Berlusconi ne devra payer qu'environ 170 000 francs d'amende. Reste que le verdict demeure hautement symbolique »⁴⁰³. La justice réussit enfin à mettre la main sur l'ancien président du Conseil mais elle est vaincue par le phénomène de prescription des faits qui permettent à Silvio Berlusconi de s'en tirer indemne. Même son de cloche du côté du *Figaro* qui revient sur la victoire du chef de l'opposition face à un verdict de la justice italienne en sa défaveur : « Ce jugement de Normand est comme la bouteille qui paraît à moitié vide ou à moitié pleine. Ses amis diront que le chef du Pôle des libertés est la victime innocente d'un imbroglio judiciaire. Ses adversaires s'empresseront de proclamer qu'il n'est plus digne de diriger l'opposition »⁴⁰⁴. Ainsi on remarque qu'avec ce procès rien n'a changé pour Silvio Berlusconi, son image reste mauvaise mais sa carrière politique n'est pas mise en danger par la justice italienne. Les journalistes qui couvrent le procès semblent avoir une forme de frustration avec le verdict donné par la justice italienne. Richard Heuzé mentionne les procès auxquels Silvio Berlusconi devra faire face prochainement : « Les ennuis judiciaires du Cavaliere ne sont pas terminés pour autant. D'autres procès attendent Berlusconi à Milan. À Palerme, l'un de ses plus proches collaborateurs à la télévision, Marcello dell'Utri, véritable gourou du marketing, comparaît en justice pour collusion avec la mafia »⁴⁰⁵. Même son de cloche pour Eric Jozsef : « Malgré sa récente victoire face à la justice, Berlusconi n'est pas encore tiré d'affaire. Il va prochainement devoir répondre devant les tribunaux de plusieurs autres chefs d'accusation. La justice italienne le soupçonne notamment de corruption pour les pots-de-vin versés à la

⁴⁰² JOZSEF, Eric. « Berlusconi jugé coupable et gracié ». *Libération*, 4 décembre 1997.

⁴⁰³ *Ibid.*

⁴⁰⁴ HEUZE, Richard. « Berlusconi échappe à la prison ». *Le Figaro*, 4 décembre 1997.

⁴⁰⁵ *Ibid.*

brigade financière, de financement illégal des partis politiques, de falsification de bilan dans le cadre de l'engagement du joueur de football Gigi Lentini ou encore de fraude fiscale à l'occasion de l'achat de sa propriété lombarde »⁴⁰⁶. Les deux journalistes français reviennent sur l'impact de la condamnation de Silvio Berlusconi sur la suite de la carrière politique du nouveau chef de l'opposition : « Même symbolique, sa condamnation aura sans doute un grand impact politique. Comme chef de la coalition de droite, Silvio Berlusconi sera fragilisé. Surtout après le revers essuyé aux municipales. Sur 83 villes de plus de 15 000 habitants, le Pôle des libertés n'en contrôle plus que 18. La petite Ligue du Nord en garde 15. L'Olivier, le rassemblement des gauches dirigé par le président du Conseil Romano Prodi, en aligne 36 »⁴⁰⁷. Eric Jozsef revient lui aussi sur la défaite de Forza Italia lors des élections municipales et sur la fragilité de l'opposition menée par Berlusconi : « Politiquement, ce verdict intervient au plus mauvais moment pour le patron de Forza Italia qui, après la défaite aux législatives de mai 1996 et la débâcle lors des récentes municipales, est de plus en plus esseulé. Déjà fortement contesté par les petits partis catholiques du centre et par les ex-fascistes d'Alliance nationale, le leadership de Berlusconi risque, dans les prochains jours, d'être sérieusement ébranlé »⁴⁰⁸.

Silvio Berlusconi se défend à la suite de sa condamnation en se déclarant victime d'une haine de la justice italienne : « *Je suis une victime désignée. C'est la démonstration de la haine idéologique sans fin à mon encontre de la part du parquet et du milieu judiciaire milanais* »⁴⁰⁹. La guerre ouverte qu'il a déclarée contre la justice italienne depuis son arrivée en politique se poursuit donc comme nous le montre cet article du *Monde* : « *Il n'y a eu aucun principe de civilité juridique comme cela existe dans les pires régimes totalitaires* »⁴¹⁰. Les ennuis judiciaires de Silvio Berlusconi ne s'arrêtent pas là, quelques jours plus tard, le Cavaliere semble de nouveau en délicatesse avec la magistrature milanaise : « Condamné il y a vingt jours à seize mois de prison pour falsification de bilan (peine amnistiée) à l'occasion du rachat d'une société de production de films, Silvio Berlusconi n'en a pas fini avec son calvaire judiciaire. Samedi, le parquet de Milan a demandé le renvoi devant les tribunaux de l'homme d'affaires pour « corruption aggravée » et, de nouveau, pour falsification de bilan »⁴¹¹. Les accusations portées à l'encontre du Cavaliere sont graves, il est accusé d'avoir mis

⁴⁰⁶ JOZSEF, Eric. « Berlusconi jugé coupable et gracié ». *Libération*, 4 décembre 1997.

⁴⁰⁷ HEUZE, Richard. « Berlusconi échappe à la prison ». *Le Figaro*, 4 décembre 1997.

⁴⁰⁸ JOZSEF, Eric. « Berlusconi jugé coupable et gracié ». *Libération*, 4 décembre 1997.

⁴⁰⁹ BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi condamné par le tribunal de Milan et amnistié ». *Le Monde*, 5 décembre 1997.

⁴¹⁰ *Ibid.*

⁴¹¹ Anonyme. « Silvio Berlusconi à nouveau en délicatesse avec la justice ». *Libération*, 22 décembre 1997.

en place un système de caisses noires : « Les juges du pool « Mains propres » soupçonnent la Fininvest de Silvio Berlusconi d'avoir constitué, entre 1986 et 1989, d'importantes caisses noires ayant servi à instaurer un véritable système de corruption de hauts magistrats »⁴¹². Silvio Berlusconi a réagi en ironisant sur le sujet : « Il s'agit simplement d'une pensée affectueuse des procureurs à l'occasion de Noël »⁴¹³. La traversée du désert de l'ancien président du Conseil est difficile car il doit faire face aux différents procès auxquels il est confronté et dans lesquels il est poursuivi. L'année 1998 marque une période d'accroissement des articles sur Silvio Berlusconi dans la presse française. *Le Monde*, *Libération* et *la Croix* reviennent sur les procès auxquels fait face le Milanais au cours de cette année.

Pour Eric Jozsef, l'année 1998 s'annonce particulièrement difficile pour la carrière politique de Silvio Berlusconi. Il ne semble pas très optimiste pour la suite de sa carrière politique : « Quant au Cavaliere lui-même, qui n'a pas encore résolu le conflit entre sa fonction publique et ses intérêts privés, son avenir personnel demeure toujours obscurci par de multiples affaires judiciaires. Soupçonné pêle-mêle de corruption, de falsification de bilans, de financement illégal des partis politiques ou encore de fraude fiscale, l'étau se resserre autour de lui, après quatre ans d'enquêtes »⁴¹⁴. Pour *Le Monde*, Silvio Berlusconi s'apprête à faire face à une année décisive du point de vue judiciaire : « Un personnage sur lequel s'amoncellent de plus en plus sérieusement les foudres de la justice »⁴¹⁵. Le mois de juillet 1998 est particulièrement intense pour le Cavaliere qui reçoit plusieurs verdicts de la part de la justice italienne : « Près de quatre ans après avoir été mis en examen pour corruption alors qu'il présidait, en tant que chef du gouvernement italien, le sommet international sur la criminalité organisé à Naples, Silvio Berlusconi a été condamné par le tribunal de Milan à deux ans et neuf mois de prison. De 1982 à 1992, l'empire de Silvio Berlusconi aurait ainsi versé près de 380 millions de liras (1,3 million de francs) de tangenti pour éviter divers contrôles fiscaux »⁴¹⁶. De son côté, le chef de l'opposition a cherché à se défendre en déclarant que : « les fonds en question étaient destinés à un producteur de cinéma tunisien »⁴¹⁷.

⁴¹² *Ibid.*

⁴¹³ *Ibid.*

⁴¹⁴ JOZSEF, Eric. « Berlusconi reprend le flambeau. Le leader de Forza Italia a fustigé les rouges, l'euro et le gouvernement Prodi ». *Libération*, 21 avril 1998.

⁴¹⁵ BOLE-RICHARD, Michel. « La réforme des institutions en Italie est menacée par Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 2 juin 1998.

⁴¹⁶ JOZSEF, Eric. « Berlusconi condamné à la prison pour corruption. Il dispose de plusieurs recours avant son incarcération ». *Libération*, 8 juillet 1998.

⁴¹⁷ JOZSEF, Eric. « Nouvelle peine de prison pour Berlusconi. Il s'insurge: «On veut mettre l'opposition en prison.» ». *Libération*, 14 juillet 1998.

Les jours à venir risquent d'être chargés pour Silvio Berlusconi qui doit faire face à cinq procès à venir : « Pour le Cavaliere, le coup porté hier par la magistrature milanaise est d'autant plus dur à encaisser qu'il ne présage rien de bon pour les procès à venir. Le tribunal de Milan devra notamment se prononcer sur une affaire de financement illégal des partis politiques. L'homme d'affaires est également inculpé pour fraude fiscale à l'occasion de l'acquisition de sa villa lombarde de Macherio ou encore de falsification de bilan lors de l'achat du joueur de football Gigi Lentini pour son club le Milan AC »⁴¹⁸. L'image de Silvio Berlusconi se dégrade toujours autant dans la presse française qui fait à nouveau le lien entre le Cavaliere et la Mafia sicilienne : « Enfin, son nom a été prononcé au tribunal de Palerme par un mafieux repentant qui, dans le cadre du procès pour collusion avec Cosa Nostra intenté à Marcello Dell'Utri l'un des bras droits du Cavaliere, a juré que « *Berlusconi a, par le passé, recyclé de l'argent de la Mafia dans des spéculations immobilières en Sardaigne* »⁴¹⁹. De son côté, Silvio Berlusconi traverse une véritable tempête judiciaire. Il cherche à s'accrocher pour pouvoir prendre sa revanche en politique : « Pour l'heure, Silvio Berlusconi ne semble pas décidé à jeter l'éponge. Le jugement rendu devra être confirmé par la cour d'appel, puis éventuellement par la cour de cassation. Enfin, il faudra que l'immunité parlementaire de l'homme d'affaires soit levée avant que l'on puisse parler d'incarcération. De quoi laisser une marge de manœuvre au leader du Pôle des libertés, qui devrait chercher à récupérer dans le domaine politique ce qu'il a perdu sur le terrain judiciaire »⁴²⁰. Malgré une situation difficile, Silvio Berlusconi à qui on promettait l'enfer dans son opposition reçoit finalement du soutien : « L'ancien président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, tient bon. Soutenu par tous les partis d'opposition, il n'ira, quoi qu'il en soit, pas de sitôt derrière les barreaux. Il dispose encore de recours en appel, voire en Cassation »⁴²¹.

Silvio Berlusconi n'a d'autre choix que d'attaquer la justice comme à son habitude pour jouer son rôle : « *Quand on utilise l'arme des procès politiques, on ne vit plus en démocratie. A partir d'aujourd'hui, notre opposition n'est plus contre un gouvernement mais contre un régime* »⁴²². *Le Monde* insiste sur les attaques de Silvio Berlusconi envers la magistrature italienne dans son article du 9 juillet : « Silvio Berlusconi n'a pas cessé de

⁴¹⁸ JOZSEF, Eric. « Berlusconi condamné à la prison pour corruption. Il dispose de plusieurs recours avant son incarcération ». *Libération*, 8 juillet 1998.

⁴¹⁹ *Ibid.*

⁴²⁰ *Ibid.*

⁴²¹ LE NIR, Anne. « Italie. Condamné, Silvio Berlusconi ne vacille pas. Condamné pour corruption, le leader de l'opposition italienne se drapait dans la toge de l'opposant politique persécuté. Ses alliés politiques le soutiennent fermement ». *La Croix*, 9 juillet 1998.

⁴²² *Ibid.*

dénoncer un « *complot politique* » ourdi par les juges de Milan. Il a d'ailleurs demandé, il y a une semaine, le transfert à une autre juridiction de tous les dossiers instruits à son encontre par ce tribunal »⁴²³. Cependant, Silvio Berlusconi peut s'appuyer sur son immunité parlementaire pour se protéger jusqu'aux prochaines élections : « Fort des différents recours juridiques à sa disposition et de son immunité parlementaire, Berlusconi ne risque pas à court terme de connaître les rigueurs de la prison »⁴²⁴. « Néanmoins, son casier judiciaire pourrait de nouveau continuer de s'alourdir : il est en effet impliqué dans cinq autres affaires en Italie (pour corruption de magistrats ou encore faux en écriture) et pour fraude fiscale en Espagne »⁴²⁵. Le chef de l'opposition sait qu'il ne risque pas la prison mais il est au courant que sa carrière politique pourrait être impactée par les procès judiciaires. Malgré cela, Silvio Berlusconi semble encore avoir l'appui de nombreux électeurs italiens comme le montre ce sondage présent dans *Libération* : « 90 % des italiens sondés jugent le délit de corruption de la brigade financière comme peu ou pas du tout grave »⁴²⁶. Un chiffre que l'on peut nuancer car les sondages peuvent avoir une orientation et ne sont pas toujours représentatifs de la réalité. Cependant, on peut remarquer que les procès judiciaires de Silvio Berlusconi semblent plus déranger et choquer la presse française qu'une partie du peuple italien.

La guerre entre la magistrature italienne et Silvio Berlusconi entamée dès l'arrivée de l'ancien président du Conseil en 1994 se poursuit encore quatre années plus tard. Son rôle de chef de l'opposition donne encore un peu plus de poids à son discours contre la justice. C'est ce que démontre Michel Bôle-Richard pour *Le Monde* en évoquant le projet d'une commission parlementaire sur l'opération Mani pulite : « Le projet de création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'opération Mani pulite a provoqué un vif affrontement entre l'opposition et la majorité. Réclamé à cor et à cri par Silvio Berlusconi avec d'autant plus d'empressement qu'il s'est vu infliger trois condamnations à des peines fermes d'emprisonnement en première instance. Il s'agissait, ni plus ni moins, de savoir si le pool des magistrats de Milan qui a déniché la corruption et l'affairisme au sein de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste a fait son travail correctement et sans parti pris, et si la révolution judiciaire qui a pratiquement mis fin à la première République et a complètement bouleversé le jeu politique en Italie s'est déroulée de façon équitable et

⁴²³ BOLE-RICHARD, Michel. « Condamné pour corruption, Silvio Berlusconi s'estime victime d'un « procès politique » ». *Le Monde*, 9 juillet 1998.

⁴²⁴ JOZSEF, Eric. « Nouvelle peine de prison pour Berlusconi. Il s'insurge : «On veut mettre l'opposition en prison.» ». *Libération*, 14 juillet 1998.

⁴²⁵ *Ibid.*

⁴²⁶ *Ibid.*

légitime »⁴²⁷. Le chef de l'opposition a lutté pour que ce projet de commission d'enquête parlementaire voit le jour. En appuyant ce projet, il tente de prouver aux électeurs italiens que les juges de l'opération Mani pulite sont politisés et dénués de toute légitimité : « Silvio Berlusconi a demandé qu'une bonne fois pour toutes la lumière soit faite sur les agissements de ceux qu'il qualifie de « *juges rouges* ». S'estimant victime d'une véritable vendetta politique, affirmant que les faits qui lui sont reprochés ne constituent pas vraiment des délits, prétextant qu'il n'y a aucune preuve contre lui, le chef de l'opposition souhaitait donc ardemment qu'une commission ait la possibilité de démontrer que les juges de Milan n'étaient pas impartiaux et poursuivaient en quelque sorte un projet plus ou moins subversif »⁴²⁸. Ainsi, la presse française dresse un bilan amer de l'opération Mani pulite qui n'aura pas réussi à faire tomber Silvio Berlusconi : « Mani pulite c'est fini. L'époque des grandes enquêtes contre la corruption appartient désormais au passé. Les raisons de son échec sont à rechercher au fond d'une justice si mal en point qu'elle ne fonctionne plus »⁴²⁹. La magistrature voulait chasser la corruption du système politique italien mais elle a fini par récolter un effet pervers : « Paradoxalement, Mani pulite a fini par contribuer à augmenter le sentiment d'impunité avec ses difficultés à achever les enquêtes et à obtenir des jugements rapides »⁴³⁰. L'article du *Monde* termine en évoquant le cas Silvio Berlusconi. Il était dans le viseur dans l'opération Mani pulite mais il a fini par vaincre la magistrature italienne : « Beaucoup de procès sont inachevés, des jugements ont été cassés, nombreux sont les responsables qui échapperont à la prison alors que l'on avance rapidement vers les prescriptions. Et si Bettino Craxi, l'ancien tout-puissant président du conseil socialiste, la victime la plus illustre de « Mani pulite », a dû s'exiler en Tunisie, l'autre homme politique de premier plan touché par les enquêtes, Silvio Berlusconi, ne semble plus craindre le « *parti des juges* »⁴³¹.

Silvio Berlusconi qui fut et qui est encore dans le viseur de la justice italienne semble pouvoir reprendre des couleurs après l'échec et la fin de l'opération Mani pulite. On remarque en lisant les différents articles de la presse française qu'il existe une forme de regret de la part des journalistes sur l'inefficacité de la justice italienne. La puissance de Silvio Berlusconi, condamné à plusieurs reprises, qui s'en sort indemne et qui va pouvoir poursuivre sa carrière politique provoque de la frustration chez les journalistes. Alfio Mastropaolo se

⁴²⁷ BOLE-RICHARD, Michel. « Le Parlement italien renonce à son enquête sur « Mani pulite » ». *Le Monde*, 19 juillet 1998.

⁴²⁸ *Ibid.*

⁴²⁹ ALOÏSE, Salvatore. « L'opération « Mani pulite » s'achève sans avoir transformé la justice italienne ». *Le Monde*, 17 août 1999.

⁴³⁰ *Ibid.*

⁴³¹ *Ibid.*

veut lui moins défaitiste sur la situation de la justice italienne et sur le cas Silvio Berlusconi :
« Les rapports entre la magistrature et l'exécutif sont exécrables, ce qui est rassurant selon moi compte tenu du caractère décisif que joue le pouvoir des juges dans une démocratie développée »⁴³².

⁴³² MASTROPAOLO, Alfio. La normalisation introuvable : la démocratie italienne de Berlusconi. *Revue Pôle Sud*, 2003, pp 47-61.

3/ Les prémices d'un retour en force

Nous avons vu comment Silvio Berlusconi a incarné le rôle de chef de l'opposition durant sa traversée du désert et comment il a fait face aux procès judiciaires. Le Cavaliere que la presse française annonçait mort politiquement a su se réinventer en incarnant un nouveau rôle. Silvio Berlusconi a gagné en expérience durant ce qu'il qualifie lui-même de sa traversée du désert. Ce retour sur le devant de la scène lui permet de rêver à nouveau de devenir président du Conseil et de prendre sa revanche face à la gauche italienne.

Le politologue Marc Lazar évoque l'instabilité du système italien dans un article du *Monde* datant du 17 octobre 1997 : « Les élections peuvent faire des vaincus (la gauche en 1994, la droite en 1996), mais elles ne désignent pas de véritables vainqueurs en Italie »⁴³³. Silvio Berlusconi le sait, il en a fait les frais en 1994. Cependant, il sait également que l'instabilité touche toute la politique italienne. Il veut se montrer prêt en cas de nouvelles élections anticipées qui pourraient lui permettre de faire son retour au pouvoir. Silvio Berlusconi fait face aux procès judiciaires et aux condamnations comme nous l'avons évoqué mais il est toujours dans la course pour faire son retour en politique. Les prémices d'un retour de l'ancien président du Conseil sont visibles avec les résultats de Forza Italia lors des élections européennes de 1999 en Italie : « Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi crédité de 23 % à 27 % des voix a repris l'avantage en se classant comme premier parti en Italie et devançant les démocrates de gauche du Premier ministre, Massimo D'Alema, qui ont obtenu de 16 % à 19 % »⁴³⁴. Avec ce résultat, le gouvernement italien voit à nouveau Silvio Berlusconi comme une menace. Pour éradiquer cette menace, le gouvernement tente de lutter contre l'emprise du Cavaliere dans les médias : « Silvio Berlusconi n'apparaîtra plus sur ses télévisions pour vanter les mérites de son parti, Forza Italia, entre un spot pour la lessive et un autre pour les tortellini. Un projet de loi sur la publicité télévisée pour les formations politiques a été adopté par le gouvernement et sera présenté au Parlement à la rentrée. Il vise à réglementer les conditions d'accès et les formes de la propagande électorale. Les publicités qui passent brusquement dans les programmes seront désormais interdites »⁴³⁵. Silvio Berlusconi se défend contre cette attaque portée à l'encontre de son arme électorale, la

⁴³³ LAZAR, Marc. « Commedia dell'arte ou realpolitik à l'italienne ? ». *Le Monde*, 17 octobre 1997.

⁴³⁴ HUBERT-RODIER, Jacques. « En Italie, un avertissement au gouvernement centre-gauche de Massimo D'Alema ». *Les Echos*, 14 juin 1999.

⁴³⁵ ALOÏSE, Salvatore. « Le gouvernement italien s'attaque à la propagande électorale de Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 6 août 1999.

télévision : « L'opposition de centre-droit crie au scandale et dénonce ce qu'elle considère comme une riposte de la majorité aux résultats des élections européennes »⁴³⁶. Dans son article, *Le Monde* tente de prouver l'importance de la télévision dans le parcours politique de l'ancien président du Conseil : « Lors de la campagne électorale pour le scrutin du 13 juin, le chef de l'opposition et propriétaire de l'empire télévisé Mediaset ne s'était pas privé d'interrompre plusieurs fois les films ou les variétés diffusés sur Canale 5, Rete Quattro ou Italia 1, les trois chaînes maison. Pour parler indifféremment du projet de réforme des impôts qu'il envisage, de sa recette pour combattre le chômage ou encore de ses idées sur l'Europe. Un matraquage qui n'avait pris fin qu'à la veille des élections »⁴³⁷. On remarque ici que l'utilisation de Silvio Berlusconi de son empire médiatique dérange le journaliste français : « Aucune norme ne l'en empêchait. M. Berlusconi était à la fois propriétaire des chaînes et bénéficiaire de leur décision de proposer ce genre de publicité. Et le tout pratiquement à un coût nul, puisque ce que l'homme politique versait d'une main, l'homme d'affaires l'empochait de l'autre »⁴³⁸.

La presse française s'intéresse particulièrement au retour en force de Silvio Berlusconi au sein de la politique italienne. *Le Monde* est le journal de mes sources qui écrit le plus sur ce sujet et c'est ce que nous allons voir dès à présent. L'objectif du chef de l'opposition est de prendre sa revanche sur la gauche lors des élections parlementaires qui auront lieu en 2001. Dans l'article de Michel Bôle-Richard, on apprend que le Cavaliere semble très optimiste sur sa possible victoire dans un an : « Depuis les élections européennes de juin 1999, Forza Italia est la première force politique du pays avec 25,2 % des voix. Silvio Berlusconi est sûr de sa victoire. Son futur gouvernement est pratiquement déjà prêt et la liste en a été publiée dans la presse »⁴³⁹. Le journaliste se montre lui moins optimiste et veille à rappeler les obstacles qui restent à franchir pour Berlusconi : « Mais d'ici au printemps 2001, le chef de l'opposition doit passer le verdict des élections régionales et municipales du 16 avril, considérées comme un véritable test national puisque 43 millions d'électeurs sont conviés aux urnes, notamment pour élire au suffrage direct les présidents de quinze des vingt régions du pays »⁴⁴⁰. Toujours dans cette optique, Michel Bôle-Richard revient sur les démêlés judiciaires qui poursuivent le chef de l'opposition depuis son arrivée en politique : «

⁴³⁶ *Ibid.*

⁴³⁷ *Ibid.*

⁴³⁸ *Ibid.*

⁴³⁹ BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi et Forza Italia sûrs de la victoire ». *Le Monde*, 15 mars 2000.

⁴⁴⁰ *Ibid.*

Silvio Berlusconi n'est pas tiré d'affaire, il risque de nouvelles condamnations dans les procès qu'il va devoir affronter au cours de cette année et qui concernent des accusations de corruption de magistrats »⁴⁴¹. Silvio Berlusconi a eu raison d'être plus optimiste que le journaliste français sur les chances de son retour avec les résultats des élections régionales italiennes qui confirment les prémices d'un retour : « Même si les bulletins de vote étaient loin d'avoir été tous dépouillés, il ne fait pas de doute que le centre droit de Silvio Berlusconi, allié à la Ligue du nord d'Umberto Bossi (droite régionaliste), a largement remporté les élections régionales qui se sont déroulées dimanche 16 avril en Italie. Le Pôle de la liberté, coalition regroupant Forza Italia, la formation de M. Berlusconi, et l'Alliance nationale (post-fasciste) de Gianfranco Fini, a conservé les trois régions du nord (Piémont, Lombardie et Vénétie), poumon économique du pays. Mais il a aussi conquis la région de Rome, le Latium, ainsi que la Ligurie, sur la côte occidentale, et s'est facilement maintenu dans les Pouilles »⁴⁴². Le constat est sans appel dans la presse, le Cavaliere semble prendre sa revanche après plusieurs années de traversée du désert : « La revanche est nette pour le magnat de l'audiovisuel, écarté du pouvoir en décembre 1994 et qui semble en marge de pouvoir remporter les prochaines élections parlementaires italiennes »⁴⁴³.

C'est une véritable victoire pour Silvio Berlusconi qui poursuit sa marche en avant. A contrario c'est un coup dur pour la gauche et pour le gouvernement italien. Les élections régionales ont laissé des traces puisque le président du Conseil, Massimo D'Alema a démissionné : « Après sa sévère défaite aux élections régionales, le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a présenté, lundi 17 avril, sa démission au président de la République, Carlo Azeglio Ciampi. Ce dernier ne l'a pas acceptée, mais lui a demandé un vote de confiance du Parlement. L'opposition, emmenée par Silvio Berlusconi, a conquis le Latium (région de Rome), les Abruzzes, la Calabre et, au total, l'a emporté dans huit régions contre sept au centre-gauche »⁴⁴⁴. De son côté, le chef de l'opposition joue parfaitement son rôle en cherchant à déstabiliser le gouvernement en place pour provoquer des élections anticipées : « L'opposition a, comme elle l'avait annoncé, demandé la dissolution et des élections générales. Silvio Berlusconi a déclaré : « *Je ne crois pas que le gouvernement dispose d'une légitimité pour poursuivre* », en estimant qu'il fallait « *restituer au peuple sa*

⁴⁴¹ *Ibid.*

⁴⁴² Anonyme. « Les élections régionales italiennes confirment le retour de Silvio Berlusconi et de ses alliés ». *Le Monde*, 17 avril 2000.

⁴⁴³ *Ibid.*

⁴⁴⁴ BOLE-RICHARD, Michel. « Massimo D'Alema joue sa survie politique devant le Parlement ». *Le Monde*, 19 avril 2000.

souveraineté ». Il a été soutenu par son allié Gianfranco Fini, président d'Alliance nationale (postfascite), et par Umberto Bossi, chef de file de la Ligue du Nord »⁴⁴⁵. Il cherche surtout à provoquer la chute du gouvernement de Massimo D'Alema pour obtenir des élections anticipées qui le verraient sûrement gagner. Le Cavaliere a ici l'image d'un homme prêt à tout pour faire son retour dans les articles du *Monde*. *Les Echos* reviennent également sur cette facette du chef de l'opposition dans son article du 23 mai 2000 : « Le Cavaliere n'a de cesse de réclamer la démission des gouvernements « *illégaux* » qui ont succédé à celui de Romano Prodi »⁴⁴⁶. Les propos du leader de Forza Italia peuvent s'apparenter à une forme de populisme en ne reconnaissant pas la victoire de Prodi en 1996 et en qualifiant les gouvernements de « *gouvernements illégaux* »⁴⁴⁷. Silvio Berlusconi est en route pour la présidence du conseil, tous les moyens sont bons pour arriver à ses fins : « Berlusconi veut profiter de la situation pour promouvoir une fois encore son « parti-entreprise », projection naturelle de ses propres intérêts économiques, médiatiques et politiques »⁴⁴⁸. Ici le quotidien français mentionne les raisons de la volonté du retour au pouvoir de Silvio Berlusconi. Derrière sa volonté de prendre sa revanche, se cacherait la volonté de protéger son empire grâce à la politique pour *Les Echos*. De son côté, la gauche italienne cherche à resserrer les rangs pour lutter contre la menace Berlusconi à l'approche des élections : « Face à la menace Berlusconi, la coalition de centre-gauche, au pouvoir en Italie depuis quatre ans, a entrepris de resserrer les rangs en prévision des législatives d'avril. Tous les sondages, en effet, accordent plus de 50 % des intentions de vote à Silvio Berlusconi, dont la formation a caracolé de victoire en victoire, des européennes de juin 1999 aux référendum du 21 mai 2000, en passant par les régionales du 16 avril. »⁴⁴⁹. *Les Echos* dressent également un portrait négatif de Silvio Berlusconi en mentionnant ces problèmes avec la justice et son alliance avec la Ligue du Nord : « Une notoriété particulièrement sulfureuse du magnat de la presse italien, habitué des tribunaux et toujours sous le coup de diverses inculpations. De plus, le principal handicap de Silvio Berlusconi reste son alliance avec la Ligue du Nord, proche des thèses xénophobes de l'Autrichien Jörg Haider »⁴⁵⁰.

Le journal *Le Monde* ne peut qu'être témoin du retour en force de Silvio Berlusconi. Le quotidien mentionne les chances d'un retour du Cavaliere à la tête de la présidence du

⁴⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁴⁶ Anonyme. « Confusion en Italie ». *Les Echos*, 23 mai 2000.

⁴⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁴⁹ Anonyme. « La gauche italienne resserre les rangs ». *Les Echos*, 27 septembre 2000.

⁴⁵⁰ *Ibid.*

conseil : « D'ici un an ou moins peut-être, Silvio Berlusconi a toutes les chances de redevenir chef du gouvernement. Une belle revanche pour un homme à qui les politologues prédisaient un avenir politique pratiquement nul à la suite de la victoire des forces de centre-gauche, le 21 avril 1996 »⁴⁵¹. Cependant, le journaliste cherche à montrer le côté factice de Forza Italia. Il prend en quelque sorte parti contre Silvio Berlusconi et son parti politique : « Il a monté de toutes pièces un parti politique, Forza Italia, formation artificielle, sans racines et sans identité. Une construction de plastique pour mettre en mouvement ce qu'il appelle "*le nouveau miracle italien*". Et ça marche ! »⁴⁵². Un retour en force qui n'aurait pas été possible sans l'empire médiatique du Cavaliere d'après le journaliste français : « Son échec lors des élections de 1996 devait sceller sa fin politique, d'autant que ses ennuis judiciaires commencent à s'accumuler. Cependant, Berlusconi n'est pas du genre à se laisser enterrer sans lutter. Il s'est battu avec toutes les armes dont il dispose et notamment celle qu'il affectionne le plus : le marketing »⁴⁵³. Ainsi à quelques jours des élections parlementaires italiennes du 13 mai 2001, le retour en force de Silvio Berlusconi est indéniable. Son parcours politique depuis sa défaite en 1996 fut jonché d'obstacles mais le Cavaliere a su tenir grâce à son rôle dans l'opposition et grâce à son empire médiatique. L'homme à qui les politologues et les journalistes promettaient l'enfer a su tenir bon. A quelques jours du scrutin, la victoire de Silvio Berlusconi paraît acquise.

⁴⁵¹ Anonyme. « Silvio Berlusconi : une réussite qui fait rêver les Italiens ». *Le Monde*, 3 mai 2001.

⁴⁵² *Ibid.*

⁴⁵³ *Ibid.*

II/ 2001 : La victoire de Silvio Berlusconi

1/ L'affirmation du berlusconisme

Silvio Berlusconi a réussi à faire son comeback sur la scène politique contre toute attente. Il a su faire mentir les journalistes et les politologues qui pensaient que sa carrière politique était entérinée après la chute de son gouvernement et sa défaite face à Romano Prodi. Le Cavaliere fait son retour à la présidence du conseil qu'il avait quitté en 1994 : « Après une traversée du désert de sept ans, Silvio Berlusconi, le leader de la droite italienne, va retrouver les ors du palais Chigi, mettant un terme à la première expérience de gouvernement de gauche depuis 1945 »⁴⁵⁴. La victoire de Silvio Berlusconi entraîne un grand intérêt de la presse française qui écrit de nombreux articles sur le sujet. Cette curiosité débute par la campagne du Cavaliere face à Romano Prodi et se conclut par la victoire du Milanais.

La campagne électorale est suivie avec sérieux par la presse en France comme c'est le cas avec *Les Echos* qui revient sur les attaques de Silvio Berlusconi : « Six ans après son éclatante victoire électorale du printemps 1994... et sa tout aussi brutale chute sept mois après, Silvio Berlusconi a ensuite réservé toutes ses attaques à la gauche dans un discours prononcé hier devant les jeunes catholiques de Comunione e Liberazione. Face à quelque 10.000 personnes, « l'invité d'honneur » est parti en guerre contre l'actuel premier ministre sans nommer directement Giuliano Amato »⁴⁵⁵. En lançant sa campagne contre le gouvernement, Silvio Berlusconi se mue parfois en populiste : « *Giuliano Amato est un homme politique non élu par le peuple* »⁴⁵⁶. Par ces propos, il conteste en quelque sorte les résultats des dernières élections pour montrer aux électeurs italiens l'illégitimité du gouvernement en place qu'il veut remplacer. Comme lors de sa campagne en 1994, son discours politique attaque les communistes (même s'ils ne sont plus importants au sein de la scène politique italienne) : « *Chez-moi, l'anticommunisme est un devoir moral. Cette idéologie a fait de notre siècle un siècle assombri de terreur et de mort, du martyre et du sacrifice de trop de Chrétiens* »⁴⁵⁷. Il lance ainsi sa campagne sur des bases similaires à celle

⁴⁵⁴ FURBURY, Alain et HUBERT-RODIER, Jacques. « Vainqueur des législatives, Berlusconi devra gérer l'alternance en Italie ». *Les Echos*, 15 mai 2001.

⁴⁵⁵ HUBERT-RODIER, Jacques. « Italie: Silvio Berlusconi lance sa campagne électorale d'automne ». *Les Echos*, 25 août 2000.

⁴⁵⁶ *Ibid.*

⁴⁵⁷ *Ibid.*

de 1994. Eric Jozsef, journaliste pour *Libération* insiste lui sur la mégalomanie du personnage lors de la campagne pour les élections législatives en citant la déclaration de Silvio Berlusconi : « *Il n'y a pas meilleur que moi sur la scène mondiale. Schröder, Blair, Jospin peuvent aller se rhabiller... C'est la réalité, je suis désolé de le dire* »⁴⁵⁸. Silvio Berlusconi ajoute : « *Mon habileté, mes qualités humaines, mon passé sont hors de discussion. Ce que j'ai réalisé, les autres ne peuvent même pas l'espérer. Ils ont peut-être derrière eux un pays avec une économie plus développée, mais c'est à eux de démontrer qu'ils sont meilleurs que moi et non l'inverse* »⁴⁵⁹. Cependant, le journaliste souhaite contraster le tableau en rappelant que l'image du Cavaliere suscite toujours des doutes et des critiques dans la presse étrangère dont la presse française : « Les journalistes italiens ont sans doute dû lui faire part des doutes que suscite toujours sa personne à l'étranger »⁴⁶⁰. Cette mégalomanie se retrouve également sur les affiches électorales : « Le chef de l'opposition a interdit aux candidats de sa formation d'apposer leur photo sur leur matériel électoral. Il a décrété que seule sa propre photo était admise et que seuls les noms et les slogans des candidats pourront apparaître »⁴⁶¹. On remarque ici que le candidat contrôle toujours autant son image, il veut être au centre de l'attention et du projet politique qu'il porte. Il souhaite incarner le rôle de leader et de chef aux yeux des électeurs italiens. Silvio Berlusconi a compris quelque chose de très important en 1994, la politique d'aujourd'hui c'est d'abord un imaginaire. Il a construit son image de sauveur de l'Italie en 1994 pour incarner ce rôle de leader. Et il cherche à faire la même chose pour les élections législatives de 2001. C'est ce sur quoi revient Christian Delporte lors d'un débat sur Dailymotion : « La politique d'aujourd'hui ce n'est pas la rationalité mais l'imaginaire. L'Italie cherche des leaders depuis 1945, Silvio Berlusconi a plusieurs fois incarné ce rôle auprès des électeurs italiens. C'est quelqu'un en qui on peut s'identifier »⁴⁶².

⁴⁵⁸ JOZSEF, Eric. « Silvio Berlusconi est le meilleur ». *Libération*, 8 mars 2001.

⁴⁵⁹ *Ibid.*

⁴⁶⁰ *Ibid.*

⁴⁶¹ Anonyme. « Une seule photo celle du Cavaliere ». *Le Monde*, 5 avril 2001.

⁴⁶² « Berlusconi : Il Cavaliere – Le débat ». *Public Sénat*. Dailymotion, 2013.

(Affiche électorale de Silvio Berlusconi en 2001: Moins d'impôts pour tous)



(<https://www.sergioferraris.it/l-invasione-degli-ultra-manifesti/>)

En souhaitant à tout prix prouver qu'il est le leader dont a besoin l'Italie, il fait preuve de mégalomanie d'après Luciano Cheles lors de la campagne d'affichage de Berlusconi : « Silvio Berlusconi mène une campagne d'affichage mégalomane, omniprésente et égocentrique de Forza Italia, une campagne agressive fondée sur le modèle de la publicité commerciale, comme en témoigne la répétition incessante de quelques images et de slogans simples et faciles à retenir »⁴⁶³. Cette forte personnalisation de sa candidature engendre un effet pervers avec des satires en ligne qui sont réalisées sur les affiches de Silvio Berlusconi : « A un mois des élections législatives italiennes, l'activité satirique en ligne bat son plein. Des photos parodiant les affiches de campagne se sont multipliées sur la Toile de la péninsule et circulent rapidement sur les messageries électroniques. Silvio Berlusconi est la cible préférée des internautes, qui se moquent des retouches grossières effectuées sur les affiches officielles du candidat surmédiatisé, rajeuni de 20 ans pour l'occasion »⁴⁶⁴. Des caricatures qui visent son physique, mais surtout son lien avec la mafia et ses démêlés avec la justice : « Le slogan

⁴⁶³ CHELES, Luciano. L'image au pouvoir. Les portraits de Silvio Berlusconi. *Vingtième Siècle*, 2003, pp 113-122.

⁴⁶⁴ Anonyme. « Elections italiennes : Berlusconi et la satire en ligne ». *Le Monde*, 6 avril 2001.

"Un million d'emplois pour tous" devient ainsi "Un million de cheveux pour tous", sur une affiche représentant un Berlusconi dont la calvitie a disparu sous une épaisse chevelure. La majorité de ces images satiriques évoquent les démêlés du candidat avec la justice et ses liens avec la mafia : "Pour une école qui prépare au futur : Internet, Entreprise et Anglais" est transformé en "mis en examen, perquisitionné et impuni". Ou encore : "nous votons Berlusconi car il sait comment trouver du travail" affirment, sur une autre affiche détournée de son sens initial, deux mafieux »⁴⁶⁵. Plutôt que de crier au scandale, le Cavaliere a eu l'habileté politique de tenter de tirer profit de cette activité satirique en ligne : « L'impact de ces images satiriques est tel que certains candidats ont fini par les intégrer dans leur stratégie de communication. M. Berlusconi a ainsi organisé un concours d'affiches parodiques sur son site Internet. Mais il a pris soin de censurer toutes celles qui évoquent son passif judiciaire ou ses rapports avec la mafia »⁴⁶⁶. On remarque également que l'image de Silvio Berlusconi est encore liée à celle de la Mafia dans les articles de presse que nous avons relevés pour ce travail.

(Affiche électorale satirique : Un million de cheveux pour tous)



(<https://www.doppiozero.com/elezioni-in-rete>)

Cette habileté politique se prouve avec une innovation made in Silvio Berlusconi à l'approche des élections législatives : « La boîte en carton a la forme d'un paquet de dix kilos de lessive. Il s'agit du kit pour chacun des mille candidats de la Maison des libertés, la

⁴⁶⁵ *Ibid.*

⁴⁶⁶ *Ibid.*

coalition de l'opposition. A l'intérieur, figure en bonne place un beau livre illustré de clichés en couleur à la gloire de Silvio Berlusconi. La vie du "président" y est racontée dès sa naissance jusqu'à nos jours. La vie et l'œuvre du Cavaliere y sont déclinées sur le mode de l'hagiographie »⁴⁶⁷. Silvio Berlusconi se lance ainsi dans une propagande hagiographique avec son livre qui revient sur sa vie et sur sa carrière. L'objectif de cette démarche est d'améliorer son image auprès des électeurs italiens : « Intitulée *Une histoire italienne*, cette biographie est un livre de 125 pages édité par Mondadori, une maison d'édition qui fait partie de son empire industriel. Ce livre sera envoyé par la poste à plus de 21 millions de personnes "parce que les citoyens doivent savoir qui est Berlusconi au-delà des campagnes de diffamation à son encontre", ont expliqué les stratèges électoraux de Forza Italia, le parti du magnat de l'audiovisuel. Le coût de cette campagne n'a pas été précisé mais, selon certaines sources indépendantes, il devrait s'élever à plus de 82 millions d'euros (538 millions de francs) »⁴⁶⁸. Selon Vincenzo Susca rien n'est fait au hasard avec Silvio Berlusconi : « Avec *Une histoire italienne*, Berlusconi veut intensifier son image de personnage et vedette du spectacle au moyen de cette revue ; il veut que, comme pour toute star, le public soit intéressé, attiré, fasciné et donc séduit par son histoire ; il veut qu'on en parle, qu'on ouvre un débat et, pourquoi pas, qu'on fasse des potins sur lui »⁴⁶⁹. *Le Monde* mentionne la réaction de *La Repubblica* à la suite de l'initiative du Cavaliere : « On peut seulement faire croire à un idiot cette fable de l'entrepreneur angélique qui, à trente ans, trouve par miracle une avalanche de milliards (de liras) et fonde à partir de rien un empire télévisuel, écrit le journal »⁴⁷⁰. Une réaction qui n'est pas tendre envers Silvio Berlusconi et qui dénonce la propagande du leader de Forza Italia. De son côté, *Les Echos* reviennent sur les chances de victoire de Silvio Berlusconi. Jacques Hubert-Rodier et Pierre-Alain Furbury insistent sur l'importance de la richesse du Cavaliere dans la campagne électorale : « Pour réussir sa deuxième marche sur Rome, le leader de Forza Italia n'a, lui, rien laissé au hasard. Depuis plus d'un an, grâce à ses énormes moyens financiers et ses trois chaînes de télévision, il occupe le terrain tous azimuts. A coups de campagnes publicitaires et de slogans faciles »⁴⁷¹. Ici, on remarque la note d'humour mais pas dénuée de sens des deux journalistes qui mentionnent « sa deuxième marche sur Rome »⁴⁷². Ils font ici référence à la marche paramilitaire de Benito Mussolini du

⁴⁶⁷ Anonyme. « Le manuel du parfait candidat : un livre à la gloire entrepreneur ». *Le Monde*, 13 avril 2001.

⁴⁶⁸ *Ibid.*

⁴⁶⁹ SUSCA, Vincenzo. Phénoménologie de Silvio Berlusconi. *Sociétés*, 2004, pp 41-56.

⁴⁷⁰ Anonyme. « Le manuel du parfait candidat : un livre à la gloire entrepreneur ». *Le Monde*, 13 avril 2001.

⁴⁷¹ FURBURY, Pierre-Alain et HUBERT-RODIER, Jacques. « Législatives en Italie : Silvio Berlusconi en tête dans la dernière ligne droite ». *Les Echos*, 13 avril 2001.

⁴⁷² *Ibid.*

28 octobre 1922. Un parti pris qui montre bien l'image négative de Silvio Berlusconi dans la presse : « Avec sa vulgarité, son arrogance et son incorrection, Silvio Berlusconi fait peur »⁴⁷³. Les deux journalistes français mentionnent également les origines douteuses de la fortune du Cavaliere dans leur article : « Silvio Berlusconi s'est toujours refusé à expliquer l'origine de sa fortune. A quoi bon ? Car le Cavaliere, incarnation de la réussite financière et de l'argent roi, fascine l'Italie »⁴⁷⁴. On sent ici, une véritable frustration des deux journalistes français qui ne semblent pas comprendre comment les italiens puissent se laisser séduire par Silvio Berlusconi. On peut trouver de nombreuses similitudes dans l'article de Michel Bôle-Richard pour *Le Monde*. Le journaliste dresse un portrait négatif du Cavaliere : « Berlusconi est un habile manipulateur, torturant au gré de ses intérêts la vérité »⁴⁷⁵.

A l'approche des élections, le verdict est unanime dans la presse, Silvio Berlusconi devrait remporter les élections législatives du 13 mai 2001. Des élections qui s'apparentent à une forme de référendum autour de la personnalité du Cavaliere. Les électeurs devront ainsi voter pour ou contre Silvio Berlusconi : « A l'approche des élections générales du 13 mai, la campagne électorale en Italie a pris l'aspect d'un référendum sur la personnalité de Silvio Berlusconi »⁴⁷⁶. Jacques Hubert-Rodier souhaite insister sur les zones d'ombre du Cavaliere à l'approche des élections. Il ne s'intéresse pas à son programme ou à son projet. Dans son article, il semble montrer son opposition à Silvio Berlusconi : « Comme en 1994, lors de sa très brève présidence du Conseil des ministres, Silvio Berlusconi est pourtant confronté aux mêmes questions : l'origine de sa fortune et les problèmes de conflits d'intérêts. Sur la première, Berlusconi n'a jamais réellement apporté de réponse non seulement devant l'opinion publique, mais également lors des très nombreux procès qui lui ont été intentés. Sur la seconde question, il a toujours laissé planer un doute »⁴⁷⁷. Un article avec un véritable parti pris, Silvio Berlusconi y est présenté en abordant les zones d'ombres du personnage. De plus, le journaliste français perçoit le Cavaliere comme un danger pour la liberté des médias italiens : « Il est une menace « à la Poutine » pour les médias italiens »⁴⁷⁸. Cette campagne est largement personnalisée autour de Silvio Berlusconi et tourne au plébiscite. L'image du candidat est alors attaquée et décriée comme nous venons de le montrer.

⁴⁷³ *Ibid.*

⁴⁷⁴ *Ibid.*

⁴⁷⁵ BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi mégalomane ressuscité ». *Le Monde*, 15 mai 2001.

⁴⁷⁶ HUBERT-RODIER, Jacques. « Les élections italiennes tournent au référendum sur Silvio Berlusconi ». *Les Echos*, 30 avril 2001.

⁴⁷⁷ *Ibid.*

⁴⁷⁸ *Ibid.*

De son côté, le chef de Forza Italia se défend avec la carte de la victime persécutée : « Et l'homme le plus riche d'Italie joue désormais son rôle de victime « *attaquée* » par la presse internationale et par les « *petits juges* »⁴⁷⁹. Silvio Berlusconi n'est pas un homme politique comme les autres, il n'est donc pas jugé comme les autres comme nous le montre Richard Heuzé pour *le Figaro* : « Aucun homme politique n'a suscité dans l'Italie moderne autant de haine ou de passion. Aucun non plus n'a étalé sa vie privée avec autant de désinvolture »⁴⁸⁰. Un homme qui a une double facette au sein de la société italienne mais également dans la presse étrangère : « Silvio Berlusconi ne laisse pas indifférent. La moitié de l'Italie l'adore, l'autre le déteste. Pour les uns, il est « BurlesKa », Berlusconi le Kaiser, selon l'ancienne formule d'Umberto Bossi. Un bateleur aux liaisons dangereuses, pour lequel la politique, comme l'argent, n'a pas la moindre odeur. Pour les autres, c'est l'incarnation du « miracle italien », un homme d'affaires parti de rien et qui transforme en or tout ce qu'il touche »⁴⁸¹.

Eric Jozsef, journaliste pour *Libération*, nous montre pourquoi le chef de Forza Italia n'est pas un homme politique comme les autres en revenant sur sa campagne électorale précédente : « L'an passé, à l'occasion des régionales, le patron de Forza Italia, qui possède en outre la plus grosse fortune d'Italie, avait eu recours à une autre trouvaille pour séduire les électeurs: organiser à bord d'un immense yacht de croisière un tour de la péninsule en bateau (pour un coût de 2 millions d'euros) s'arrêtant de port en port pour tenir des meetings dans les cales du navire et soutenir ses représentants »⁴⁸². De plus, pour ce qui concerne la campagne pour les élections législatives du 13 mai 2001, les dépenses sont conséquentes : « Au total, selon le quotidien l'Unità, le Cavaliere aurait prévu d'investir au moins 100 milliards de lires (plus de 50 millions d'euros) dans la bataille du 13 mai, soit trois fois plus que Jacques Chirac à la présidentielle de 1995. Quant au seul coût de l'opération *Une histoire italienne*, il représente l'équivalent de toute la campagne électorale de Tony Blair »⁴⁸³. Malgré toute l'irrationalité relevée par la presse française, on constate que Silvio Berlusconi semble être considéré un peu plus comme un réel homme politique cette fois-ci. Eric Jozsef mentionne notamment le discours et le projet politique du chef de Forza Italia : « Berlusconi promet de garantir des « *villes plus sûres* », « *des retraites plus dignes* » et « *moins d'impôts pour tous* »⁴⁸⁴. Même son de cloche chez *Les Echos* qui semble chercher à mieux interpréter le phénomène

⁴⁷⁹ *Ibid.*

⁴⁸⁰ HEUZE, Richard. « La revanche du Cavalière ». *Le Figaro*, 14 mai 2001.

⁴⁸¹ HUBERT-RODIER, Jacques. « Une figure charismatique et très controversée ». *Les Echos*, 14 mai 2001.

⁴⁸² JOZSEF, Eric. « L'irrésistible narration de Silvio Berlusconi ». *Libération*, 2 mai 2001.

⁴⁸³ *Ibid.*

⁴⁸⁴ *Ibid.*

Berlusconi sans s'attarder sur les zones d'ombre du Cavaliere : « Berlusconi serait en train de créer un grand parti de droite modéré. Un grand parti moderne de centre droit qui en trouvant une honorabilité lui permet, notamment, de rallier une bonne partie des électeurs de la Démocratie chrétienne »⁴⁸⁵. Pour *Libération*, Marc Semo s'intéresse lui à l'électorat de Silvio Berlusconi pour mieux comprendre le phénomène : « Le poids des médias n'explique pourtant pas tout. En creux de cette propagande se dessine clairement le portrait de l'Italie qui le voit comme un sauveur. Entrepreneurs et petits patrons de Lombardie ou de Vénétie, mais aussi d'autres régions, toute une classe moyenne rapidement enrichie sans trop regarder sur les moyens s'identifie à sa success story. Comme lui, ils exigent moins d'Etat, de lois et de taxes, plus de liberté d'entreprendre ou la suppression de l'impôt sur les successions, afin de pouvoir laisser l'entreprise aux enfants »⁴⁸⁶. On remarque ici une analyse plus poussée de la presse française qui cherche à mieux comprendre le phénomène Berlusconi. Elle reste cependant minime au sein des articles sur lesquels j'ai pu travailler au cours de ce mémoire.

Dès le lendemain des élections législatives du 13 mai, la presse française s'intéresse particulièrement aux sondages concernant le résultat des élections. C'est le cas pour *Les Echos* et *Libération* qui annoncent la victoire de Silvio Berlusconi : « Silvio Berlusconi est à la porte du palais Chigi. Selon les premières projections effectuées par l'institut indépendant Abacus pour la télévision publique RAI, la Maison des libertés, la coalition de droite dirigée par le magnat de la communication, aurait remporté entre 320 et 380 sièges à la Chambre des députés, qui en compte 630. Au Sénat, où Berlusconi semblait en plus mauvaise posture, la droite recueillerait entre 155 et 185 sièges, contre 120 à 145 pour la gauche de Rutelli »⁴⁸⁷. Une victoire éclatante pour Silvio Berlusconi puisqu'il obtient le vote d'un Italien sur trois : « Son parti, Forza Italia, a recueilli 29 % des suffrages pour le vote proportionnel à la Chambre des députés »⁴⁸⁸. Une véritable revanche pour le Cavaliere qui déclare vouloir apporter de la stabilité à un pays qui en a grand besoin : « *Je souhaite gouverner dans la stabilité jusqu'au terme des cinq années à venir, ce que n'a encore fait encore aucun des 58 gouvernements qui se sont succédé dans le pays depuis 1945* »⁴⁸⁹. La situation n'est plus la même qu'en 1994, cette fois-ci, Silvio Berlusconi est dominant car dans son alliance Umberto Bossi et

⁴⁸⁵ Anonyme. « Le Cavaliere ». *Les Echos*, 4 mai 2001.

⁴⁸⁶ SEMO, Marc. « Berlusconi, patron absolu en politique comme dans ses affaires ». *Libération*, 12 mai 2001.

⁴⁸⁷ FURBURY, Pierre-Alain et HUBERT-RODIER, Jacques. « Berlusconi détrône la gauche en Italie ». *Les Echos*, 14 mai 2001.

⁴⁸⁸ JOZSEF, Eric et SEMO, Marc. « Le libéralisme à la Berlusconi a séduit les Italiens ». *Libération*, 15 mai 2001.

⁴⁸⁹ *Ibid.*

Gianfranco Fini n'ont pas eu les résultats escomptés : « La Ligue du Nord voit ses suffrages diminuer de moitié par rapport à 1996. Elle n'est pas encore sûre de franchir la barre des 4 % à la proportionnelle. Son leader, Umberto Bossi, commence déjà à fulminer contre le patron de Forza Italia, mais son pouvoir de nuisance est désormais très limité. L'Alliance nationale, avec 12 % des voix, a seulement maintenu ses positions »⁴⁹⁰. Une victoire qui fait grand bruit dans la presse. Jean-Louis Briquet revient notamment sur les réactions de la presse européenne (dont la presse française) après la victoire de Silvio Berlusconi : « Une grande partie de la presse européenne s'est rapidement fait l'écho des accusations qui gravitent autour du Cavaliere en déclarant que Berlusconi n'est pas digne de gouverner l'Italie. Son ascension est qualifiée d'impensable dans une démocratie qui se respecte. De plus, il constituerait un réel danger pour la démocratie et une forme de menace pour l'Etat de droit »⁴⁹¹.

Sa victoire semble ainsi faire couler de l'encre dans la presse française. Elle passionne les historiens et les politologues qui cherchent à analyser les raisons de la victoire de Silvio Berlusconi. Pour Hugues Portelli, il est évident que l'empire médiatique du Cavaliere a eu un impact déterminant dans sa victoire : « La maîtrise, par Silvio Berlusconi, de moyens de communication considérables (que la gauche au pouvoir n'a pas été capable de régler) a permis de donner à son entreprise politique des relais qu'aucune autre force politique n'approche en Europe »⁴⁹². Même analyse pour Marc Lazar qui mentionne également l'importance des ressources médiatiques dont dispose Berlusconi : « Les ressources médiatiques de Berlusconi accroissent considérablement ses réussites politiques. En effet, il déploie une fantastique campagne autour de sa personne de « président », un mot quasiment magique qui s'affiche sur les murs des villes transalpines et qui est martelé dans ses spots, alors même que les Italiens sont en fait appelés à désigner des majorités parlementaires à la Chambre des députés et au Sénat. De la sorte, il transforme cette élection en un plébiscite. Il s'appuie sur son parti qui lui est totalement dévoué mais qui s'est structuré, renforcé, étoffé, professionnalisé. De plus, il s'est assuré d'une présence bien supérieure à celle de son rival, non seulement sur ses chaînes de télévision mais aussi sur celles de la radio, et utilise de nouveau toutes les techniques managériales : en face, Francesco Rutelli, le candidat du centre gauche, recourt à des armes semblables mais sans les mêmes moyens »⁴⁹³. Cependant, le politologue Pierre Musso, se veut plus nuancé que ses homologues concernant les causes de

⁴⁹⁰ *Ibid.*

⁴⁹¹ BRIQUET, Jean-Louis. « Berlusconi : les raisons d'une victoire ». *Libération*, 1er juin 2001.

⁴⁹² PORTELLI, Hugues. *L'Italie de Berlusconi*. Au fait. Paris: Buchet-Chastel, 2006, 106 p..

⁴⁹³ LAZAR, Marc. Heurs et malheurs de Silvio Berlusconi. *Le Débat*, 2006, pp 15-28.

sa victoire. Il dépasse la simple explication qui consiste à dire que seul l'empire médiatique de Berlusconi serait responsable de sa victoire : « Première thèse récurrente : il détenait les médias, donc il aurait conquis le pouvoir grâce à son pouvoir médiatique. Deuxième explication, l'incapacité de la coalition de l'Olivier à s'entendre avec Rifondazione Comunista et la liste du juge Di Pietro expliquerait l'échec de son adversaire Francesco Rutelli. Troisième explication, le gouvernement sortant de centre gauche a vu son bilan sanctionné. Il réunit Sud et Nord, Alleanza Nazionale et la Ligue du Nord. Il retisse l'unité italienne autour de trois cercles de valeurs fondatrices : la famille, l'entreprise et la catholicité. Berlusconi a su construire un rêve qu'il incarne : celui d'une Italie efficace reconnue en Europe »⁴⁹⁴. On remarque ainsi que les politologues semblent beaucoup plus cherchés à analyser les conditions de la victoire plutôt que de mentionner ces zones d'ombres ou ces facettes négatives comme le fait la presse française. Une presse qui diabolise plus qu'elle n'interprète réellement le phénomène Berlusconi dans son ensemble. Les spécialistes à l'image de Philippe Foro se veulent plus mesurés sur la victoire de Silvio Berlusconi du 13 mai 2001 : « L'historien a ses sympathies et ses antipathies mais doit-il entrer dans la polémique immédiate, surtout lorsqu'elle concerne un pays ami qu'il s'efforce de comprendre et d'étudier ? Je ne m'en donne pas le droit. Accordons-nous quelques années pour juger sereinement du gouvernement Berlusconi. Je crois le peuple italien assez mature et conscient pour décider de son avenir et de ses dirigeants »⁴⁹⁵.

⁴⁹⁴ MUSSO, Pierre. Berlusconi, le nouveau prince. Editions de l'Aube, 2004. 195p.

⁴⁹⁵ FORO, Philippe. Les transitions italiennes : de Mussolini à Berlusconi. L'Harmattan, 2004. 220p.

2/ Les contours du programme de Berlusconi

La victoire de Silvio Berlusconi a entraîné de nombreuses réactions de la part de la presse française comme nous l'avons montré précédemment. Sa campagne hors normes a fait couler beaucoup d'encre, ce fut aussi le cas pour le programme que porte Silvio Berlusconi. Nous allons à présent revenir sur les réactions des médias mais aussi des politologues sur ce sujet précis.

La presse française s'empare du programme politique de Silvio Berlusconi pour dénoncer la candidature du leader de Forza Italia. Eric Jozsef pour *Libération* mentionne le projet politique du Cavaliere et l'immigration qui est au centre de son programme : « Contre «une société universelle multiraciale» et au nom de la Nation, entendue comme rempart de la civilisation occidentale», le leader de l'opposition centre droite en Italie, Silvio Berlusconi, a décidé de partir en guerre contre l'immigration clandestine. Après avoir noué, fin janvier, en vue des élections régionales du 16 avril, une alliance avec le patron de la Ligue du Nord, Umberto Bossi qui fut pourtant à l'origine de la chute de son éphémère cabinet, en décembre 1994, le Cavaliere a en effet choisi d'épouser les thèses répressives du mouvement autonomiste sur la question »⁴⁹⁶. C'est un projet de loi collectif qui anime Silvio Berlusconi et son allié Umberto Bossi. Les deux hommes souhaitent limiter l'immigration en Italie. En mettant en place une immigration plus "qualitative" : « Les deux hommes ont ainsi présenté un projet de loi commun visant à abroger les normes en vigueur et à durcir radicalement l'accès du pays aux immigrés. Le texte prévoit notamment de ne faire entrer dans la péninsule que les étrangers s'étant au préalable enregistrés auprès des consulats italiens, et en fonction des besoins en main-d'œuvre des différentes régions transalpines. Quant aux clandestins, ils seront immédiatement expulsés vers leur pays d'origine avec une interdiction de territoire valable dix ans. Les récidivistes risquent la prison »⁴⁹⁷. L'autre volet de ce projet de loi qui fait polémique, ce sont les regroupements familiaux qui seront limités si les deux hommes arrivent au pouvoir : « Les regroupements familiaux seront rendus plus difficiles. En ce qui concerne la lutte contre les passeurs, considérés comme des «mafieux», Bossi et Berlusconi envisagent de durcir les peines (jusqu'à dix-huit ans d'emprisonnement) »⁴⁹⁸.

⁴⁹⁶ JOZSEF, Eric. « Un front Bossi-Berlusconi contre l'immigration. Ils présentent un projet de loi visant à durcir radicalement l'accès de l'Italie aux immigrés ». *Libération*, 1er avril 2000.

⁴⁹⁷ *Ibid.*

⁴⁹⁸ *Ibid.*

Cette prise de position de Silvio Berlusconi provoque une véritable tempête médiatique en Italie en France : « Ce projet de loi ultra répressif en matière d'immigration suscite l'indignation dans le pays mais également au sein de la presse étrangère »⁴⁹⁹. Ariel F. Dumont journaliste pour le journal *L'Humanité* revient également sur ce projet de loi et sur les propos du Cavaliere sur le sujet : « Le chef de l'opposition n'a guère compris l'indignation qui gravite autour de son projet de loi. Il y a deux semaines environ, Silvio Berlusconi avait, au cours d'une escale, proposé de modifier la loi en vigueur en offrant également aux forces de l'ordre la possibilité de tirer sur les clandestins en cas de débarquement massif sur les plages de la péninsule. Une solution qui, selon Berlusconi, permettrait probablement de résoudre radicalement le problème de l'émigration clandestine »⁵⁰⁰.

Le leader de Forza Italia décide de prendre position sur ce sujet dans un but électoral. Il souhaite récupérer des votes de la part des électeurs italiens d'extrême-droite : « Pour Forza Italia, l'objectif vise clairement à exploiter l'immigration en période pré-électorale »⁵⁰¹. Pour Alberto Toscano, journaliste, politologue et écrivain italien cette prise de position montre que Silvio Berlusconi est prêt à tout pour arriver au pouvoir : « C'est un homme pour qui les valeurs ne comptent pas. Il choisit ce qui l'intéresse et ce qui lui permet d'atteindre son but »⁵⁰². Cette prise de position qui indignes les journalistes reçoit cependant un soutien en France. Celui d'un homme qui a très souvent suscité les polémiques dans le pays, le leader du Front National, Jean-Marie Le Pen : « Le Cavaliere a d'ailleurs reçu la bénédiction du fondateur du FN: «*Ce sont des mesures réalistes et courageuses*», s'est félicité Le Pen »⁵⁰³. L'image de Silvio Berlusconi, déjà très négative avec son alliance avec l'extrême droite, se dégrade encore un peu plus avec cette prise de position sur l'immigration. Silvio Berlusconi, souvent qualifié de sympathisant aux fascistes et aux néo-fascistes par l'opposition, ne redore pas son image en déclarant vouloir autoriser les forces de l'ordre à tirer sur les migrants qui débarquent en Italie. L'opportunisme politique du leader de Forza Italia a des effets très négatifs sur son image mais peu importe, seul compte le résultat des élections du 13 mai 2001.

⁴⁹⁹ JOZSEF, Eric. « Dérapage macabre de Silvio Berlusconi ». *Libération*, 5 avril 2000.

⁵⁰⁰ DUMONT, Ariel F. « Une répétition des élections générales ». *L'Humanité*, 17 avril 2000.

⁵⁰¹ JOZSEF, Eric. « Un front Bossi-Berlusconi contre l'immigration. Ils présentent un projet de loi visant à durcir radicalement l'accès de l'Italie aux immigrés ». *Libération*, 1er avril 2000.

⁵⁰² « Berlusconi : Il Cavaliere – Le débat ». *Public Sénat*. Dailymotion, 2013.

⁵⁰³ JOZSEF, Eric. « Un front Bossi-Berlusconi contre l'immigration. Ils présentent un projet de loi visant à durcir radicalement l'accès de l'Italie aux immigrés ». *Libération*, 1er avril 2000.

Le programme de Silvio Berlusconi ne se résume pas qu'à son projet de loi sur l'immigration. Le leader de Forza Italia a voulu préciser les différents objectifs de son nouveau gouvernement en cas de victoire en commençant par attaquer le gouvernement : « Il a déclaré vouloir établir la liberté et une démocratie véritable dont les principes sont, selon lui, mis à mal par les héritiers de l'ancien Parti communiste qui monopoliseraient les portefeuilles dans l'actuel gouvernement »⁵⁰⁴. La modernité est un mot qui peut s'appliquer à Berlusconi que ce soit dans la télévision, le football ou bien la politique. C'est l'un de ses objectifs pour l'Etat en cas de victoire : « *Je souhaite réorganiser l'Etat car sa conception est vieille et obsolète. Il faut reconstruire d'autres structures dans le domaine de la sécurité, de la santé, de l'éducation, du fisc* »⁵⁰⁵. L'essentiel du projet de Silvio Berlusconi est de donner cours au libéralisme prôné par Berlusconi : « *Je souhaite ainsi modifier l'étatisme, le centralisme* »⁵⁰⁶. Lors de sa campagne, la trouvaille médiatique du Cavaliere a été de proposer un contrat qui le lie aux électeurs italiens. Un contrat qui s'articule autour de cinq promesses concernant son programme : « En direct, lors d'une émission télévisée, il a signé son « *contrat avec les Italiens* », une sorte de document de notaire pour s'engager à réaliser au cours des cinq prochaines années de la législature « *au moins quatre des cinq* » promesses faites aux électeurs. Et si ces objectifs ne sont pas atteints, Silvio Berlusconi, qui a, une nouvelle fois, gagné ses galons de « grand communicateur », a assuré qu'il ne se représenterait pas aux élections politiques suivantes »⁵⁰⁷. Cette démonstration de Silvio Berlusconi lui permet d'insister sur les composantes majeures de son programme. Il souhaite comme en 1994 réduire la pression fiscale : « Le premier objectif est bien la réduction de la pression fiscale. En clair, Berlusconi propose de supprimer la tranche supérieure de 40 % sur les revenus les plus élevés »⁵⁰⁸. Une proposition qui donne à Berlusconi l'image d'un homme voulant favoriser la partie de la population la plus aisée dont il fait partie. Un autre point fort du programme proposé par le leader de Forza Italia c'est l'augmentation des retraites qui est l'une de ses grandes promesses envers les électeurs italiens : « Pour répondre aux plus défavorisés et aux accusations de favoriser les riches, le leader de la droite italienne a promis une augmentation à 1 million de liras (3.390 francs) par mois des retraites et des pensions

⁵⁰⁴ BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi se présente comme le sauveur de l'Italie ». *Le Monde*, 8 juin 2000.

⁵⁰⁵ *Ibid.*

⁵⁰⁶ *Ibid.*

⁵⁰⁷ FURBURY, Alain et HUBERT-RODIER, Jacques. « La baisse de la pression fiscale au cœur du programme d'« Il Cavaliere » ». *Les Echos*, 15 mai 2001.

⁵⁰⁸ *Ibid.*

pour quelque 2 millions de personnes âgées touchant actuellement 2.542 francs »⁵⁰⁹. De plus, il a dévoilé les autres mesures qu'il a promis aux Italiens de réaliser en cas de victoire : « Berlusconi propose l'ouverture de grands travaux publics (métro, routes, autoroutes, chemins de fer, irrigation, travaux de défense contre les alluvions). Le Cavaliere a également promis la création d'au moins 1,5 million de nouveaux emplois dans la Péninsule au cours des cinq prochaines années en déclarant : « *Je n'ai jamais licencié dans mes entreprises, mais toujours embauché* ». Enfin, il souhaite également mettre en place un grand plan « *sécuritaire* » avec le déploiement de forces de police et de gendarmerie « *de proximité* » pour garantir la sécurité des Italiens dans les villes »⁵¹⁰.

Son programme est analysé par *Les Echos* qui cherchent à évaluer les contours politiques des propositions de Silvio Berlusconi : « Son programme, moins mis en valeur que son hagiographie, apparaît comme le fruit d'un savant dosage. Entre le credo libéral de Forza Italia, les revendications fédéralistes de la Ligue du Nord, les soucis sécuritaires d'Alliance nationale et la fibre européenne des petits partis chrétiens démocrates de centre-droite »⁵¹¹. On remarque donc que le programme du Cavaliere s'articule autour des alliances de Forza Italia avec la Ligue du Nord et l'Alliance nationale. Pour valider son alliance avec ces deux partis, Silvio Berlusconi intègre les mesures souhaitées pour ses alliés. Il est très utile ici de voir que le journal *Les Echos* s'intéresse au programme de Berlusconi plutôt qu'à ces zones d'ombre. Ils sont les seuls avec *Libération* dans mon corpus à accorder plusieurs articles qui reviennent sur le projet politique de Silvio Berlusconi. Du côté des politologues, Hugues Portelli s'intéresse lui aussi au programme du Cavaliere qu'il détaille dans son ouvrage : « Le programme de l'équipe Berlusconi est à l'image de sa majorité. Articulé par étapes (les « 100 jours » pour rompre et des réformes articulées tout au long du mandat pour redresser les finances publiques et relancer l'économie), il se veut résolument libéral : défiscalisation massive en faveur des entreprises et des commerçants et artisans ; large amnistie fiscale pour inciter l'économie souterraine à remonter enfin à la surface ; flexibilité accrue des contrats de travail à durée déterminée et remise en cause du mode de négociation centralisé des conventions collectives ; réduction drastique des effectifs de l'administration et des dépenses publiques non productives. Mais ce libéralisme se combine avec l'interventionnisme pour

⁵⁰⁹ HUBERT-RODIER, Jacques. « Réductions d'impôts en Italie : Silvio Berlusconi et Francesco Rutelli rivalisent de promesses ». *Les Echos*, 17 avril 2001.

⁵¹⁰ FURBURY, Alain et HUBERT-RODIER, Jacques. « La baisse de la pression fiscale au cœur du programme d'« Il Cavaliere » ». *Les Echos*, 15 mai 2001.

⁵¹¹ *Ibid.*

relancer l'économie (développement des grands travaux) et la réforme de l'Etat (transformation en Etat fédéral, par un transfert de compétences nouvelles aux régions) »⁵¹². Francesco Rutelli, adversaire de Berlusconi analyse lui aussi le programme du Cavaliere en attaquant la faisabilité de son projet : « *Berlusconi n'a pas un programme mais des slogans. Mon programme est en continuité avec la politique du gouvernement* »⁵¹³. De plus, il attaque Silvio Berlusconi sur sa volonté de réduire les impôts et sur les conséquences de cette mesure : « *Berlusconi parle de réduire la pression fiscale de 12 à 13 points. Cela est ridicule et nous ferait immédiatement déraiper par rapport à nos engagements européens de convergence. Moi, je parle de quelque chose de sérieux, crédible. Il ne s'agit pas de parole en l'air* »⁵¹⁴. Enfin, il revient sur les projets de lois sur l'immigration pour attaquer son adversaire : « Silvio Berlusconi a construit un message médiatique basé sur la peur. La peur n'est pas justifiée. Ce qui l'est, c'est d'assurer une plus grande sévérité face à la criminalité et s'attaquer à ses causes. Il faut que l'action judiciaire contre le trafic d'immigrés clandestins soit plus efficace. La campagne populiste et xénophobe de Berlusconi ne va nulle part et excite les esprits »⁵¹⁵.

Marc Semo, journaliste pour *Libération* semble également être du même avis que Francesco Rutelli. Il revient lui aussi sur des promesses jugées contradictoires et non faisables : « Silvio Berlusconi a multiplié les promesses contradictoires: une baisse des impôts directs, qui seraient plafonnés à 33 % même pour les plus hauts revenus, et une généreuse augmentation des retraites; la relance des grands travaux publics et la suppression des droits de succession »⁵¹⁶. Son analyse porte également sur l'électorat et le style politique du Cavaliere : « Le patron de Forza Italia a réussi le grand écart, pendant la campagne, arrivant à séduire autant les petits entrepreneurs et les classes moyennes du Nord en quête de dérégulations massives qu'un électorat du Mezzogiorno rêvant d'un retour de la manne publique. Ce mélange de libéralisme et de populisme a été l'une des raisons de son succès »⁵¹⁷. On remarque alors que l'habileté politique de Silvio Berlusconi a été d'adapter à son programme aux électeurs et à leurs demandes pour mieux les séduire. Un autre point qui explique la réussite de Silvio Berlusconi pour Marco Oberti, politologue italien, c'est son

⁵¹² PORTELLI, Hugues. *L'Italie de Berlusconi*. Au fait. Paris: Buchet-Chastel, 2006, 106 p.

⁵¹³ HUBERT-RODIER, Jacques. « Francesco Rutelli : « Berlusconi n'a pas de programme mais des slogans » ». *Les Echos*, 23 janvier 2001.

⁵¹⁴ *Ibid.*

⁵¹⁵ *Ibid.*

⁵¹⁶ SEMO, Marc. « Opération mains libres ». *Libération*, 15 mai 2001.

⁵¹⁷ *Ibid.*

projet de loi sur l'immigration qui a séduit les électeurs Italiens : : « Si le discours ethnico-régionaliste contre l'immigration n'a pas été payant pour la Ligue, celui de Berlusconi et Forza Italia tourné vers l'insécurité urbaine et la délinquance s'est révélé être d'autant plus payant que, comme en France, la gauche, après avoir été absente sur ce thème, n'a pas su proposer une alternative aux propos alarmistes et sécuritaires de Berlusconi. Ce thème relativement marginal dans les précédentes élections semble avoir joué un rôle décisif cette fois-ci. Il a d'autant mieux fonctionné politiquement que la question de l'insécurité et de la hausse de la criminalité est systématiquement reliée à celle de l'immigration, tant dans l'opinion publique que dans les appareils de contrôle et de répression »⁵¹⁸. Un fait vérifiable dans les régions où les risques de criminalité sont les plus hauts. Silvio Berlusconi a eu l'habileté politique de séduire les électeurs craignant pour leur sécurité : « On remarque que les régions où la perception des risques de criminalité est la plus marquée sont aussi celles où FI obtient ses meilleurs résultats. La criminalité renvoie à des phénomènes différents selon les régions. Dans le Nord, où se concentre l'immigration dans les grandes villes, elle va effectivement être reliée à la présence des étrangers et à l'insécurité urbaine, alors que dans le Sud, zone traditionnelle de présence mafieuse, elle fait davantage référence au crime organisé »⁵¹⁹. Enfin, on remarque également que le Cavaliere semble enfin pris au sérieux par certains médias comme *Les Echos* ou *Libération* qui analysent son programme et son projet. Ils dépassent les thèmes fréquents de la justice, de la Mafia et de l'empire médiatique de Berlusconi qui lui collent à la peau dans les articles de presse.

⁵¹⁸ OBERTI, Marco. L'offre politique face à quelques paradoxes de la société italienne. *Revue Mouvements*, 2001, pp 126-133.

⁵¹⁹ *Ibid.*

3/ L'homme aux controverses

Nous venons de le voir, le programme de Silvio Berlusconi a fait couler beaucoup d'encre. Tout ce qui gravite autour du personnage fait énormément de bruit dans la presse. En faisant son retour sur le devant de la scène politique italienne, il attire l'œil de la presse et de la justice sur les zones d'ombre qui jonchent son parcours. C'est un thème qui passionne la presse qui va beaucoup écrire à ce sujet comme ce fut le cas lors de son arrivée en politique en 1994.

La fortune de Silvio Berlusconi semble toujours autant interroger la presse française à l'image de cet article de Michel Bôle-Richard : « C'est alors que resurgit de nouveau la question de savoir comment ce fils d'un modeste employé de banque a pu bâtir un tel empire et avec quel argent. L'interrogation n'est pas nouvelle »⁵²⁰. Pour appuyer son propos, *Le Monde* reprend l'article de *L'Espresso*, un quotidien italien : « Pour étayer sa démonstration, ce magazine s'appuie sur un rapport de 120 pages de la Banque d'Italie, versé au dossier du procès de Marcello Dell'Utri, proche de Silvio Berlusconi et ancien président de Publitalia, société publicitaire du « Cavaliere ». Marcello Dell'Utri, bien que député européen, est actuellement poursuivi pour collaboration avec la Mafia. Dans ce rapport, les techniciens de la Banque d'Italie se sont penchés sur le mode de financement des opérations qui ont permis à Silvio Berlusconi d'acquérir sa fortune. La plupart du temps, ils n'apportent pas de réponse et ne font que s'interroger sur les origines des fonds. « Au moins 200 milliards de lire (200 millions d'euros) ont transité sur les comptes des 22 sociétés de la Holding Italiana (qui appartenait alors à Berlusconi) entre 1977 et 1985, selon des parcours tortueux. Tellement tortueux que les techniciens de la Banque d'Italie ne sont pas parvenus à déterminer la provenance de 114 milliards de lire »⁵²¹. Le lien entre Berlusconi et la Mafia est ici clairement évoqué même s'il ne s'agit ici que d'une enquête de la Banque d'Italie sur l'origine des fonds de la fortune du Cavaliere. On s'interroge sans avoir de réponse à ce sujet : « L'hebdomadaire énumère une série d'opérations et pose des questions qui, jusqu'à présent, sont restées sans réponse. Il tente de démonter certaines procédures compliquées, au cours desquelles des sommes d'argent importantes circulent de société en société, avant d'aboutir au véritable destinataire, qui n'est pas toujours identifié. Des microfilms relatant le cheminement

⁵²⁰ BOLE-RICHARD, Michel. « Publication d'une nouvelle enquête sur la fortune de M.Berlusconi ». *Le Monde*, 29 juillet 2000.

⁵²¹ *Ibid.*

de certaines opérations auraient été brûlés »⁵²². *Libération* s'intéresse également au rapport de *L'Espresso* : « Le débat sur les origines de la fortune de Silvio Berlusconi, homme le plus riche d'Italie, dirigeant d'un empire médiatique a été relancé vendredi par *L'Espresso* »⁵²³. Ainsi, on remarque avec *Le Monde et Libération* que son image ne semble pas s'améliorer depuis son arrivée en politique en 1994, la presse française et italienne s'interrogent toujours autant sur l'origine de la fortune de Berlusconi.

L'illégalité et la corruption collent toujours à la peau de Silvio Berlusconi dans la presse peu de temps avant les élections législatives du 13 mai 2011 : « A un mois et demi des prochaines élections législatives, la justice italienne vient de se rappeler au bon souvenir du candidat Berlusconi, donné favori par tous les sondages. L'affaire concerne le contrôle et la gestion de la fondation Bussolera-Branca. Selon les procureurs, le président du conseil régional aurait avalisé le 27 avril 1999 le versement de 8 millions d'euros à deux conseillers de la fondation et, dans le même temps, imposé la modification du statut de l'association et la désignation de deux nouveaux membres à la direction »⁵²⁴. *Libération* retrace même l'histoire conflictuelle entre la magistrature italienne et Silvio Berlusconi depuis 1994 : « Nommé président du Conseil en mai 1994, Silvio Berlusconi avait fait approuver le 13 juillet de la même année un décret-loi permettant la remise en liberté des inculpés de l'opération «Mains propres» placés en prison préventive. Cette décision avait donné le coup d'envoi d'un véritable bras de fer entre Silvio Berlusconi et les juges anticorruption qui, au cours des années suivantes, effectueront des centaines de perquisitions au siège de la Fininvest »⁵²⁵. Depuis, les démêlés du Cavaliere avec la justice ont été fréquents avec les différents procès que nous avons évoqués précédemment. C'est dans ce contexte que plusieurs journalistes Italiens et intellectuels à l'image de Norberto Bobbio expriment leur inquiétude un appel contre Berlusconi avant les élections : « Plusieurs intellectuels de renom dont Norberto Bobbio ont récemment lancé un appel contre Berlusconi, s'inquiétant notamment de sa volonté d'adopter, en cas de victoire, «une loi qui donnerait au Parlement la faculté d'établir chaque année la priorité des délits à réprimer. Une telle loi subordonnerait le pouvoir judiciaire au pouvoir politique [...] Berlusconi qui fait encore l'objet de poursuites, en Italie et à l'étranger, insulte les juges et cherche à les délégitimer de toutes les manières»⁵²⁶. Silvio

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ Anonyme. « La douteuse fortune de Berlusconi ». *Libération*, 29 juillet 2000.

⁵²⁴ JOZSEF, Eric. « Berlusconi dans l'œil de la justice ». *Libération*, 2 avril 2001.

⁵²⁵ *Ibid.*

⁵²⁶ *Ibid.*

Berlusconi est ici vu comme un danger pour l'équilibre des pouvoirs et pour la liberté de la justice en Italie. C'est l'image que transmet *Libération* en citant les propos de Norberto Bobbio. La figure du Cavaliere n'est pas épargnée par l'ancien journaliste Indro Montanelli qui critique très violemment le leader de Forza Italia. Cette critique violente est reprise par *Libération* ce qui dégrade encore un peu plus l'image de Berlusconi dans la presse française : « *J'ai vu de sales Italie, depuis la marche sur Rome (de Mussolini, ndlr), mais celle de Berlusconi est la pire. Jamais je n'avais vu autant de vulgarité et de bassesse. Je suis convaincu que Berlusconi gouvernera sans légions mais avec beaucoup de corruption* »⁵²⁷.

La presse étrangère n'est pas tendre envers Silvio Berlusconi à l'image de l'article de *The Economist* qui fait grand bruit en Italie mais également en France. *Libération* cite les propos qui ont fait polémique : « Blanchiment d'argent, complicité de meurtre, liens avec la mafia, évasion fiscale, corruption de politiciens, de juges et de la police fiscale voilà, entre autres choses, de quoi a failli répondre Silvio Berlusconi »⁵²⁸. Ce sont surtout les propos concernant la légitimité du Cavaliere à gouverner l'Italie qui ont provoqué une véritable tempête médiatique : «*«Silvio Berlusconi ne peut diriger l'Italie, ni d'ailleurs aucun pays»* selon le magazine, qui consacre cinq pages au chef de la droite italienne dans son édition de vendredi. De plus, on peut lire aussi qu'il est «*impensable dans toute démocratie digne de ce nom*» qu'un tel homme soit sur le point d'être élu Premier ministre »⁵²⁹. De son côté, Silvio Berlusconi offusqué a réagi aux propos de *The Economist* à son sujet : « La holding de l'intéressé, a annoncé son intention de porter plainte contre l'hebdomadaire. Qualifiant ces accusations de «*calomnies infâmes*» et d'«*insulte à la vérité et à l'intelligence*», la société a estimé que *The Economist* devra payer pour « *un comportement aussi lourdement diffamatoire*», «*un dédommagement proportionnel à la gravité de l'offense* »⁵³⁰. *Le Monde* réagit également à l'article de *The Economist* dans son article rédigé le 2 mai 2001 : « En titrant cette semaine « Pourquoi Silvio Berlusconi n'est pas habilité à diriger l'Italie », l'hebdomadaire britannique *The Economist* exprime un jugement sans appel : « L'élection de M. Berlusconi comme premier ministre marquerait un jour sombre pour la démocratie italienne et pour l'Etat de droit »⁵³¹.

⁵²⁷ *Ibid.*

⁵²⁸ Anonyme. « Un journal contre Berlusconi ». *Libération*, 28 avril 2001.

⁵²⁹ *Ibid.*

⁵³⁰ *Ibid.*

⁵³¹ Anonyme. « M. Berlusconi disqualifié ». *Le Monde*, 2 mai 2001.

Un article aux effets dévastateurs pour l'image du candidat de Forza Italia. Les zones d'ombre fascinent donc toujours autant la presse qui enquête sur Silvio Berlusconi : « L'origine de sa fortune, les manipulations financières révélées par les enquêtes, l'opacité de son groupe, qui, avec ses trois chaînes de télévision nationales s'assure 43 % de l'Audimat et 60 % des recettes publicitaires. Mais, sur la dizaine de procès qui lui ont été intentés, un seul est arrivé au terme des procédures d'appel. Quant à l'infraction de financement illégal de partis politiques qui avait valu à M. Berlusconi une condamnation à vingt-huit mois de prison en première instance, elle s'est révélée prescrite. Dans d'autres affaires, il a de bonnes chances d'être à nouveau sauvé par la prescription. Telle est la loi italienne »⁵³². Un article à charge également de la démocratie italienne qui semble n'être toujours pas guérie malgré l'opération "Mains propres" : « Dans n'importe quelle démocratie qui se respecte, il serait impensable que l'homme donné comme le prochain premier ministre ait récemment fait l'objet d'enquêtes judiciaires pour, entre autres, blanchiment d'argent sale, complicité de meurtre, liens avec la Mafia, évasion fiscale et corruption d'hommes politiques, de magistrats et de contrôleurs des impôts »⁵³³. *Le Monde* semble totalement en accord avec la prise de position de *The Economist* et alourdit même le bilan des accusations comme le démontre ce passage : « On ne saurait mieux dire. A ces considérations de transparence et d'honnêteté, on peut en ajouter d'autres, également en défaveur de M. Berlusconi. La première est le risque pour les libertés publiques d'installer au pouvoir un homme qui contrôle près de la moitié des moyens d'information du pays et qui est en guerre ouverte avec la magistrature. La seconde est de nature politique. M. Berlusconi est le chef d'un parti, Forza Italia, suffisamment modéré pour avoir été admis, au Parlement européen, dans le groupe PPE (Parti populaire européen). Mais ses alliés ? Umberto Bossi, le leader de la Ligue du Nord, est un élément instable, toujours prêt à appeler ses électeurs à la révolte fiscale ou à la sécession ; le passé d'extrême droite de Gianfranco Fini, chef d'Alliance nationale, n'est pas oublié. Et la coalition est, en Sicile, alliée avec Pino Rauti, chef du parti néofasciste non rénové Flamme tricolore. Ces alliances vont de pair avec une campagne à la tonalité xénophobe »⁵³⁴.

⁵³² *Ibid.*

⁵³³ *Ibid.*

⁵³⁴ *Ibid.*

(Une de The Economist du 2 mai 2001 : Pourquoi Silvio Berlusconi n'est pas habilité à diriger l'Italie)



(https://www.repubblica.it/politica/2011/11/10/foto/berlusconi_ciao_1_addio_rivisto_dall_economist-24758233/1/)

Le Figaro réagit aussi à l'article de *The Economist* mais pas de la même manière. Le quotidien français partage les réactions de la presse européenne sur ce sujet : « Dans la foulée de l'hebdomadaire britannique *The Economist*, les médias européens dissèquent le personnage, son empire, ses « affaires », ses liaisons dangereuses. « Douteux, puissant, populaire », titre le quotidien conservateur allemand *Die Welt*, en soulignant que « depuis qu'il s'est lancé en politique, il n'a cessé de se battre contre la justice »⁵³⁵. *Les Echos* semblent également partager l'avis des différents journaux qui ont réagi à l'article de *The Economist* : « En bref, beaucoup partagent l'effarement de « *The Economist* » qui trouve impensable que l'un des principaux dirigeants européens puisse être un homme soupçonné de « blanchiment d'argent sale, complicité de meurtre, liens avec la Mafia, corruption d'hommes politiques et

⁵³⁵ HEUZE, Richard. « Berlusconi dans une passe difficile ». *Le Figaro*, 3 mai 2001.

de magistrats »⁵³⁶. Les attaques de la presse contre Berlusconi visent les deux facettes du personnage : le milliardaire de la communication et l'homme politique : « Au premier, on reproche un système organisé de corruption et de fraudes, assorti d'une incompatibilité entre ses intérêts commerciaux et son ambition politique »⁵³⁷. Silvio Berlusconi a souhaité réagir face aux nombreux articles de la presse internationale : « Le Cavaliere a eu une première réaction émotive, accusant une « *internationale de la calomnie* »⁵³⁸. Enfin, le quotidien *Les Echos* mentionne qui est Berlusconi aux yeux des Français en revenant sur ses multiples facettes. L'article mentionne le fait que les français semblent plus s'intéresser à son image qu'à son projet politique : « Les Français sont tentés de ne pas accorder de signification politique à sa popularité et de ne voir en lui qu'un bateleur de grande envergure. Un personnage qui ne semble s'embarrasser d'aucun scrupule pour parvenir à ses fins. Pour ceux qui le prennent plus au sérieux il est : « une menace pour la démocratie »⁵³⁹.

Un homme qui suscite les controverses pour la presse et au sein de l'opinion. Pour conclure cette sous-partie, il nous faut montrer que le lien présumé entre Berlusconi, Forza Italia et la Mafia est de plus en plus mentionné par les médias. Pour *Libération*, Eric Jozsef revient sur le lien possible entre la Mafia sicilienne et le parti du Cavaliere : « Collusion avec la Mafia? Certains de ses plus proches collaborateurs à la Fininvest sont aussi dans le collimateur des juges. Déjà condamné en cassation pour fraude fiscale à près de trois ans de réclusion, Marcello Dell'Utri est encore en procès pour collusion avec la Mafia à Palerme. C'est le Palermitain Marcello Dell'Utri qui en 1974 avait conseillé à Silvio Berlusconi d'engager comme régisseur Vittorio Mangano, lequel restera plus d'un an dans la villa lombarde de l'entrepreneur. Mangano sera ensuite condamné en tant qu'homme d'honneur du clan de Porta Nuova à Palerme, pour trafic de stupéfiants lors du maxi procès de la Mafia »⁵⁴⁰. Ici, le lien est directement établi entre Silvio Berlusconi et la Mafia avec Victor Mangano, homme de main de la Mafia et qui a travaillé pour le Cavaliere. Silvio Berlusconi s'est défendu en déclarant n'être pas au courant de son passé. Cependant, il est évident que l'image de Silvio Berlusconi se dégrade encore un peu plus au sein de la presse française avec les nouvelles données.

⁵³⁶ FAVILLA. « Le Cavaliere ». *Les Echos*, 4 mai 2001.

⁵³⁷ HEUZE, Richard. « Berlusconi dans une passe difficile ». *Le Figaro*, 3 mai 2001.

⁵³⁸ *Ibid.*

⁵³⁹ FAVILLA. « Le Cavaliere ». *Les Echos*, 4 mai 2001.

⁵⁴⁰ JOZSEF, Eric. « Des casseroles en batterie ». *Libération*, 4 mai 2011.

C'est notamment le cas avec l'article de Marc Semo pour *Libération* qui revient sur l'omniprésence de la Mafia en Sicile et de son lien avec Forza Italia autour de la candidate Cristina Matranga : « Des policiers veillent jour et nuit devant la villa d'une banlieue de la capitale sicilienne. Quand Cristina Matranga sort de chez elle, c'est en voiture blindée et sous escorte. Cela fait sept ans qu'elle vit ainsi, seule députée de base de Forza Italia (le parti de Berlusconi) à bénéficier d'une telle protection. Éluë du quartier de la Ziza, périphérie palermitaine «à haute densité mafieuse» où le parrain des parrains, Toto Riina, avait été arrêté en 1993, cette militante catholique est depuis des années engagée contre Cosa Nostra. Cela gêne beaucoup de gens, y compris dans son parti qui l'a rayé de ses listes pour les élections du 13 mai »⁵⁴¹. Une décision qui a fait couler beaucoup d'encre dans la presse. Forza Italia a cherché à se justifier en déclarant que son rendement n'était pas optimal pour une députée. De son côté, Cristina Matranga ne semble pas avoir digérée cette décision : « *Ils se sentent suffisamment sûrs d'eux pour ne plus avoir besoin d'un alibi anti-Mafia et manifestement je dérangeais quelqu'un* », explique Cristina Matranga, convaincue que cette décision surprise a été prise au plus haut niveau »⁵⁴². Le journaliste français cherche à prouver que les explications de Forza Italia ne tiennent pas : « En fait, elle est plutôt parmi les plus actives des députés siciliens et s'était illustrée par un projet de loi pour transformer en bâtiments scolaires des biens immobiliers saisis aux mafieux. En échange de son silence, Forza Italia lui a promis un poste de secrétaire d'Etat. Mais elle refuse de se taire »⁵⁴³. Marc Semo fait alors le lien entre la Mafia et Forza Italia en rappelant l'omniprésence de celle-ci en Sicile : « La Mafia a toujours structurellement besoin d'un lien avec la politique pour garantir ses affaires, notamment les contrats de travaux publics. Le risque d'un retour de ces comités d'affaires qui avaient fait main basse sur Palerme pendant des décennies est bien réel. Nombre des candidatures présentées en Sicile par la Maison des libertés, la coalition dirigée par Berlusconi, ont un air de restauration »⁵⁴⁴. Chez Forza Italia, on cherche à démentir ce lien présumé avec la Mafia qui dégrade fortement l'image de Berlusconi : « *Il n'y a pas de parti de la Mafia, mais seulement des hommes qui par intérêt personnel passent des accords avec elle* », répète dans ses interviews Gianfranco Micciché, leader sicilien de Forza Italia, affirmant prendre les mesures nécessaires dans de tels cas »⁵⁴⁵.

⁵⁴¹ SEMO, Marc. « En Sicile, Forza Italia en odeur de Mafia ». *Libération*, 11 mai 2001.

⁵⁴² *Ibid.*

⁵⁴³ *Ibid.*

⁵⁴⁴ *Ibid.*

⁵⁴⁵ *Ibid.*

Même son de cloche chez les politologues comme Hervé Rayner et Marc Lazar qui reviennent sur cette image. Dans son ouvrage collectif avec Marc Lazar, Hervé Rayner écrit : « Dans la littérature savante, mais aussi dans les œuvres de fiction, les discours politiques, les articles de presse et les conversations courantes, l'Italie est souvent associée à la corruption, au clientélisme et à la Mafia »⁵⁴⁶. Dans un article paru dans *Le Monde*, Marc Lazar revient également sur ce thème pour la presse française : « On en parle beaucoup en Italie, du côté de l'opposition évidemment. Beaucoup de très sérieuses enquêtes journalistiques ont en effet essayé de montrer les liens qui existent entre la Mafia et l'entourage de Silvio Berlusconi. Une large partie de la presse internationale a aussi souligné ces aspects »⁵⁴⁷. Ainsi, on remarque que l'image de Silvio Berlusconi se lie de plus en plus avec la Mafia dans les articles de presse que j'ai pu étudier pour ce mémoire. Le temps passe mais les images et les représentations que l'on pouvait trouver dans les médias au sujet de Silvio Berlusconi semblent toujours autant d'actualité entraînant la diabolisation du phénomène Berlusconi.

⁵⁴⁶ LAZAR, Marc. *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*. Fayard, 2009. 533p.

⁵⁴⁷ LAZAR, Marc. « Italie : les années Berlusconi ». *Le Monde*, 7 avril 2006.

III/ Un retour au pouvoir qui ne fait pas l'unanimité

1/ Un conflit d'intérêts évident

La diabolisation de Silvio Berlusconi est toujours présente comme nous venons de le démontrer précédemment avec les articles cités. Le retour du Cavaliere au pouvoir fait couler beaucoup d'encre car il est évident qu'il est très loin de ravir les Italiens qui n'ont pas voté pour lui ainsi que la presse italienne et internationale. Cette dernière, à l'image de la presse française, relève un thème très important que soulève sa victoire, le conflit d'intérêt. Le thème du conflit d'intérêt autour de la personne de Silvio Berlusconi est perceptible dans les articles que nous avons relevés dès son arrivée en politique en 1994.

Le journal *Les Echos* s'intéresse à ce sujet dès 1997 alors que Silvio Berlusconi est seulement le chef de l'opposition : « Afin d'éviter apparemment un conflit d'intérêt, le président de Mediaset, Fedele Confalonieri, a suggéré au holding Fininvest de Silvio Berlusconi (le principal opposant de centre droit au gouvernement Prodi) de réduire sa participation actuellement de 50 % dans son entreprise de télévision »⁵⁴⁸. Avant même, les prémices de son retour, on demande à Silvio Berlusconi de ne pas continuer à garder autant de pouvoir médiatique afin d'éviter un conflit d'intérêt évident. Cependant, le Cavaliere pour qui son empire télévisuel est un réel atout politique ne l'entend pas de cette oreille. En 2000, lorsque le retour de Berlusconi s'annonce *Les Echos* évoque les conflits d'intérêts qui gravitent autour du Cavaliere : « Berlusconi veut profiter de la confusion qu'il entretient pour promouvoir une fois encore son « parti-entreprise », projection naturelle de ses propres intérêts économiques, médiatiques et politiques »⁵⁴⁹. Ici, on remarque que le quotidien prend position sur les véritables raisons du retour au pouvoir de Silvio Berlusconi. Le leader de Forza Italia souhaiterait retrouver le Palais Chigi pour pouvoir protéger et défendre ses intérêts économiques grâce au pouvoir politique. *Libération* se saisit également de ce sujet comme le montre l'article de Eric Jozsef. Il mentionne le fait que quelques mois avant les élections législatives du 13 mai 1996, Silvio Berlusconi n'a pas réglé le conflit d'intérêt dont il est question avec ses désirs politiques : « A la tête de la première fortune du pays, Silvio Berlusconi n'a toujours pas résolu le conflit entre ses intérêts privés et sa fonction publique. Magnat de la communication contrôlant les trois principales chaînes commerciales de la

⁵⁴⁸ HUBERT-RODIER, Jacques. « Mediaset : « Berlusconi doit réduire sa participation ». *Les Echos*, 3 octobre 1997.

⁵⁴⁹ Anonyme. « Confusion en Italie ». *Les Echos*, 23 mai 2000.

péninsule, il est présent dans de multiples secteurs allant des assurances à la publicité, en passant par le bâtiment, la banque ou les télécommunications »⁵⁵⁰. Ainsi, à deux mois des élections, Silvio Berlusconi laisse toujours planer le doute autour de la résolution de ce conflit d'intérêt.

Silvio Berlusconi ne semble pas vouloir régler ce problème selon *Les Echos* : « Silvio Berlusconi, le leader de l'opposition de droite est décidé apparemment à maintenir son contrôle sur la société de télévision Mediaset à l'approche des élections »⁵⁵¹. Une victoire lors des élections du 13 mai 1996 serait ainsi désastreuse pour la liberté de la télévision italienne qui serait entièrement contrôlée par Silvio Berlusconi. Emma Bonino, cadre du Parti radical (PR) revient sur le conflit d'intérêt qui gravite autour de Berlusconi : « Ça ne se passe comme cela nulle part ailleurs. Plusieurs référendums, qui avaient une valeur contraignante, n'ont jamais été appliqués. La privatisation de la RAI a toujours été refusée. On reste dans une situation de duopole, fruit d'un accord entre le centre-gauche et la droite. Du style : « Tu gardes Mediaset et moi j'occupe la RAI. » Le résultat, c'est que, si Silvio Berlusconi l'emporte comme prévu, il aura six chaînes de télévision »⁵⁵². Dans une interview donnée au *New York Times*, citée par *Les Echos*, le Cavaliere revient sur la possibilité de céder ses intérêts dans la Fininvest en cas de victoire : «« Je me sacrifie déjà pour mon pays ! Et je devrais en plus retirer à mes enfants le fruit de mon travail ? Je paie déjà 2 millions de dollars d'impôts par jour et ils veulent encore me punir ? Qu'ils aillent au diable ! »»⁵⁵³. La réponse a au moins le mérite d'être claire de la part du Cavaliere...

Les Echos est le quotidien qui s'intéresse le plus à ce thème dans mes sources notamment en raison de son caractère économique. L'empire télévisuel de Berlusconi engendre de nombreux articles dans ce journal. Cependant, *Les Echos* ne sont pas les seuls à écrire sur ce sujet, c'est aussi le cas pour *Libération*. A quelques jours des élections législatives italiennes, Marc Semo rédige un article sur la situation ambiguë que provoquerait la victoire de Silvio Berlusconi : « Silvio Berlusconi est déjà l'homme le plus riche d'Italie. Il sera aussi le plus puissant si son alliance de centre droit l'emporte aux élections législatives du 13 mai. L'extrême personnalisation et la concentration du pouvoir de Berlusconi créent

⁵⁵⁰ JOZSEF, Eric. « Berlusconi, un épouvantail façon Haider ». *Libération*, 26 mars 2001.

⁵⁵¹ HUBERT-RODIER, Jacques. « Berlusconi veut maintenir son contrôle sur Mediaset ». *Les Echos*, 10 avril 2001.

⁵⁵² FURBURY, Pierre-Alain. « Emma Bonino : « Le débat politique est une coquille vide » ». *Les Echos*, 13 avril 2001.

⁵⁵³ HUBERT-RODIER. « Réductions d'impôts en Italie : Silvio Berlusconi et Francesco Rutelli rivalisent de promesses ». *Les Echos*, 17 avril 2001.

une situation sans précédent dans un pays de l'Union européenne »⁵⁵⁴. La probable victoire de Silvio Berlusconi inquiète la presse à l'image de cet article de Marc Semo. La concentration des pouvoirs en cas de victoire du Cavaliere serait inquiétante pour la démocratie italienne. Notamment autour du cas de la RAI, qui serait sous le contrôle d'un homme qui possède déjà un empire télévisuel : « Outre ses télévisions privées, Silvio Berlusconi aurait aussi en tant que chef du gouvernement la haute main sur les trois chaînes publiques de la RAI. S'il devient Premier ministre, il devra passer le plus clair de son temps à expliquer pourquoi il n'a pas besoin du contrôle de ses sociétés pour son combat politique et pourquoi il n'a pas besoin de sa charge publique pour aider ses sociétés »⁵⁵⁵. Une situation qui fait parler en Italie mais également dans la presse internationale et dans les pays voisins. Marc Semo insiste également sur l'importance de l'empire médiatique de Berlusconi dans sa réussite en politique : « Les télévisions de Silvio Berlusconi eurent un rôle clé dans sa victoire électorale de 1994, martelant l'image de ce nouveau leader et de son nouveau parti Forza Italia surgis. Leur rôle est désormais plus indirect sauf en campagne électorale notamment avec la multiplication dans leurs JT de faits divers sur l'insécurité ou l'immigration clandestine »⁵⁵⁶.

A l'approche des élections, sachant qu'il est en mesure de les remporter, Silvio Berlusconi se montre moins clair qu'il y a quelques temps sur le sujet du conflit d'intérêt. On apprend grâce à Jacques Hubert-Rodier que Berlusconi n'a cessé depuis plusieurs jours de souffler le chaud et le froid : « Jeudi soir sur l'une de ses chaînes de télévision, il a affirmé que vendredi 11 mai à moins de 48 heures du scrutin il ferait une grande annonce laissant entendre qu'il pourrait vendre Mediaset. Il a ensuite souligné à la radio publique RAI que la décision appartiendrait à ses enfants : Marina Berlusconi, vice-présidente de son holding Fininvest et Pier Silvio, vice-président de Mediaset »⁵⁵⁷. Silvio Berlusconi semble mener la presse en bateau autour de ce sujet en évoquant plusieurs possibilités pour régler ce problème. Afin de tenter d'apaiser les tensions autour du conflit d'intérêt, le Cavaliere a déclaré avoir convoqué trois spécialistes pour régler cette question : « Silvio Berlusconi a affirmé dans un entretien au journal britannique *Sunday Times* qu'il avait déjà nommé trois experts internationaux, un Américain, un Allemand et un Britannique pour se pencher sur son conflit d'intérêts. Il a suggéré que pour régler cette question, il pourrait laisser ses intérêts

⁵⁵⁴ SEMO, Marc. « Si le plus riche devient le plus puissant ». *Libération*, 4 mai 2001.

⁵⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁵⁷ HUBERT-RODIER, Jacques. « A quelques jours des législatives italiennes, Silvio Berlusconi continue à entretenir la confusion sur Mediaset ». *Les Echos*, 7 mai 2001.

financiers à une fiducie, qui serait confiée à des gérants indépendants »⁵⁵⁸. Sur ce sujet, Marc Semo semble particulièrement surpris qu'une partie des électeurs italiens ne soient pas plus dérangés que ça par les conflits d'intérêts qui gravitent autour de Silvio Berlusconi : « Cet électorat n'est guère troublé par le conflit d'intérêts entre l'empire médiatico-financier du Cavaliere et ses possibles fonctions de Premier ministre »⁵⁵⁹. Une critique de l'électorat italien qui montre que la presse française à l'image de Libération semble particulièrement sensible au conflit d'intérêt que pose la candidature de Berlusconi.

Dans les articles de presse que j'ai pu relever, on peut remarquer l'utilisation du terme monopole télévisuel pour évoquer l'empire médiatique. C'est un véritable monopole car Silvio Berlusconi fraîchement élu président du Conseil contrôle la RAI en plus des chaînes qu'il possède : « Le paysage de la télévision italienne est dominé par le duopole constitué par les trois chaînes publiques hertziennes de la RAI et les trois télévisions privées du groupe Mediaset de Silvio Berlusconi, candidat de l'opposition de centre droit donné gagnant par les sondages pour les élections législatives du dimanche 13 mai »⁵⁶⁰. Danielle Rouard, journaliste pour *Le Monde* semble inquiète de la victoire de Berlusconi qui fait office de menace pour la liberté des médias en Italie : « M. Berlusconi à la tête du gouvernement, aura de fait un contrôle politique sur la RAI, tout en conservant l'entière maîtrise de Mediaset »⁵⁶¹. Après sa victoire, les critiques de la presse se multiplient pour dénoncer le conflit d'intérêts qui gravitent autour de sa personne : « Aujourd'hui l'homme le plus riche d'Italie balaye d'une main ceux qui craignent un quelconque conflit d'intérêt. En devenant chef du gouvernement Berlusconi aura un droit de regard sur la RAI télévision publique. Une nouvelle inquiétante pour la liberté de la presse en Italie »⁵⁶². Cette situation alarme *Reporter sans frontières* qui dénonce la concentration des pouvoirs de Silvio Berlusconi : « Cette anomalie italienne suscite l'inquiétude de la communauté internationale. Ainsi, le Représentant pour la liberté des médias de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Freimut Duve, a maintes fois dénoncé la concentration des médias entre les mains du Président du Conseil. D'après l'OSCE, la situation italienne constitue à la fois un défi pour l'architecture constitutionnelle européenne et un mauvais exemple pour les démocraties en voie de transition. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe considère également que "le conflit d'intérêts entre les fonctions politiques qu'exerce M. Berlusconi et les intérêts privés

⁵⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁵⁹ SEMO, Marc. « Berlusconi, patron absolu en politique comme dans ses affaires ». *Libération*, 12 mai 2001.

⁵⁶⁰ ROUARD, Danielle. « Inquiétudes sur l'indépendance future des médias italiens ». *Le Monde*, 13 mai 2001.

⁵⁶¹ *Ibid.*

⁵⁶² BURGOT, Maryse. Portrait Berlusconi. INA, France 2. 14 mai 2001.

de ce dernier dans l'économie et les médias constitue une menace potentielle pour la liberté d'expression" (Rapport sur la liberté d'expression dans les médias en Europe, 14 janvier 2003) »⁵⁶³.

L'article de *Reporter sans frontières* montre également que l'Italie a chuté dans le classement mondial de la liberté de la presse : « Enfin, le classement mondial de la liberté de la presse 2002 de *Reporters sans frontières* attribue à l'Italie la 40^e position sur les 139 pays examinés, notamment en raison du conflit d'intérêts de Silvio Berlusconi »⁵⁶⁴. De plus, l'article nous apprend que le limogeage de deux journalistes du service public et la situation des médias en Italie ont conduit *Reporters sans frontières* à enquêter sur les conséquences du conflit d'intérêt de Silvio Berlusconi. Dans le camp du président du conseil, on ne cherche pas à nier mais on tente d'apaiser la situation : « Ses alliés s'empressent cependant de faire remarquer qu'il a perdu les élections de 1996, avec l'appui des mêmes télévisions. Aucun des proches de Silvio Berlusconi ne nie l'existence de ce conflit et la nécessité d'y remédier, mais Fedele Confalonieri, président du groupe Fininvest, constate que "*le conflit d'intérêts est davantage potentiel que réel. Silvio Berlusconi n'a pas fait de coup d'Etat pour accéder au pouvoir, ses trois chaînes ne sont pas des tanks ou des armes de destruction massive.*" »⁵⁶⁵. Pour conclure son rapport : « *Reporters sans frontières* demande à Silvio Berlusconi de s'abstenir de toute forme d'ingérence dans la gestion de la RAI. Compte tenu des doutes légitimes qui pèsent sur les motivations de leur limogeage, et conformément à la décision du Tribunal de Rome (9 décembre 2002) sur le cas de Michele Santoro, *Reporters sans frontières* demande à la direction de la RAI de réintégrer dans les plus brefs délais Enzo Biagi, Michele Santoro et leurs collaborateurs. Etant donné le risque de reproduction de cette situation dans d'autres pays européens, *Reporters sans frontières* recommande à la Commission européenne d'examiner les conséquences du conflit d'intérêts de Silvio Berlusconi sur le pluralisme des médias, dans le cadre de l'élaboration de son Livre Vert sur la concentration des médias »⁵⁶⁶. Ainsi, on constate que le conflit d'intérêts de Berlusconi est très pris au sérieux par la presse qui appelle même la Commission européenne à être vigilante sur le sujet.

Les politologues français et italiens sont également très nombreux à dénoncer le conflit d'intérêts de Silvio Berlusconi dans leurs différents ouvrages. C'est notamment le cas pour Alfio Mastropaolo qui dénonce la situation italienne en apportant de la nuance sur le

⁵⁶³ Anonyme. « Conflit d'intérêts dans les médias : l'anomalie italienne ». *Reporter sans frontières*, 2003.

⁵⁶⁴ *Ibid.*

⁵⁶⁵ *Ibid.*

⁵⁶⁶ *Ibid.*

sujet : « L'état de la démocratie italienne est préoccupante sous différents aspects notamment sur l'élément fondamental de la démocratie formelle, celui de la séparation des pouvoirs. Le scandale du pouvoir sans conteste de Berlusconi sur les médias est encore plus inquiétant à la lumière du style politique qu'il a adopté. La télévision est un véhicule extraordinaire pour son message que je préfère appeler « antipolitique » plutôt que populiste. Ainsi, considérer en bonne santé une démocratie où surviennent des choses de ce genre est assez difficile »⁵⁶⁷. Federico Rampini parle lui d'une véritable anomalie pour la démocratie pour revenir sur cette situation : « Son ascension au pouvoir a attiré l'attention du monde entier, il existe bel et bien un phénomène Berlusconi auquel personne ne reste indifférent en Italie ou ailleurs. Depuis sa victoire aux élections, Berlusconi gère donc directement ou indirectement la quasi-totalité des télévisions italiennes. On ne peut guère être optimiste, dans ce contexte, sur la qualité et l'indépendance de l'information en Italie »⁵⁶⁸. Une situation particulièrement dérangeante car elle se déroule dans une grande démocratie : « Ce concentré de pouvoir médiatique est d'autant plus remarquable qu'il se situe dans la sixième puissance économique du monde, dans un pays des fondateurs de l'Union européenne, un membre de l'OTAN et du G-7 »⁵⁶⁹. Un conflit qui aurait pas pu être possible en France d'après Hugues Portelli qui se demande comment l'Italie a-t-elle pu laisser Berlusconi gagner malgré le conflit d'intérêts dont il fait question : « Le conflit personnel d'intérêts partout ailleurs en Europe de l'Ouest, aurait empêché ce condottiere de l'économie et de la politique de réaliser son rêve »⁵⁷⁰. Dans un ouvrage réalisé par Marc Lazar, Pierre Musso revient sur le conflit d'intérêt et sur les conséquences de sa victoire. Il évoque la suite de ce sujet épineux durant le mandat de Silvio Berlusconi : « Berlusconi a réussi même en étant président du Conseil à préserver son empire médiatique. Sous le second gouvernement Berlusconi, la Cour constitutionnelle intervient le 20 novembre 2002, pour constater « une aggravation de la concentration médiatique de Silvio Berlusconi ». En réponse, Silvio Berlusconi signe en décembre 2003 un décret-loi, surnommé le décret « Sauve-Rete 4 » pour bloquer le transfert de sa chaîne, et présente un projet de loi sur le système audiovisuel qui deviendra la loi Gasparri du 3 mai 2004 »⁵⁷¹. Ainsi, on remarque qu'au pouvoir l'anomalie se poursuit. Silvio Berlusconi défend son empire médiatique grâce au pouvoir politique ce qui fait que l'Italie est vue comme une anomalie à l'échelle de l'Europe et du Monde : « Le paysage médiatique italien présente de nombreuses

⁵⁶⁷ MASTROPAOLO, Alfio. La normalisation introuvable : la démocratie italienne de Berlusconi. *Revue Pôle Sud*, 2003, pp 47-61.

⁵⁶⁸ RAMPINI, Federico. Les leçons des élections italiennes. *Politique étrangère*, 2001, pp 509-541.

⁵⁶⁹ *Ibid.*

⁵⁷⁰ PORTELLI, Hugues. *L'Italie de Berlusconi*. Au fait. Paris: Buchet-Chastel, 2006, 106 p.

⁵⁷¹ LAZAR, Marc. *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*. Fayard, 2009, 533 p.

anomalies au regard des autres pays européens. La formation de cet empire est critiquable en raison du conflit d'intérêts gravitant autour de Silvio Berlusconi, c'est pourquoi on peut parler d'anomalie italienne »⁵⁷².

⁵⁷² *Ibid.*

2/ Une menace démocratique

Nous venons de le voir, le conflit d'intérêt qui gravite autour de Silvio Berlusconi est perçu comme une menace pour la démocratie d'après la presse italienne et internationale. Ce n'est pas le seul point qui fait que Silvio Berlusconi soit perçu comme une menace pour la démocratie et nous allons y revenir. Les procès dans lesquels il est poursuivi dégradent fortement son image.

Les ennuis judiciaires du Cavaliere semblent s'atténuer avec les acquittements successifs lors des différents procès auxquels il fait face. Silvio Berlusconi s'est réjoui de ces bonnes nouvelles tout en rappelant que les dégâts de ces procès concernant son image : « *La vérité vient enfin à la lumière après qu'on a fait tomber un gouvernement élu légitimement, qu'on a condamné une force politique et qu'on a jeté des tonnes de boue sur mon image, en Italie et à l'étranger. Je me demande, qui pourra jamais effacer les dommages qui m'ont été faits et qui ont été faits à mon mouvement, à la coalition de centre-droit et au pays tout entier par une justice aussi évidemment politisée* »⁵⁷³. Silvio Berlusconi le sait, les procès ont fortement dégradé son image en Italie mais également à l'étranger. Et cela ne s'arrête pas pour le Cavaliere qui doit maintenant faire face à des accusations de paradis fiscaux : « Des îles Vierges aux Bahamas, en passant par Jersey et Guernesey, c'est une véritable constellation de sociétés offshore à laquelle Silvio Berlusconi, le magnat de la communication et candidat de la droite aux prochaines élections italiennes, aurait eu recours, en tant que propriétaire de la Fininvest, de 1989 à 1996 »⁵⁷⁴. C'est en tout cas l'hypothèse avancée par KPMG, le cabinet de conseil londonien chargé par le parquet de Milan d'enquêter sur l'empire de Berlusconi. Cette polémique fait du mal à Silvio Berlusconi car la magistrature va poser la question de sa culpabilité : « Silvio Berlusconi à la tête de la Fininvest était-il au courant de ces faits ? Il l'a toujours nié. Le rapport de la KPMG est pourtant troublant. La question est désormais d'importance puisque le magnat de l'audiovisuel a toutes les chances de devenir le prochain président du conseil si l'on en croit les sondages »⁵⁷⁵. La culpabilité du Cavaliere n'en est qu'au stade de l'hypothèse comme le rappelle *Le Monde*. Ainsi même à la veille des élections, Berlusconi est encore dans le collimateur de la justice. De plus, *Libération* évoque la possible levée de son immunité parlementaire : «

⁵⁷³ HEUZE, Richard. « Berlusconi blanchi par la justice ». *Le Figaro*, 10 mai 2000.

⁵⁷⁴ JOZSEF, Eric. « L'empire offshore de Berlusconi ». *Libération*, 11 avril 2001.

⁵⁷⁵ Anonyme. « Les paradis fiscaux perturbent l'ascension de Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 13 avril 2001.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a annoncé hier qu'elle examinerait la demande de levée de l'immunité de Silvio Berlusconi, qui siège comme député à Strasbourg. Cette demande émane du juge espagnol Baltasar Garzon, qui instruit une affaire de fraude fiscale par la chaîne privée espagnole Telecinco, détenue en partie par le groupe du leader de la droite italienne »⁵⁷⁶.

L'histoire entre Silvio Berlusconi et la justice se poursuit. Elle prend même une autre tournure dans la presse qui voit le Cavaliere comme une menace pour la liberté de la justice en Italie. Plusieurs intellectuels italiens ont souhaité effectuer une mise en garde sur ce sujet : « C'est dans ce contexte que plusieurs intellectuels de renom dont Norberto Bobbio ont récemment lancé un appel contre Berlusconi, s'inquiétant notamment de sa volonté d'adopter, en cas de victoire, une loi qui donnerait au Parlement la faculté d'établir chaque année la priorité des délits à réprimer. Une telle loi subordonnerait le pouvoir judiciaire au pouvoir politique [...] Berlusconi qui fait encore l'objet de poursuites, en Italie et à l'étranger, insulte les juges et cherche à les délégitimer de toutes les manières»⁵⁷⁷. Norberto Bobbio, Alessandro Galante Garrone, Alessandro Pizzorusso et Paolo Sylos Labini ajoutent : «*«Il est nécessaire de battre par le vote le prétendu pôle des libertés. Ce n'est pas une question de droite ou de gauche: c'est la démocratie qui est en jeu »*»⁵⁷⁸. Le quotidien revient sur la réforme voulu par Silvio Berlusconi en évoquant son impact sur la démocratie et sur la liberté de la justice italienne : « Il souhaite réformer la première partie de la Constitution, qui contient les valeurs sur lesquelles se fonde la société en voulant également adopter une loi qui donnerait au Parlement la faculté d'établir chaque année la priorité des délits à réprimer. Une telle loi subordonnerait donc le pouvoir judiciaire au pouvoir politique en abattant l'un des piliers de l'Etat de droit »⁵⁷⁹. Silvio Berlusconi est ici présenté comme une véritable menace pour la liberté de la justice en raison de son projet de loi par *Libération* qui reprend les déclarations des intellectuels italiens. *Le Monde* mentionne également ce thème dans son article du 14 mai 2001 : « Silvio Berlusconi avait annoncé que, s'il accédait au gouvernement, il s'efforcera de réduire les pouvoirs du ministère public en demandant au Parlement d'établir chaque année la priorité des délits à réprimer. Cet objectif a soulevé de vives protestations chez les magistrats italiens, y compris parmi les plus modérés, qui l'analysent comme "une manœuvre pour

⁵⁷⁶ Anonyme. « Berlusconi dans l'œil de Strasbourg ». *Libération*, 24 avril 2001.

⁵⁷⁷ JOZSEF, Eric. « Berlusconi dans l'œil de la justice ». *Libération*, 2 avril 2001.

⁵⁷⁸ *Ibid.*

⁵⁷⁹ JOZSEF, Eric. « Berlusconi, un épouvantail façon Haider ». *Libération*, 26 mars 2001.

*assurer sa propre impunité" »*⁵⁸⁰. Une nouvelle image vient ainsi s'ajouter, celle d'un homme qui menace la démocratie et la liberté de la justice. Un homme prêt à tout pour assurer ses arrières au vu des nouveaux procès dont il devra faire face.

Les relations entre Berlusconi et la justice italienne sont à l'honneur dans l'article de Alexandre Bouillet et Richard Heuzé pour *Le Figaro* qui dépeint le Cavaliere comme la bête noire de la magistrature italienne : « Le richissime patron de Forza Italia, maintes fois inculqué, sans être définitivement condamné, reste aujourd'hui encore la bête noire du pool milanais. Du juge Gherardo Colombo au procureur général Francesco Borelli, en passant par le rondouillard Francesco Greco, il n'est pas un magistrat du parquet qui n'ait eu à traiter l'un des nombreux dossiers financiers mettant en cause Berlusconi »⁵⁸¹. On apprend que la magistrature italienne semble s'inquiéter du retour au pouvoir probable de Silvio Berlusconi et surtout des conséquences de celle-ci sur la démocratie italienne : « Le retour annoncé de leur « client » favori à la présidence du Conseil suscite quelques inquiétudes. Qu'osera-t-il faire ou ne pas faire ? « *S'il est élu, c'est simple, il fera tout ce qui est en son pouvoir pour nous mettre des bâtons dans les roues* », redoute-t-on au parquet général »⁵⁸². Par là, la magistrature mentionne la volonté de Silvio Berlusconi de revoir la Constitution pour réformer la justice italienne : « Rêvant d'une justice plus dépendante du pouvoir politique, il propose de revoir la Constitution pour réformer la carrière des magistrats du parquet, instaurer une nouvelle échelle des délits, et créer un organe disciplinaire chargé de punir les dérapages de certains juges »⁵⁸³. Le parquet général redoute le pouvoir politique de Silvio Berlusconi qui pourrait affaiblir la justice italienne : « *Ce ne sera pas la première fois, il l'a déjà fait en 1994. Résultat : on a perdu Antonio Di Pietro, fatigué d'être sans cesse attaqué. Le scénario peut très bien recommencer, à la différence près qu'aujourd'hui nous sommes beaucoup moins soutenus par l'opinion...* »⁵⁸⁴. Une réforme qui semble plus indigner les journalistes français et la justice italienne que les électeurs italiens : « Lassés des exploits médiatiques des « petits juges rouges », les électeurs réclament surtout une justice plus rapide et plus efficace dans la lutte contre la criminalité au quotidien. La lutte contre la délinquance financière n'est plus un thème de campagne »⁵⁸⁵.

⁵⁸⁰ Anonyme. « Les affaires de Silvio Berlusconi » *Le Monde*, 14 mai 2001.

⁵⁸¹ BOUILLET, Alexandre et HEUZE, Richard. « Berlusconi dans une passe difficile ». *Le Figaro*, 3 mai 2001.

⁵⁸² *Ibid.*

⁵⁸³ *Ibid.*

⁵⁸⁴ *Ibid.*

⁵⁸⁵ *Ibid.*

L'image d'un Silvio Berlusconi menaçant la démocratie italienne est aussi présente dans l'article de Jean-Louis Briquet. L'auteur revient sur les réactions de la presse européenne après la victoire du Cavaliere : « Une grande partie de la presse européenne s'est rapidement fait l'écho de ces accusations, depuis longtemps notoires en Italie. Pour conclure que Berlusconi n'était pas «*digne*» de gouverner l'Italie; que l'ascension d'un tel personnage était «*impensable*» dans une «*démocratie qui se respecte*» et qu'il constituait un «*danger*» pour la démocratie et une «*menace*» pour l'Etat de droit »⁵⁸⁶. Une victoire inquiétante pour l'Italie d'après les journalistes français. De plus, Jean-Louis Briquet s'étonne du vote des électeurs italiens en raison de l'histoire entre Berlusconi et la magistrature : « Ce sont pourtant ces mêmes Italiens qui, il y a à peine moins de huit ans, fustigeaient leurs élus corrompus, soutenaient l'entreprise de moralisation portée par les juges, refusaient leurs suffrages aux partis les plus touchés par les scandales en premier lieu la Démocratie chrétienne »⁵⁸⁷. Une critique de l'électorat italien de la part du journaliste français qui semble ne pas comprendre comment les Italiens désireux d'une Italie plus propre, débarrassée de la corruption ont pu choisir de voter pour Silvio Berlusconi. Cette révolution morale en Italie qui avait pris forme avec l'opération "Mains propres" semble donc avoir pris fin avec la victoire du Cavaliere lors des élections législatives du 13 mai 2001 : « On se souvient de la «*révolution morale*» qu'avaient provoquée, à partir de 1992, les grandes enquêtes judiciaires contre la corruption: elle avait soutenu un changement politique qui se voulait radical, censé moraliser la vie publique, mettre un terme au blocage des institutions et faire enfin de l'Italie un pays «*normal*». La victoire de Berlusconi marque la fin de cette «*révolution morale*»⁵⁸⁸. La fin de la révolution morale en Italie semble inquiéter les journalistes français présents dans mes sources, l'affaiblissement de la justice italienne et le retour au pouvoir de Berlusconi suscitent de vives inquiétudes.

Une inquiétude partagée par le journal *La Croix* qui a peur du désir de vengeance de Silvio Berlusconi envers la magistrature italienne : « La meilleure défense, c'est l'attaque. En suggérant mardi, devant des proches, la création d'une commission d'enquête parlementaire qui mènerait des investigations sur le financement occulte des partis politiques mais également sur le comportement des magistrats qui mènent ces enquêtes, Silvio Berlusconi semble poursuivre un objectif personnel, lui qui a toujours accusé les juges de parti pris à son

⁵⁸⁶ BRIQUET, Jean-Louis. « Berlusconi : les raisons d'une victoire ». *Libération*, 1er juin 2001.

⁵⁸⁷ *Ibid.*

⁵⁸⁸ *Ibid.*

encontre »⁵⁸⁹. Le journaliste dépeint le portrait d'un homme tout puissant qui souhaite profiter de son pouvoir politique pour menacer la justice de son propre pays : « En effet, Silvio Berlusconi, auquel le pool de magistrats de l'opération « Mains propres » s'est plusieurs fois intéressé, garde une dent contre le juge Di Pietro et ses collègues. Et les déclarations vengeresses de certains leaders de la nouvelle majorité laissent craindre que la commission d'enquête soit orientée contre les magistrats »⁵⁹⁰. La liberté de la justice italienne est ainsi mise à mal par le nouveau chef du gouvernement et l'image de Silvio Berlusconi se dégrade encore un peu plus dans la presse française. Laurent D'Ersu semble particulièrement abasourdi par la volonté vengeresse du Cavaliere renforçant ainsi l'image d'un homme menaçant la démocratie : « Avec cette commission d'enquête, le signal qui serait donné ne serait pas : Cherchons à mieux réprimer la corruption, mais plutôt : Quiconque réprime la corruption risque des ennuis. Alors que la formation du gouvernement bute sur la nomination du ministre de la justice, qui devrait être un membre de la Ligue du Nord fidèle à Silvio Berlusconi, les magistrats italiens ont de sérieux motifs d'inquiétude »⁵⁹¹.

Les appréhensions des journalistes français que nous avons cités sont partagées par les deux chercheurs Paolo Flores d'Arcais et Carmela Lettieri qui écrivent sur ce sujet. Paolo Flores D'Arcais dépeint Silvio Berlusconi non pas comme une menace mais comme le destructeur du système judiciaire italien : « Berlusconi est en train de détruire la justice italienne. Sur le plan du code pénal, il a fait approuver un nombre très important de lois *ad personam* qui ont dépenalisé les délits pour lesquels il avait été condamné en première instance ou pour lesquels il risquait de l'être dans l'avenir. Une fois le délit disparu, l'acquittement devient automatique. De cette manière presque plus aucun crime typique des cols blancs ne peut être poursuivi »⁵⁹². Les dépenalisations rendent ainsi plus faciles les échappatoires pour les inculpés ce qui rend la justice inefficace et la fragilise donc par la même occasion. L'auteur mentionne également les attaques verbales de Berlusconi envers la justice, ce qui semble la discréditer auprès des électeurs italiens : « À tout cela s'ajoute l'intimidation institutionnelle et l'agression médiatique contre les magistrats qui continuent de faire leur travail. Pour en faire un recensement même sommaire, il faudrait un livre entier. Dans certains cas, il s'agit d'avertissements dans le plus pur style mafieux. Il s'agit toujours,

⁵⁸⁹ D'ERSU, Laurent. « Silvio Berlusconi défie les magistrats anti-corruption. JUSTICE .L'une des enquêtes parlementaires souhaitées par le futur chef du gouvernement italien semble viser d'abord les juges ». *La Croix*, 7 juin 2001.

⁵⁹⁰ *Ibid.*

⁵⁹¹ *Ibid.*

⁵⁹² D'ARCAIS, Paolo. Fascisme et berlusconisme. *Revue Le Débat*, 2011, pp 95-112.

de toute manière, d'un lynchage médiatique d'une grande efficacité, qui convainc la partie la plus désinformée de la population que Berlusconi est victime d'une persécution des « toges rouges »⁵⁹³. L'auteur conclut en évoquant les conséquences désastreuses de la victoire de Silvio Berlusconi sur la démocratie italienne : « Berlusconi est en train de vider de sa substance une des meilleures Constitutions démocratico-libérales du monde en substituant à un système de contrôle de légitimité, de « balance des pouvoirs »⁵⁹⁴.

Ce constat alarmant est partagé par Carmela Lettieri qui insiste sur la volonté de Berlusconi d'affaiblir le plus possible la magistrature italienne : « L'autonomie et l'indépendance de la magistrature italienne déplaisent à Silvio Berlusconi et à ses proches, qui font l'objet de multiples poursuites pénales. Après avoir gagné les élections de 2001, la majorité parlementaire de centre-droit, menée par Silvio Berlusconi, s'engage à effectuer la refonte du système judiciaire italien, dans le but d'affaiblir le corps de la magistrature et de la soumettre ainsi à la volonté du pouvoir exécutif »⁵⁹⁵. Dans son bilan, Carmela Lettieri démontre que les attaques du Cavaliere ont eu raison la justice italienne en provoquant son affaiblissement : « Dans la lutte éternelle que Silvio Berlusconi et ses amis politiques mènent contre les « toges rouges » qui les poursuivent, les premiers semblent l'avoir emporté, l'autonomie et l'indépendance de la magistrature étant enfin réduites »⁵⁹⁶. Cependant, elle nuance quelque peu ce triste bilan en évoquant le rôle de la Constitution républicaine dans la défense de la justice italienne face à Berlusconi. Malgré le pouvoir de Silvio Berlusconi, les contre-pouvoirs jouent leur rôle : « Cependant, une partie des mesures souhaitées par le chef du gouvernement sont tombées sous le couperet de la Cour Constitutionnelle. Ce fut notamment le cas pour la loi Schifani qui a été annulée par un arrêt de 2004, pour violation du principe d'égalité et du principe de légalité des poursuites. La Constitution républicaine a empêché que la refonte de l'organisation judiciaire italienne, telle qu'elle avait été conçue depuis la fin de la seconde guerre mondiale, puisse être réalisée par la majorité de Berlusconi »⁵⁹⁷.

⁵⁹³ *Ibid.*

⁵⁹⁴ *Ibid.*

⁵⁹⁵ LETTIERI, Carmela. *Comprendre l'Italie des années 2000. Du social au politique*. PU de Provence, 2009, 208 p.

⁵⁹⁶ *Ibid.*

⁵⁹⁷ *Ibid.*

3/ L'alliance qui dérange à l'internationale

Silvio Berlusconi est perçu comme une menace pour la presse française en raison de son projet pour la justice italienne. Son image de véritable menace pour la démocratie se poursuit dans un autre thème que l'on peut trouver dans les articles de la presse que j'ai pu étudier dans le cadre de ce mémoire.

Dès l'année 2000, un an avant les élections législatives du 13 mai 2001, l'alliance que noue Silvio Berlusconi avec l'extrême droite fait débat dans les articles que nous avons étudiés : « Le principal handicap de Silvio Berlusconi reste son alliance avec la Ligue du Nord, proche des thèses xénophobes de l'Autrichien Jörg Haider, et qui, en participant au gouvernement, pourrait mettre l'Italie en délicatesse avec l'Union européenne »⁵⁹⁸. Un handicap qui fait de la future victoire de Berlusconi, une véritable menace pour l'Europe d'après *Les Echos*. A l'approche des élections, *Libération* s'inquiète également de l'alliance entre Forza Italia et la Ligue du Nord : « la Ligue du Nord, avec ses discours xénophobes et ses retraites aux flambeaux contre les étrangers clandestins, constitue un autre sujet de polémiques en représentant une véritable menace. Malgré les recommandations d'une partie des responsables de la Maison des libertés, Umberto Bossi, le leader léguiste, continue de brandir la menace d'une «*invasion immigrée et musulmane*» comme thème de campagne. Lundi dernier, il a réaffirmé sa volonté d'ériger «*une barrière de 260 kilomètres de long*» sur la frontière nord-est de l'Italie pour bloquer l'immigration clandestine »⁵⁹⁹. Eric Jozsef reprend la déclaration d'Umberto Bossi qui a fait polémique dans la presse internationale en s'inquiétant de voir qu'un tel parti se rapproche de la victoire et donc du pouvoir en Italie. François Loncle partage l'inquiétude de son collègue en dressant le portrait d'un Silvio Berlusconi faisant office de menace pour la démocratie italienne avec son alliance : « En effet, la coalition de droite, pompeusement baptisée Maison des libertés, représente une double menace pour l'Italie. Tout d'abord, une menace pour la démocratie. Cette Maison des libertés, qui véhicule un populisme racoleur pêchant dans les eaux troubles de la xénophobie et exacerbant les tensions entre les régions et les communautés, ressemble plutôt à une coalition antagoniste où se côtoient des conservateurs, des libéraux, des démocrates-chrétiens, quelques républicains face à des activistes catholiques, des post et néo

⁵⁹⁸ Anonyme. « La gauche italienne resserre les rangs ». *Les Echos*, 27 septembre 2000.

⁵⁹⁹ JOZSEF, Eric. « Berlusconi, un épouvantail façon Haider ». *Libération*, 26 mars 2001.

fascistes, et des séparatistes...»⁶⁰⁰. Un constat qui n'est pas partagé par Michele Salvati, député démocrate de gauche qui nuance les propos de la presse sur la menace Berlusconi : « *A la veille du scrutin, on ne peut pas dire qu'il y a une menace pour la démocratie en cas de victoire de l'adversaire. C'est politiquement inefficace* »⁶⁰¹.

Le Monde ne semble pas en accord avec la déclaration de Michele Salvati sur la menace Berlusconi en raison de son alliance avec la Ligue du Nord. Le journal partage même les propos de *The Economist* sur la légitimité de gouverner de Silvio Berlusconi qui ont fait polémiques : « L'élection de M. Berlusconi comme premier ministre marquerait un jour sombre pour la démocratie italienne et pour l'Etat de droit d'après le quotidien britannique. On ne saurait mieux dire »⁶⁰². Pour le journal, la menace Berlusconi réside dans son alliance qui serait un véritable danger pour la démocratie italienne : « M. Berlusconi est le chef d'un parti, Forza Italia, suffisamment modéré pour avoir été admis, au Parlement européen, dans le groupe PPE (Parti populaire européen). Mais ses alliés ? Umberto Bossi, le leader de la Ligue du Nord, est un élément instable, toujours prêt à appeler ses électeurs à la révolte fiscale ou à la sécession ; le passé d'extrême droite de Gianfranco Fini, chef d'Alliance nationale, n'est pas oublié. Et la coalition est, en Sicile, alliée avec Pino Rauti, chef du parti néofasciste non renoué Flamme tricolore. Ces alliances vont de pair avec une campagne à la tonalité xénophobe »⁶⁰³. Alexandre Bouilhet et Richard Heuzé toujours sur le même sujet dépasse les critiques de leurs collègues en évoquant la possibilité que le futur gouvernement de Berlusconi provoque une sanction de la part de l'Union Européenne : « Silvio Berlusconi ferait-il courir un risque à la démocratie italienne s'il remportait les élections législatives du 13 mai ? Après l'Autriche, ce pourrait être au tour de l'Italie d'être l'objet de sanctions de la part de ses partenaires européens »⁶⁰⁴. L'Italie semble dans le viseur de l'Union Européenne qui pourrait prendre des sanctions en cas de victoire de Berlusconi. C'est notamment ce que souhaite le ministre des Affaires étrangères belge, Louis Michel : « A ses yeux, le cas italien ne permet pas le doute : à même menace, même traitement. L'avertissement n'est pas à négliger puisque la Belgique prendra, le 1er juillet prochain, la présidence de l'Union européenne. Ainsi, à un peu plus d'un an de distance, l'Union européenne pourrait se trouver confrontée à une deuxième « crise » de valeurs, si la Maison des libertés, coalition composée

⁶⁰⁰ LONCLE, François. « Double menace pour l'Italie ». *Le Monde*, 8 mai 2001.

⁶⁰¹ JOZSEF, Eric. « Berlusconi, un épouvantail façon Haider ». *Libération*, 26 mars 2001.

⁶⁰² Anonyme. « M. Berlusconi disqualifié ». *Le Monde*, 2 mai 2001.

⁶⁰³ *Ibid.*

⁶⁰⁴ BOUILHET, Alexandre et HEUZE, Richard. « Berlusconi dans une passe difficile ». *Le Figaro*, 3 mai 2001.

de Forza Italia (Berlusconi), La Ligue du Nord (Bossi) et Alliance nationale (Fini), arrivait au pouvoir à Rome »⁶⁰⁵. Dix jours plus tard, *Le Monde* réagit à la déclaration du ministre belge des affaires étrangères : « Le chef de la Maison des libertés, s'il accède au gouvernement, ne fera pas l'objet de l'opprobre qui frappa, en 2000, son pâle homologue autrichien par les puissances européennes »⁶⁰⁶. Le gouvernement français a réagi à la proposition de Louis Michel en rappelant qu'entre l'Autriche et l'Italie les deux situations sont différentes : « *les deux situations ne sont pas équivalentes* »⁶⁰⁷. Une position qui semble partagée par les autres grands dirigeants européens qui veulent se montrer prudents sur la situation italienne : « Les dirigeants européens se sont abstenus d'émettre publiquement la moindre critique ou d'avouer la moindre inquiétude quant à l'avenir de la démocratie en Italie »⁶⁰⁸.

La presse européenne semble plus inquiète que les grands dirigeants européens quant à la victoire de Silvio Berlusconi. C'est notamment ce que démontre Eric Jozsef pour *Libération* qui mentionne les réactions de plusieurs journaux européens sur la future victoire du leader de Forza Italia : « L'alliance de Silvio Berlusconi suscite une inquiétude croissante parmi les partenaires de l'Italie. Hier le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* a estimé qu'il est «dangereux» pour son pays. Plusieurs journaux européens, *El Mundo*, le *Herald Tribune*, le *Financial Times* avaient pris des positions similaires ces derniers jours »⁶⁰⁹. La réaction de Silvio Berlusconi n'a pas tardé à se faire sentir en déclarant être victime de diabolisation de la part de la presse européenne (dont la presse française) : « *Ces accusations sont dignes de fond de poubelle. Ce sont des stéréotypes qui visent à mener une campagne de diabolisation contre ma personne* »⁶¹⁰. Le verdict tombe le 13 mai 2001, Silvio Berlusconi remporte les élections mais ses alliés n'obtiennent pas les résultats escomptés ce qui semble rassurer la presse française. Des résultats qui provoquent plusieurs réactions, le soulagement sur les résultats de la Ligue du Nord mais tout de même une forme de vigilance et de méfiance car ils seront présents dans le gouvernement Berlusconi : « De quoi susciter en Europe, au lendemain d'un scrutin chaotique, un curieux mélange de soulagement, de curiosité et... de vigilance »⁶¹¹.

⁶⁰⁵ *Ibid.*

⁶⁰⁶ TREAN, Claire. « Prudents, les Européens veulent aussi se montrer vigilants à l'égard des alliés de M. Berlusconi ». *Le Monde*, 13 mai 2001.

⁶⁰⁷ *Ibid.*

⁶⁰⁸ *Ibid.*

⁶⁰⁹ JOZSEF, Eric. « Berlusconi séduit l'Italie et inquiète l'Europe ». *Libération*, 4 mai 2001.

⁶¹⁰ *Ibid.*

⁶¹¹ Anonyme. « Ni Dieu ni Diable ». *Les Echos*, 15 mai 2001.

Une méfiance partagée par Fodé Sylla, député européen et président de la Fédération internationale SOS Racisme qui a tenu à réagir sur la victoire du Cavaliere en Italie : « Fodé Sylla, député européen de la liste Bouge l'Europe ! et président de la Fédération internationale SOS-Racisme a indiqué que « *l'UE devra tirer toutes les conséquences en cas de victoire de Berlusconi aux élections et être déterminée et ferme face à cette majorité qui ne peut exister sans l'alliance de Berlusconi avec les xénophobes, sécessionnistes et post-fascistes de tout poil. Il faut absolument lancer un débat au Parlement européen et prendre toutes les mesures qui s'imposent* »⁶¹². Le député souhaite que l'UE prenne les mesures nécessaires pour lutter contre les alliés de Berlusconi en l'isolant : « *Seule la détermination de l'UE peut empêcher cette nouvelle façon impardonnable et vulgaire qui consiste à créer des alliances avec les mouvements d'extrême droite. Il est temps, de se pencher sérieusement sur la progression du vote populiste et xénophobe qui embrase le cœur de l'Europe* »⁶¹³. En Europe, Silvio Berlusconi peut néanmoins compter sur le soutien de l'Espagne en la personne de Josep Piqué : « Le ministre espagnol des Affaires étrangères Josep Piqué a félicité, lundi, la coalition de droite de Silvio Berlusconi »⁶¹⁴. Le reste de l'Europe est inquiète mais ne semble pas souhaiter isoler l'Italie après la victoire de Silvio Berlusconi comme ce fut le cas pour l'Autriche : « Silvio Berlusconi va néanmoins devoir gagner la confiance des partenaires européens de l'Italie, inquiets de l'arrivée des « légistes » d'Umberto Bossi, considérés comme anti-européens et xénophobes »⁶¹⁵.

On remarque ainsi qu'en grande majorité, Silvio Berlusconi est diabolisé dans les articles de la presse européenne dont la presse française que nous avons citée. Son alliance avec l'extrême droite comme en 1994, dégrade son image en la liant à la xénophobie et au racisme. Cependant, il nous faut nuancer ce tableau en démontrant que la diabolisation n'est pas totale dans nos sources. Danielle Rouard journaliste pour *Le Monde* revient sur les anomalies que pose la candidature de Silvio Berlusconi à savoir son alliance avec l'extrême droite et le conflit d'intérêt mais souhaite nuancer ce tableau en dédiabolisant le Cavaliere : « D'emblée, je refuse toute diabolisation. La droite, si elle gagne les élections du 13 mai, ne supprimera pas les libertés fondamentales »⁶¹⁶. Une dédiabolisation que l'on retrouve également dans un article du *Figaro* qui prend la défense du leader de Forza Italia en prenant

⁶¹² PERRIER, Fabien. « Réactions en Europe ». *L'Humanité*, 15 mai 2001.

⁶¹³ *Ibid.*

⁶¹⁴ *Ibid.*

⁶¹⁵ HUBERT-RODIER, Jacques. « Silvio Berlusconi fait son grand retour à la présidence du Conseil italien ». *Les Echos*, 11 juin 2001.

⁶¹⁶ ROUARD, Danielle. « Que l'Europe place Berlusconi en observation, ça se comprend ». *Le Monde*, 27 avril 2001.

le contre-pied de la diabolisation et de la campagne anti-Berlusconi. C'est le journal *Le Nouvel Obs* qui revient sur la position du quotidien *Le Figaro*. L'article est nommé : « Aux Italiens de décider »⁶¹⁷. Le quotidien défend Silvio Berlusconi face aux critiques de la presse étrangère : « Faut-il le rappeler ? Ce sont les électeurs italiens qui décideront de la victoire ou de la défaite de Silvio Berlusconi. Pas la presse étrangère. Entre le milliardaire des médias à droite et, à gauche, le maire de Rome, Francesco Rutelli, les citoyens de la péninsule préféreront se départager sur des programmes que s'aligner sur des procès instruits à charge par des journaux de Londres, Madrid ou Paris »⁶¹⁸. Une critique de l'éditorialiste du *Figaro* qui critique le reste de la presse française qui diabolise à outrance l'image du Cavaliere. Les journalistes français seraient ainsi trop présents et vu comme des gens qui se mêlent d'une chose qui ne les regardent pas en apportant leurs jugements avec une forme de condescendance. De plus, l'éditorialiste du *Figaro* insiste sur l'opinion des Italiens qui semble se ranger derrière Berlusconi et c'est bien là le principal : « Si les sondages donnent l'avantage à Berlusconi, c'est bien parce que ses projets plaisent à l'opinion »⁶¹⁹. Le journal dénonce également la comparaison qui est faite entre l'Italie et l'Autriche et entre Silvio Berlusconi et Jörg Haider, le leader de l'extrême-droite autrichienne, par certains dirigeants européens: « En arriver à traiter l'Italie comme l'Autriche, un temps séduite par Haider, serait une erreur. (...) Membre fondateur de l'Union européenne, l'Italie a le droit de démontrer qu'une deuxième victoire de Berlusconi ne trahirait pas plus les valeurs de l'Europe que ne le fit sa première victoire »⁶²⁰.

Enfin, le politologue Marc Lazar, prend également la même position que les deux articles que nous venons de citer. Dans un article où il est interrogé par Pierre-Alain Furbury pour *Les Echos*, Marc Lazar dédiabolise l'image de Silvio Berlusconi : « Mon hypothèse est qu'il prendra en compte les exigences européennes et modérera ses ambitions au nom de l'Europe, de la même façon que les socialistes français ont renoncé à quelques positions. L'homme a trop besoin de se faire légitimer par ses alliés européens, et l'Europe représente trop d'intérêts pour l'Italie pour qu'il entre en conflit avec elle. Il mettra de l'eau dans son vin »⁶²¹. Hugues Portelli, nuance lui aussi le phénomène Berlusconi en mentionnant les conséquences de sa victoire un an après son arrivée au pouvoir : « Un an après, l'événement

⁶¹⁷ Anonyme. « *Le Figaro* dénonce la campagne anti-berlusconi ». *Le Nouvel Obs*, 5 mai 2001.

⁶¹⁸ *Ibid.*

⁶¹⁹ *Ibid.*

⁶²⁰ *Ibid.*

⁶²¹ FURBURY, Pierre-Alain. « Marc Lazar : « Au nom de l'Europe, Berlusconi mettra de l'eau dans son vin ». *Les Echos*, 16 mai 2001.

Berlusconi s'est banalisé. Aucun des éléments de suspicion n'a disparu (le conflit d'intérêts demeure, tout comme l'incontrôlabilité d' Umberto Bossi) »⁶²². L'Italie qu'on qualifie souvent de laboratoire politique de l'Europe a encore confirmé son surnom d'après le politologue français : « En revanche, « l'exception italienne » est devenue phénomène courant : la droite est revenue au pouvoir dans de nombreux Etats européens (par ordre chronologique : le Danemark, le Portugal, les Pays-Bas, La France), mais surtout, l'on a assisté dans tous ces États à la poussée impressionnante de formations populistes (Danemark, Portugal, Pays-Bas) ou d'extrême-droite (France). Les élections italiennes de 2001 semblent donc avoir plutôt anticipé une tendance générale dans l'Union européenne »⁶²³. De nombreux journalistes voyaient l'Italie de Silvio Berlusconi souffrir pour s'intégrer au sein de l'Europe mais Forza Italia s'est intégré de manière efficace : « Au Parlement européen, Forza Italia s'est intégrée sans difficulté au Parti Populaire Européen, dont elle est l'une des formations-clefs »⁶²⁴. Enfin, Hugues Portelli analyse et interprète cette nouvelle droite menée par le nouveau chef du gouvernement : « Ouverte à l'Europe et à la mondialisation, mais favorable à un protectionnisme sécuritaire contre l'immigration sauvage (dont l'Italie est la principale victime en Europe occidentale), hostile à l'interventionnisme public (excepté en matière de protection sociale), durablement méfiante envers la représentation politique, mais ne croyant plus aux vertus de la démocratie directe (les derniers référendums n'ont pas atteint le quorum exigé de participation) »⁶²⁵.

Ainsi, nous remarquons qu'en grande majorité, Silvio Berlusconi est diabolisé par la presse française lors de son retour au pouvoir en 2001. Il suffit simplement de lire les titres des articles des médias que nous avons cités pour s'en rendre compte : “*Silvio Berlusconi, mégalomane ressuscité*”, “*Double menace pour l'Italie*”, “*La douteuse fortune de Berlusconi*”, “*Berlusconi, un épouvantail façon Haider*”. Un constat partagé par Anne-Sophie Lasserre : « D'une manière générale, la presse française continue de diaboliser Silvio Berlusconi, comme elle le fait depuis son arrivée en politique. Après sa victoire mal comprise en 1994 par les français, on pensait lui faire un adieu définitif. Aujourd'hui, les étrangers ont encore plus de mal à comprendre comment l'Italie a pu élire Berlusconi en 2001 »⁶²⁶. Une diabolisation qui n'est pas propre à la presse française comme nous pouvons le voir avec

⁶²² PORTELLI, Hugues. La nouvelle droite italienne et l'Europe. *Revue Etudes*, 2002.

⁶²³ *Ibid.*

⁶²⁴ *Ibid.*

⁶²⁵ *Ibid.*

⁶²⁶ LASSERRE, Anne-Sophie. « *Les représentations de Silvio Berlusconi en France de 1994 à 2006* ». Mémoire de Master 1ère année. Histoire contemporaine. Toulouse 2, 2007, 187 p.

l'article de *The Economist* qui a fait grand bruit. Ce dénigrement se poursuit après son arrivée en politique en 1994 toujours autour des mêmes thèmes : la justice, les zones d'ombres, son empire médiatique, la concentration des pouvoirs et son alliance avec l'extrême droite. Malgré cette diabolisation toujours aussi importante, la grande évolution autour du phénomène Berlusconi c'est qu'il semble plus interprété qu'à ses débuts de la part des journalistes. Un homme avec une image sulfureuse mais qui semble plus pris au sérieux que lors de sa descente dans l'arène en 1994.

Etude de cas : Troisième partie
Les relations franco-italiennes (1994-2006)

I/ Silvio Berlusconi et François Mitterrand (1994-1995)

1/ Une victoire reçue bien froidement

Après avoir évoqué les images et les représentations de Silvio Berlusconi dans la presse française de son arrivée en politique en 1994 à son deuxième gouvernement en 2001, il est temps de revenir sur les relations franco-italiennes sous les gouvernements de Berlusconi. Il était intéressant selon moi, d'ouvrir le sujet de ce mémoire toujours en lien avec la presse française afin d'analyser les relations entre les deux pays. Nous l'avons vu, le Cavaliere est diabolisé dans la presse française mais quand est-il de la part des hommes politiques français? Est-il autant décrié que dans les articles de presse ? Comment est-il perçu par les politiciens ? Nous reviendrons sur ces différentes questions dans cette troisième partie de l'étude de cas. Il sera alors question d'évoquer les relations entre Silvio Berlusconi et François Mitterrand de 1994 à 1995, et entre le Cavaliere et Jacques Chirac de 2001 à 2006.

François Mitterrand arrive au pouvoir le 21 mai 1981, avec pour objectif de nouer une relation solide entre la France et l'Italie. Les relations entre les deux pays sont exécrables malgré la proximité culturelle et géographique des deux sœurs latines : « Lorsqu'il prend ses fonctions de Président de la République, les relations franco-italiennes sont franchement calamiteuses. L'Italie souffre du peu de considération dont la gratifie la France depuis le début de la Ve République et sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing en particulier. Ses dirigeants ne lui ont pas pardonné d'avoir « oublié » d'inviter l'Italie au sommet des grands pays occidentaux tenu en Guadeloupe, en janvier 1979. Ils observent avec suspicion la construction par Giscard et Schmidt d'un « axe franco-allemand » qui marginalise l'Italie en Europe. Aucun grand projet commun, si l'on excepte le creusement du tunnel du Mont-Blanc, ne mobilise les énergies. A l'inverse des frictions bilatérales qui semblent d'un autre âge (en particulier, la « guerre du vin ») empoisonnent les relations au quotidien »⁶²⁷. Une relation que François Mitterrand tente de raviver dès son arrivée au pouvoir d'après Jean Musitelli : « Mitterrand décide de balayer résolument cette donne médiocre. Dans l'année qui suit son élection, il multiplie les gestes symboliques. Il reçoit le président du conseil, Spadolini, dès novembre 1981. Il réserve à l'Italie sa première visite d'Etat dans un pays européen, en

⁶²⁷ MUSITELLI, Jean. Le rénovateur des relations franco-italiennes. Lettre n°10. *Institut François Mitterrand*, 2007.

février 1982 : « *Je suis venu, avec l'intention claire et déterminée de marquer un tournant dans la nature de nos relations* ». Il lance à Rome, l'idée d'un sommet bilatéral annuel tel qu'il en existe avec l'Allemagne et l'Angleterre. Il nomme un ambassadeur politique, Gilles Martinet, fin connaisseur de la réalité transalpine, chargé de personnaliser cette volonté de relance »⁶²⁸. On constate ici que François Mitterrand fait tout son possible pour améliorer les relations franco-italiennes dans un but précis : « Sont en jeu, tout d'abord, des considérations de politique européenne. Pays fondateur de la Communauté, l'Italie milite pour l'approfondissement de son intégration. Si les circonstances font que l'alliance préférentielle avec l'Allemagne apparaît comme une nécessité, l'intérêt de la France est aussi de veiller au maintien de l'équilibre Nord-Sud en Europe (censé lui assurer un rôle pivot) et d'élargir le cercle des pays décidés à résister aux prétentions britanniques »⁶²⁹. Les relations franco-italiennes s'améliorent également après l'arrivée au pouvoir du socialiste Bettino Craxi à la tête du gouvernement de 1983 à 1987 : « La France et l'Italie passent de nombreux accords industriels, l'Italie constitue le deuxième partenaire économique et commercial de la France; Cette nouvelle politique a produit des résultats très positifs pour la coopération bilatérale et pour la construction européenne jusqu'en 1985-86. Elle a inscrit la relation dans une durée et une régularité dont elle était dépourvue »⁶³⁰. Son rapprochement avec l'Italie est une véritable réussite, François Mitterrand semble avoir un vrai attrait pour nos voisins italiens : « François Mitterrand est assurément le plus italophile de tous les présidents de la Ve République. Fasciné par Venise, il était aussi surnommé le « Florentin » pour son goût du secret »⁶³¹. La relation Mitterrand / Berlusconi débute en 1985 autour de la création de la cinquième chaîne de télévision française qui deviendra la Cinq contrôlée par ce dernier. Une décision de François Mitterrand qui fait couler beaucoup d'encre en France y compris au sein de son gouvernement. En effet, « Ce projet suscite de fortes oppositions dans les milieux intellectuels et artistiques, qui menacent de boycotter la chaîne. Le ministre de la Culture, Jack Lang, pourtant proche de Mitterrand, déclare que la télévision de Berlusconi était « *le cheval de Troie de la subculture américaine* »⁶³². L'échec de la Cinq dégrade l'image du Cavaliere au sein de la classe politique française.

⁶²⁸ *Ibid.*

⁶²⁹ *Ibid.*

⁶³⁰ *Ibid.*

⁶³¹ Anonyme. L'Italie un brillant second pour la France ? *Revue Classe internationale*, 13 mai 2021.

⁶³² BERTRAND, Gilles. La France et l'Italie : histoire de deux nations soeurs de 1660 à nos jours. Armand Colin, 2016. 464 p.

En 1994, Silvio Berlusconi arrive au pouvoir à la surprise générale en Italie. Une victoire qui aura des conséquences sur les relations franco-italiennes : « Avec l'arrivée au pouvoir de la coalition de droite dirigée par M. Berlusconi en 1994 et la formation d'un gouvernement comprenant des néo-fascistes, les relations connaissent un sérieux coup de froid »⁶³³. L'alliance de Silvio Berlusconi avec Gianfranco Fini et Umberto Bossi inquiètent la classe politique française : « C'est la première fois qu'un parti néo-fasciste arrive au pouvoir par la voie démocratique. En France, cela suscite un certain émoi »⁶³⁴ comme l'évoque Gilles Bertrand. Au lendemain des élections italiennes, François Mitterrand donne une interview à TF1 et France 2, il laisse transparaître son embarras. Paul Amar, présentateur pour France 2 interroge alors le président de la république sur la présence des néo-fascistes en Italie et sur les conséquences de celle-ci sur les relations franco-italiennes. François Mitterrand semble embarrassé par la situation tout en nuancant son inquiétude en rappelant que les néo-fascistes ne sont pas majoritaires au gouvernement : « *C'est une question embarrassante parce que le problème est embarrassant. Il faut respecter le droit des peuples, d'un peuple démocratique avec un régime démocratique. Le peuple a décidé de donner beaucoup de suffrages aux partis néo-fascistes qui seront représentés au gouvernement de Monsieur Berlusconi. Personnellement je le regrette, mais je reconnais aux Italiens le droit de choisir. De plus, le parti néo-fasciste n'est pas majoritaire et je pense pas que ce soit ce parti qui puisse déterminer la politique italienne mais il pèsera dessus. C'est dommage, il faut faire un travail d'éducation, de conseil en parlant amicalement aux italiens. Je pense que c'est d'un contresens que de leur dire qu'on n'interdit ou que l'on ne tolère pas leur choix. Voilà mon sentiment sur le sujet. Maintenant si naturellement ce parti faisait de nouveaux progrès au point de devenir majoritaire ou de guider la politique italienne, il y aurait des problèmes plus importants* »⁶³⁵. Patrick Poivre-D'Arvor questionne François Mitterrand sur la possibilité de rencontrer des ministres néo-fascistes de Silvio Berlusconi. Il répond : « *On verra bien, cela m'étonnerait que Monsieur Berlusconi soit mal avisé pour désigner aux affaires étrangères un néo-fasciste cela m'étonnerait beaucoup. Si c'était le cas je pense qu'il commettrait une grande faute. Pour le moment, je n'aurais qu'à rencontrer Monsieur Berlusconi* »⁶³⁶. C'est la suite de l'interview qui a fait grand bruit lorsque François Mitterrand

⁶³³ MUSITELLI, Jean. Le rénovateur des relations franco-italiennes. Lettre n°10. *Institut François Mitterrand*, 2007.

⁶³⁴ BERTRAND, Gilles. La France et l'Italie : histoire de deux nations soeurs de 1660 à nos jours. Armand Colin, 2016. 464 p.

⁶³⁵ AMAR, Paul et POIVRE-D'ARVOR, Patrick. Entretien avec François Mitterrand. INA, TF1 et France 2. 10 mai 1994.

⁶³⁶ *Ibid.*

parle de ce qu'il ressent envers son homologue italien : « *Je n'ai ni attrait ni répulsion. Maintenant qu'il est premier ministre, je serais très discret dans mon commentaire. Pour revenir sur les affaires étrangères, il est absolument nécessaire que ce soit un démocrate convaincu et affirmé puisqu'il aura à mener avec nous l'édification de l'Europe issue du traité de Maastricht* »⁶³⁷. Peu de temps après, il accorde une interview à *Repubblica* où il mentionne le poids des médias dans la victoire de Silvio Berlusconi : « *Quand on possède les principaux médias, on a des chances d'impressionner, au moins provisoirement l'opinion, et donc de l'emporter dans des conditions équivoques* »⁶³⁸. Des déclarations qui semblent annoncer des relations franco-italiennes moins cordiales qu'autrefois. La présence de ministres néo-fascistes qui avait alerté la presse semble avoir le même écho au sommet de l'Etat français.

La victoire de Silvio Berlusconi perçue comme une anomalie par la presse française l'est aussi en quelque sorte au sein de la classe politique. Après François Mitterrand et Jack Lang, c'est le porte parole du gouvernement Nicolas Sarkozy qui revient sur la victoire de Berlusconi et sur la comparaison franco-italienne en insistant sur la corruption en Italie : « *Je ne veux pas tomber dans toutes les idées convenues, pardon de le dire, je le dis sans agressivité mais avec beaucoup de force, la comparaison entre l'Italie et la France n'est absolument pas pertinente. L'Italie n'a jamais eu un Etat fort, la France a un Etat fort. Il y a des problèmes de corruption en France mais jamais notre pays est arrivé au niveau de gangrène par la corruption de l'Italie. Ce n'est pas parce que les italiens sont plus malhonnêtes, mais justement parce qu'il n'y avait pas cette tradition étatique* »⁶³⁹. C'est la deuxième partie de cette interview qui a fait beaucoup parlé lorsque Nicolas Sarkozy donne son avis sur Silvio Berlusconi : « *Deuxième élément, je ne crois pas aux hommes providentiels, je n'y crois pas. Je n'ai pas aimé dans la campagne de Forza Italia, cet élément qui venait à dire Italiens donnez vous à moi et tout ira bien. Jamais les 58 millions de français n'ont été aussi vigilants, aussi informés, aussi lucides et aussi conscients. On sait très bien que ce n'est pas un homme qui pourra tout changer. J'aimerais qu'on puisse voir la politique modeste et que l'on arrête de dramatiser à ce point les enjeux* »⁶⁴⁰. Cette déclaration

⁶³⁷ *Ibid.*

⁶³⁸ GILLES, Bertrand. La France et l'Italie : histoire de deux nations soeurs de 1660 à nos jours. Armand Colin, 2016. 464 p.

⁶³⁹ MASURE, Bruno. Nicolas Sarkozy à propos de Silvio Berlusconi. INA, France 2. 30 janvier 1995.

⁶⁴⁰ *Ibid.*

donne le ton pour les relations entre les deux pays. La victoire de Silvio Berlusconi refroidit les relations franco-italiennes.

L'arrivée au pouvoir du Cavaliere semble déranger autant les hommes politiques de gauche comme François Mitterrand que ceux de droite à l'image de Nicolas Sarkozy. Les réactions des hommes politiques français sont nombreuses à la suite de la nomination de cinq ministres néo-fascistes au sein du gouvernement Berlusconi. Une décision qui provoque la colère de Jack Lang : « *Je souhaite que les ministres néo-fascistes italiens soient mis en quarantaine lors des prochaines réunions européennes* »⁶⁴¹. Au sein du gouvernement, François Léotard, le ministre de la Défense se veut vigilant comme François Mitterrand : « *Il faut montrer que nous désapprouvons cette philosophie mais nous souhaitons une participation croissante de l'Italie à la construction européenne* »⁶⁴². Le secrétaire général de la présidence de la République française, Hubert Védrine revient lui sur le poids des médias dans la victoire du leader de Forza Italia : « *Beaucoup de médias sont en fait des militants d'une cause, et parfois d'intérêts comme on peut le voir en Italie avec les télévisions de Silvio Berlusconi. C'est leur droit, mais il faut en être conscient* »⁶⁴³. Seul le Front National à l'image de Bruno Magret semble se réjouir de la victoire de Silvio Berlusconi et de son alliance avec l'extrême droite en Italie : « *L'Italie est un pays plus libre et plus démocratique que la France. Le Front National n'a pas toutes ces références et toutes ces nostalgies (néo-fascistes) et pourtant nous sommes tenus à l'écart* »⁶⁴⁴. Ainsi, on remarque que la victoire de Berlusconi et surtout la mise en place de ministres fascistes en Italie fait réagir la classe politique française, compliquant ainsi les relations franco-italiennes.

⁶⁴¹ MASURE, Bruno. Réactions France. INA, France 2. 11 mai 1994.

⁶⁴² *Ibid.*

⁶⁴³ VEDRINE, Hubert. Relations internationales : repenser les concepts, réinventer les méthodes. *Revue internationale et stratégique*, 2001.

⁶⁴⁴ *Ibid.*

2/ Le sommet franco-italien d'Aix-en-Provence

La victoire de Silvio Berlusconi est donc reçue froidement par la classe politique française comme nous venons de le constater. Les relations franco-italiennes sont marquées par l'arrivée du Cavaliere au pouvoir en Italie. La première expérience gouvernementale de Silvio Berlusconi est très courte, il ne sera président du conseil qu'environ sept mois. Une courte durée qui fait que les deux hommes n'ont pu se rencontrer que deux fois au cours du premier gouvernement de Berlusconi : lors du G8 de Naples du 8 au 10 juillet et lors du sommet franco-italien où François Mitterrand reçoit Silvio Berlusconi à Aix-en-Provence le 16 décembre 1994.

A l'occasion du sommet du G8 se déroulant du 8 au 10 juillet à Naples, François Mitterrand a eu la possibilité de rencontrer son homologue italien pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en Italie. Lors d'une conférence de presse donnée le 10 juillet par le président de la République à l'issue du sommet auquel il a participé, François Mitterrand est interrogé le gouvernement italien : « Monsieur le Président, c'est la deuxième fois, je crois, que vous avez l'occasion de rencontrer M. Berlusconi ; alors est-ce que vous avez un jugement maintenant sur le gouvernement italien que vous aviez accueilli, disons, fraîchement ? »⁶⁴⁵. François Mitterrand se montre vigilant dans sa réponse en déclarant ne pas vouloir s'exprimer sur le sujet : « *Je n'ai pas d'opinion à exprimer sur le gouvernement italien. Tout au plus je pourrais exprimer une opinion sur la présidence italienne du Sommet. C'est le deuxième Sommet auquel je participe qui se soit déroulé en Italie : le premier était à Venise, le deuxième est donc à Naples. Les Italiens sont des gens très experts en matière politique, qui ont l'habitude de traiter collectivement des grandes affaires. La présidence a bien fait son travail, c'est tout ce que je peux en dire. Quant aux capacités de M. Berlusconi comme Président du Conseil des ministres italien, c'est un autre sujet, sur lequel je n'ai pas à m'exprimer d'ailleurs. Que cela ne soit pas considéré comme une réserve supplémentaire : simplement, ce n'est pas le sujet. On a été très bien reçus, je dois le dire, par le Président Scalfaro également* »⁶⁴⁶. Une réaction qui semble montrer la gêne de François Mitterrand lorsqu'on lui demande de s'exprimer sur Silvio Berlusconi. De son côté, le Cavaliere souhaite

⁶⁴⁵ Anonyme. Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du sommet des pays industrialisés sur la participation de la Russie aux discussions sur la situation internationale notamment sur le conflit en Bosnie, sur l'intervention française au Rwanda, la violence en Algérie, le retrait de la proposition américaine sur le commerce mondial. *Vie publique*, 10 juillet 1994.

⁶⁴⁶ *Ibid.*

séduire son homologue français en qualifiant le président français d'être « *un véritable artiste et poète de la politique* »⁶⁴⁷.

(Sommet du G8 à Naples du 8 février 1994 : François Mitterrand et Silvio Berlusconi au centre)



(<https://www.ilsole24ore.com/art/napoli-1994-prima-volta-berlusconi-AEKgmISB>)

Les deux hommes se rencontrent à nouveau, quelques mois plus tard, cette fois-ci en France à Aix-en-Provence. François Mitterrand accompagné d'Édouard Balladur reçoit Silvio Berlusconi pour revenir sur plusieurs sujets : « En décembre 1994, Silvio Berlusconi rencontre le président de la République François Mitterrand et le Premier ministre Édouard Balladur lors d'un sommet bilatéral à Aix-En-Provence. La question de la participation de l'Italie à l'Union économique monétaire focalise l'attention. En ce qui concerne la coopération bilatérale, le lancement d'un programme d'études sur la rentabilité et la réalisation de la ligne TGV Lyon-Turin marque la volonté d'améliorer les infrastructures de franchissement des Alpes »⁶⁴⁸. En ce qui concerne le sommet entre François Mitterrand et Silvio Berlusconi, le plus intéressant est la conférence de presse que donnent les deux hommes en guise de conclusion de cette rencontre. Le président de la République commence par évoquer les différents points sur lesquels ils sont revenus durant le sommet : « *Nous*

⁶⁴⁷ GILLES, Bertrand. La France et l'Italie : histoire de deux nations soeurs de 1660 à nos jours. Armand Colin, 2016. 464 p.

⁶⁴⁸ DARNIS, Jean-Pierre. L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011. *Cahiers de la Méditerranée*, 2014.

venons d'achever le quinzième sommet franco-italien. Nous avons pu discuter avec les responsables italiens des questions que l'actualité impose sur la base de rapports qui avaient été étudiés avec le plus grand sérieux. Nous sommes là, M. le Président du Conseil et moi-même, pour vous en rendre compte. La discussion a notamment porté sur le volet monétaire et, sur ce sujet, on a pu constater un accord complet entre Italiens et Français et une volonté identique d'aller de l'avant dans la construction européenne. La question de l'Europe centrale et orientale, ainsi que les rapports avec la Russie ont été examinés particulièrement. Pour l'élargissement de l'Europe, nous sommes convenus que la concertation étroite entre l'Italie et la France sera maintenue pour la préparation de la conférence intergouvernementale de 1996 »⁶⁴⁹. Silvio Berlusconi se veut lui très chaleureux lors de sa prise de parole en voulant montrer que la relation franco-italienne est amicale et efficace : « Merci encore, monsieur le Président. Je n'ai rien à ajouter. Le résumé a été complet. Je dois seulement vous dire que mes collaborateurs et moi-même doivent vous remercier de l'accueil, ainsi que vos collaborateurs et la ville d'Aix-en-Provence. On a traité plusieurs dossiers et on s'est trouvé pratiquement d'accord sur tout. Ainsi sur certains problèmes de la politique internationale d'aujourd'hui, nous avons les mêmes perceptions et cela nous apporte une possibilité de collaboration qui peut augmenter pour le futur vis-à-vis du passé. Encore merci »⁶⁵⁰.

Dès la première question, on sent que la situation est spéciale avec la présence de Silvio Berlusconi. Un journaliste présent lors de la conférence de presse demande à Berlusconi d'évoquer son avenir en politique qui semble menacé. Celui-ci répond : « Je me permets de vous répondre en italien parce qu'étant donné que je suis le Premier ministre, il faut faire attention aux mots, aux adjectifs, aux virgules, aux points, sinon tout peut susciter des critiques. En tant que protagoniste de la vie des affaires en Italie, j'ai essayé, puisque je pouvais facilement contacter les hommes politiques, de regrouper les partis modérés. Les anciennes divisions, des haines lointaines ne l'ont pas permis. Pendant trois mois j'ai œuvré sans succès. Enfin, j'ai considéré qu'il n'y avait pas d'autres solutions que d'aller sur le terrain, et ce n'est qu'avec une nouvelle force du centre que l'on pouvait essayer de gagner les élections, ce qui a eu lieu. Je suis fermement convaincu que, par cette victoire, le destin de

⁶⁴⁹ Anonyme. Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République et Silvio Berlusconi, Président du Conseil de la République italienne, sur le bilan du sommet franco-italien, notamment sur la coopération culturelle et militaire et la construction de la ligne de TGV Lyon-Turin, Aix-en-Provence. *Vie publique*, 16 décembre 1994.

⁶⁵⁰ *Ibid.*

l'Italie a changé. J'ai toujours considéré qu'une victoire de la gauche aurait été négative, compte tenu de ce qu'est la gauche italienne, qui est très différente de la gauche française, une gauche qui, d'après moi, aurait remis l'Italie dans un destin sans bien-être, sans liberté et sans démocratie »⁶⁵¹. De plus, il termine sa réponse en se voulant rassurant sur la suite de sa carrière politique et sur la solidité de son gouvernement : « Je crois que tout le bruit qui a été fait sur cette éventualité n'a aucune base, n'a aucun fondement réel. J'estime que l'on peut continuer à gouverner le pays avec la coalition actuelle ou avec une coalition qui pourrait perdre quelques-unes de ses composantes afin d'en trouver d'autres à l'extérieur, mais, j'espère aussi que le sens des responsabilités prévaudra en ce qui concerne le sort de notre pays. Ce gouvernement a beaucoup travaillé et il a un programme très important et je suis à votre disposition pour vous l'exposer. Ils ont essayé, par des attaques personnelles, dans un style stalinien de diminuer la durée de vie de ce gouvernement et de faire pression sur le Président du Conseil pour qu'il se fatigue de la situation et démissionne. Ceci n'a pas été le cas. Ceci n'a pas eu lieu. Ceci n'aura pas lieu »⁶⁵².

(Sommet franco-italien, 16 décembre 1994, Aix-en-Provence)



<https://www.ciqdesfacultes.com/2019/05/19/une-place-strategique/>

⁶⁵¹ *Ibid.*

⁶⁵² *Ibid.*

Une autre question montre que cette conférence de presse est spéciale, un journaliste interroge Silvio Berlusconi sur les sifflets qu'il a reçu lors de son arrivée à Aix-en-Provence : « Une question pour M. Berlusconi : quand vous êtes arrivé ce matin sur la place d'Aix-en-Provence, on vous a sifflé. Pourquoi d'après vous ? »⁶⁵³. François Mitterrand interrompt Silvio Berlusconi en déclarant vouloir répondre à sa place. Il souhaite évacuer cette polémique en rappelant que lui aussi ne fait pas l'unanimité en France : « *Laissez-moi répondre à cela. Il y a de tout pour faire un monde. La France est un pays libre. Évidemment quand je reçois des personnalités étrangères, je suis plus à l'aise quand c'est l'acclamation générale, mais moi-même, je n'en reçois jamais, donc je ne vois pas pourquoi M. Berlusconi aurait été l'objet d'une marque d'hostilité particulière. Il y a en effet quelques Français qui semblaient mécontents de la présence de M. Berlusconi sur le sol français, mais il y en avait beaucoup d'autres qui avaient un sentiment contraire. Un minimum de courtoisie veut que la France soit satisfaite de recevoir ses hôtes étrangers, surtout lorsqu'elle les invite* »⁶⁵⁴. Silvio Berlusconi souhaite lui aussi répondre pour revenir sur ce léger incident durant la rencontre franco-italienne : « *Je répondrai moi-aussi. Je pense que nous avons donné un bel exemple de masochisme, si vous me le permettez. M. Tapie était à côté de moi, il m'a dit que c'était les fans de l'OM qui avaient un litige avec l'AC Milan, parce que Milan remplaçait l'OM, qui avait été disqualifié. Ce sont les fans de l'OM, c'est tout* »⁶⁵⁵.

La presse française n'écrit que très peu sur les relations franco-italiennes au cours de cette période. Sans doute en raison de la durée très courte du premier gouvernement de Silvio Berlusconi. *Le Monde* s'intéresse cependant à cette rencontre franco-italienne et publie un article : « Étrange sommet que cette quinzième rencontre franco-italienne. Réunis à Aix-en-Provence, vendredi 16 décembre, le chef de l'Etat français et le président du Conseil italien, accompagnés d'une douzaine de ministres, se sont certes attachés à souligner " la parfaite identité de vue entre les deux pays. " Qu'il s'agisse de l'ex-Yougoslavie, de la future monnaie unique et de l'élargissement de la Communauté, ou encore de l'Europe de défense, ils sont " d'accord sur tout ", a affirmé Silvio Berlusconi. Et enfin de lancer les études du TGV Lyon-Turin à hauteur de 200 millions de Francs dans le cadre des grands travaux prévus lors du Conseil européen d'Essen »⁶⁵⁶. L'article insiste sur l'aspect étrange de cette rencontre

⁶⁵³ *Ibid.*

⁶⁵⁴ *Ibid.*

⁶⁵⁵ *Ibid.*

⁶⁵⁶ Anonyme. « La quinzième rencontre franco-italienne à Aix-en-Provence M. Mitterrand et M. Berlusconi se défendent d'avoir à quitter prématurément leurs fonctions ». *Le Monde*, 18 décembre 1994.

et des relations franco-italiennes en évoquant l'accueil difficile qu'a reçu Silvio Berlusconi : « Silvio Berlusconi, longuement sifflé à son arrivée à l'hôtel de ville d'Aix-en-Provence, s'est pour sa part défendu d'être bientôt contraint à la démission : " *La gauche essaye par tous les moyens, et par des attaques personnelles de type stalinien, de fatiguer le président du Conseil pour qu'il quitte son poste. Cela n'a pas eu lieu, et n'aura pas lieu* " »⁶⁵⁷. Une rencontre qui finalement semble s'être plutôt bien déroulée malgré un léger accroc lors de l'arrivée de Silvio Berlusconi. Un sommet qui ne retranscrit pas l'état des relations entre les deux pays. François Mitterrand a évoqué ses réticences quelques mois auparavant mais lors de ce sommet il semble mettre ses réserves de côté.

⁶⁵⁷ *Ibid.*

3/ Bilan des relations franco-italiennes

Comme nous venons de l'évoquer précédemment, Silvio Berlusconi a reçu un accueil particulièrement froid lors de son arrivée en politique de la part de la classe politique française. Notamment de la part de François Mitterrand comme le montre les deux interviews qu'il a pu donner sur ce sujet. Les Français ne lui ont pas réservé un accueil chaleureux avec la mise en place de la Cinquième République. Il est même reçu par des sifflets lors de son arrivée au sommet franco-italien qui se déroule à Aix-en-Provence. Il est clair que l'image du Cavaliere en France n'est pas bonne, il est diabolisé de façon unanime dans la presse française comme nous avons pu le montrer auparavant. Le premier gouvernement de Silvio Berlusconi échoue seulement quelques mois après sa victoire ce qui rend les relations franco-italiennes à travers la relation Mitterrand/Berlusconi difficile d'analyser. Cependant, nous allons essayer de faire un bilan de cette relation malgré sa durée très courte.

François Mitterrand a réussi lors de son double mandat à renouer et renforcer les relations franco-italiennes avec plus de dialogue et des projets en commun : « Bien qu'avec des épisodes contrastés, le double septennat de François Mitterrand voit un rapprochement entre Paris et Rome qui se concrétise : sur le plan formel par une pratique régulière de sommets bilatéraux et une longue série de colloques entre les deux gouvernements, sur le plan politique par de nombreuses convergences et positions communes qui débouchent parfois sur des résultats importants »⁶⁵⁸. Les relations entre les deux pays sont bonnes grâce à la volonté de François Mitterrand malgré quelques accrocs : « En tout cas, même si les divergences sont nombreuses, au moins jusqu'en 1994 elles ne sont pas suffisantes pour interrompre les habitudes de dialogue et de collaboration entamées au début de la présidence socialiste »⁶⁵⁹. Les relations franco-italiennes s'améliorent notamment lorsque François Mitterrand et Bettino Craxi sont au pouvoir. Un rapprochement s'effectue au point-même où Bettino Craxi souffle le nom de Silvio Berlusconi à François Mitterrand pour reprendre la cinquième chaîne de télévision française. L'entente est relativement cordiale entre les deux hommes mais l'arrivée en politique du Cavaliere change la donne : « La victoire électorale de Silvio Berlusconi, en mars 1994, et la nomination de certains membres du parti néo-fasciste Movimento Sociale Italiano comme ministres, semblent changer les choses. De

⁶⁵⁸ MECHI, Lorenzi. Les relations bilatérales franco-italiennes durant la présidence Mitterrand. *La Contemporaine*, 2011.

⁶⁵⁹ *Ibid.*

nombreux socialistes français critiquent alors l'Italie, François Mitterrand lui-même mentionnant publiquement un « *risque d'altération grave de la démocratie* », ce qui déclenche une crise des relations bilatérales »⁶⁶⁰.

Une relation qui semble véritablement glacée par l'arrivée de Berlusconi et surtout pour la nomination de cinq ministres néo-fascistes : « Avec l'arrivée au pouvoir de la coalition de droite dirigée par M. Berlusconi en 1994 et la formation d'un gouvernement comprenant des néo-fascistes, les relations connaissent un sérieux coup de froid »⁶⁶¹. Les interviews données par François Mitterrand témoignent de la gêne du président de la République quand il s'agit de parler de son homologue italien : « Au lendemain des élections, François Mitterrand exprime sa préoccupation devant l'ampleur des suffrages obtenus par les néofascistes et le risque de voir ceux-ci peser sur les orientations politiques. Il dit n'éprouver pour M. Berlusconi « *ni attrait ni répulsion* » et lui recommande de choisir comme ministre des affaires étrangères « *un démocrate convaincu et affirmé* »⁶⁶². La déclaration de François Mitterrand témoigne de l'ambiguïté de la situation des relations franco-italiennes avec la victoire de Berlusconi qui change littéralement la donne. De plus, son interview à *La Repubblica* ne réchauffe pas les relations franco-italiennes sous le premier gouvernement Berlusconi : « Il précisera la nature de ses interrogations dans une interview à *La Repubblica* du 26 mai 1994. Il déclare, faisant allusion à l'empire médiatique de M. Berlusconi, que « *Quand on possède les plus importants moyens d'information, on a des chances d'impressionner, au moins provisoirement l'opinion, et donc de l'emporter dans des conditions équivoques* »⁶⁶³. Des propos qui ne passe pas du côté italien, le gouvernement de Berlusconi a réagi à la déclaration du président de la République : « Tempête à Rome où le ministre des affaires étrangères qualifie ces propos comme étant « *inacceptables et indignes* »⁶⁶⁴. Malgré ce léger accroc, Silvio Berlusconi cherche à améliorer sa relation avec François Mitterrand en le complimentant lors de leur première rencontre : « Ce qui n'empêchera pas, deux mois plus tard, Silvio Berlusconi, amphytrion du G8 de Naples, de séduire Mitterrand en le qualifiant publiquement « *d'artiste et de poète de la politique* »⁶⁶⁵.

⁶⁶⁰ *Ibid.*

⁶⁶¹ MUSITELLI, Jean. Le rénovateur des relations franco-italiennes. Lettre n°10. *Institut François Mitterrand*, 2007.

⁶⁶² *Ibid.*

⁶⁶³ *Ibid.*

⁶⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁶⁵ *Ibid.*

Une relation en demi-teinte pour laquelle Silvio Berlusconi cherche à nouer une relation amicale avec son homologue français. Le deuxième épisode de cette relation ambiguë et spéciale se déroule lors du quinzième sommet franco-italien à Aix-en-Provence. Une rencontre plutôt productive car les deux chefs d'États avancent sur de nombreux sujets au cours de ce sommet : « La question de la participation de l'Italie à l'Union économique monétaire focalise l'attention. En ce qui concerne la coopération bilatérale, le lancement d'un programme d'études sur la rentabilité et la réalisation de la ligne TGV Lyon-Turin marque la volonté d'améliorer les infrastructures de franchissement des Alpes. Même si nous n'observons pas de décisions concrètes, les deux pays évoquent également une série de coopérations potentielles dans le domaine de la défense, depuis la mise en place d'une force européenne (Euroforce) jusqu'au projet d'agence européenne pour l'armement proposés par la France et l'Allemagne, en passant par les activités de satellites d'observations militaires »⁶⁶⁶. Malgré, l'accueil glacial réservé par François Mitterrand à Silvio Berlusconi lors de sa victoire, ce quinzième sommet franco-italien ne témoigne pas de tensions particulières entre les deux pays. Ainsi, on remarque que les relations franco-italiennes ne sont quasiment pas impactées par l'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi. Peut-être qu'il a été plus diabolisé que réellement interprété par la classe politique française comme a pu le faire la presse. Cependant, c'est surtout la courte durée de son premier gouvernement qui explique le faible impact de Berlusconi dans les relations franco-italiennes : « Toutefois, même à cette occasion, le facteur idéologique semble se dissiper rapidement, aidé, évidemment, par la chute du gouvernement Berlusconi après à peine sept mois d'exercice »⁶⁶⁷.

Silvio Berlusconi n'a pas joué le rôle d'agitateur au sein des relations franco-italiennes comme nous venons de le démontrer. C'est un homme politique français qui provoque un véritable coup de froid dans les relations entre les deux pays en 1995 : « L'année 1995 jette un froid dans les relations bilatérales. En mai 1995, Jacques Chirac est élu à la présidence de la République française. Cette élection représente une évolution par rapport à la période précédente. En cohérence avec ses promesses électorales, Jacques Chirac relance les essais nucléaires militaires français dans l'atoll de Mururoa. Cette décision entraîne une campagne d'opinion internationale contre la France. À la suite du vote par l'Italie d'une résolution de l'ONU contre les essais nucléaires, le gouvernement français annule le sommet

⁶⁶⁶ DARNIS, Jean-Pierre. L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011. *Cahiers de la Méditerranée*, 2014.

⁶⁶⁷ MECHI, Lorenzi. Les relations bilatérales franco-italiennes durant la présidence Mitterrand. *La Contemporaine*, 2011.

prévu pour le mois de novembre. En sus, le gouvernement français reproche à l'Italie de pratiquer des dévaluations compétitives qui portent préjudice aux exportations françaises »⁶⁶⁸. Le départ de Silvio Berlusconi n'améliore pas la relations franco-italiennes, au contraire elle se dégrade avec l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac. Il semble que le phénomène Berlusconi qui a grandement impacté la presse française n'a pas eu le même impact sur les relations entre les deux pays. Il a été mal perçu par une grande partie de la classe politique française en raison de son alliance avec l'extrême droite. L'anomalie Berlusconi n'a pas engendré d'anomalies au sein des relations bilatérales. Cependant, la situation sera bien différente lorsque Silvio Berlusconi retrouve le pouvoir en 2001.

(Sommet franco-italien, 16 décembre 1994, Aix-en-Provence)



(<https://www.lesechos.fr/tech-medias/medias/sua-emittenza-et-la-france-de-mitterrand-a-bollere-1782564>)

⁶⁶⁸ DARNIS, Jean-Pierre. L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011. *Cahiers de la Méditerranée*, 2014.

II/ Silvio Berlusconi et Jacques Chirac

1/ Un retour au pouvoir qui divise la classe politique

Avec le retour au pouvoir de Silvio Berlusconi, la relation franco-italienne passionne la presse française qui va beaucoup écrire sur la relation entre Berlusconi et Chirac. De nombreux épisodes vont perturber la relation franco-italienne qui va devenir particulièrement conflictuelle mais nous y reviendrons. Comme en 1994, la victoire du Cavaliere reçoit un accueil plutôt mitigé de la part de la classe politique française.

Eric Jozsef, pour *Libération*, revient sur la réaction de la classe politique française en évoquant les déclarations de Jacques Delors. On ressent les inquiétudes de l'homme politique sur la possible victoire de l'alliance menée par Silvio Berlusconi : « *Un mouvement xénophobe et anti-immigré au gouvernement dans un grand pays comme l'Italie constituerait un péril réel pour l'Europe* »⁶⁶⁹. Une déclaration de l'ancien ministre de l'économie et des finances de François Mitterrand qui revient sur les propos d'Umberto Bossi qui ont scandalisé la presse internationale : « Bien qu'en recul électoralement, son alliée, la Ligue du Nord, avec ses discours xénophobes et ses retraites aux flambeaux contre les étrangers clandestins, constitue un autre sujet de polémiques. Malgré les recommandations d'une partie des responsables de la Maison des libertés, Umberto Bossi, le leader léguiste, continue de brandir la menace d'une «*invasion immigrée et musulmane*» comme thème de campagne. Lundi dernier, il a réaffirmé sa volonté d'ériger «*une barrière de 260 kilomètres de long*» sur la frontière nord-est de l'Italie pour bloquer l'immigration clandestine »⁶⁷⁰.

Jean-Baptiste Montvalon mentionne lui aussi les réactions de la classe politique française pour *Le Monde*. Le journaliste nous montre que les hommes politiques français ne réagissent pas tous de manière négative à la probable victoire de Silvio Berlusconi : « Les responsables de l'opposition en France ont accueilli la victoire de Silvio Berlusconi, en Italie, avec une satisfaction mêlée d'interrogations. Son programme ravive les divergences entre gaullistes et libéraux. La richesse personnelle du nouveau dirigeant italien et sa puissance

⁶⁶⁹ JOZSEF, Eric. « Berlusconi, un épouvantail façon Haider ». *Libération*, 26 mars 2001.

⁶⁷⁰ *Ibid.*

médiatique suscitent aussi un certain malaise »⁶⁷¹. Le journaliste mentionne également la réaction d'Alain Madelin, député français européen dans *Le Figaro* : «*« Après l'Italie, la France »*, dans une tribune au titre explicite, publiée dans *Le Figaro* du 19 mai, Alain Madelin a applaudi la victoire de Silvio Berlusconi. Le président de Démocratie libérale saluait cette « *étonnante Italie* », qui « *vient de nous donner une extraordinaire leçon politique* ». Le député européen regrette que « *dans l'Hexagone, à gauche comme parfois dans l'opposition, certains préfèrent occulter cette révolution italienne qui bouscule le politiquement correct français* »⁶⁷². D'autres hommes politiques français ont réagi au retour de Silvio Berlusconi à l'image d'Edouard Balladur qui avait rencontré le Cavaliere lors du quinzième sommet franco italien d'Aix-en-Provence en 1994 : « Rares sont ceux, en effet, qui ont manifesté un réel enthousiasme au lendemain de la victoire du Cavaliere. Edouard Balladur est de ceux-là. Sur RTL, le 15 mai, l'ancien premier ministre a déclaré que la victoire de M. Berlusconi est « *sûrement* » un modèle pour la droite française, notamment parce que les Italiens avaient « *voté sur des choix parfaitement clairs* ». La droite, estime-t-il, doit « *cesser de mettre de l'eau dans son vin* » et elle doit « *avoir un programme clair et net pour l'année prochaine* »⁶⁷³.

On remarque ici que la victoire de Silvio Berlusconi est bien reçue par certains hommes politiques de droite qui se réjouissent de son retour en politique à l'image d'Edouard Balladur. C'est également le cas pour Philippe de Villiers : « *Quand la droite est offensive, elle gagne* »⁶⁷⁴. La victoire de Silvio Berlusconi reçoit un bel accueil par quelques hommes politiques français mais elle divise la droite sur ce sujet : « Les autres responsables de la droite française sont beaucoup plus circonspects, pour des motifs divers, mais sans qu'aucun d'eux évoque les poursuites judiciaires dont fait l'objet M. Berlusconi. « *Ni diabolisation ni idéalisation* », recommande Nicolas Sarkozy (RPR). Même à Démocratie libérale, où l'on est en phase avec le programme de M. Berlusconi, on prend quelques précautions : « *Il n'est sûrement pas très sain que le patron de la moitié des chaînes de télévision fasse de la politique* », estime François Goulard, député du Morbihan »⁶⁷⁵.

Au sein du gouvernement français, les réactions diffèrent avec celle d'Edouard Balladur. Pierre Moscovici, ministre chargé des affaires étrangères, ne semble pas sur la

⁶⁷¹ MONTVALON, Jean-Baptiste. « La droite française hésite à prendre modèle sur Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 26 mars 2001.

⁶⁷² *Ibid.*

⁶⁷³ *Ibid.*

⁶⁷⁴ *Ibid.*

⁶⁷⁵ *Ibid.*

même longueur d'onde. Le ministre soutenait la candidature de Francesco Rutelli, la victoire de Silvio Berlusconi fut donc une déception : *« C'est vrai que pour un homme de gauche qui soutenait Francesco Rutelli et l'Olivier, ce n'est pas une bonne nouvelle. Mais, par ailleurs, il s'est passé quelque chose en Italie. Il ne faut pas, pour autant, en inférer une modification des relations avec ce pays. D'abord, on est passé de la gauche à la droite. Mais c'est une coalition qui comporte plusieurs types de partis. Il y a celui de M. Berlusconi - Forza Italia -, dont on connaît la situation : c'est un parti dont les options sont floues mais qui sont des options de droite classique en Europe. Il y a aussi d'autres partis plus ambigus : l'ex-parti fasciste, qui a au moins le mérite d'avoir abjuré le fascisme, ce qui n'est pas, par exemple le cas du parti de M. Haider en Autriche ; le parti de M. Bossi qui est un parti xénophobe et qui a fait un très mauvais score. Donc, M. Berlusconi ne paraît pas, a priori, prisonnier de ses alliances »*⁶⁷⁶. Pierre Moscovici se veut vigilant dans sa réaction, il ne prend pas parti contre Berlusconi en respectant la décision des électeurs italiens : *« En même temps, il faut rester vigilant et attentif. Hubert Védrine le disait ici même ce matin : il n'y a pas de raison d'envisager une modification des relations entre l'Union européenne et l'Italie. Les Italiens ont voté massivement, démocratiquement. C'est un choix qui les regarde. Nous l'acceptons »*⁶⁷⁷. Une réaction nuancée mais qui laisse apparaître une gêne comme ce fut le cas pour François Mitterrand. Une situation embarrassante comme en témoigne le passage dans l'interview où Pierre Moscovici mentionne la charte des droits fondamentaux signés par les puissances européennes : *« Nous avons adopté à Nice une charte des droits fondamentaux. Ces valeurs doivent être respectées par chacun, et pas spécialement par M. Berlusconi, pas plus par lui que par un autre. Elles doivent être respectées par nous, par les Autrichiens, par les Allemands, par les Anglais... »*⁶⁷⁸. Le journaliste questionne le ministre en lui demandant si Silvio Berlusconi a dérogé aux valeurs qu'il vient de citer. Embarrassé par la question du journaliste, Pierre Moscovici laisse apparaître son désarroi : *« Non, c'est ce que je viens de dire. Il n'y a aucune raison de le supposer, sauf que, si je prends les cas de coalitions de droite en France, nous n'avons jamais eu un parti comme la Ligue au pouvoir. Jamais. Nous n'avons jamais eu un parti post-fasciste au pouvoir. Donc, la situation peut-être davantage une situation d'attention que de vigilance. Nous serons très attentifs à ce qui se produit. Il y a, par ailleurs, un deuxième point de vue, qui est celui de la politique : l'Italie est un grand*

⁶⁷⁶Anonyme. Interviews de M. Pierre Moscovici, ministre chargé des affaires européennes, à LCI le 14 mai 2001 sur la victoire de Silvio Berlusconi en Italie et les propositions allemandes (notamment celle de M. Schröder) sur l'évolution des institutions communautaires. *Vie publique*, 14 mai 2001.

⁶⁷⁷ *Ibid.*

⁶⁷⁸ *Ibid.*

partenaire de l'Union européenne, nous souhaitons qu'elle le demeure. Nous souhaitons que l'Italie, qui est un des pays fondateurs de l'Union européenne, reste un pays aussi engagé qu'elle l'a toujours été dans l'aventure européenne »⁶⁷⁹.

Le journaliste continue de mettre mal à l'aise Pierre Moscovici en lui disant que celui-ci semble donner une leçon d'europanisme à l'Italie. Le ministre répond : *« Ce n'est pas du tout ce que j'ai fait ! Je dis simplement que l'Italie est un pays fondateur de l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'appliquer des directives. Il s'agit de l'état d'esprit dans lequel on est. Si nous évoquons là la politique européenne, c'est simplement parce qu'il y a un nouveau gouvernement. Nous souhaitons que la politique européenne reste dans la continuité. Autrement dit, je préfère une politique "à la démocrate-chrétienne" à une politique "à la Bossi". Je ne voudrais pas que la politique européenne de cette coalition soit celle que préconise M. Bossi, c'est-à-dire une politique non-européenne. Ce n'est pas un jugement de valeur, mais c'est une attente »⁶⁸⁰.* Il laisse ici transparaître sa crainte avec la présence d'Umberto Bossi dans l'alliance de Silvio Berlusconi. Quand il est interrogé sur les raisons de la victoire du Cavaliere en Italie, Pierre Moscovici se réjouit qu'aucune offre politique ne ressemble à celle de Berlusconi en France : *« Je ne dirais pas que je n'en sais rien parce que ce n'est pas vrai. Mais je ne suis pas là pour commenter un vote que les Italiens ont émis. On ne peut pas à la fois dire que ce vote est démocratique - et je le dis -, dire qu'il s'agit d'une alternance que l'on reconnaît - je le dis aussi -, dire qu'on est attentif à ce qui va se passer et commenter un vote ! Encore une fois, je suis un militant de gauche. J'aurais souhaité que l'Olivier gagne. J'imagine qu'il y a eu, comme toujours dans une élection, une volonté de changement. Cette volonté de changement s'est tournée vers l'offre politique du moment, une offre politique que nous n'avons pas en France - et j'allais dire, d'une certaine façon, heureusement... »⁶⁸¹.* Le journaliste français insiste sur la notion de vigilance évoquée par Pierre Moscovici pour qualifier son état d'esprit sur la victoire du Cavaliere. Le ministre se défend en déclarant que la méfiance vient plus de la presse que de la classe politique : *« Vous observerez que cela ne vient pas des politiques. Un certain nombre de très grands médias - je pense à "The Economist", un journal anglais très sérieux, mais aussi à "El Mundo" et au "Monde" - avait critiqué un aspect de la personnalité de Berlusconi, c'est-à-dire la confusion entre les intérêts publics et privés, puisqu'il possède déjà*

⁶⁷⁹ Ibid.

⁶⁸⁰ Ibid.

⁶⁸¹ Ibid.

trois des six chaînes de télévision et que maintenant, les trois autres étant publiques, elles sont sous contrôle du Parlement. Il y a donc là une position dominante qui peut paraître à certains critiquable... Les Italiens n'y ont pas été très sensibles. Cela dit, j'observe que Berlusconi n'a pas eu un triomphe. La gauche a fait un score honorable. Ce n'est pas un désaveu, ce n'est pas une honte pour nos amis de la gauche italienne, dont je rappellerai qu'ils ont travaillé extrêmement bien, et pour leur pays, et pour l'Europe »⁶⁸².

Le journaliste revient sur les propos de Pierre Moscovici en évoquant les critiques de la presse française envers les hommes politiques français jugés trop légers sur ce sujet. Pierre Moscovici en profite pour critiquer les réactions des hommes politiques de droite qui semblent se réjouir de cette victoire : *« Il y en a aussi beaucoup qui nous reprochent une vigilance trop forte. C'est notamment le cas d'à peu près toute la droite française. J'ai lu des déclarations de M. Giscard d'Estaing, de M. Fillon, de M. Balladur. Pour eux, M. Berlusconi est, semble-t-il, une sorte d'exemple. Je crois que notre attitude, en réalité, est tout à fait adaptée - c'est d'ailleurs ce que soulignait Libération ce matin. Nous savons que c'est une victoire, qui n'est pas comme les autres : d'abord, parce que c'est la victoire d'un parti-entreprise et c'est une innovation en Europe ; ensuite, parce que l'homme, qui dirige cette coalition, concentre désormais sur lui beaucoup de responsabilités publiques et privées et ça aussi, c'est original en Europe ; enfin, parce qu'il a des alliés qui sont un peu particuliers, des post-fascistes - c'est le parti de M. Fini - même s'ils ont abjuré le fascisme, et des xénophobes - c'est le cas de M. Bossi. En même temps, on est obligé de reconnaître que, d'une part, c'est un vote démocratique, c'est l'alternance, c'est le changement et que d'autre part, les alliés de M. Berlusconi ont été réduits, notamment M. Bossi. Donc, il faut être attentif à ce qu'ils font, mais il n'y a aucune raison de porter une suspicion. D'où, notre mot : être attentif et s'il le faut, vigilant, mais, en même temps, nous n'avons pas de suspicion particulière par rapport à ce gouvernement »⁶⁸³.* Ainsi, on remarque que Pierre Moscovici essaye de revenir sur la victoire de Berlusconi sans porter de jugement de valeur. Cependant, avec sa sensibilité politique d'homme de gauche, on ressent la gêne du ministre quand il évoque le phénomène Berlusconi.

De son côté, Jacques Chirac s'est montré plus vigilant que Pierre Moscovici sur la victoire de Silvio Berlusconi en Italie. Il n'a pas souhaité réagir comme a pu le faire François

⁶⁸² *Ibid.*

⁶⁸³ *Ibid.*

Mitterrand en 1994. Jacques Chirac a préféré rédiger une lettre de félicitations à Silvio Berlusconi : « *Monsieur le Président, Je vous adresse mes félicitations pour la victoire que vous avez remportée lors du scrutin du 13 mai et forme les vœux les plus sincères de réussite pour la tâche qui vous attend. Vous pouvez être assuré de mon entière disposition à continuer à œuvrer, avec vous, à l'enrichissement constant et quotidien des relations entre l'Italie et la France. Leurs affinités humaines et culturelles, qui se traduisent souvent par une réelle convergence de vues aussi bien sur les dossiers bilatéraux que sur les questions internationales, permettent à l'Italie et à la France de jouer un rôle essentiel dans la construction européenne, au service de l'ambition partagée d'une Europe démocratique, stable, prospère et puissante. Je suis convaincu que notre dialogue et notre coopération peuvent encore se développer et la France est déterminée à ce qu'il en aille ainsi. Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma très haute considération* »⁶⁸⁴. Une première prise de contact amicale et chaleureuse de la part de Jacques Chirac qui ne n'accueille pas Silvio Berlusconi de la même façon que François Mitterrand.

Cependant cet accueil amical ne signifie pas que Jacques Chirac ait une haute estime pour son homologue italien. Il faut remonter aux milieux des années 80 et à la création de la Cinq pour trouver une trace du premier lien Chirac/Berlusconi. Bertrand Gilles revient sur cet épisode qui est le point de départ de leur relation : « Après sa victoire électorale, Jacques Chirac a privatisé la première chaîne, confiée au groupe Bouygues et désormais appelée « TF1 ». Après avoir critiqué les privilèges dont jouissait la Cinq en termes d'interruptions publicitaires et de non-respect des quotas de films français, le Premier ministre impose un nouvel associé à Berlusconi : le sulfureux Robert Hersant, propriétaire du Figaro. Sous le poids des dettes, Hersant cède à son tour ses parts au groupe Hachette. Cela n'empêche pas la Cinq d'être mise en redressement judiciaire le 31 décembre 1991. La chaîne cesse d'émettre le 12 avril 1992, ce qui met fin, du moins sur le plan entrepreneurial, à l'« aventure française » de Berlusconi »⁶⁸⁵. Alberto Toscano prolonge le propos de Bertrand Gilles sur la relation Berlusconi/Chirac. Le point de départ de leur relation n'est pas optimal et laisse paraître une certaine antipathie entre les deux hommes ce qui vient compliquer la nature des relations franco-italiennes : « Une autre cause des difficultés politiques entre la France et l'Italie : les mauvaises relations entre Silvio Berlusconi et Jacques Chirac. Elles datent (un peu

⁶⁸⁴ Anonyme. Lettre de félicitations M. Jacques Chirac, Président de la République, adressée à M. Silvio Berlusconi, pour sa victoire électorale. *Vie publique*, 14 mai 2001.

⁶⁸⁵ GILLES, Bertrand. La France et l'Italie : histoire de deux nations soeurs de 1660 à nos jours. Armand Colin, 2016. 464 p.

paradoxalement) de l'époque où l'entrepreneur italien traversa les Alpes en 1984-1985, avec l'encouragement de son ami, président du Conseil, le socialiste Bettino Craxi, et avec le soutien de François Mitterrand et du gouvernement de Laurent Fabius. Le but était précis : la création en France d'une nouvelle chaîne de télévision, La Cinq. Du point de vue de Jacques Chirac, alors maire de Paris et chef de l'opposition de droite, l'entrepreneur de la télévision privée italienne était un étranger, magouilleur et ami de la gauche. Les expressions utilisées en privé par Jacques Chirac et par Silvio Berlusconi pour parler l'un de l'autre, à partir de la moitié des années 1980, ne laissent planer aucun doute sur la nature profonde de leur cordiale antipathie réciproque »⁶⁸⁶.

⁶⁸⁶ TOSCANO, Alberto. Embellie des relations entre la France et l'Italie. *Revue internationale et stratégique*, 2010.

2/ Le premier sommet franco-italien

Avant même leur première rencontre, le passé des deux hommes ne semblent pas annoncer une relation très cordiale entre la France et l'Italie. La première rencontre entre les deux hommes est donc très attendue. Le 27 novembre 2001, Jacques Chirac et Silvio Berlusconi se rencontrent pour la première fois à Périgueux à l'occasion du sommet franco-italien.

Lors de la conférence de presse pour clôturer ce sommet franco-italien, Jacques Chirac se veut rassurant sur l'état des relations entre les deux pays malgré les légères tensions apparentes lors de la victoire de Silvio Berlusconi : *« Ce fut un bon sommet, un sommet productif et qui s'est déroulé dans un climat particulièrement chaleureux. L'Italie et la France, deux des trois grands pays fondateurs de l'Union européenne, ont à l'évidence une vocation à affirmer une solidarité forte pour tout ce qui touche à la construction et à l'avenir de l'Europe et à avoir une vision commune des affaires du monde. Ne pas tenir compte de cette évidence serait une grave erreur, un contresens. Nos proximités géographiques et culturelles, la vision commune que ces proximités nous donnent des affaires du monde permettent à l'Italie et à la France de constituer une véritable force d'impulsion et de proposition pour l'Europe. J'ajoute que nous avons une approche commune et ambitieuse de l'avenir de l'Europe. L'Italie et la France partagent la même conception d'une Europe forte, dotée d'une politique de sécurité et de défense, et les quelques divergences qui peuvent apparaître, ce qui est inévitable, doivent être immédiatement circonscrites et traitées. C'est dans cet esprit que s'est déroulée notre réunion d'aujourd'hui »*⁶⁸⁷. Au programme de ce sommet des discussions sur la situation préoccupante de l'Afghanistan, les liaisons transalpines avec le TGV et le tunnel du Mont Blanc : *« Sur l'Afghanistan, la France et l'Italie attachent ensemble une importance capitale à la réunion qui commence aujourd'hui à Bonn et qui devrait permettre sous l'impulsion de l'envoyé spécial, M. Lakhdar BRAHIMI, la mise en place d'une transition politique et d'un gouvernement provisoire ou d'une autorité gouvernementale provisoire en Afghanistan. Alors, nous sommes naturellement extrêmement attentifs à ce qui s'y passe. Sur le plan bilatéral, les travaux ont principalement porté, vous vous en doutez, sur les liaisons transalpines avec la présence des deux Ministres des*

⁶⁸⁷ Anonyme. Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, du Président du conseil des ministres de la République italienne et du Premier ministre français, sur les relations franco-italiennes, à Périgueux. *Vie publique*, le 27 novembre 2001.

Transports. Nous avons déjà décidé l'essentiel à Turin, vous vous en souvenez, pour ce qui concerne le nouvel axe Lyon-Turin mais les choses progressent, se développent et je dirais s'accélèrent. Et nous avons évoqué naturellement aussi le problème du tunnel du Mont-Blanc »⁶⁸⁸.

(Sommet franco-italien, 27 novembre 2001, Périgueux)



(<https://www.letelegramme.fr/ar/viewarticle1024.php?aaaammjj=20011128&article=3623914&type=ar>)

Lors des questions de la presse durant la conférence de presse, le sommet prend une autre tournure. Dès la première question posée à Silvio Berlusconi, on sent toute l'ambiguïté de la situation : « Pouvez-vous nous expliquer pourquoi l'Italie s'oppose à ce que les délits de fraude et de corruption soient passibles justement du mandat d'arrêt européen auquel la France tient tellement ? »⁶⁸⁹. Le journaliste fait ici référence à la volonté de Silvio Berlusconi de modifier les lois italiennes sur la corruption faisant écho au thème du conflit d'intérêt très souvent mentionné lorsqu'on évoque le phénomène Berlusconi. Le Cavaliere prend la parole pour se défendre : « *On ne peut pas dire que l'Italie s'oppose au fait que ces délits soient*

⁶⁸⁸ *Ibid.*

⁶⁸⁹ *Ibid.*

l'objet d'un mandat européen éventuel. L'Italie a une position sur le mandat européen qui est liée, qui concerne les délits essentiels. L'Italie a signé avec d'autres pays, avec l'Espagne récemment, des accords qui concernent un certain nombre de crimes, les crimes les plus graves, le terrorisme, l'association de malfaiteurs, la pédophilie, le recyclage d'argent sale. Par conséquent il y a des positions qui n'excluent pas tel ou tel délit mais qui limitent le mandat européen à certains types de délits. Par exemple, évidemment, le meurtre. Ce sont des délits qui peuvent être évalués de l'extérieur d'un pays. Il me semble qu'intégrer, proposer une liste aussi longue de délits, eh bien, pour nous, cela va au-delà des possibilités de la capacité actuelle de coopération au sein de l'espace judiciaire européen »⁶⁹⁰. De son côté, Jacques Chirac est interrogé sur le conflit franco-italien sur la filière bovine. Un sujet qui ne semble pas épineux mais qui démontre des divergences et des légères tensions entre la France et l'Italie : « Il est très important, naturellement, comme l'a dit le Premier ministre, pour les agriculteurs français mais aussi pour les éleveurs italiens que l'on retrouve en Italie et en France le niveau de consommation d'avant la crise. Et nous avons décidé que les deux interprofessions allaient se rencontrer très rapidement. Le Président Berlusconi a même suggéré une sorte de médiateur, nous n'avons pas vraiment besoin de médiateur, mais de " facilitateur " pour essayer d'engager une action commune des deux professions pour retrouver le courant d'échanges normal qui se faisait au bénéfice de l'ensemble des paysans aussi bien italiens que français »⁶⁹¹.

La presse française s'intéresse vraiment à ce sommet franco-italien, *Le Monde* et *Les Echos* reviennent sur cette rencontre pour évoquer l'état des relations entre la France et l'Italie. Le journaliste *des Echos* évoque un contexte difficile et tendu entre les deux pays en cherchant les raisons des tensions : « Sept ans après le dernier sommet de Berlusconi I avec l'improbable tandem Mitterrand-Balladur, Berlusconi II rencontre aujourd'hui le couple Chirac-Jospin dans un contexte tendu pour les relations franco-italiennes. Ce n'est pas seulement la fermeture du tunnel sous le mont Blanc qui a troublé le microclimat entre Paris et Rome. Ni l'activisme de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui a promis de dérouler un tapis « rouge sang » au « Cavaliere » en mémoire des « victimes de la répression policière au G8 de Genève ». Non. Il y a quelque chose de froissé dans les relations franco-italiennes. Comme un coup de froid subit entre deux vieux compères qui se

⁶⁹⁰ *Ibid.*

⁶⁹¹ *Ibid.*

connaissent trop bien pour ne pas fermer les yeux sur des infidélités passagères »⁶⁹². Le journaliste français insiste sur le contexte des relations franco-italiennes qui se sont dégradées d'après son analyse qui évoque : « cette lente dégradation des relations franco-italiennes »⁶⁹³. Il mentionne également la différence entre le contexte des relations franco-italiennes en 1994 et aujourd'hui avec l'antipathie que ressent Jacques Chirac pour Silvio Berlusconi : « Mais le contexte a radicalement changé. Paradoxalement, Berlusconi II se retrouve aujourd'hui en terrain plus difficile avec le couple Chirac-Jospin qu'avec le tandem Mitterrand-Balladur, sept ans plus tôt. Jacques Chirac n'a jamais pu cacher ses réticences face à son image de « parvenu de la politique ». De son côté, dans sa quête de modernité, Silvio Berlusconi se sent plus proche d'un Aznar ou d'un Blair que des éléphants de la politique française »⁶⁹⁴.

Le Monde suit un peu la même approche que le quotidien économique français en évoquant les malentendus présents dans la relation franco-italienne : « Le président français, Jacques Chirac, son premier ministre, Lionel Jospin, et le premier ministre italien, Silvio Berlusconi, se sont efforcés de lever les malentendus entre les deux pays, mardi 27 novembre, lors du 21^e sommet franco-italien à Périgueux, même si aucune décision concrète n'était attendue »⁶⁹⁵. Les deux hommes politiques ont cherché à dissiper les malentendus et nouer une relation plus solide et stable entre la France et l'Italie : « Au cours de son entretien avec Silvio Berlusconi, Jacques Chirac a estimé que cette rencontre, "*naturelle entre deux pays proches*", était "*opportune*" compte tenu du climat des dernières semaines. Le président français a souhaité "*dissiper les malentendus*" et "*montrer la proximité des deux pays sur toutes les grandes questions, européennes, internationales et bilatérales*". Pour Silvio Berlusconi, "*aucun pays n'est plus proche de l'Italie que la France*". Lionel Jospin a qualifié la relation franco-italienne de "*structurante de la construction européenne*" »⁶⁹⁶. Quelques jours plus tard, Alain Debove toujours pour *Le Monde*, revient sur ce sommet franco-italien en mentionnant les brouilles entre la France et l'Italie. Le journaliste évoque la tentative de Jacques Chirac et de Silvio Berlusconi de passer outre les tensions entre les deux pays : « À Périgueux, lors du XXI^e sommet franco-italien qui s'est tenu mardi 27 septembre, il fallait apparemment donner l'impression qu'aucun différend n'existait plus entre les deux pays et que

⁶⁹² Anonyme. « De l'influence de Berlusconi II sur le microclimat franco-italien ». *Les Echos*, 27 novembre 2001.

⁶⁹³ *Ibid.*

⁶⁹⁴ *Ibid.*

⁶⁹⁵ Anonyme. « A Périgueux, Français et Italiens s'efforcent de dissiper les malentendus ». *Le Monde*, 27 novembre 2001.

⁶⁹⁶ *Ibid.*

l'heure était venue de marcher d'un même pas vers l'avenir pour aborder ensemble les prochaines étapes de la construction européenne. On a donc tiré un trait définitif sur le fameux épisode de Gand, le 19 octobre, où la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne avaient tenu une réunion à trois sur les opérations militaires en Afghanistan, quelques heures avant l'ouverture d'un Conseil européen. Une initiative qui n'avait pas été du goût de plusieurs de leurs partenaires, dont l'Italie, qui y voyaient l'émergence d'une sorte de « directoire » au sein de l'Union. « *Tout cela n'était qu'un malentendu* », affirme-t-on aujourd'hui avec force des deux côtés des Alpes »⁶⁹⁷.

Jean-Pierre Darnis fait lui aussi le bilan de cette rencontre franco-italienne. Il insiste également sur le contexte difficile dans lequel se déroule ce sommet en mentionnant les points entre la France et l'Italie : « Ce sommet se déroule alors que des points de friction apparaissent entre la France et l'Italie, au premier chef desquels la tentative d'offre publique d'achat d'EDF sur Montedison, une action perçue comme hostile par la classe politique italienne et qui crée un véritable imbroglio politique et industriel. À la suite de cette tentative d'offre publique d'achat, les droits d'EDF au sein de la société italienne seront bloqués par un décret législatif, et il faudra une dizaine d'années avant d'arriver à une solution »⁶⁹⁸. La France et l'Italie sont également en désaccord sur le projet européen avec le directoire européen qui exclut l'Italie. Une situation qui ne convient pas à Silvio Berlusconi qui l'a fait savoir à son homologue français : « Enfin, l'Italie affiche son mécontentement vis-à-vis du directoire européen composé de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni. Cette réaction négative reprend un trait classique de la diplomatie italienne qui entend compter en Europe et qui se regimbe dès qu'elle perçoit une exclusion de tel ou tel cénacle »⁶⁹⁹. Le seul point de rapprochement relevé par Jean-Pierre Darnis est le sujet des liaisons TGV et du tunnel du Mont Blanc. Un sommet franco-italien avec un bilan assez faible témoignant de la nature plutôt tendue des relations franco-italiennes et du lien entre Jacques Chirac et Silvio Berlusconi : « L'accord de réouverture du tunnel du MontBlanc représente donc le seul et maigre résultat tangible enregistré lors de ce sommet »⁷⁰⁰.

⁶⁹⁷ *Ibid.*

⁶⁹⁸ DARNIS, Jean-Pierre. L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011. *Cahiers de la Méditerranée*, 2014.

⁶⁹⁹ *Ibid.*

⁷⁰⁰ *Ibid.*

L'Italie regrette ne pas avoir une place centrale dans l'Europe comme nous venons de le voir. *Le Monde* évoque le mal être de l'Italie qui souhaite être plus intégrée et plus acceptée au sein de l'Europe comme le démontre la déclaration de Silvio Berlusconi : « *L'Italie est non seulement un membre fondateur des Communautés européennes. C'est aussi un des pays les plus peuplés, les plus prospères, avec une civilisation parmi les plus anciennes. Il est donc normal que le gouvernement italien veuille faire en sorte que nos valeurs constitutionnelles et politiques, nos valeurs culturelles, et aussi nos intérêts économiques fondamentaux, soient pris en compte d'une manière adéquate dans la grande entreprise de l'élaboration d'une Constitution pour l'Europe, exactement comme le font d'autres pays européens, dont la France. Prétendre, dans ce contexte, que tel ou tel pays soit déclassé à une "simple expression géographique", comme on disait autrefois en Italie, n'a pas de sens : ce serait une grave atteinte à la cause de l'unité de notre continent* »⁷⁰¹. Au vu de l'importance qu'à la France à l'échelle de l'Europe, il est évident que les regrets et les plaintes de l'Italie dégradent encore un peu plus la relation franco-italienne.

Un autre épisode témoigne de la difficile relation franco-italienne à l'issue du Salon du livre à Paris le 21 mars 2002 : « Quand l'Italie est l'invitée officielle du Salon du livre de Paris, les journaux italiens, de gauche comme de droite, attendent que leur pays et ses représentants soient traités dignement. Et si les cris de « *vergogna ! vergogna !* » (honte) poussés par quelques dizaines de manifestants, jeudi 21 mars, pour l'inauguration du Salon du livre ont ravi les Parisiens, ils n'ont amusé personne de l'autre côté des Alpes »⁷⁰². C'est loin d'être incident diplomatique mais il est évident que l'accueil glacial du public français n'apaise pas les relations franco-italiennes et provoquent de vives tensions : « Ils ont été pris pour une nouvelle preuve de ce complexe de supériorité que cultivent volontiers les Français à l'égard de leurs voisins, comme si les Italiens n'étaient pas assez grands pour s'occuper eux-mêmes du « danger Berlusconi ». La désinvolture avec laquelle la ministre de la culture, Catherine Tasca, a accueilli la manifestation, attendant vingt-quatre heures pour exprimer sa « *vive réprobation* », a renforcé ce sentiment »⁷⁰³. Du côté italien, Silvio Berlusconi ne souhaite pas mettre de l'huile sur le feu après ce léger incident et lance un appel au calme : « Un incident diplomatique ? Ce serait sans doute faire beaucoup d'honneur aux manifestants et à M. Sgarbi auquel le chef du gouvernement italien avait d'ailleurs recommandé, en vain, de

⁷⁰¹ Anonyme. « L'Europe doit prendre en compte les valeurs de l'Italie ». *Le Monde*, 11 janvier 2002.

⁷⁰² VERNET, Daniel. « Paris Rome, divorce à la française ». *Le Monde*, 31 mars 2002.

⁷⁰³ *Ibid.*

garder son calme et de qualifier cet accroc comme une “*simple pantalonnade*” »⁷⁰⁴. Ainsi, on constate que les relations franco-italiennes semblent se dégrader depuis l’arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi en 2001 : « Il n'en reste pas moins que les nuages se sont accumulés ces derniers mois sur les relations franco-italiennes, pour des raisons diverses et d'importance inégale. Le compromis laborieux sur la circulation des poids lourds dans le tunnel du Mont-Blanc, obtenu sous la pression de la Commission européenne, ne suffira pas à ramener la sérénité »⁷⁰⁵.

⁷⁰⁴ *Ibid.*

⁷⁰⁵ *Ibid.*

3/ La guerre en Irak : un coup de froid

Il est évident que les tensions franco-italiennes ne s'apaisent pas depuis l'arrivée au pouvoir du Cavaliere. Elles atteignent même un point de non-retour autour d'un conflit qui va encore plus creuser un écart entre la France et l'Italie, la guerre en Irak. Le 20 mars 2003 avec l'invasion de l'Irak par la coalition menée par les Etats-Unis, la guerre d'Irak aussi appelée Guerre du Golfe débute officiellement.

Ce conflit va impacter fortement la relation franco-italienne mais aussi les relations en Europe en raison des différentes prises de positions des grandes puissances européennes. Dès le départ, la position de la France est très claire sur la guerre en Irak, elle refuse la guerre tout en désapprouvant le régime de Saddam Hussein en Irak : « La France, comme la plupart des autres Etats, a dit officiellement désapprouver le régime de Saddam Hussein à plusieurs reprises. Jacques Chirac affirme, de manière claire, que la France refuserait en l'état de la situation d'accepter une résolution permettant le déclenchement d'un conflit armé, la guerre demeurant : « *la dernière étape d'un processus, tous les moyens devant être utilisés pour l'éviter en raison de ses conséquences dramatiques* »⁷⁰⁶. L'Italie semble de son côté être beaucoup plus hésitante que la France dans sa prise de décision. L'opinion italienne qui ne souhaite pas de conflit armé met le gouvernement italien dans l'embarras : « Cette hésitation provient peut-être du fait que la population italienne était majoritairement opposée à cette guerre. Ainsi, en janvier 2003, 88% des Italiens disent la refuser si elle se déroule sans le consentement de l'ONU »⁷⁰⁷. Silvio Berlusconi décide finalement de soutenir l'attaque des américains en Irak en allant contre l'opinion des Italiens et des partenaires européennes comme la France : « A partir du mois de février, l'Italie établit plus distinctement sa position en continuant à soutenir la position américaine et en diabolisant de la même manière que d'autres le régime de Bagdad. Elle n'enverra tout de même pas de soldat spécifiquement pour se battre en Irak, chose qui aurait été faite si l'opération avait eu lieu sous commandement onusien, mais proposera à la coalition l'utilisation de ses bases militaires et de missions humanitaires se plaçant de cette manière comme « *allié et non belligérant* »⁷⁰⁸. Une décision fortement critiquée à l'échelle de l'Europe car l'Italie semble la jouer en solitaire sur le cas de

⁷⁰⁶ BRIGUET, Gaëlle. Grands États européens dans la guerre d'Irak: raisons et justifications. Institut européen de l'Université de Genève. *Euryopa*, 2005. 96 p.

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ *Ibid.*

la guerre en Irak. Cette décision est poussée par le désir de l'Italie de devenir une grande puissance à l'internationale en donnant son soutien aux Etats-Unis : « Les intérêts qui ont poussé le Gouvernement de M. Berlusconi se placent, pour beaucoup d'observateurs, dans une perspective de soutien total à la puissante Amérique afin de donner à l'Italie une meilleure position au sein de la hiérarchie des puissances internationales »⁷⁰⁹. Ainsi, on constate dès le début du conflit en Irak que la division semble importante entre la France et l'Italie ce qui jette un énorme coup de froid à la relation entre les deux pays.

L'historienne s'intéresse également aux deux hommes derrière les prises de positions de la France et l'Italie : Jacques Chirac et Silvio Berlusconi. Jacques Chirac a une très bonne côte de popularité, elle est renforcée par sa prise de position contre l'intervention américaine qui est saluée par l'opinion : « Une chose est certaine, en prenant position contre la volonté américaine et contre la guerre, le président français a vu sa cote de popularité augmenter de manière conséquente auprès de son peuple, mais aussi auprès des opposants à la guerre de tous les pays pour lesquels il a parfois presque symbolisé le combat contre l'action menée par les USA et leurs alliés »⁷¹⁰. La situation n'est pas la même pour Silvio Berlusconi qui est loin de faire l'unanimité en Italie depuis son retour au pouvoir. L'historienne s'intéresse aux raisons de la décision du Cavaliere qui a apporté son soutien à l'opération américaine en Irak : « On observe que les intérêts d'ordre économique ont eu une grande influence dans la décision italienne. Ce pays n'a pas participé à tous les grands rendez-vous des partisans de la guerre avant son éclatement, il n'a pas non plus envoyé de soldats faire la guerre, mais il sait déjà qu'il aura une belle part du gâteau économique lors de la reconstruction de l'Irak. Ainsi, le profit à gagner pour l'homme d'affaire, comme les intérêts stratégiques européens et internationaux pour l'homme politique, peut être considérable »⁷¹¹. Ici, l'historienne donne l'image d'un homme qui soutient une guerre pour obtenir des gains financiers et stratégiques contre celle d'un homme qui refuse la guerre en Irak. Il est évident que l'image de Silvio Berlusconi se dégrade en France lorsqu'il entre en contradiction avec la décision du gouvernement français.

⁷⁰⁹ *Ibid.*

⁷¹⁰ *Ibid.*

⁷¹¹ *Ibid.*

Le conflit armé en Irak fragilise la relation franco-italienne comme nous venons de le voir. La guerre dégrade également les relations à l'échelle de l'Europe. *Le Monde* s'intéresse à l'impact de l'Irak sur les quinze pays de l'Union Européenne. Le quotidien insiste sur les divergences au sein de l'Union Européenne : « L'Europe se trouve tout aussi embarrassée. L'Allemagne est, pour la première fois, en tête de ligne pour dire non à Washington : Saddam Hussein, en l'état actuel de son armement, ne vaut pas une guerre. Le président Jacques Chirac vient de rappeler l'attachement de la France à l'ordre international : rien ne peut se faire sans l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU. L'Italie de Silvio Berlusconi et l'Espagne de José Maria Aznar hésitent à chagriner Washington, etc. L'Europe est ici à sensibilités divergentes »⁷¹². Ce conflit embarrasse l'Union Européenne qui cherche à gommer les divergences de plusieurs pays membres comme la France et l'Italie en déclarant ne pas vouloir d'intervention américaine en Irak : « Les Quinze ont redit, samedi 31 août et dimanche 1er septembre au Danemark, qu'il ne saurait être question d'envisager une opération militaire contre Saddam Hussein sans une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Il s'agit de s'assurer que l'Irak ne reconstitue pas un arsenal d'armes chimiques, biologiques et nucléaires. Le message de l'Europe est simple : les Quinze ne veulent pas d'action préventive ou unilatérale américaine en Irak »⁷¹³. Toujours dans *Le Monde*, on remarque que la guerre en Irak impacte grandement l'unité européenne. Les grandes puissances européennes ont signé un appel afin d'appeler à un front commun avec l'Amérique : « L'éventualité d'une guerre contre l'Irak divise profondément l'Europe. Huit chefs d'Etat et de gouvernement européens ont signé, jeudi 30 janvier, un appel dans lequel ils demandent « un front uni de l'Europe et de l'Amérique ». Dans ce texte, qui apparaît comme une rebuffade envers le président français Jacques Chirac et le chancelier allemand Gerhard Schröder, qui ne l'ont pas signé, les dirigeants soulignent que « *le lien transatlantique, garantie de notre liberté, ne doit pas devenir la victime des tentatives persistantes du régime irakien actuel de menacer la sécurité internationale* »⁷¹⁴.

Seule la France et l'Allemagne n'ont pas signé et s'opposent encore au conflit armé en Irak : « Cet appel, dont nous publions l'intégralité, a été signé par le Britannique Tony Blair, l'Espagnol José Maria Aznar, l'Italien Silvio Berlusconi, le Polonais Leszek Miller, le Tchèque Vaclav Havel, le Hongrois Peter Medgyessy, le Portugais José-Manuel Barroso et le

⁷¹² Anonyme. « Les Quinze et l'Irak ». *Le Monde*, 3 septembre 2002.

⁷¹³ *Ibid.*

⁷¹⁴ PLANTU. « Le soutien aux Etats-Unis sur l'Irak divise l'Europe ». *Le Monde*, 31 janvier 2003.

Danois Anders Fogh Rasmussen. George Bush devait recevoir, jeudi, Silvio Berlusconi. Vendredi, il s'entretiendra avec Tony Blair puis, le 5 février, avec Leszek Miller »⁷¹⁵. La décision franco-allemande semble ne pas avoir été bien perçue par l'Amérique comme le montre la déclaration de Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense des Etats-Unis : « Donald Rumsfeld, évoquant l'opposition de la France et de l'Allemagne à une guerre contre Bagdad, avait dénoncé la « *vieille Europe* » franco-allemande »⁷¹⁶.

Pour Jean-Pierre Darnis, il est évident que l'année 2003 est marquée par un réel coup de froid dans les relations franco-italiennes autour de la question de la guerre en Irak provoquant même l'annulation du sommet franco-italien : « La précarité de ces relations entre la France et l'Italie éclate au grand jour en 2003. La France et l'Italie adoptent des positions opposées en ce qui concerne l'intervention en Irak. L'Italie n'épargne pas ses critiques face à l'utilisation du droit de veto français à l'ONU. L'année 2003 est donc une « année blanche » en ce qui concerne la relation bilatérale, les divergences à propos du dossier irakien empêchant la tenue du sommet franco-italien »⁷¹⁷. Ce malaise est évoqué par *Le Monde* dans son article du 4 avril 2003. La journaliste revient sur les vives tensions diplomatiques entre la France et l'Italie : « Du côté italien, on n'accepte mal d'avoir été mis sur la touche lors du mini-sommet organisé le 29 avril. M. Frattini, manifestement irrité par le mini-sommet organisé le 29 avril, à Bruxelles, entre la Belgique, la France, l'Allemagne et le Luxembourg, avait demandé à plusieurs reprises que les discussions soient élargies aux Quinze. Le ministre italien qui n'est pas opposé, en principe, à des coopérations renforcées dans le domaine de la défense européenne, mais dit garder le souci d'une "*cohésion européenne*" »⁷¹⁸. Une critique du gouvernement italien qui s'inquiète de voir la solidité d'un axe franco-allemand s'exprimant par leur volonté commune de refuser l'intervention américaine en Irak. Une Italie qui serait en quelque sorte jalouse de la relation entre la France et l'Allemagne : « Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement italien n'a jamais manqué l'occasion de s'élever contre le "risque" d'un axe franco-allemand, menaçant à ses yeux l'égalité de traitement entre les partenaires, dont l'Italie elle-même. Enfin, le choix de la guerre opéré par George Bush et l'intense lobbying diplomatique auquel s'est livré le président américain auprès de ses alliés réputés les plus atlantistes, comme Silvio Berlusconi

⁷¹⁵ *Ibid.*

⁷¹⁶ *Ibid.*

⁷¹⁷ DARNIS, Jean-Pierre. L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011. *Cahiers de la Méditerranée*, 2014.

⁷¹⁸ Anonyme. « Dominique de Villepin à Rome sur fond de malaise franco-italien ». *Le Monde*, 4 avril 2003;

et l'espagnol José Maria Aznar, ont achevé de créer un "malaise" »⁷¹⁹. L'un des points qui est le plus souvent évoqué pour expliquer les raisons du malaise franco-italien est la très mauvaise relation entre Silvio Berlusconi et Jacques Chirac : « De toute façon, les rapports entre le président du Conseil Silvio Berlusconi et Jacques Chirac n'ont jamais été amicaux »⁷²⁰.

Malgré l'état désastreux des relations franco-italiennes, on remarque la volonté des deux pays de mettre les tensions de côté pour avancer ensemble : « Les deux parties souhaitent malgré tout que les relations diplomatiques s'améliorent. M.Frattini s'est également prononcé en faveur d'un rôle central des Nations unies pour l'après-guerre, rejoignant ainsi la position défendue, entre autres, par Paris »⁷²¹. La France et l'Italie souhaitent tenter de dissiper les tensions bilatérales en renouant le dialogue sur la gestion de l'après guerre en Irak : « Après plusieurs semaines d'affrontement direct sur la légitimité de la guerre et le rôle de l'ONU, Jacques Chirac et Silvio Berlusconi doivent se rencontrer aujourd'hui, en marge du sommet d'Athènes, pour tenter d'aplanir leurs profondes divergences sur la crise irakienne. Première rencontre en tête à tête entre les deux hommes depuis le début du conflit, cette réunion bilatérale vise aussi à préparer le terrain de la présidence tournante italienne de l'Union européenne, au second semestre, en amorçant un « dialogue constructif » entre les deux pays »⁷²². Cependant, Silvio Berlusconi ne semble pas très optimiste et met la pression sur la France pour renouer une relation entre les deux pays : « Mais, après la fracture ouverte entre les axes Paris-Berlin et Washington-Madrid-Rome, le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, n'a pas caché qu'il sera « *très difficile* » de restaurer un climat de concorde entre les Quinze, si le camp des « *anti-guerre* » n'y met pas du sien »⁷²³. Jacques Chirac cherche à renouer le dialogue avec l'Italie et Silvio Berlusconi pour tenter d'améliorer les relations franco-italiennes : « En guise de signal de détente, Jacques Chirac s'est longuement entretenu, par téléphone, lundi soir, avec Silvio Berlusconi pour lui rendre compte, notamment, des résultats du sommet de Saint-Pétersbourg avec Gerhard Schröder et Vladimir Poutine. Selon le porte-parole de Silvio Berlusconi, l'entretien a porté sur « la situation en Irak et les interventions futures dans la région ainsi que sur des questions bilatérales qui feront l'objet d'un approfondissement en marge du sommet européen d'Athènes

⁷¹⁹ *Ibid.*

⁷²⁰ *Ibid.*

⁷²¹ *Ibid.*

⁷²² GASQUET, Pierre. « Jacques Chirac et Silvio Berlusconi tentent de renouer le dialogue sur l'après-guerre ». *Les Echos*, 16 avril 2003.

⁷²³ *Ibid.*

»»⁷²⁴. Malgré une volonté d'apaisement de la part du gouvernement français, les divergences restent importantes avec l'Italie autour du rôle de l'ONU et sur son fonctionnement : « Malgré la volonté d'apaisement que l'on affiche volontiers aujourd'hui, côté français, des divergences de fond subsistent sur la gestion de la reconstruction. Tandis que Jacques Chirac plaide ouvertement pour le « *rôle irremplaçable de l'ONU* », Silvio Berlusconi n'a pas ménagé ses critiques sur le fonctionnement « *anachronique* » des Nations unies, en invitant le Parlement italien à prendre les devants en votant, hier, l'envoi de son propre contingent militaire et civil (de 2.500 à 3.000 personnes) en Irak. « *Aujourd'hui, pas même l'ONU n'est en mesure de s'exprimer concrètement sur la crise irakienne* », a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini »⁷²⁵. Malgré la volonté française de retrouver une relation saine avec l'Italie, les résultats espérés ne sont pas bons et les tensions restent élevées. L'année 2003 est donc une année blanche marquée par un sérieux coup de froid comme le montre la presse française que nous avons citée. Il faudra attendre l'année 2004, après le conflit en Irak pour que les relations s'apaisent entre la France et l'Italie.

⁷²⁴ *Ibid.*

⁷²⁵ *Ibid.*

III/ Des relations apaisées ?

1/ Un léger rapprochement : le sommet du 2 juillet 2004

L'année 2003 marque un coup d'arrêt dans la relation franco-italienne malgré la volonté française de se rapprocher de l'Italie de Silvio Berlusconi. Jacques Chirac souhaite par-dessus tout retisser les liens européennes après les désaccords sur l'intervention américaine en Irak, c'est l'objectif que le président a fixé à ses ministres.

Le Monde évoque la tâche confiée par Jacques Chirac à son premier ministre Jean-Pierre Raffarin dans son article datant du 27 mars 2003 : « En attendant, c'est à Jean-Pierre Raffarin et à ses ministres que revient la mission de concrétiser la perspective optimiste dessinée par M. Chirac. Tâche difficile, d'autant que nombre de membres du gouvernement expriment à mots couverts leurs craintes que les relations avec les partenaires européens soient durablement compromises par la position adoptée par la France dans la crise irakienne »⁷²⁶. Une crainte partagée par Jean-Pierre Raffarin qui semble avoir peur que les conséquences de la guerre en Irak empêchent la France et l'Italie de renouer des relations amicales : « *Qualifié d'européen convaincu* » par l'un de ses ministres, M. Raffarin éprouve, selon le même, une « *inquiétude sincère* » : « *Son premier travail est de colmater les brèches et de ne pas laisser se développer des séquelles insurmontables* »⁷²⁷. Malgré son inquiétude, Jean-Pierre Raffarin lance un appel aux puissances européennes comme l'Italie lors d'un discours le 7 mars à Avignon : « *N'acceptons pas que l'Irak tue l'Europe, n'acceptons pas que Bagdad puisse sacrifier Strasbourg* »⁷²⁸. De son côté, Jacques Chirac veut se montrer optimiste sur l'état des relations européennes qui devraient s'améliorer dans le futur après la crise irakienne : « Jacques Chirac a saisi l'occasion d'afficher, une nouvelle fois, sa "*confiance*" dans l'avenir, se déclarant persuadé que la crise actuelle offrirait à l'Europe la possibilité d'un prochain "*rebond*" »⁷²⁹.

⁷²⁶ Anonyme. « Chirac dépêche ses ministres pour retisser les liens européens ». *Le Monde*, 27 mars 2003.

⁷²⁷ *Ibid.*

⁷²⁸ *Ibid.*

⁷²⁹

Malgré la volonté française de renouer le dialogue avec l'Italie avec la fracture irakienne, un nouvel épisode vient entacher la tentative du gouvernement français. Pour *Le Monde*, Eric Jozsef revient sur ce drôle de malentendu : « Silvio Berlusconi n'a pas reçu de carton d'invitation. Le chef du gouvernement transalpin n'a en effet pas été convié au repas informel qui réunira, samedi, à Berlin, le premier ministre britannique, Tony Blair, le président français, Jacques Chirac et le chancelier allemand Gerhard Schröder. L'Irak et l'Europe seront pourtant au menu des entretiens »⁷³⁰. Il est évident que l'exclusion de Silvio Berlusconi et de l'Italie fait grand bruit dans la presse surtout quand on apprend les thèmes qui sont évoqués lors de cette rencontre. Le gouvernement allemand qui organise ce sommet a voulu clarifier la situation en essayant de désamorcer la polémique : « De part et d'autre, on soutient qu'il ne s'agit aucunement d'une exclusion : « *Le sommet de samedi n'est dirigé contre personne. Il y a des questions importantes à éclaircir entre nos trois pays surtout sur la question irakienne. C'est un travail dans l'intérêt de la présidence italienne de l'UE* », a-t-on fait savoir dans l'entourage du chef du gouvernement allemand »⁷³¹. Silvio Berlusconi n'a pas souhaité mettre de l'huile sur le feu en déclarant que ce repas était une bonne chose pour l'Europe : « *Ce déjeuner informel à Berlin est une bonne chose parce que cela permettra de gommer les difficultés qui étaient apparues entre la France et l'Allemagne d'un côté et la Grande-Bretagne de l'autre* »⁷³². De plus, on apprend que Jacques Chirac a également voulu se montrer rassurant en appelant personnellement Silvio Berlusconi pour revenir sur cette polémique. L'année 2003 n'est donc pas très concluante pour les relations franco-italiennes qui se sont fortement dégradées. Le sommet européen du 12 décembre en est le témoin pour le journal *Le Monde* : « Après une réunion de travail, entre 18 heures et 19 h 30, M. Berlusconi a suspendu les travaux de la conférence intergouvernementale (CIG) jusqu'au samedi. Puis il a reçu les dirigeants européens. Ce fut très court, avec Jacques Chirac ; bien plus long avec le premier ministre polonais, Leszek Miller »⁷³³. On remarque ainsi qu'à la fin de l'année 2003, la relation entre Silvio Berlusconi et Jacques Chirac ne s'est pas améliorée.

Les deux hommes se rencontrent à nouveau lors du vingt-troisième sommet franco-italien qui se déroule à Paris le 2 juillet 2004. Le contexte des relations entre les deux pays ne s'est pas vraiment apaisé malgré le fait que la page Irak soit tournée. Lors de la

⁷³⁰ JOZSEF, Eric. « Berlusconi exclu du sommet à Berlin ». *Le Monde*, 18 septembre 2003.

⁷³¹ *Ibid.*

⁷³² *Ibid.*

⁷³³ *Ibid.*

conférence de presse se tenant à la fin du sommet, Jacques Chirac se veut très rassurant quant à la nature des relations franco-italiennes : « *Mesdames, Messieurs, je n'ai pas besoin de dire que j'étais très heureux de recevoir, à l'occasion de ce 23ème sommet franco-italien, le Président du Conseil, mon ami Silvio Berlusconi et les membres éminents de son Gouvernement. Je leur souhaite la bienvenue, bienvenue aussi aux journalistes italiens, français ou étrangers qui sont venus pour ce point de presse. Vous le savez, il y a une grande cohésion entre la position italienne et la position française dans pratiquement tous les domaines. Cela s'était exprimé pour la réforme constitutionnelle et nous avons décidé de continuer la main dans la main sur la voie de l'Europe* »⁷³⁴. Dans cette conférence de presse, le bilan se veut excellent sur l'entente entre les deux pays pour tenter de renouer une relation cordiale après les différentes tensions : « *Par ailleurs, nos relations économiques sont excellentes, les investissements italiens en France et les investissements français en Italie sont considérables. D'autre part, pour ce qui concerne la France, l'Italie est le quatrième client et le deuxième fournisseur, c'est dire l'étroitesse de nos relations économiques et leur importance. Là encore, nous n'avons pas de divergences de vues* »⁷³⁵. Pour conclure son introduction devant la presse, Jacques Chirac lance un appel amical et cordial à Silvio Berlusconi et l'Italie en rappelant l'étroitesse des liens franco-italiens : « *L'Italie et la France, nations soeurs, si proches par le coeur, par l'histoire, par la culture, doivent toujours construire ensemble et notamment dans le domaine européen, et c'était bien l'esprit de notre réunion de ce matin* »⁷³⁶. Silvio Berlusconi prolonge les propos de Jacques Chirac en transmettant lui aussi un message amical à la France : « *Merci, Monsieur le Président. Comme toujours, on peut passer directement aux questions parce que le Président a déjà tout dit et encore plus que tout. Mais je veux souligner le fait que la volonté italienne d'une collaboration avec la France, que nous voyons comme notre deuxième patrie, est totale* »⁷³⁷.

Cependant malgré les belles paroles des deux hommes, des dossiers provoquent des tensions : le cas Cesare Battisti. C'est d'ailleurs ce dernier élément qui suscite l'attention médiatique comme le montre la question d'un journaliste à Jacques Chirac : « J'aurais souhaité vous poser une question sur l'affaire BATTISTI, puisqu'au-delà de la décision de la cour d'appel de Paris, il vous appartiendra d'enclencher ou non une procédure d'extradition à

⁷³⁴ Anonyme. Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et de M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil italien, sur la coopération franco-italienne, notamment sur les questions européennes. *Vie publique*, 2 juillet 2004.

⁷³⁵ *Ibid.*

⁷³⁶ *Ibid.*

⁷³⁷ *Ibid.*

l'égard de Cesare Battisti. On aurait aimé savoir, si possible, qu'elles étaient vos intentions, et dans l'hypothèse où vous décideriez que M. Battisti doit être extradé, qu'est-ce qui justifierait, aujourd'hui, la modification d'une politique qui était en vigueur, en France, depuis vingt ans ? »⁷³⁸. Un élément de tension entre la France et l'Italie car le gouvernement français refusait pour le moment l'extradition du terroriste italien venu se réfugier en France. La déclaration de Jacques Chirac est attendue par l'Italie et par la presse pour savoir si oui ou non la France va accepter d'extrader Cesare Battisti. Jacques Chirac répond : « *M. Battisti a été condamné, c'était, je crois, en 1993, définitivement, par la justice italienne, pour plusieurs assassinats et crimes de sang. S'agissant de la question de son extradition, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris y a donné une suite favorable. Maintenant, je voudrais simplement ajouter que, sur le plan général, nous sommes aujourd'hui dans un espace judiciaire européen, un espace judiciaire commun. Et si une personne a été condamnée, pour des crimes de nature terroriste, en particulier dans une démocratie et un Etat de droit, il est évidemment de notre devoir et de notre responsabilité de répondre favorablement à une demande d'extradition* »⁷³⁹. L'autre point de tension entre les deux hommes est la gestion du cas Saddam Hussein. Un journaliste questionne les deux hommes sur le procès de Saddam Hussein : « Je voudrais connaître votre appréciation, vos sentiments s'agissant du procès qui a commencé hier et la mise en accusation qui a eu lieu hier contre l'ex-président iraquien Saddam Hussein »⁷⁴⁰. Jacques Chirac semble embarrassé par la question du journaliste sur ce sujet. Il répond mais de manière très succincte à la question : « *Laissons maintenant la justice iraquienne continuer son action* »⁷⁴¹. De son côté, Silvio Berlusconi appuie les propos de son homologue pour montrer l'amélioration des relations franco-italiennes : « *Et de mon côté, même chose. Nous avons donné au gouvernement d'Irak sa souveraineté, donc il faut qu'il exerce sa souveraineté, selon les lois de ce nouvel État d'Irak* »⁷⁴².

Dans la presse française, le bilan est moins positif que dans le discours des deux chefs d'Etats. *Le Monde* mentionne les divergences politiques entre la France et l'Italie qui continue de polluer la relation entre les deux pays : « Il y a eu bien sûr la guerre en Irak, où Silvio Berlusconi et Jacques Chirac se sont rangés dans des camps opposés. Mais aussi les attaques de Rome contre un "directoire" franco-germano-britannique en Europe, ce qui a

⁷³⁸ *Ibid.*

⁷³⁹ *Ibid.*

⁷⁴⁰ *Ibid.*

⁷⁴¹ *Ibid.*

⁷⁴² *Ibid.*

conduit l'Italie à rejeter le candidat de Paris et de Berlin à la présidence de la Commission européenne. La presse italienne a aussi rapporté que M. Berlusconi avait été ulcéré de ne pas avoir été invité, avec les autres grands dirigeants mondiaux, aux cérémonies du 60e anniversaire du Débarquement, début juin en Normandie »⁷⁴³. Les relations franco-italiennes s'améliorent très légèrement à l'issue de ce sommet entre les deux pays même si l'on remarque que les tensions subsistent et que le passif est lourd malgré la bonne volonté française et italienne. Catherine Colonna, la porte-parole de l'Elysée souhaite dépasser les conflits franco-italiens évoqués par *Le Monde* pour avancer ensemble sur des sujets bilatéraux importants : « *L'Italie est pour la France un partenaire de premier plan en Europe et que son engagement européen est constant. Les deux pays feront le point des grands projets de coopération : la liaison ferroviaire Lyon-Turin, un projet emblématique qui doit être réalisé à l'horizon 2015-2018 pour un coût de 12,5 milliards d'euros, les projets dans l'aéronautique et dans l'armement, et la lutte contre l'immigration clandestine* »⁷⁴⁴. Il est évident que l'extradition de Cesare Battisti permet à la France d'envoyer un signal à l'Italie, mettons nos divergences de côté pour avancer main dans la main ensemble. Cette volonté s'exprime par la mise en place d'un séminaire fréquent entre les deux pays pour renforcer les relations franco-italiennes : « A l'image de cette coopération judiciaire, Jacques Chirac et Silvio Berlusconi se sont efforcés de surmonter leurs divergences. Paris et Rome ont ainsi décidé d'instaurer "un échange constant" entre les deux gouvernements, en créant "un séminaire gouvernemental régulier" comme il en existe avec l'Espagne, la Russie ou le Maroc »⁷⁴⁵.

L'historien spécialiste des rapports franco-italiens ne semble pas faire le même bilan que les deux chefs d'Etats sur l'état des relations entre les deux pays. Pour lui, ce sommet à Paris n'amène pas vraiment vers une amélioration des relations franco-italiennes. Le sommet a pour unique but de se montrer rassurant sur l'état actuel et futur des relations entre la France et l'Italie : « Ce sommet sert surtout à un affichage pour rappeler l'entente entre la France et l'Italie et les différents cadres de coopération, bilatéraux ou multilatéraux. L'heure est à la réconciliation formelle, même si, sur le fond, les convergences n'émergent pas vraiment. Que l'étiage est bas entre les deux pays ! Mais l'exercice du sommet bilatéral sert à

⁷⁴³ Anonyme. « Ouverture du sommet franco-italien à Paris ». *Le Monde*, 2 juillet 2004.

⁷⁴⁴ *Ibid.*

⁷⁴⁵ Anonyme. « MM. Berlusconi et Chirac opèrent un léger rapprochement ». *Le Monde*, 2 juillet 2004.

sauver la forme et à maintenir un minimum de communication et de vision partagée »⁷⁴⁶. Georges Abou prolonge un peu les propos de Jean-Pierre Darnis sur ce sommet franco-italien. Il insiste sur l'état réel de la relation franco-italienne en évoquant l'antipathie qu'ont les deux hommes l'un pour l'autre : « Le climat entre Paris et Rome n'est pas excellent et les relations personnelles entre les deux chefs d'Etat sont plutôt mauvaises. Silvio Berlusconi ne partage pas avec son homologue français la même conception des relations internationales. Alors que le premier est franchement atlantiste, le second s'affiche résolument européen. Les deux hommes se sont notamment opposés sur la conduite à tenir vis-à-vis de l'Irak »⁷⁴⁷. Ainsi malgré un léger rapprochement voulu par les deux pays, on constate que les relations franco-italiennes sont loin d'être au beau fixe en raison du contexte encore récent qui pèse encore.

(Sommet franco-italien, 2 juillet 2004, Paris)



(<https://www.alamyimages.fr/italian-prime-minister-silvio-berlusconi-l-shared-a-laugh-with-french-president-jacques-chirac-upon-his-arrival-at-the-elysee-palace-in-paris-2004-image380975288.html>)

⁷⁴⁶ DARNIS, Jean-Pierre. L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011. *Cahiers de la Méditerranée*, 2014.

⁷⁴⁷ ABOU, Georges. « Parenthèse parisienne pour Berlusconi ». *Radio France internationale*, 2 juillet 2004.

2/ Le retour des tensions ?

Deux ans après le début de l'intervention américaine en Irak qui a vu la France et l'Italie s'éloigner en raison d'une prise de position différente. Un léger rapprochement s'effectue entre la France de Jacques Chirac et l'Italie de Silvio Berlusconi autour de la candidature de la Turquie pour intégrer l'Union Européenne que les deux hommes défendent ensemble : « Jacques Chirac a réaffirmé son soutien à l'intégration européenne de la Turquie lors d'une conférence de presse conjointe avec le chef de gouvernement italien, Silvio Berlusconi, à l'Elysée. Le président français a souligné que le processus d'adhésion serait long et difficile, et que l'issue n'en était pas acquise. *"Est-ce qu'elle pourra y arriver ? Je n'en sais rien (...). C'est une affaire de dix à quinze ans minimum"*, a-t-il souligné, invitant Ankara *"à faire tous les efforts nécessaires"* pour intégrer l'acquis communautaire »⁷⁴⁸. Jacques Chirac estime l'intégration de la Turquie comme une chose bénéfique pour le futur de l'Europe : « *Nous voulons laisser à nos enfants un espace aussi large que possible où soient réellement enracinées la paix et la démocratie"*, nous voulons aussi que cette Europe soit forte/ Le peuple turc apporte une puissance considérable et donne à l'Europe la dimension nécessaire pour exister dans le monde de demain »⁷⁴⁹. Silvio Berlusconi a approuvé les propos de Jacques Chirac tout en saluant au passage la déclaration de son homologue français : « *Ce serait impardonnable de dire non à la Turquie. La Turquie est devenue un pays laïc, elle s'est donné une Constitution laïque. On ne peut pas laisser passer l'occasion d'établir un pont entre l'Occident et le monde musulman* »⁷⁵⁰. L'Irak a divisé la France et l'Italie mais la Turquie semble rapprocher les deux pays. Un léger rapprochement visible lors du vingt-quatrième sommet franco-italien.

La rencontre franco-italienne a lieu à Paris, le 4 octobre 2005. Comme ce fut le cas lors des derniers sommets franco-italiens, les deux hommes se veulent rassurants sur la nature des relations entre les deux pays. Jacques Chirac insiste sur la qualité des liens entre la France et l'Italie tout en rappelant le contexte difficile : « *C'est pour moi aussi l'occasion de souligner l'importance, la cordialité et l'étroitesse des relations qui exigent, de notre part, un suivi permanent dans une période difficile des relations entre l'Italie et la France. Elles ont*

⁷⁴⁸ Anonyme. « A Paris, Jacques Chirac et Silvio Berlusconi défendent la candidature turque à l'UE ». *Le Monde*, 4 avril 2005.

⁷⁴⁹ *Ibid.*

⁷⁵⁰ *Ibid.*

toujours été, chacun le sait, excellentes »⁷⁵¹. Silvio Berlusconi appuie les propos de son homologue en ajoutant que les relations franco-italiennes n'ont jamais été aussi bonnes : « *Ayant maintenant plusieurs années d'expérience en matière de relations franco-italiennes, je dirai que, jamais comme aujourd'hui, nous avons eu une vision aussi proche, des sentiments en commun sur l'Europe et les problèmes internationaux. Notre collaboration est plus étroite que jamais* »⁷⁵². Les deux pays cherchent à tourner la page mais la guerre est encore au menu du sommet franco-italien. Les journalistes présents sur place passent au-dessus de la communication des deux hommes sur les relations entre la France et l'Italie pour les questionner sur la guerre en Irak qui cristallise encore les tensions : « *Il existe encore une divergence au sujet de l'Irak. Est-ce que vous en avez parlé, parce que les soldats italiens sont encore stationnés en Irak avec les Anglais et les Américains ?* »⁷⁵³. Silvio Berlusconi a souhaité prendre la parole pour évoquer la prise de position de l'Italie sur ce sujet en déclarant vouloir retirer les troupes italiennes : « *Effectivement, nous en avons parlé, bien sûr. Nous avons partagé nos opinions concernant l'avenir de l'Irak, l'avenir d'un pays démocratique, libre, autonome, indépendant. Un pays qui doit savoir gérer seul son propre ordonnancement public. C'est indispensable pour qu'il y ait une véritable démocratie. Nous sommes tous les deux convaincus que le processus pour aller dans cette direction ne pourra s'achever que lorsqu'il n'y aura plus de soldats étrangers, et quand l'ordre public et la sécurité et la défense des frontières iraqiennes seront garanties. L'Italie a annoncé un retrait progressif des troupes stationnées dans ce pays, et ce retrait a d'ailleurs commencé avec un premier contingent de trois cents militaires en moins* »⁷⁵⁴. Jacques Chirac semble se réjouir de cette prise de décision italienne qui permet aux deux pays de pouvoir tourner la page : « *Nous avons pu avoir une divergence d'analyse à l'origine. Tout cela est passé. Sur l'analyse de la situation actuelle et la nécessité de tout faire pour que l'Irak reprenne son destin en mains et conserve son unité, nous sommes entièrement d'accord et nous n'avons pas du tout de divergences de vues* »⁷⁵⁵.

Il était important selon moi d'évoquer et de montrer les efforts entrepris par la France et l'Italie pour améliorer les relations franco-italiennes. Les tensions autour de la guerre en Irak semblent se dissiper progressivement. Cependant, les relations entre la France et l'Italie

⁷⁵¹ Anonyme. Conférence de presse conjointe de Jacques Chirac et Silvio Berlusconi sur les relations franco-italiennes, la situation en Irak et l'avenir de l'Union européenne. *Vie publique*, 4 octobre 2005.

⁷⁵² *Ibid.*

⁷⁵³ *Ibid.*

⁷⁵⁴ *Ibid.*

⁷⁵⁵ *Ibid.*

ne sont pas un long fleuve tranquille et de nouvelles tensions vont faire leur apparition. Une série de contentieux économiques apparaissent et deviennent des obstacles aux bonnes relations entre les deux pays. Au mois de janvier, un séminaire franco-italien se tient à Rome pour régler un contentieux économique entre la France et l'Italie : « Au cours du séminaire franco-italien qui s'est tenu mardi 25 janvier à Rome, le premier ministre français et son homologue italien se sont mis d'accord sur nombre de sujets économiques. Un séminaire gouvernemental destiné à aplanir une série de contentieux économiques devenus des obstacles aux bonnes relations entre les deux pays, en particulier la réforme du pacte de stabilité et le cas EDF »⁷⁵⁶. Cette épineuse question du gel des droits de vote d'EDF au sein d'Edison intéresse la presse française mais également Jean-Pierre Darnis. C'est un sujet qui montre que malgré l'amélioration des relations entre les deux pays, certains sujets économiques handicapent et parasitent les relations bilatérales : « La présence à Rome du président d'EDF, Pierre Gadonneix, illustre l'importance accordée au dossier EDF-Edison. Ce séminaire montre combien cet épineux dossier industriel est au centre de la relation bilatérale. Il est ici particulièrement significatif d'observer l'utilité de l'action diplomatique intergouvernementale pour la résolution d'un conflit lié à l'action de sociétés de droit privé mais dont les États respectifs sont actionnaires »⁷⁵⁷. Un conflit que souhaite régler Jacques Chirac en envoyant son premier ministre en Italie pour garder une bonne relation avec l'Italie : « *“Le chef de l'Etat m'a dit de faire en sorte que ce voyage renforce l'alliance entre les deux pays en oubliant ce conflit économique”*, a expliqué M. Raffarin dans un entretien publié mardi par le quotidien économique italien *Il Sole 24 Ore* »⁷⁵⁸.

A l'image de l'affaire EDF Edison, d'autres conflits économiques voient le jour entre la France et l'Italie, handicapant la relation entre les deux pays. Jean-Michel Bezat revient sur la tentative d'achat de Suez par le groupe italien Enel pour *Le Monde*. Cette tentative provoque de vives tensions entre la France et l'Italie : « Mercredi, c'est l'italien Enel, jusqu'à présent très discret, qui a créé la surprise. Ce groupe, détenu à 32 % par l'Etat italien, a annoncé qu'il n'excluait pas de lancer une OPA sur le français Suez afin de mettre la main sur Electrabel, détenu à 100 % par le groupe Suez depuis décembre 2005. Cette annonce d'Enel, qui a entraîné une forte valorisation du titre Suez mercredi (+ 5,6 %, à 31,89 euros), a surpris

⁷⁵⁶ Anonyme. « "Stratégie commune" entre la France et l'Italie sur le pacte de stabilité ». *Le Monde*, 25 janvier 2005.

⁷⁵⁷ DARNIS, Jean-Pierre. L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011. *Cahiers de la Méditerranée*, 2014.

⁷⁵⁸ Anonyme. « "Stratégie commune" entre la France et l'Italie sur le pacte de stabilité ». *Le Monde*, 25 janvier 2005.

les analystes. Ils voient mal le PDG du groupe français, Gérard Mestrallet, se laisser dépouiller d'un secteur de l'énergie qui représente désormais les trois quarts de l'activité de son groupe »⁷⁵⁹. Cette offre publique d'achat provoque de vives tensions entre la France et l'Italie comme le démontre la réaction de Dominique de Villepin : « *L'OPA serait forcément hostile et se heurterait à un refus des autorités et des opinions publiques française et belge* »⁷⁶⁰. Selon le quotidien italien *La Stampa*, le Premier ministre Dominique de Villepin aurait prévenu le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, que « *L'OPA d'Enel serait jugée inacceptable par les autorités françaises* »⁷⁶¹. Malgré la réaction de Dominique de Villepin, Jacques Chirac qui s'est à quel point la relation franco-italienne est fragile n'a pour le réagi que par le biais de son entourage : « L'entourage de Jacques Chirac parle d'une "*menace d'OPA*" »⁷⁶². En réaction à cette tentative d'OPA, le groupe français d'énergie Suez envisage une alliance avec Gaz de France pour tenter de faire capoter l'OPA d'Enel : « Pour échapper à une éventuelle OPA hostile de l'italien Enel, Suez accélère ses réflexions sur un rapprochement avec Gaz de France »⁷⁶³. L'intérêt de l'article est surtout la réaction de Silvio Berlusconi qui montre que la relation franco-italienne semble être impactée par ce conflit économique : « Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a réclamé à la France la même neutralité en cas d'OPA d'Enel sur Suez que celle dont a fait preuve Rome dans l'OPA lancée par la banque français BNP-Paribas sur l'italienne BNL. Il a indiqué en avoir parlé avec son homologue, français Dominique de Villepin, mais aussi avec le président Jacques Chirac »⁷⁶⁴.

Le Monde rédige plusieurs articles sur le sujet pour montrer les tensions franco-italiennes autour de l'affaire Suez : « La perspective d'une telle OPA hostile va créer un nouveau contentieux politique entre Paris et Rome - moins d'un an après le règlement du grave différend qui les avait opposés sur le rachat de 50 % d'Edison par EDF »⁷⁶⁵. Cette fois-ci, Jacques Chirac a réagi sur cette affaire en défendant les intérêts français contre cette tentative d'OPA : « Jacques Chirac et Dominique de Villepin ont fait savoir aux autorités de la Péninsule, mercredi, leur hostilité à un rachat de Suez par Enel, qu'ils considéreraient

⁷⁵⁹ BEZAT, Jean-Michel. « L'italien Enel convoite Suez et veut devenir le numéro deux de l'électricité en France ». *Le Monde*, 23 février 2006.

⁷⁶⁰ *Ibid.*

⁷⁶¹ *Ibid.*

⁷⁶² *Ibid.*

⁷⁶³ Anonyme. « Menacé d'OPA, Suez envisage une alliance avec Gaz de France ». *Le Monde*, 24 février 2006.

⁷⁶⁴ *Ibid.*

⁷⁶⁵ BEZAT, Jean-Michel. « Suez souhaite se marier avec Gaz de France face au risque d'un raid hostile de l'italien Enel ». *Le Monde*, 24 février 2006.

comme une agression contre la France. A Rome, on rappelle en effet que les autorités italiennes ne se sont pas opposées au récent. Les Italiens n'oublient surtout pas que, dans le secteur de l'énergie, ils ont ouvert la porte à EDF »⁷⁶⁶. Enfin, on constate que cette affaire vient littéralement pourrir les relations franco-italiennes comme le montre Jean-Jacques Bozonnet. Le gouvernement italien semble être particulièrement furieux contre le gouvernement français qui tente de faire annuler cette tentative d'achat : « Le gouvernement italien a très mal réagi à ce que la presse dominicale a qualifié de "gifle française à l'Italie". Le ministre de l'Industrie, Claudio Scajola, a aussitôt décommandé le voyage qu'il devait effectuer, lundi 27 février, à Paris, pour y rencontrer son homologue, François Loos »⁷⁶⁷. Les deux hommes devaient se rencontrer mais le gouvernement italien a annulé la rencontre pour montrer son mécontentement. La demande de Silvio Berlusconi sur la neutralité du gouvernement français dans cette affaire n'a pas été écoutée ce qui provoque la colère de l'Italie : « Giulio Tremonti, ministre de l'Economie et des Finances, a comparé la situation créée par le choix français à celle d'août 1914 : "*A l'époque, personne ne voulait la guerre, mais la guerre s'est faite*", a-t-il déclaré. L'irritation est d'autant plus grande que BNP Paribas est en train de prendre le contrôle de Banco Nazionale del Lavoro (BNL) »⁷⁶⁸. Ainsi, comme nous pouvons le voir, cette affaire dégrade grandement l'état des relations franco-italiennes. Le léger rapprochement qui s'est effectué entre la France et l'Italie en 2004 est déjà remis en cause par les tensions que provoque l'affaire Suez.

⁷⁶⁶ *Ibid.*

⁷⁶⁷ BOZONNET, Jean-Jacques. « Rome dénonce "un nouveau signal épouvantable" de la France à l'Europe ». *Le Monde*, 27 février 2006.

⁷⁶⁸ *Ibid.*

3/ La ligne TGV Lyon-Turin : une réussite franco-italienne

Depuis l'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi en 2001, la relation franco-italienne oscille entre le bon et le mauvais. Les tensions sont nombreuses : la guerre en Irak, l'affaire EDF Edison et l'OPA de l'italien Enel. De plus, il est évident que la relation entre Jacques Chirac et Silvio Berlusconi est mauvaise car le passif entre les deux hommes n'arrange pas la situation. Malgré tout, les relations franco-italiennes ont permis quelques avancées importantes pour les deux pays. C'est le cas du projet de la ligne TGV Lyon-Turin qui est une réussite franco-italienne.

Ce projet d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin voit le jour en 1987 dans la tête des deux gouvernements : « En 1987 a été avancée l'idée d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin soutenue par les collectivités locales ainsi que par les gouvernements de Paris et de Rome »⁷⁶⁹. Un projet qui a pour but de faciliter les deux pays dans les échanges que ce soit des marchandises ou des êtres humains : « Le TGV Lyon-Turin devait permettre à la fois le transport des passagers et le ferroutage, de manière à désengorger les deux principales voies d'accès routier de la France à l'Italie que sont les tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus »⁷⁷⁰. Longtemps, la liaison TGV reste à l'état de projet sans grande évolution comme le montre Théo Mercadier pour *La Croix* : « La ligne à grande vitesse (LGV) entre l'Italie et la France est un projet de construction pharaonique qui mêle diplomatie européenne, politique intérieure italienne, écologie et intérêts industriels. C'est aussi un serpent de mer qui grandit au fil des décennies. qui attendra l'année 1994 pour être décidés par les chefs d'État de l'UE »⁷⁷¹.

Un projet qui met du temps avant de réellement se concrétiser par des actes du côté français et du côté italien. Il faudra attendre le sommet franco-italien du 29 janvier 2001 à Turin pour obtenir un accord officiel entre les deux pays : « Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne confirment avoir trouvé un accord pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin en prenant acte des recommandations que leur a faites la Commission intergouvernementale dans son rapport du

⁷⁶⁹ TARTAGLIA, Angelo. « Un TGV transalpin très contesté ». *Le Monde diplomatique*, 15 mai 2007.

⁷⁷⁰ *Ibid.*

⁷⁷¹ MERCADIER, Théo. « Le TGV Lyon-Turin, catalyseur de la crise politique italienne ». *La Croix*, 9 août 2019.

15 janvier 2001, en application des décisions intervenues lors du sommet franco-italien du 29 janvier 2001 à Turin »⁷⁷². Dans ce communiqué, les deux gouvernements semblent heureux d'annoncer enfin un accord près de 14 ans après que l'idée d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Italie voit le jour : « Les Gouvernements français et italien se félicitent de la qualité des études réalisées sous l'égide de la Commission intergouvernementale franco-italienne (CIG), chargée de la section internationale du projet de nouvelle liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin »⁷⁷³. La France et l'Italie ont également communiqué le planning du projet qui doit se dérouler en plusieurs phases : « A cet effet est également décidé l'engagement, à compter de 2001, d'une première phase du projet, comprenant le lancement d'un nouveau programme de travail qui s'achèvera dans les meilleurs délais et en toute hypothèse au plus tard en 2006 »⁷⁷⁴.

Malgré les nombreux conflits qui polluent les relations franco-italiennes, le projet Lyon-Turin reste à l'ordre du jour pour la France et l'Italie même en temps de crise. La guerre en Irak qui divise les deux pays ne ralentissent pas la mise en place du projet ferroviaire entre Lyon et Turin : « Jean-Pierre Raffarin a confirmé jeudi à Silvio Berlusconi l'engagement de la France de construire dans le calendrier prévu la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin. « *J'ai confirmé, en ce qui concerne le projet Lyon-Turin, les engagements de la France. Nous sommes très motivés sur ce projet* », a déclaré le Premier ministre français à l'issue d'un déjeuner avec son homologue italien »⁷⁷⁵. Même son de cloche du côté italien, Silvio Berlusconi a affirmé son attachement pour ce projet à son homologue français : « De son côté, Silvio Berlusconi a assuré que la ligne serait construite d'ici 2012 »⁷⁷⁶. L'Irak qui fracture la relation franco-italienne n'a pas d'impact sur ce projet bilatéral qui est l'une des réussites débouchant des relations entre la France et l'Italie.

Malgré la volonté française et italienne, le projet rencontre des difficultés en Italie en raison du tracé de la ligne TGV qui ne plaît pas aux habitants de la vallée de la Susse. Silvio Berlusconi a pris la parole pour exprimer sa volonté de faire aboutir ce projet coûte que coûte et ceux malgré les contestations : « Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a confirmé, jeudi 8 décembre, sa volonté de faire passer la ligne de TGV Lyon-Turin dans la

⁷⁷² Anonyme. « Accord du 29 janvier 2001 sur la liaison européenne Lyon-Turin ». *La Transalpine*, 29 janvier 2001.

⁷⁷³ *Ibid.*

⁷⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁷⁵ Anonyme. « Paris confirme pour Lyon-Turin ». *Le Nouvel Obs*, 10 juin 2003.

⁷⁷⁶ *Ibid.*

vallée de la Suse malgré la multiplication des manifestations contre le projet, jugé trop coûteux et peu utile, et perçu comme une menace pour l'environnement »⁷⁷⁷. Le Cavaliere a insisté auprès des italiens sur l'importance de ce projet franco-italien tout en déclarant que l'impact environnemental a été pris en compte : « *Le TGV est un chantier franco-italien auquel nous tenons particulièrement, il est impossible de renoncer et toutes les garanties ont été prises sur le plan de l'environnement* »⁷⁷⁸. Finalement, ce ne sont pas les mauvaises relations entre Silvio Berlusconi et Jacques Chirac mais bien les Italiens qui ralentissent la mise en place de ce projet de liaison ferroviaire : « Nuit et jour, ils veillent pour protéger leur montagne. Installés sur un campement de fortune, sur la route de Venaus, une dizaine d'anti-TAV (TGV) préparent la grande manifestation de protestation organisée demain à Turin. De l'autre côté du chemin, des policiers se relaient pour empêcher d'accéder à la montagne »⁷⁷⁹. En réaction, Silvio Berlusconi a été dans l'obligation de devoir repousser les travaux mais les militants continuent de freiner le projet : « Malgré la récente décision du gouvernement Berlusconi de repousser les travaux préparatoires au Lyon-Turin, habitants, écologistes et anarchistes de la vallée de Suse (Italie) restent déterminés à faire barrage au projet de ligne à grande vitesse »⁷⁸⁰.

Pour Théo Mercadier, journaliste pour *La Croix*, Silvio Berlusconi est à l'origine des contestations qui ont freiné le chantier : « Du côté de l'Italie, la controverse est vieille comme le projet. En 2005 notamment, d'importantes manifestations avaient secoué le pays pour protester contre le gouvernement du premier ministre de l'époque, Silvio Berlusconi, qui n'avait pas jugé utile de consulter la population avant de donner son feu vert à la ligne »⁷⁸¹. C'est l'une des raisons mentionnées par la presse française pour expliquer la colère des habitants de la vallée. Ils reprochent au chef du gouvernement de ne pas les avoir consultés lors de la prise de décision avec la France. C'est le cas de Nilo Durbano, le maire socialiste de la commune de Venaus qui déclare son opposition au projet : « *Ce tracé a été imposé à la vallée sans la moindre concertation. Aujourd'hui, il faut un dialogue pour trouver d'autres solutions au trafic routier* »⁷⁸². Cependant, l'opposition ne vient que d'une partie de la population de la vallée comme le montre la réaction de Peppino Vanara, directeur d'un hôtel à

⁷⁷⁷ Anonyme. « TGV Turin-Lyon : Berlusconi reste déterminé ». *Le Monde*, 9 décembre 2005.

⁷⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁷⁹ Anonyme. « De la friture sur la ligne Lyon-Turin ». *20 Minutes*, 16 décembre 2005.

⁷⁸⁰ *Ibid.*

⁷⁸¹ MERCADIER, Théo. « Le TGV Lyon-Turin, catalyseur de la crise politique italienne ». *La Croix*, 9 août 2019.

⁷⁸²

Suse : « *Il n'y a pas de travail ici. Ce projet peut nous en donner pour quinze ans. La ligne sera construite* »⁷⁸³. Cependant, malgré son adhésion au projet, il semble être d'accord avec l'opposition qui fustige l'attitude de Silvio Berlusconi : « *Le projet Lyon-Turin aurait pu se faire sans heurts si la population avait été correctement consultée par Silvio Berlusconi* »⁷⁸⁴. Malgré les nombreuses difficultés qui ont parasité la relation franco-italienne, le projet de la ligne TGV entre Lyon et Turin a tenu bon. Après avoir fait le bilan des relations entre la France et l'Italie qui oscillent entre le bon et le mauvais, je trouvais intéressant de montrer que les sommets bilatéraux ont parfois été des réussites malgré les tensions. La ligne TGV Lyon-Turin est un succès pour la France et l'Italie qui ont réussi à mettre les tensions de côté pour mettre en place un projet commun bénéficiant aux deux pays.

(Manifestation dans la vallée de Suse, Italie, 2005)



(<https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-storitalia/20111225.RUE4148/le-tgv-lyon-turin-il-ne-sert-a-rien.html>)

⁷⁸³ *Ibid.*

⁷⁸⁴ *Ibid.*

Conclusion

Conclusion

L'étude de cas que nous venons de réaliser avait pour objectif de reprendre les images et les représentations de la presse française autour du « phénomène Berlusconi », de son arrivée en 1994 à son retour au pouvoir en 2001. Comme nous l'avons vu lors de la première partie, le Cavaliere est diabolisé avant même de faire son apparition en politique dès son entrée dans le milieu télévisuel français avec la Cinq. Pour les médias français, Silvio Berlusconi a apporté avec lui une télévision poubelle, dégradante et sexiste, qui ne s'adapte pas à la culture française. Son empire médiatique et sa mainmise sur les médias italiens ont inquiété la presse française tout au long de son parcours, en considérant Berlusconi comme une menace pour la démocratie. Sa victoire lors des élections législatives du 27 et 28 mars 1994 est expliquée par son pouvoir médiatique et les journalistes français voient en lui une forme d'anomalie, une anomalie propre à un pays où tout peut arriver, même le pire. Une autre explication peut être donnée pour étayer les critiques à l'encontre de Berlusconi : il a bouleversé la manière de faire de la politique, en s'appuyant sur son parti Forza Italia. Le Cavaliere a su utiliser les ressources venant de son empire médiatique pour proposer une nouvelle offre politique aux électeurs. Silvio Berlusconi a ainsi occupé le vide politique grâce à une idéologie construite dans son entreprise, combinant le discours du management et les techniques de la télévision commerciale.

Pour la presse française, Berlusconi est une anomalie car il est venu bouleverser les règles de la compétition politique, mais aussi parce qu'il n'est pas un homme politique "de profession". Il a été également très critiqué lors de son premier mandat, accusé de gouverner en fonction de ses intérêts. Il reste ainsi l'entrepreneur qui gouverne pour préserver son empire médiatique, il ne semble pas pris au sérieux par les médias français en 1994. Il faudra attendre 2001 pour que Silvio Berlusconi soit mieux interprété et analysé par la presse et par les spécialistes. La diabolisation du leader de Forza Italia provient également de ses alliances avec l'extrême droite en 1994 et en 2001, qui ont fortement dégradé son image dans la presse. On voit en lui le responsable du retour du fascisme en Italie, notamment lorsqu'il nomme des ministres néo-fascistes lors de la composition de son gouvernement ou bien qu'il propose d'autoriser les policiers à tirer sur les migrants clandestins lors de la campagne en 2001. Silvio Berlusconi n'est pas jugé comme un homme d'extrême droite pour les spécialistes

comme Pierre Musso, qui le considère plus comme un opportuniste, venu occuper le vide laissé par l'opération « Mains propres »⁷⁸⁵. Même analyse en 2001 où Alberto Toscano voit en lui un grand opportuniste, prêt à tout pour être élu quitte à choquer l'opinion par ses propos : « *C'est un homme pour qui les valeurs ne comptent pas. Il choisit ce qui l'intéresse, il entre en politique parce qu'il craint pour son empire. C'est un homme d'un cynisme total et qui est prêt à tout* »⁷⁸⁶.

Une autre facette de Berlusconi dans la presse est celle d'un populiste. Il serait le créateur d'une forme de « populisme médiatique », s'articulant sur l'utilisation médiatique de son empire. Ainsi, sa communication politique et ses prises de paroles sont une forme de populisme pour les médias français et pour certains politologues. A travers l'image de Berlusconi, c'est aussi celle de l'Italie qui semble subir les critiques et les jugements de la presse française. L'Italie de Berlusconi est en quelque sorte le pays des controverses, de l'irrationalité, où la vie politique ne ressemble à aucune autre. L'actualité politique italienne s'apparente ainsi à une extraordinaire pièce de théâtre où les hommes politiques qui sont des acteurs déchaînés évoluent dans l'irrationalité totale⁷⁸⁷. Ainsi, pour les médias français, Silvio Berlusconi représente toute l'image négative de l'Italie en France, celle de l'exubérance, du machisme et de l'extravagance. La diabolisation de Silvio Berlusconi et son image négative viennent également de ses procès, et des démêlés avec la justice qui lui collent à la peau. Sa lutte contre la justice italienne qu'il déclare partisane et politisée dégrade encore un peu plus son image, déjà très négative, dans la presse française. De plus, ses liens présumés avec la Mafia noircissent le tableau, Berlusconi est alors parfois décrit comme un corrupteur et même comme un malfaiteur par les médias français. Il est évident que les clichés et les stéréotypes français ont influencé les représentations françaises du « phénomène Berlusconi ».

L'objectif de la deuxième partie de notre étude de cas était de travailler sur les représentations et les images de Silvio Berlusconi sur une autre période de sa carrière politique. Le bilan ressemble à tout point à ce que nous rapportions précédemment. L'omniprésence de la justice dans les articles de la presse à son sujet font que Silvio Berlusconi est constamment assimilé à la corruption et l'illégalité, ce qui donne évidemment une image peu flatteuse du Cavaliere : « Toute la carrière politique de Berlusconi est rythmée

⁷⁸⁵ LASSERRE, Anne-Sophie. « *Les représentations de Silvio Berlusconi en France de 1994 à 2006* ». Mémoire de Master 1ère année. Histoire contemporaine. Toulouse 2, 2007.

⁷⁸⁶ « Berlusconi : Il Cavaliere – Le débat ». *Public Sénat*. Dailymotion, 2013.

⁷⁸⁷ LAZAR, Marc « Transition à l'italienne ». *Libération*, 12 janvier 1995.

par les accusations , les procès pour corruption, fraude fiscale et blanchiment d'argent dans la presse »⁷⁸⁸. Les doutes qui gravitent autour de l'origine de sa fortune sont toujours d'actualité en 2001, c'est un thème récurrent dans la presse française. Sept ans après son arrivée en politique, la presse cherche encore à tisser des liens entre la Mafia sicilienne et le leader de Forza Italia. Silvio Berlusconi est ainsi assimilé à une forme de mafieux en col blanc qui aurait eu recours à des pratiques illégales pour s'enrichir et pour réussir en politique : « Les liens entre Silvio Berlusconi et la mafia, en particulier Cosa Nostra, la Mafia sicilienne, n'ont jamais été confirmés. Cela n'a pourtant pas empêché de nombreux journaux français de faire des parallèles. Les liens supposés entre Berlusconi et la Mafia sicilienne sont aussi évoqués, de façon simpliste, car la Sicile est « le grenier à voix » du président du Conseil. En 2001, il y avait fait le plein »⁷⁸⁹. C'est un homme aux controverses dans la presse française, que ce soit du point de vue judiciaire, mais aussi du point de vue politique. L'un des thèmes les plus fréquemment identifiables dans les articles de presse que nous avons utilisés, c'est le conflit d'intérêt. En accédant au pouvoir, il peut gouverner en fonction de ses intérêts personnels, que ce soit en justice ou pour préserver son empire. De plus, il est toujours perçu comme une menace pour la démocratie italienne en raison de la concentration des pouvoirs en sa possession lors de son arrivée en responsabilité en 2001. Son alliance avec l'extrême droite italienne en 2001 inquiète la presse française et la presse internationale qui voit Silvio Berlusconi et ses alliés comme une menace pour la démocratie italienne en raison de son programme politique. Il est également perçu comme une menace pour la liberté des médias et pour la liberté d'expression en Italie par la presse française, qui se fait l'écho de ses menaces dans les différents articles que nous avons mentionnés. Nous avons cependant pu constater quelques différences avec les représentations et les images de Berlusconi en 1994. Pour les élections de 2001, Silvio Berlusconi semble être pris au sérieux dans la presse qui analyse son programme et son projet politique en délaissant un peu le «phénomène Berlusconi». Et enfin, nous avons trouvé des articles de dédramatisation du Cavaliere rédigés par *Le Monde* et par *Figaro*. Les deux journalistes français voulaient insister sur le fait que la presse étrangère n'avait pas à effectuer des jugements sur le choix politique des électeurs italiens, tout en montrant que Silvio Berlusconi n'était pas le monstre décrié et diabolisé dans la presse.

⁷⁸⁸ LASSERRE, Anne-Sophie. « *Les représentations de Silvio Berlusconi en France de 1994 à 2006* ». Mémoire de Master 1ère année. Histoire contemporaine. Toulouse 2, 2007, 187 p.

⁷⁸⁹ *Ibid.*

Cependant, nous pouvons tout de même affirmer que la diabolisation de Silvio Berlusconi est unanime dans la presse française que nous avons pu consulter. Anne-Sophie Lasserre semble être d'accord avec les propos que nous venons d'évoquer, en partageant le même bilan : « D'une manière générale, la presse française continue de diaboliser Silvio Berlusconi, comme elle le fait depuis son arrivée en politique. Les Français n'ont jamais compris comment la moitié des habitants de la « Péninsule » avait pu élire un homme tel que Berlusconi »⁷⁹⁰. Comme nous l'avons montré, la diabolisation de Silvio Berlusconi met ainsi au jour une forme de condescendance et une forme d'attitude hautaine des médias français à l'égard de l'Italie. Les journalistes semblent attaquer en quelque sorte l'Italie lorsqu'ils se demandent comment les électeurs italiens ont pu élire Silvio Berlusconi en 2001. Une forme de supériorité d'une démocratie qui serait meilleure, plus solide et plus fiable que la démocratie italienne. Anne-Sophie Lasserre critique l'attitude des journalistes français envers l'Italie en estimant que la France n'est pas en mesure de donner des leçons : « Derrière cette détestation de Berlusconi, la France ne craint-elle pas de devenir elle aussi le mauvais élève de l'Europe, vu son taux de chômage, et sa faible croissance ? De plus, la participation de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 ne devrait pas permettre à la France d'être en situation de donner des leçons aux autres pays »⁷⁹¹. En Italie, Silvio Berlusconi est loin de faire l'unanimité, il est critiqué par les médias italiens même s'il est soutenu et respecté par une grande partie des électeurs. Le « phénomène Berlusconi » est ainsi très complexe, on ne peut faire une analyse profonde de Silvio Berlusconi qu'en ayant une grande connaissance de la vie politique italienne, de sa culture et de son passé, comme le déclare Pierre Musso⁷⁹². La presse française semble alors avoir une image péjorative du Milanais et de la vie politique italienne à cause d'une méconnaissance de celle-ci. Cependant, les critiques des médias français sont parfois justifiées et ne sont pas toutes portées par les clichés et les stéréotypes français. Silvio Berlusconi est loin d'être exempt de tout reproche avec ses procès pour corruption ou bien son comportement vis-à-vis de la justice italienne. Ce n'est pas la presse française qui a inventé ses procès ou ses déclarations polémiques.

Il est possible que le « phénomène Berlusconi » ait effrayé les médias français. Ces derniers ont pu avoir peur que la France soit contaminée par le berlusconisme. Sa façon de faire de la politique en la modernisant et en la rendant plus théâtrale a influencé les hommes

⁷⁹⁰ LASSERRE, Anne-Sophie. « *Les représentations de Silvio Berlusconi en France de 1994 à 2006* ». Mémoire de Master 1ère année. Histoire contemporaine. Toulouse 2, 2007, 187 p

⁷⁹¹ *Ibid.*

⁷⁹² *Ibid.*

politiques, que ce soit en France ou dans d'autres pays comme les Etats-Unis où Donald Trump semblait reprendre certains éléments du berlusconisme. Cependant, le « phénomène Berlusconi » semble difficilement exportable dans d'autres pays, les situations ne sont pas les mêmes et il semble compliqué de retrouver un homme politique avec une telle emprise médiatique dans une autre grande démocratie. Silvio Berlusconi possède une grande partie des médias italiens, il est l'homme le plus riche d'Italie, il détient les pouvoirs économiques, médiatiques et politiques en 1994 et en 2001. « Aucun autre dirigeant en Occident n'a réussi à combiner tous ces pouvoirs pour le moment. Le phénomène ne semble ainsi pas exportable dans notre pays. Berlusconi représente une partie de l'Italie, il représente à lui seul l'Italie catholique, l'Italie entrepreneuriale, l'Italie de la télévision et l'Italie des gens riches, il n'est pas une anomalie »⁷⁹³. Pour Agnelli, le patron de Fiat, et l'un des hommes les plus riches d'Italie : « *Silvio Berlusconi est un échantillon de l'Italie, il n'est pas une anomalie* »⁷⁹⁴. Alors que du côté de la presse française, il est le produit d'une Italie qui va très mal politiquement : « Les journaux de droite comme de gauche reproduisent plus ou moins la même image de Berlusconi et de l'Italie dans leurs articles, celle d'un pays anormal où règnent l'illégalité et la corruption. A travers plusieurs facettes, l'image de la Péninsule en France est celle d'un pays en déclin, à cause de son président du Conseil »⁷⁹⁵.

Notre troisième et dernière partie voulait retracer l'état des relations franco-italiennes sous les deux gouvernements de Silvio Berlusconi, en travaillant toujours à partir de la presse française, pour suivre la ligne directrice décidée dans ce mémoire. Il était intéressant de savoir comment les chefs d'États français ont perçu l'arrivée en politique de Silvio Berlusconi. Est-il diabolisé comme dans la presse française ? Peut-on trouver des similitudes entre la presse et la classe politique française ? Très vite, nous avons remarqué que la victoire de Silvio Berlusconi en 1994 est reçue bien froidement par la classe politique française à l'image de Nicolas Sarkozy ou François Mitterrand. Une victoire qui semble déranger autant à gauche qu'à droite comme ce fut le cas dans les journaux français quelle que soit la ligne éditoriale de ceux-ci . L'arrivée de Silvio Berlusconi engendre donc un coup de froid au sein des relations franco-italiennes, notamment en raison de son alliance avec l'extrême droite pour remporter les élections. Cependant, son impact sur les relations entre la France et l'Italie reste très minime en raison de la faible durée de son mandat en Italie, puisqu'il démissionne quelques mois après son élection. En 1994, il semble que le « phénomène Berlusconi » n'ait

⁷⁹³ *Ibid.*

⁷⁹⁴ *Ibid.*

⁷⁹⁵ *Ibid.*

pas eu le temps d'engendrer des anomalies au sein des relations bilatérales. Son départ du pouvoir n'améliore pas les relations entre la France et l'Italie avec l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac, comme nous avons pu le montrer précédemment.

Il faut attendre le retour au pouvoir de Silvio Berlusconi en 2001 pour vraiment pouvoir analyser la relation franco-italienne. Le Cavaliere n'a plus affaire avec François Mitterrand mais bien avec Jacques Chirac. Son retour au pouvoir divise en quelque sorte la classe politique française. La droite se fracture sur la réaction à avoir après la victoire de Berlusconi, est-ce un modèle à suivre ou est-ce une victoire inquiétante ? Le président de la République se réserve de toutes remarques en écrivant un communiqué amical à son homologue italien pour le féliciter de sa victoire. Cependant, comme nous l'avons démontré, cet accueil amical ne signifie pas que Jacques Chirac porte Silvio Berlusconi dans son cœur. Les deux hommes ont littéralement une forme d'antipathie l'un pour l'autre, en raison d'un conflit datant des années 80 autour de la Cinq. Très vite des tensions vont apparaître au sein du couple franco-italien. La décision américaine d'attaquer l'Irak provoque une véritable crise au sein des relations entre les deux sœurs latines. La France et l'Italie se divisent sur leur prises de positions face aux Etats-Unis. Jacques Chirac est contre l'intervention américaine en Irak alors que Silvio Berlusconi approuve la décision de Georges Bush. L'Italie tente de se rapprocher des Etats-Unis pour prendre de l'importance au sein de l'Europe et à l'internationale. Les relations franco-italiennes sont à l'arrêt au cours de cette période. Il est évident que l'année 2003 est marquée par un réel coup de froid dans les relations franco-italiennes autour de la question de la guerre en Irak, provoquant même l'annulation du sommet franco-italien. Pour Marc Lazar, interrogé par le *Courrier International*, la relation entre Silvio Berlusconi et Jacques s'est encore plus dégradée après ce conflit majeur : « La crise irakienne, avec le désaccord fondamental entre Paris et Rome sur la ligne à adopter, a rendu le fossé plus profond entre les deux hommes »⁷⁹⁶.

La relation franco-italienne reprend quand même son cours, comme nous l'avons vu avec le sommet du 2 juillet 2004 où les deux hommes cherchent à tourner la page de la crise irakienne. Les deux présidents se veulent rassurants quant à la nature des relations franco-italiennes malgré l'état de leur relation. Les rapports entre la France et l'Italie s'améliorent très légèrement à l'issue de ce sommet entre les deux pays, même si l'on

⁷⁹⁶ ACCARDO, Gian-Paolo. « La France et l'Italie unies dans un sentiment de déclin ». *Courrier International*, 7 octobre 2005.

remarque que les tensions subsistent et que le passif est lourd malgré la bonne volonté française et italienne d'avancer ensemble. L'entente est une nouvelle fois mise à l'épreuve avec l'apparition d'une série de contentieux économiques autour du dossier EDF/Edison et l'OPA d'Enel sur Suez, qui deviennent des obstacles aux bonnes relations entre les deux pays. Les conflits économiques entre la France et l'Italie démontrent que, malgré un léger rapprochement et une volonté commune d'avancer ensemble, les tensions sont toujours là montrant ainsi que les deux pays ne semblent en fin de compte pas si proches que ça. Malgré des relations difficiles, on note une avancée sur quelques points comme l'affaire Battisti, la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne soutenue par la France et l'Italie et la création de la ligne TGV Lyon-Turin. Nous avons choisi d'évoquer cette dernière pour tenter de montrer l'une des réussites franco-italiennes, lors du gouvernement Berlusconi. Certes, le projet est qualifié de vieux serpent de mer en raison du délai entre la proposition de cette ligne et la mise en place du projet, mais la France et l'Italie ont su mettre leurs différends de côté pour mettre en place un projet commun. Les relations franco-italiennes peuvent ainsi être qualifiées de mauvaises, avec un bilan plutôt maigre en raison de la relation difficile entre Silvio Berlusconi et Jacques Chirac.

Marc Lazar, spécialiste de l'Italie contemporaine, dresse le même bilan lors d'une interview qu'il donne pour le *Courrier International* : « Les relations entre Paris et Rome traversent une phase délicate, et cela pour au moins trois raisons. Avant tout, parce que Chirac et Berlusconi n'ont jamais été en très bons termes. Cela a eu d'inévitables répercussions sur les relations bilatérales »⁷⁹⁷. Il évoque également les raisons structurelles qui provoquent des divergences entre la France et l'Italie notamment avec la différente stature au sein de l'Europe entre une France importante qui semble donner le ton avec l'Allemagne et une Italie qui cherche sa place : « Les difficultés sont dues au fait que, pour la France, la politique étrangère, et en particulier européenne, se fonde essentiellement sur l'axe avec l'Allemagne. Dans ce contexte, il n'y a pas de place pour l'Italie, qui n'est pas un allié stratégique »⁷⁹⁸. La dégradation des relations politiques entre l'Italie de Silvio Berlusconi et la France de Jacques Chirac provoque un éloignement entre les deux populations qui semblent moins proches qu'avant selon Marc Lazar : « Ce déclin s'accompagne d'une perte d'intérêt réciproque : l'Italie et la France n'ont plus la même place dans le cœur respectivement des Français et des Italiens. Ainsi, contrairement aux années 1970 et 1980, quand l'Italie était,

⁷⁹⁷ *Ibid.*

⁷⁹⁸ *Ibid.*

après les pays francophones, le pays préféré des Français, il y a aujourd'hui de moins en moins d'étudiants et de chercheurs qui s'intéressent à l'Italie ou qui apprennent l'italien, pour ne parler que du secteur qui est le mien. De même, de moins en moins d'Italiens s'intéressent à la France »⁷⁹⁹. Dans ce constat assez dramatique évoqué par le politologue, il pointe du doigt la responsabilité des deux leaders politiques dans la dégradation de la relation entre la France et l'Italie : « Je pense ici aussi que les politiques ont une part de responsabilité : avec l'arrivée au pouvoir de Berlusconi, les Français ont commencé à ne plus comprendre l'Italie et les Italiens, qui l'ont élu. Je crois que, ces dernières années, nous avons fait des pas à reculons dans ce domaine et que nous devrions réapprendre à mieux nous connaître »⁸⁰⁰.

En ce 12 juin 2023, Silvio Berlusconi s'est éteint après avoir lutté contre une leucémie chronique. L'actualité oblige, je me dois de rendre hommage à l'acteur principal de ce travail universitaire. Le hasard réserve parfois des surprises, cette aventure commune se termine, de mon côté, deux ans de recherche et pour Silvio Berlusconi, la fin d'une vie riche en rebondissements. Dans cette conclusion, rédigée bien avant le décès du Cavaliere, j'écrivais qu'il continuait d'avoir un impact en Italie malgré son âge avancé (86 ans). Il était une véritable baleine blanche de la politique italienne, qui disparaissait et réapparaissait à la surface pour prendre sa respiration. Il fut maintes fois enterré par les politologues et les journalistes, mais il n'a jamais réellement disparu de la scène politique en Italie. Son nom continua jusqu'à ces derniers jours à faire écho dans la presse après la récente victoire de Giorgia Meloni. Il fit notamment partie de la coalition de Giorgia Meloni, que de nombreux journalistes présentent comme un produit issu du berlusconisme malgré la différence de famille politique. Plusieurs similitudes paraissent les rapprocher, premièrement, ils semblent partager certaines idées politiques, que ce soit sur l'immigration ou l'homosexualité. Deuxièmement, leurs propos rappellent une forme de populisme qui leur est propre, mais ils n'ont pas exactement les mêmes discours. Le 27 septembre 2022, à l'occasion d'un meeting de Forza Italia à Milan, Silvio Berlusconi a évoqué son rapport à Giorgia Meloni : « *Avec Meloni et Salvini, j'ai un rapport particulier. Sans les vexer, je dirais que mon rapport avec eux c'est celui d'un père avec ses enfants* »⁸⁰¹. De plus, il est perçu comme l'homme qui fait naître Giorgia Meloni car il est le premier à avoir rapproché la droite et l'extrême droite en Italie. Il est aussi celui qui a permis à Meloni de lancer sa carrière politique en la nommant

⁷⁹⁹ *Ibid.*

⁸⁰⁰ *Ibid.*

⁸⁰¹ BARTHES, Yann. « Silvio Berlusconi, l'homme qui a fait naître Giorgia Meloni ». *Quotidien*, 27 septembre 2022.

ministre à 31 ans. A la fin de sa vie, Silvio Berlusconi fit toujours parler de lui, même si c'est souvent de façon négative comme dernièrement où il avait apporté son soutien à Vladimir Poutine. Le Cavaliere semblait être un allié encombrant au sein de la coalition, en raison de son discours pro Poutine qui ne s'accorde pas avec le soutien à l'Ukraine de Giorgia Meloni. Silvio Berlusconi avait déclaré : « *Moi si j'étais président du Conseil, je ne serais pas allé parler à Zelensky. Nous assistons à la dévastation de son pays mais il suffisait qu'il cesse d'attaquer les deux républiques autonomes du Donbass et tout cela ne serait pas arrivé* »⁸⁰². Des propos qui ont fait polémique en Ukraine, mais également en Italie et qui ont dégradé sérieusement l'image de Giorgia Meloni à l'internationale. Silvio Berlusconi fut donc un acteur de la vie politique italienne jusqu'à son dernier souffle.

Mon sujet s'arrêtant en 2006, plusieurs représentations du personnage ne sont pas présentes dans ce mémoire comme celles de l'homme aux scandales sexuels. Elles sont cependant présentes dans les nombreux sujets télévisés en cette journée du 12 juin 2023. Quotidien, C à vous, M6, TF1, Silvio Berlusconi continue de faire la Une le jour de sa mort. Les adjectifs et les mots sont nombreux pour le décrire sur les chaînes télévisées françaises : le séducteur, le gaffeur, le démagogue, le sulfureux, l'homme de télévision, l'entrepreneur, l'homme politique. En passant d'une chaîne à l'autre, on peut remarquer que les représentations du Cavaliere restent en majorité négatives. Yann Barthès déclare avant le lancement d'un sujet sur Berlusconi : « Il va être très difficile de rendre hommage à un homme comme Silvio Berlusconi. Il est l'homme qui a permis à l'extrême droite de faire son retour en Italie en la dédiant, il est également l'homme aux scandales sexuels et aux gaffes clownesques ». Du côté de C à vous, les propos sont moins durs pour le Cavaliere qui est cité également pour ses succès à l'AC Milan, dans l'entrepreneuriat et à la télévision. Cependant, les scandales de la carrière politique sont évoqués avec les soirées "bunga-bunga" qui, d'après Paolo Levi, ont été "très nocives pour la crédibilité de l'Italie". Ainsi, les médias rejoignent les articles de presse sur les différentes facettes de Silvio Berlusconi et sur l'impression générale qu'ils se font de lui. Malgré les critiques des médias français sur la vie et la carrière du Cavaliere, le Milanais va recevoir un hommage national en Italie. Un personnage décrié, qui a divisé l'Italie entre les pro et les anti Berlusconi, mais qui a marqué à sa façon l'histoire politique italienne. Il a d'ailleurs reçu un hommage national le mercredi

⁸⁰² BARTHES, Yann. « Italie : Silvio Berlusconi devient encombrant pour la coalition de Giorgia Meloni ». *Quotidien*, 17 février 2023.

14 juin lors de funérailles d'État. L'AC Milan a notamment publié plusieurs vidéos sur les réseaux sociaux pour rendre hommage à la présidence du Cavaliere, du côté des Rossoneri. C'est ici que s'achève mon histoire de deux ans avec ce personnage haut en couleurs, qui aura occupé une grande partie de mon temps. En tant qu'historien, il faut savoir prendre de la distance avec son sujet et garder une forme d'objectivité mais je souhaite finir ce mémoire en rendant hommage à Silvio Berlusconi. Bien que mes opinions politiques soient éloignées de celles qui furent les siennes, l'annonce de sa mort m'a touché car je garde une certaine forme de respect pour lui, malgré les nombreux scandales qui ont jalonné sa vie. Un personnage complexe et déroutant mais passionnant. Ciao Silvio.

(Hommage officiel et populaire à l'enterrement d'État de Silvio Berlusconi à Milan, 14 juin 2023)



(Italy farewells former PM Berlusconi with state funeral | The Canberra Times | Canberra, ACT)

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages généraux sur l'histoire de l'Italie :

- ATTAL, Frédéric. *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*. Armand Colin, 2004, 415 p.
- BIANCO, Alberto et FORO, Philippe. *L'Italie de Mussolini à Berlusconi*. Les Essentiels Milan, 2005, 63 p.
- BRICE, Catherine. *Histoire de l'Italie*. Perrin, 2003, 482 p.
- FONTANA, Alessandro. Regards sur l'Italie, « L'Italie en question ». *Revue Des Deux Mondes*, 1999, pp 9-117.
- FORO, Philippe. *L'Italie de l'Unité à nos jours*. Le monde : une histoire. Ellipses, 2009, 224 p.
- FORO, Philippe. *Les transitions italiennes: de Mussolini à Berlusconi*. Harmattan, 2004, 218 p.
- GEORGEL, Jacques. *L'Italie au XXe siècle*. La documentation française, 1999, 189 p.
- LAZAR, Marc. *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*. Fayard, 2009, 576 p.
- TELO, Mario, SANDRI, Giulia, et TOMINI, Luca. *L'état de la démocratie en Italie*. Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, 168 p.
- TRAMONTE, Massimo. *L'Italie à l'heure des bilans: la République italienne a cinquante ans : [actes des journées de réflexion, mai-juin 1996, Montpellier]*. Montpellier: Université Paul Valéry, 1998, 112 p.

Une Italie en pleine mutation :

- BARTOLINI, Stefano, et D'ALIMONTE, Roberto. « Les élections parlementaires de 1994 en Italie. Compétition majoritaire et réalignement partisan ». *Revue française de science politique* 45, no 6 (1995): pp 915-954.
- CASSESE, Sabino. *Portrait de l'Italie actuelle*. La documentation française, 2001, 181 p.

- CRAINZ, Guido. Les transformations de la société italienne. *Vingtième siècle, Revue d'Histoire*, 2008, pp 103-113.
- GUIMBARD, Catherine. *Où va l'Italie ?* Presses Paris Sorbonne, 1994, 469 p.
- LETTIERI, Carmela. *Comprendre l'Italie des années 2000 : du social au politique*. Publications de l'Université de Provence, 2009, 208 p.
- RAYNER, Hervé. *L'Italie en mutation*. La documentation française, 2007, pp 92-99.

La crise politique des années 90 :

- BONGIOVANNI, Bruno et GRAZIANO, Manlio. *L'Italie aujourd'hui: Situation et perspectives après le séisme des années 90*. Éditions L'Harmattan, 2004, 189 p.
- BRIQUET, Jean-Louis. *Italie, les changements politiques des années 1990*. Paris: La Documentation française, 1997, 83 p.
- BRIQUET, Jean-Louis. « « Juges rouges » ou « Mains propres » ? » *Critique internationale* no 15, n° 2, 2002, pp 45-53.
- GRAZIANO, Manlio. *L'Italie. Un État sans nation ?* Érès, 2007, 392 p.
- RAFFONE, Paolo. *L'Italie en marche, Chroniques et Témoignages*. Marabout, 1998, 255 p.
- ROUX, Christophe. « *Pôle Sud, n°19, 2003. L'Italie du politique, sous la direction de Christophe Roux* ». 19, n° 1, 2003, pp 47-61.

La biographie de Silvio Berlusconi :

- BRUNO Vito et GAMBINO Michele. *Berlusconi : enquête sur l'homme de tous les pouvoirs*. Sauret, Monaco, 1994, 208 p.
- FRIEDMAN, Alan. *My way : Silvio Berlusconi se raconte à Alan Friedman*. Michel Lafon, 2015, 394 p.
- LAZAR, Marc. « Heurs et malheurs de Silvio Berlusconi ». *Le Débat*, n°139, 2006, pp 15-28.
- LAZAR, Marc. *L'Italie à la dérive: le moment Berlusconi*. Paris: Perrin, 2006, 156 p.

- MUSSO, Pierre. *Berlusconi, le nouveau prince*. Monde en cours. La Tour-d'Aigues: Editions de l'Aube, 2004, 195 p.
- SUSCA, Vincenzo. *A l'ombre de Berlusconi: les médias, l'imaginaire et les catastrophes de la modernité*. Questions contemporaines. Paris Budapest Torino [etc.: l'Harmattan, 2006, 206 p.
- SUSCA, Vincenzo. « Phénoménologie de Silvio Berlusconi ». *Sociétés*, n°84, février 2004 pp 41-56.

Réflexions sur le « phénomène Berlusconi » :

- BRIZZI, Riccardo. « Télévision et personnalisation politique en Italie (1954-1994) ». *Revue historique*, n° 4 (s. d.): 855-. 2014, pp 855-873.
- BORELLI, Gianfranco. « Berlusconi et la destruction de la société civile italienne ». *Cités*, n°49, pp 160-172.
- GAJANO, Sofia Boesch. « *Miracle et miracles* ». Terrain. Anthropologie & sciences humaines, n° 24 (1 mars 1995): pp 103-106.
- GIBELLI, Antonio. *Berlusconi ou la démocratie autoritaire*. Paris : Belin, 2011, 169 p.
- JOZSEF, Eric. *Italie : les années Cavaliere*. Editions du Cygne, 2008, 154 p.
- LAZZARATO, Maurizio. « Berlusconi : l'entrepreneur politique ». *Peuples méditerranéens*, n°67, avril-juin 1994, pp 13-22.
- MUSSO, Pierre. « *Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique* ». In La communication politique, édité par Arnaud Mercier. Les essentiels d'Hermès. Paris: CNRS Éditions, 2019 (réédition du livre de 2005), pp 172-180.
- MUSSO, Pierre. « Silvio Berlusconi, figure symbolique du "commanagement" ». *Quaderni* 32, n° 1, 1997, pp 137-162.
- ORSINA, Giovanni. *Le berlusconisme dans l'histoire de l'Italie*. Paris: Les Belles Lettres, 2018, 336 p.
- PADIS, Marc-Olivier. « L'Italie tire le bilan des années Berlusconi : entretien avec Marc Lazar ». *Esprit*, 2006, pp 37-44.
- PORTELLI, Hugues. *L'Italie de Berlusconi*. Au fait. Paris: Buchet-Chastel, 2006, 106 p.

- PIRONET, Olivier. « Le mystère italien : mafia, populisme, technocrates... ». *Manière de voir, Le Monde diplomatique*, 2021, 99 p.
- RAVAZ, Bruno. « Le populisme de Berlusconi ou les recettes de la popularité durable ». *Pouvoirs* 131, n° 4, 2009, pp 149-161.

Ouvrages et revues sur la relation franco-italienne :

- DARNIS, Jean-Pierre. *Les relations entre la France et l'Italie et le renouvellement du jeu européen*. L'Harmattan, 2021, 208 p.
- DARNIS, Jean-Pierre. *L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011*. Cahiers de la Méditerranée, 2014, pp 215-234.
- DE LEONARDIS, Massimo. *L'action extérieure de la France : France et Italie : les relations parfois troublées entre les sœurs latines*. 2020, pp 151-168.
- GILLES, Bertrand. *La France et l'Italie : Histoire de deux nations sœurs*. Armand Colin, 2016, 464 p.
- LAZAR, Marc. « Le génie politique de l'Italie contemporaine ». *La vie politique*, 2021, pp 241-249.
- LORENZO, Mechi. « Les relations bilatérales franco-italiennes durant la présidence Mitterrand ». *Matériaux pour l'Histoire de Notre Temps*, 2011, pp 13-17.
- TOSCANO, Alberto. « Embellie des relations entre la France et l'Italie ». *Revue internationale et stratégique*, n°77, 2010, pp 187-191.
- VEDRINE, Hubert. *Les Mondes de François Mitterrand*. Fayard, 1996, 784 p.
- VEDRINE, Hubert. « Relations internationales : repenser les concepts, réinventer les méthodes ». *Revue internationale et stratégique*, n°41, 2001, pp 23-28.

Mémoires :

- DELAUNEY, Anne-Claire. « *L'image de l'Italie et de S. Berlusconi (1994-2008) dans cinq hebdomadaires français* ». Thèse de doctorat, Université Panthéon-Assas, 2012, 251 p.

- LASSERRE, Anne-Sophie. « *Les représentations de Silvio Berlusconi en France de 1994 à 2006* ». Mémoire de Master 1ère année. Histoire contemporaine. Toulouse 2, 2007, 187 p.
- SQUEGLIA, Guido. « *Le langage de Silvio Berlusconi à travers ses discours et ses interventions médiatisées, 1994-1998* ». Mémoire de DEA, Science politique. Toulouse 1, 2002, 112 p.
- TRAORE, Hélène. « *L'image de Silvio Berlusconi dans la presse française et italienne* ». Mémoire de maîtrise, histoire moderne et contemporaine. Toulouse 2, 1996, 176 p.

Sources

Sources

I/ Les sources imprimées

A/ Le Monde (1994-1996)

- Anonyme. « DANS LA PRESSE L'inculpation du frère de M. Berlusconi ». *Le Monde*, 29 juillet 1994.
- Anonyme. « ITALIE M. Berlusconi s'en prend à la justice ». *Le Monde*, 22 mars 1994.
- Anonyme. « La nouvelle carrière du magnat italien de la communication M. Berlusconi entre en politique alors que l'expansion de son groupe est stoppée ». *Le Monde*, 28 janvier 1994.
- Anonyme. « Le débat sur la composition du gouvernement italien M. Berlusconi affirme que les ministres de l'Alliance nationale n'ont rien à voir avec le fascisme ». *Le Monde*, 13 mai 1994.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Un micro caché chez Silvio Berlusconi relance la controverse sur les « écoutes » en Italie ». *Le Monde*, 16 octobre 1996.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi mobilise la droite italienne contre le plan d'austérité du gouvernement ». *Le Monde*, 12 novembre 1996.
- DECAMPS, Marie-Claude. « Le one-man-show de Silvio Berlusconi devant le tribunal de Milan ». *Le Monde*, 19 janvier 1996.
- DECAMPS, Marie-Claude. « Le résultat des référendums en Italie représente une victoire pour Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 13 juin 1995.
- DECAMPS, Marie-Claude. « Silvio Berlusconi se dit victime d'un complot « politico-judiciaire » ». *Le Monde*, 18 janvier 1996.
- DECAMPS, Marie-Claude. « Silvio Berlusconi soupçonné de financement occulte du Parti socialiste italien ». *Le Monde*, 26 novembre 1995.
- GHERARDI, Sophie. « L'Italie, pays de la crise permanente ». *Le Monde*, 26 janvier 1995.
- GHERARDI, Sophie. « Vie et mort du berlusconisme scientifique ». *Le Monde*, 19 novembre 1995.
- GHERARDI, Sophie. « Prendre Berlusconi au sérieux ». *Le Monde*, 21 mars 2006.
- SCALFARI, Eugenio. « L'année du furieux mécontentement ». *Le Monde*, 21 décembre 1994.

Le Monde (1996-2001) : M2

- ALOÏSE, Salvatore. « Le gouvernement italien s'attaque à la propagande électorale de Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 6 août 1999.
- ALOÏSE, Salvatore. « L'opération « Mani pulite » s'achève sans avoir transformé la justice italienne ». *Le Monde*, 17 août 1999.
- Anonyme. « Une seule photo, celle du « Cavaliere » ». *Le Monde*, 5 avril 2001.
- Anonyme. « Troisième peine de prison pour Silvio Berlusconi en Italie ». *Le Monde*, 15 juillet 1998.
- Anonyme. « Succès personnel de Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 13 mai 2001.
- Anonyme. « Silvio Berlusconi rattrapé par Telecinco ». *Le Monde*, 3 mars 2001.
- Anonyme. « Silvio Berlusconi : une réussite qui fait rêver les Italiens ». *Le Monde*, 3 mai 2001.
- Anonyme. « Pourquoi l'Italie pourrait se donner à Berlusconi ». *Le Monde*, 11 mai 2001.
- Anonyme. « M.Berlusconi disqualifié ». *Le Monde*, 2 mai 2001.
- Anonyme. « Les paradis fiscaux perturbent l'ascension de Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 13 avril 2001.
- Anonyme. « Les élections régionales italiennes confirment le retour de Silvio Berlusconi et de ses alliés ». *Le Monde*, 17 avril 2000.
- Anonyme. « Le manuel du parfait candidat: un livre à la gloire de l'entrepreneur ». *Le Monde*, 13 avril 2001.
- Anonyme. « La droite française hésite à prendre modèle sur Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 26 mai 2001.
- Anonyme. « L'Italie, avant-garde de l'Europe ». *Le Monde*, 30 octobre 1998.
- Anonyme. « L'empire de l'homme le plus riche d'Italie ». *Le Monde*, 17 janvier 2001.
- Anonyme. « Forza Italia : de la coquille vide à la machine de guerre ». *Le Monde*, 16 mai 2001.
- Anonyme. « Elections italiennes : Berlusconi et la satire en ligne ». *Le Monde*, 6 avril 2001.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi se présente comme le sauveur de l'Italie ». *Le Monde*, 8 juin 2000.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi et Forza Italia sûrs de la victoire ». *Le Monde*, 15 mars 2000.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi condamné par le tribunal de Milan... et amnistié ». *Le Monde*, 5 décembre 1997.

- BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi a déclaré la guerre au gouvernement de Giuliano Amato ». *Le Monde*, 7 mai 2000.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Publication d'une nouvelle enquête sur la fortune de M. Berlusconi ». *Le Monde*, 29 juillet 2000.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Massimo D'Alema joue sa survie politique devant le Parlement ». *Le Monde*, 19 avril 2000.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Le Parlement italien renonce à son enquête sur « Mani pulite » ». *Le Monde*, 19 juillet 1998.
- BOLE-RICHARD, Michel. « La réforme des institutions en Italie est menacée par Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 2 juin 1998.
- BOLE-RICHARD, Michel. « L'avenir du gouvernement de Massimo D'Alema devient incertain ». *Le Monde*, 28 novembre 1999.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Condamné pour corruption, Silvio Berlusconi s'estime victime d'un « procès politique » ». *Le Monde*, 9 juillet 1998.
- BOLE-RICHARD, Michel. « Silvio Berlusconi, mégalomane ressuscité ». *Le Monde*, 15 mai 2001.
- DECAMPS, Marie-Claude. « Les enquêtes anti-corruption en Italie touchent à présent les télévisions ». *Le Monde*, 24 juillet 1996.
- DECAMPS, Marie-Claude. « La droite italienne cherche à s'organiser dans l'opposition ». *Le Monde*, 3 mai 1996.
- GHERARDI, Sophie. « « L'Europe devrait traiter M. Berlusconi avec méfiance et mépris, pas avec hostilité » ». *Le Monde*, 8 mai 2001.
- LAZAR, Marc. « Commedia dell'arte ou realpolitik à l'italienne ? ». *Le Monde*, 17 octobre 1997.
- LAZAR, Marc. « Italie : les années Berlusconi ». *Le Monde*, 7 avril 2006.
- LONCLE, François. « Double menace pour l'Italie ». *Le Monde*, 8 mai 2001.
- ROUARD, Danielle. « Inquiétudes sur l'indépendance future des médias italiens ». *Le Monde*, 13 mai 2001.
- ROUARD, Danielle. « « Que l'Europe place Berlusconi en observation, ça se comprend » ». *Le Monde*, 27 avril 2001.
- ROUARD, Danielle. « Les affaires de Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 14 mai 2001.
- TREAN, Claire. « Prudents, les Européens veulent aussi se montrer vigilants à l'égard des alliés de M. Berlusconi ». *Le Monde*, 13 mai 2001.

B/ Les Echos (1994-1996) :

- Anonyme. « Forza Fininvest ». *Les Echos*, 13 juin 1995.
- Anonyme. « Italie: tempête sur le centre ». *Les Echos*, 14 mars 1995.
- CROUIGNEAU, Françoise. « Gâchis ». *Les Echos*, 22 décembre 1994.
- WASMES, Alain. « La gloire éphémère de Silvio Berlusconi ». *Les Echos*, 6 janvier 1995.
- WASMES, Alain. « Les zones d'ombre du programme politique de Silvio Berlusconi ». *Les Echos*, 28 avril 1994.
- WASMES, Alain. « Silvio Berlusconi affronte trois motions de censure ». *Les Echos*, 21 décembre 1994.
- WASMES, Alain. « Silvio Berlusconi est chargé de former le gouvernement italien ». *Les Echos*, 29 avril 1994.
- WASMES, Alain. « Silvio Berlusconi prépare son premier budget d'État ». *Les Echos*, 15 juillet 1994.

Les Echos (1996-2001) : M2

- Anonyme. « La gauche italienne resserre les rangs ». *Les Echos*, 27 septembre 2001.
- Anonyme. « Confusion en Italie ». *Les Echos*, 23 mai 2000.
- CROUIGNEAU, Françoise. « Ni Dieu ni Diable ». *Les Echos*, 15 mai 2001.
- DE GASQUET, Pierre. « Le gouvernement Prodi accorde un sursis aux chaînes de Berlusconi ». *Les Echos*, 18 août 1996.
- FAVILLA. « Le Cavaliere ». *Les Echos*, 4 mai 2001.
- FURBURY, Pierre-Alain. « Marc Lazar : « Au nom de l'Europe, Berlusconi mettra de l'eau dans son vin » ». *Les Echos*, 16 mai 2001.
- FURBURY, Pierre-Alain. « Emma Bonino : « Le débat politique est une coquille vide » ». *Les Echos*, 13 avril 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques et FURBURY, Pierre-Alain. « Vainqueur des législatives, Berlusconi devra gérer l'alternance en Italie ». *Les Echos*, 15 mai 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « Une figure charismatique et très controversée ». *Les Echos*, 14 mai 2001.

- HUBERT-RODIER, Jacques. « Silvio Berlusconi veut réitérer son succès de 1994 ». *Les Echos*, 14 avril 2000.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « Silvio Berlusconi fait son grand retour à la présidence du Conseil italien ». *Les Echos*, 11 juin 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « Réductions d'impôts en Italie : Silvio Berlusconi et Francesco Rutelli rivalisent de promesses ». *Les Echos*, 17 avril 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « Mediaset : « Berlusconi doit réduire sa participation » ». *Les Echos*, 3 octobre 1997.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « Les élections italiennes tournent au référendum sur Silvio Berlusconi ». *Les Echos*, 30 avril 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques et FURBURY, Pierre-Alain. « Législatives en Italie : Silvio Berlusconi en tête dans la dernière ligne droite ». *Les Echos*, 13 avril 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques et FURBURY, Pierre-Alain. « Le gouvernement français appelle l'Europe à la vigilance ». *Les Echos*, 15 mai 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques et FURBURY, Pierre-Alain. « La Ligue du Nord cannibalisée par Forza Italia ». *Les Echos*, 15 mai 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques et FURBURY, Pierre-Alain. « La baisse de la pression fiscale au cœur du programme d'« Il Cavaliere » ». *Les Echos*, 15 mai 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques et FURBURY, Pierre-Alain. « Berlusconi détrône la gauche en Italie ». *Les Echos*, 14 mai 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « Italie: Silvio Berlusconi lance sa campagne électorale d'automne ». *Les Echos*, 25 août 2000.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « Francesco Rutelli : « Berlusconi n'a pas de programme mais des slogans » ». *Les Echos*, 23 janvier 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « En Italie, un avertissement au gouvernement centre-gauche de Massimo D'Alema ». *Les Echos*, 14 juin 1999.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « Berlusconi veut maintenir son contrôle sur Mediaset ». *Les Echos*, 10 avril 2001.
- HUBERT-RODIER, Jacques. « A quelques jours des législatives italiennes, Silvio Berlusconi continue à entretenir la confusion sur Mediaset ». *Les Echos*, 7 mai 2001.
- WASMES, Alain. « Les comptes du groupe Berlusconi passés au crible ». *Les Echos*, 20 mai 1996.
- WASMES, Alain. « Elections italiennes: victoire sans précédent d'une alliance de gauche ». *Les Echos*, 23 avril 1996.

C/ Libération (1994-1996)

- AMALRIC, Jacques. « De sauveur en victime ». *Libération*, 23 décembre 1994.
- Anonyme. « Décryptages : Le dernier va-tout de Berlusconi ». *Libération*, 16 mai 1995.
- Anonyme « Radiographie : Italie et un an d'instabilité politique ». *Libération*, 27 mars 1995.
- Anonyme. « Silvio Berlusconi traite l'Italie d'«Etat policier» ». *Libération*, 9 octobre 1995.
- DUBOIS, Nathalie. « À Milan, le jour le plus long de Silvio Berlusconi ». *Libération*, 14 décembre 1994.
- DUBOIS, Nathalie. « Berlusconi la main sur ses télés et l'oeil sur les urnes. Il a cédé une partie de la Fininvest mais reste à la barre ». *Libération*, 22 juillet 1995.
- LAZAR, Marc. « Transition à l'italienne ». *Libération*, 12 janvier 1995.
- MIR, Edouard. « Berlusconi contre-attaque en défense, en procès à Milan, l'ex-président du Conseil dénonce un complot des juges ». *Libération*, 18 janvier 1996.
- MIR, Edouard. « Berlusconi garde la tête haute après son interrogatoire par les juges milanais ». *Libération*, 15 décembre 1994.
- MIR, Edouard. « Berlusconi menacé d'un procès. L'homme d'affaires aurait tenté de corrompre la police des impôts ». *Libération*, 22 mai 1995.
- MIR, Edouard. « Berlusconi sème la zizanie entre les juges italiens ». *Libération*, 17 avril 1995.
- MIR, Edouard. « Italie: la foire électorale recommence. La campagne pour les législatives du 21 avril s'ouvre dans la confusion ». *Libération*, 20 mars 1996.
- MIR, Edouard. « La première manif de Berlusconi. Un million d'Italiens ont défilé contre la «dictature fiscale» de Prodi ». *Libération*, 11 novembre 1996.
- MIR, Edouard. « Le chef du gouvernement démissionnaire plaide pour des élections anticipées ». *Libération*, 23 décembre 1994.
- MIR, Edouard. « Le spleen des fantassins d'«il Cavaliere» ». *Libération*, 23 décembre 1994.
- MIR, Edouard. « Nouvelle menace de crise politique en Italie ». *Libération*, 23 février 1995.
- MIR, Edouard. « Silvio Berlusconi et les siens menacent de censurer le gouvernement Dini ». *Libération*, 27 février 1995.
- MIR, Edouard. « Silvio Berlusconi joue son va-tout devant les députés Rome ». *Libération*, 21 décembre 1994.
- MIR, Edouard. «Umberto Bossi, ce destructeur politique...». *Libération*, 22 décembre 1994.

- SEMO, Marc. « Les démêlés de Berlusconi plombent la droite italienne. Le Pôle de la liberté envisage un changement de leader ». *Libération*, 27 novembre 1995.
- SEMO, Marc. « Réveil national en Italie ». *Libération*, 20 novembre 1995.

Libération (1996-2001) : M2

- ARMENGAUD, Jean-Hébert. « Berlusconi mis en examen à Madrid ». *Libération*, 25 juillet 1997.
- Anonyme. « Berlusconi dans l'oeil de Strasbourg ». *Libération*, 24 avril 2001.
- Anonyme. « Berlusconi en guerre contre la presse ». *Libération*, 28 mars 2001.
- Anonyme. « Un journal contre Berlusconi ». *Libération*, 28 avril 2001.
- Anonyme. « Silvio Berlusconi à nouveau en délicatesse avec la justice ». *Libération*, 22 décembre 1997.
- Anonyme. « Lettre piégée contre Berlusconi ». *Libération*, 15 septembre 1999.
- Anonyme. « La douteuse fortune de Berlusconi ». *Libération*, 29 juillet 2000.
- BRIQUET, Jean-Louis. « Berlusconi : les raisons d'une victoire ». *Libération*, 1er juin 2001.
- JOZSEF, Eric. « Un front Bossi-Berlusconi contre l'immigration. Ils présentent un projet de loi visant à durcir radicalement l'accès de l'Italie aux immigrés ». *Libération*, 1er avril 2000.
- JOZSEF, Eric. « Silvio Berlusconi est le meilleur ». *Libération*, 8 mars 2001.
- JOZSEF, Eric. « Nouvelle peine de prison pour Berlusconi. Il s'insurge: « On veut mettre l'opposition en prison » ». *Libération*, 14 juillet 1998.
- JOZSEF, Eric. « L'irrésistible narration de Silvio Berlusconi ». *Libération*, 2 mai 2001.
- JOZSEF, Eric. « L'empire offshore de Berlusconi ». *Libération*, 11 avril 2000.
- JOZSEF, Eric. « Des casseroles en batterie ». *Libération*, 4 mai 2001.
- JOZSEF, Eric. « Dérapage macabre de Silvio Berlusconi ». *Libération*, 5 avril 2000.
- JOZSEF, Eric. « Berlusconi, un épouvantail façon Haider ». *Libération*, 26 mars 2001.
- JOZSEF, Eric. « Berlusconi séduit l'Italie et inquiète l'Europe ». *Libération*, 4 mai 2001.
- JOZSEF, Eric. « Berlusconi reprend le flambeau. Le leader de Forza Italia a fustigé les rouges, l'euro et le gouvernement Prodi ». *Libération*, 21 avril 1998.
- JOZSEF, Eric. « Berlusconi mène l'Italie en bateau. Le leader de Forza Italia revient en force pour les élections régionales ». *Libération*, 14 avril 2000.
- JOZSEF, Eric. « Berlusconi jugé coupable et gracié ». *Libération*, 4 décembre 1997.
- JOZSEF, Eric. « Berlusconi dans l'œil de la justice ». *Libération*, 2 avril 2001.

- JOZSEF, Eric. « Berlusconi condamné à la prison pour corruption. Il dispose de plusieurs recours avant son incarcération ». *Libération*, 8 juillet 1998.
- LEVISALLES, Natalie. ««S'il est élu, c'est une catastrophe»». *Libération*, 12 mai 2001.
- SEMO, Marc et JOZSEF, Eric. « Le libéralisme à la Berlusconi a séduit les Italiens ». *Libération*, 15 mai 2001.
- SEMO, Marc. « Silvio Berlusconi remporte l'Italie ». *Libération*, 14 mai 2001.
- SEMO, Marc. « Si le plus riche devient le plus puissant ». *Libération*, 4 mai 2001.
- SEMO, Marc. « Opération mains libres ». *Libération*, 15 mai 2001.
- SEMO, Marc. « En Sicile, Forza Italia en odeur de Mafia ». *Libération*, 11 mai 2001.
- SEMO, Marc. « Berlusconi, patron absolu en politique comme dans ses affaires ». *Libération*, 12 mai 2001.

D/ Articles de presse complémentaires (M1 et M2)

M1 : (1994-1996)

- SIMON, Marie. « Les médias français trop légers au sujet de Berlusconi. » *L'Express*, 15 avril 2008.
- WASMES, Alain. « L'amuseur inquiétant ». *L'Express*, 20 janvier 1994.

M2 : (1996-2001)

- Anonyme. « Les ennuis judiciaires de Berlusconi menacent la réforme de la Constitution ». *La Tribune*, 22 décembre 1997.
- Anonyme. « Le candidat Silvio Berlusconi contre l'homme d'affaires Berlusconi ». *La Tribune*, 2 mai 2001.
- Anonyme. « L'Italie signe le « contrat » que lui propose Berlusconi ». *La Tribune*, 14 mai 2001.
- Anonyme. « Berlusconi condamné à trancher entre la politique et les affaires ». *La Tribune*, 16 mai 2001.

- D'ERSU, Laurent. « Silvio Berlusconi défie les magistrats anti-corruption .JUSTICE .L'une des enquêtes parlementaires souhaitées par le futur chef du gouvernement italien semble viser d'abord les juges ». *La Croix*, 7 juin 2000.
- DUMONT, Ariel F. « Une répétition des élections générales ». *L'Humanité*, 17 avril 2000.
- HEUZE, Richard. « Le retour de Silvio Berlusconi ». *Le Figaro*, 28 mars 2000.
- HEUZE, Richard. « La revanche du Cavaliere ». *Le Figaro*, 14 mai 2001.
- HEUZE, Richard. « Berlusconi rattrapé par les affaires ». *Le Figaro*, 9 avril 2001.
- HEUZE, Richard. « Berlusconi en route pour la prison ». *Le Figaro*, 11 avril 2001.
- HEUZE, Richard. « Berlusconi échappe à la prison ». *Le Figaro*, 4 décembre 1997.
- HEUZE, Richard. « Berlusconi dans une passe difficile ». *Le Figaro*, 3 mai 2001.
- HEUZE, Richard. « Berlusconi crie à la persécution ». *Le Figaro*, 27 novembre 1999.
- HEUZE, Richard. « Berlusconi blanchi par la justice ». *Le Figaro*, 10 mai 2000.
- LE NIR, Anne. « Italie. Silvio Berlusconi raconte sa propre vérité ». *La Croix*, 18 juillet 1998.
- LE NIR, Anne. « Italie. Condamné, Silvio Berlusconi ne vacille pas. Condamné pour corruption, le leader de l'opposition italienne se drape dans la toge de l'opposant politique persécuté ». *La Croix*, 9 juillet 1998.
- PERRIER, Fabien. « Réactions en Europe ». *L'Humanité*, 15 mai 2001.
- PITETTE, Yves. « Berlusconi : paillettes, affaires et séduction. La droite part favorite aux élections législatives qui se déroulent dimanche en Italie ». *La Croix*, 11 mai 2001.

E/ Articles sur la relation franco-italienne :

M2 : (1994-2006)

- ACCARDO, Gian-Paolo. « La France et l'Italie unies dans un sentiment de déclin ». *Courrier international*, 7 octobre 2005.
- Anonyme. « Un reportage sur l'Irak frappé par la censure Berlusconi ». *Le Monde*, 10 décembre 2005.
- Anonyme. « TGV Turin-Lyon : Berlusconi reste déterminé ». *Le Monde*, 9 décembre 2005.
- Anonyme. « Suez souhaite se marier avec Gaz de France face au risque d'un raid hostile de l'italien Enel ». *Le Monde*, 24 février 2006.

- Anonyme. « Stratégie commune entre la France et l'Italie sur le pacte de stabilité ». *Le Monde*, 25 janvier 2005.
- Anonyme. « Silvio Berlusconi tente d'éviter l'échec du sommet européen ». *Le Monde*, 13 décembre 2003.
- Anonyme. « Rome dénonce un nouveau signal épouvantable de la France à l'Europe ». *Le Monde*, 27 février 2006.
- Anonyme. « Paris-Rome, divorce à la française ». *Le Monde*, 31 mars 2002.
- Anonyme. « Ouverture du sommet franco-italien à Paris ». *Le Monde*, 2 juillet 2004.
- Anonyme. « MM. Berlusconi et Chirac opèrent un léger rapprochement ». *Le Monde*, 2 juillet 2004.
- Anonyme. « Menacé d'OPA, Suez envisage une alliance avec Gaz de France ». *Le Monde*, 24 février 2006.
- Anonyme. « Menacé d'OPA, Suez envisage une alliance avec Gaz de France ». *Le Monde*, 3 septembre 2002.
- Anonyme. « Le soutien aux Etats-Unis sur l'Irak divise l'Europe ». *Le Monde*, 31 janvier 2003.
- Anonyme. « La quinzième rencontre franco-italienne à Aix-en-Provence M. Mitterrand et M. Berlusconi se défendent d'avoir à quitter prématurément leurs fonctions ». *Le Monde*, 18 décembre 1994.
- Anonyme. « L'italien Enel convoite Suez et veut devenir le numéro deux de l'électricité en France ». *Le Monde*, 23 février 2006.
- Anonyme. « L'Europe doit prendre en compte les valeurs de l'Italie, par Silvio Berlusconi ». *Le Monde*, 11 janvier 2002.
- Anonyme. « Dominique de Villepin à Rome sur fond de malaise franco-italien ». *Le Monde*, 4 avril 2003.
- Anonyme. « Chirac dépêche ses ministres pour retisser les liens européens ». *Le Monde*, 27 mars 2003.
- Anonyme. « Après quelques brouilles, la France et l'Italie veulent marcher d'un même pas ». *Le Monde*, 29 novembre 2001.
- Anonyme. « A Périgueux, Français et Italiens s'efforcent de dissiper les malentendus ». *Le Monde*, 27 novembre 2001.
- Anonyme. « A Paris, Jacques Chirac et Silvio Berlusconi défendent la candidature turque à l'UE ». *Le Monde*, 4 octobre 2005.

- Anonyme. « Accord du 29 janvier 2001 sur la liaison européenne Lyon-Turin ». *La Transalpine*, 29 janvier 2001.
- Anonyme. « De la friture sur la ligne Lyon-Turin ». *20 minutes*, 16 décembre 2005.
- Anonyme. « Paris confirme pour Lyon-Turin ». *L'Obs*, 10 juin 2003.
- JOZSEF, Eric. « Silvio Berlusconi prétend qu'il était contre l'intervention en Irak ». *Le Temps*, 31 octobre 2005.
- JOZSEF, Eric. « Berlusconi exclu du Sommet de Berlin ». *Le Temps*, 18 septembre 2003.
- LAZAR, Marc. « Italie : les années Berlusconi ». *Le Monde*, 7 avril 2006.
- MERCADIER, Théo. « Le TGV Lyon-Turin, catalyseur de la crise politique italienne ». *La Croix*, 9 juillet 2019.
- TARTAGLIA, Angelo. « Un TGV transalpin très contesté ». *Le Monde diplomatique*, 15 mai 2007.

F/ Articles scientifiques

M1 : (1994-1996)

- BRIZZI, Ricardo. Télévision et personnalisation politique en Italie (1954-1994). *Revue Historique*, octobre 2014, pp 855-873.
- BRIQUET, Jean-Louis. *L'entrée en politique d'un homme d'affaires. Silvio Berlusconi et la création de Forza Italia (juin 1993-mars 1994)*. Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Strasbourg, 2011, 33 p.
- CHELES, Luciano. « L'image au pouvoir ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°80, 2003, pp 113-122.
- D'ARCAIS, Paolo Flores. « Fascisme et le berlusconisme ». *Le Débat*, n°164, 2011, pp 95-112.
- DRONEAU, Marika et ARIF, Jean-Paul. « Entretien autour du populisme avec Marc Lazar ». *L'Éléphant*, n°32, octobre 2020.
- GIBELLI, Antonio. « L'Italie de Berlusconi : Démagogie populiste et privatisation de l'état ». *Revue Des Deux Mondes*, juillet 2011, pp 83-90.
- LAZAR, Marc. « Faut-il avoir peur de l'Italie de Berlusconi ? ». *Esprit*, mars 2002, pp 8-22.

- LAZAR, Marc. « Le génie politique de l'Italie contemporaine ». *La Vie Politique*, 2021, pp 241-249.
- ORSINA, Giovanni. « Qu'est ce que le berlusconisme ? ». *Le Grand Continent*, août 2021.
- POUTHIER, Jean-Luc. « Italie, les dangers du populisme ». *Études*, juin 2018, pp 7-16.

M2 (1996-2001) :

- Anonyme. « Conflit d'intérêts dans les médias : l'anomalie italienne ». *Reporters sans frontières*, 23 avril 2003.
- LAZAR, Marc. Heurs et malheurs de Silvio Berlusconi. *Le Débat*, n°139, 2006, pp 15-28.
- MASTROPAOLO, Alfio. « La normalisation introuvable : la démocratie italienne de Silvio Berlusconi ». *Pôle Sud*, 2003, pp 47-61.
- MUSITELLI, Jean. *Le rénovateur des relations franco-italiennes*. Institut François Mitterrand, 2004.
- OBERTI, Marco. « L'offre politique face à quelques paradoxes de la société italienne ». *Mouvements*, n°17, 2001, pp 126-133.
- PORTELLI, Hugues. « La nouvelle droite italienne en Europe ». *Revue ETUDES*, 2002, pp 568-604.
- RAMPINI, Federico. Les leçons des élections italiennes. *Politique étrangère*, 2001, pp 509-514.

M2 (relation franco-italienne) :

- ABOU, Georges. « Parenthèse parisienne pour Berlusconi ». *Radio France internationale*, 2 juillet 2004.
- Anonyme. Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du sommet des pays industrialisés sur la participation de la Russie aux discussions sur la situation internationale notamment sur le conflit en Bosnie, sur l'intervention française au Rwanda, la violence en Algérie, le retrait de la proposition américaine sur le commerce mondial. *Vie publique*, 10 juillet 1994.

- Anonyme. Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République et Silvio Berlusconi, Président du Conseil de la République italienne, sur le bilan du sommet franco-italien, notamment sur la coopération culturelle et militaire et la construction de la ligne de TGV Lyon-Turin, Aix-en-Provence. *Vie publique*, 16 décembre 1994.

- Anonyme. Interviews de M. Pierre Moscovici, ministre chargé des affaires européennes, à LCI le 14 mai 2001 sur la victoire de Silvio Berlusconi en Italie et les propositions allemandes (notamment celle de M. Schröder) sur l'évolution des institutions communautaires. *Vie publique*, 14 mai 2001.

- Anonyme. Lettre de félicitations M. Jacques Chirac, Président de la République, adressée à M. Silvio Berlusconi, pour sa victoire électorale. *Vie publique*, 14 mai 2001.

- Anonyme. Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, du Président du conseil des ministres de la République italienne et du Premier ministre français, sur les relations franco-italiennes, à Périgueux. *Vie publique*, le 27 novembre 2001.

- Anonyme. Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et de M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil italien, sur la coopération franco-italienne, notamment sur les questions européennes. *Vie publique*, 2 juillet 2004.

- Anonyme. Conférence de presse conjointe de Jacques Chirac et Silvio Berlusconi sur les relations franco-italiennes, la situation en Irak et l'avenir de l'Union européenne. *Vie publique*, 4 octobre 2005.

- Anonyme. L'Italie un brillant second pour la France ? *Revue Classe internationale*, 13 mai 2021.

- BRIGUET, Gaëlle. Grands États européens dans la guerre d'Irak : raisons et justifications. Institut européen de l'Université de Genève. *Euryopa*, 2005. 96 p.

- MECHI, Lorenzi. Les relations bilatérales franco-italiennes durant la présidence Mitterrand. *La Contemporaine*, 2011.

- VEDRINE, Hubert. Relations internationales : repenser les concepts, réinventer les méthodes. *Revue internationale et stratégique*, 2001.

II/ Les sources audiovisuelles (M1 et M2)

A/ INA

- AMAR, Paul et POIVRE-D'ARVOR, Patrick. Entretien avec François Mitterrand. INA, TF1 et France 2. 10 mai 1994.

- AUTHEMAN Marc et LUCET Elise. *Gouvernement Berlusconi*. INA, France 3. 11 mai 1994.

- BURGOT, Maryse. Portrait Berlusconi. INA, France 2. 14 mai 2001.

- DE CHALVRON, Alain. *Corruption Berlusconi*. INA, France 2. 22 novembre 1994.

- DE CHALVRON, Alain. *Procès Berlusconi*. INA, France 2. 17 janvier 1996.

- DE CHALVRON, Alain. *Promesses Berlusconi*. INA, France 2. 28 avril 1994.

- DE LA CHAUME, Marie. *Élections en Italie*. INA, France 2. 19 avril 1996.

- LEBRUN, Bernard. *Parti Berlusconi*. INA, France 2. 26 janvier 1994.

- MASURE, Bruno. *Réactions France*. INA, France 2. 11 mai 1994.

- MASURE, Bruno. Nicolas Sarkozy à propos de Silvio Berlusconi. INA, France 2. 30 janvier 1995.

- TAVEAU, Véronique. *Berlusconi MSI*. INA, France 2, 25 novembre 1995

B/ Emissions

- BARTHES, Yann. « Silvio Berlusconi, l'homme qui a fait naître Giorgia Meloni ». *Quotidien*, 27 septembre 2022.

<https://www.tfl.fr/tmc/quotidien-avec-yann-barthes/videos/silvio-berlusconi-lhomme-qui-a-fait-naître-giorgia-meloni-51808899.html>

- BARTHES, Yann. « Italie : Silvio Berlusconi devient encombrant pour la coalition de Giorgia Meloni ». *Quotidien*, 17 février 2023.

<https://www.tfl.fr/tmc/quotidien-avec-yann-barthes/videos/italie-silvio-berlusconi-devient-encombrant-pour-la-coalition-de-giorgia-meloni-02107944.html>

- DEVILLIERS, Sonia. « Berlusconi et les médias italiens ». *France Inter*, Le Grand Bain. 9 février 2013.

<https://www.franceinter.fr/emissions/le-grand-bain/le-grand-bain-09-fevrier-2013>

- DROUELLE, Fabrice. « La 5 de Berlusconi - Fastes et décadences de la télévision française ». *France Inter*, Affaires Sensibles. 22 avril 2020.

<https://www.franceinter.fr/emissions/affaires-sensibles/affaires-sensibles-22-avril-2020>

- SNÉGAROFF, Thomas. « Il y a 25 ans, le "populisme" fait une entrée fracassante dans le débat politique français ». *France Info*, Histoire d'info. 26 mars 2019.

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/il-y-a-25-ans-le-populisme-fait-une-entree-fracassante-dans-le-debat-politique-francais_3228841.html

- VEYRAT-MASSON, Isabelle. « Berlusconi et les médias ». *Le Temps des médias*. Rendez-vous de l'Histoire. 10 octobre 2019

<https://rdv-histoire.com/Edition-2019-1-Italie/berlusconi-et-les-medias>

C/ Sources audiovisuelles complémentaires

- Anonyme. Berlusconi : pouvoir et décadence. Toute l'Histoire, *Youtube*. 3 septembre 2017.

<https://www.youtube.com/watch?v=EHGgpM93BE0>

- Anonyme. « Berlusconi : Il Cavaliere – Le débat ». *Public Sénat. Dailymotion*, 2013.

<https://www.dailymotion.com/video/x17wtgm>

- AMENTA, Marco. Le monde en face : Berlusconi, le roi Silvio. *Dailymotion*. 2014

<https://www.dailymotion.com/video/x1r0m69>

- PANIZZI, Antongiulio. My Way : The Rise and Fall of Silvio Berlusconi. *Netflix*. 2016.

<https://www.netflix.com/browse>

Annexes

Annexe 1 : Biographie de Silvio Berlusconi en date

I/ Son parcours d'entrepreneur

- 29 septembre 1936 : Naissance à Milan.
- 1961 : Il obtient sa licence de droit.
- 1963 : Lancement de sa première société immobilière "Edilnord".
- 1969 : Projet d'urbanisme *Milano 2*.
- 1974 : Lancement de la première télévision locale de Berlusconi à Milan (*Telemilano Cable*).
- 1977 : Il est fait Chevalier du travail (Cavaliere del lavoro).
- 1978 : Création de la société Fininvest.
- 1980 : Création de Publitalia, société de concession publicitaire.
- 1984 : Mise en place d'un groupe audiovisuel au sein de la Fininvest (Canale 5, Italia Uno et Retequattro).
- 1985 : Lancement de la Cinq en France.
- 1986 : Achat du Milan AC.
- 1990 : Rachat de la maison d'édition Mondadori. Il investit également dans la presse avec la revue *Panorama* et le quotidien *Il Giornale*. Fin du monopole de la RAI avec la loi Mammi qui permet aux chaînes de Berlusconi de diffuser des émissions en direct.
- 1992 : Le 12 avril, la Cinq cesse d'émettre.

II/ Son parcours politique (1993-2006)

- 17 février 1992 : Début de l'opération Mains propres (Mani Pulite) contre la corruption et les pots-de-vin circulant dans la classe politique italienne.
- 25 novembre 1993 : Création de Forza Italia.
- 26 janvier 1994 : Silvio Berlusconi annonce sa candidature aux prochaines élections législatives via une allocution télévisuelle.
- 27 et 28 mars 1994 : La coalition menée par Silvio Berlusconi composée de Forza Italia, La Ligue du Nord et l'Alliance nationale remporte les élections législatives avec 46,4 % des voix contre 34,4% pour l'Alliance progressiste.

- 22 novembre 1994 : Lors d'un sommet à Naples, Silvio Berlusconi reçoit un avis de mise en examen, une première pour un président du Conseil italien.
- 21 décembre 1994 : Signature par la majorité des députés de deux motions de censure contre le gouvernement de Berlusconi.
- 22 décembre 1994 : Silvio Berlusconi est contraint à démissionner. Il commence alors sa période qualifiée de traversée du désert par les spécialistes. Il ne retrouvera pas le pouvoir avant 2001.
- 21 avril 1996 : Berlusconi échoue lors des élections législatives remportées par Romano Prodi.
- 16 novembre 1997 : Les élections municipales partielles sont un cinglant échec pour la droite qui est largement défaite dans des villes importantes comme Rome, Venise et Naples. Silvio Berlusconi affaibli par un cancer de la prostate est jugé comme le responsable de cette déroute.
- 9 octobre 1998 : Le gouvernement Prodi est renversé par la Chambre des députés, à la suite d'une motion de défiance votée. Massimo D'Alema, secrétaire des Démocrates de gauche forme un nouveau gouvernement.
- 10 et 13 juin 1999 : Forza Italia obtient 25% et supplante nettement les Démocrates de gauche (17 %). Silvio Berlusconi est élu député européen.
- 16 avril 2000 : La Maison des libertés dirigée par Silvio Berlusconi, remporte huit des quinze régions à statut normal, parmi les plus peuplées et les plus prospères d'Italie. En réaction, Massimo D'Alema remet sa démission au président de la République, qui charge Giuliano Amato de former un nouveau gouvernement.
- 13 mai 2001 : La Maison des libertés, qui regroupe Forza Italia, l'Alliance nationale, la Ligue du Nord, le Centre chrétien-démocrate, les Chrétiens démocrates unis et le Nouveau PSI, obtient 368 élus à la Chambre des députés et 176 au Sénat, contre 246 et 127 pour L'Olivier qui est battu.
- 11 juin 2001 : Silvio Berlusconi retrouve les fonctions de président du Conseil en prêtant serment devant le président de la République Carlo Azeglio Ciampi.
- 23 avril 2005 : Le gouvernement Berlusconi se poursuit jusqu'aux élections parlementaires de 2006, ce qui en fait le plus long gouvernement italien de l'après-guerre. C'est à cette date que le nouveau gouvernement Berlusconi (III) est formé.
- 9 et 10 avril 2006 : Après vingt-quatre heures d'incertitude, les résultats des élections législatives italiennes sont proclamés: la coalition de centre gauche dirigée par Romano Prodi

devance de justesse la droite menée par Silvio Berlusconi. Un résultat contesté par Silvio Berlusconi.

- 17 mai 2006 : Romano Prodi succède à Silvio Berlusconi au palais Chigi.

III/ Les relations franco-italiennes (1993-2006)

François Mitterrand et Silvio Berlusconi :

- 16 décembre 1994 : Premier sommet franco-italien de Silvio Berlusconi qui rencontre François Mitterrand à Aix-en-Provence. Le premier mandat du Cavaliere étant très court, l'Italien n'a pas eu la possibilité de participer à un autre sommet franco-italien en compagnie de François Mitterrand.

Jacques Chirac et Silvio Berlusconi :

- 27 novembre 2001 : Premier sommet franco-italien entre Silvio Berlusconi et Jacques Chirac à Périgueux.

- 2 juillet 2004 : Deuxième sommet à Paris entre les deux chefs d'État après la crise irakienne qui a éloigné la France et l'Italie.

- 4 octobre 2005 : Dernier sommet franco-italien entre les deux hommes à nouveau à Paris. Silvio Berlusconi perdra les élections face à Romano Prodi.

Décès :

- Le 12 juin 2023 à l'âge de 86 ans (leucémie chronique).

Annexe 2 : Glossaire

- *Commedia dell' arte* (politique) : Terme employé par les journalistes et les politologues dont Marc Lazar pour qualifier une vie politique italienne qui s'apparente souvent à une extraordinaire pièce de théâtre où des acteurs déchaînés (politiciens) évoluent dans l'irrationalité totale. Les intrigues et les rebondissements politiques semblent se succéder à grande vitesse.

- *Fininvest* : La Fininvest est une des plus importantes holding financières italiennes. Elle est contrôlée par la famille de l'ancien président du Conseil italien, Silvio Berlusconi. Elle fut fondée en 1978 à Milan par l'homme d'affaires italien, elle est dorénavant présidée par sa fille aînée Marina Berlusconi.

- *Mani Pulite* (Mains propres) : Le terme désigne l'ensemble des enquêtes de la magistrature italienne notamment celle de Milan qui, à partir de l'année 1992, ont contribué à dénoncer et mettre fin à un grand réseau de corruption au sein de la classe politique italienne (pots-de-vin, enrichissement personnel des leaders politiques, collusion entre le milieu des affaires et le monde politique).

- *Mediaset* : Mediaset est un groupe de média italien présent dans le secteur télévisuel, la production audiovisuelle, la presse et Internet. Il contrôle notamment les chaînes de télévision italiennes Canale 5, Italia 1, Rete 4 et des chaînes étrangères en Tunisie et en Espagne, ce qui fait de lui le premier groupe privé dans le secteur de la communication. Le groupe est associé à Silvio Berlusconi et à sa famille qui contrôle une partie de son empire médiatique.

- *Partitocratie* : Il est en général utilisé avec une connotation négative pour dénoncer la mainmise des partis politiques sur l'ensemble de la vie politique ou sociale ou bien leur réelle légitimité. La partitocratie est souvent présentée comme une forme d'oligarchie dont les partis politiques seraient la nouvelle classe de privilégiés concentrant la majorité des pouvoirs. Les fonctions de décision et de contrôle se trouvent alors confondues entre les mains des dirigeants des partis politiques.

Annexe 3 : Les partis politiques

- Alliance nationale (AN) : L'AN était un parti conservateur et nationaliste de droite aux origines néo-fascistes fondé par Gianfranco Fini pour succéder en 1995 au Mouvement social italien. Il se dissout le 22 mars 2009 dans Le Peuple de la liberté.

- Démocratie chrétienne (DC) : La DC était un parti politique italien centriste, fondé en 1942 par d'anciens membres du Parti populaire italien. De 1992 à 1994, l'opération Mains propres bouleverse la vie politique italienne en révélant un système de corruption à grande échelle dans les partis politiques italiens dont la Démocratie chrétienne faisait partie. Le parti fut finalement dissous le 29 janvier 1994.

- Forza Italia (FI) : Parti politique lancé le 25 novembre 1993 par Silvio Berlusconi pour occuper le vide politique laissé par l'opération Mains propres avec la chute de la DC. Le parti fut mis en place pour redonner vie à la droite italienne en faisant barrage à la gauche. Le discours politique de FI est considéré comme libéral d'un point de vue économique et conservateur d'un point de vue social.

- Ligue du Nord : La Ligue du Nord est un parti politique italien initialement régionaliste et fédéraliste. Le parti est souvent décrit comme populiste, d'extrême droite, eurosceptique et xénophobe. Elle est fondée en 1991 par Umberto Bossi.

- Mouvement social italien (MSI) : Le Mouvement social italien était un parti politique néofasciste italien, fondé le 26 décembre 1946 après la chute de la République sociale italienne et l'interdiction du Parti national fasciste. Le parti se transforme en l'Alliance nationale, Gianfranco Fini enlève toute référence au fascisme.

- Parti Communiste italien (PCI) : Il occupa un rôle important dans la vie politique italienne avant de se transformer en PDS en janvier 1991 en abandonnant l'idéologie marxiste. Les opposants à ce tournant du parti ont fondé la Refondation communiste (RC) en décembre 1991.

- Parti démocrate de la gauche (Partito Democratico della Sinistra) : Il est né de la dissolution du Parti communiste italien. Le PDS était alors conçu pour amener le PCI vers le socialisme démocratique de l'ancien courant communiste italien. Le parti fut dissous en 1998.

- Parti socialiste italien (PSI) : C'était le plus ancien parti politique italien, il défendait les thèses du socialisme. Le parti accepta l'alliance avec le PCI en 1948 puis se rapprocha par la suite de la DC en 1962. Bettino Craxi, ami personnel de Silvio Berlusconi, dirigea le parti de 1976 à 1993. Il disparut en 1994, n'échappant à la tourmente provoquée par l'opération Mains propres.

Annexe 4 : La presse française

- **Les Echos** : *Les Échos* est un quotidien français d'information économique et financière, fondé en 1908 par les frères Robert et Émile Servan-Schreiber. Le quotidien revendique une orientation libérale. Il défend une ligne éditoriale favorable à l'économie de marché et ouverte sur le monde et l'Europe. Ce quotidien français appartient au Groupe Les Echos-Le Parisien depuis 2015 lui-même filiale du groupe LVMH. *Les Échos* s'est fortement développé sur le numérique, qui représente plus de 53 % de sa diffusion payée en France en 2019, soit l'une des plus fortes proportions parmi les quotidiens nationaux. Le quotidien est classé quatrième au classement de la diffusion de la presse quotidienne nationale payante en 2021 selon l'ACPM.

- **L'Express** : *L'Express* est un magazine d'actualité hebdomadaire français, créé en 1953 par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud. L'hebdomadaire est orienté politiquement à droite, il met en avant le néolibéralisme sur le plan économique. Il se veut ainsi moderniste, favorable à l'économie de marché et au projet européen. *L'Express* fait partie du Groupe L'Express, qui appartient à Alain Weill depuis 2019. Il est l'un des cinq magazines d'actualité hebdomadaires de dimension nationale. Les résultats de diffusion ne sont pas bons pour l'Express qui se classe cinquantième au classement de diffusion des magazines de presse en 2021 selon l'ACPM.

- **Libération** : Le quotidien est fondé sous la protection de Jean-Paul Sartre et Maurice Clavel, le 18 avril 1973 en reprenant le nom d'un article de presse datant de 1927, le journal paraît pour la première fois le 18 avril 1973 et reprend le nom d'un titre de presse de Jules Vignes datant de 1927. Le journal se place comme un quotidien d'extrême gauche à ses débuts, la ligne éditoriale a évolué se rapprochant plus de la gauche traditionnelle. Serge July qui remplace Jean Paul Sartre décrit *Libération* comme un quotidien libéral et libertaire. Le quotidien est disponible dans une version en ligne comme la grande majorité des quotidiens payants français. Depuis septembre 2020, *Libération* a intégré un fonds de dotation (un organisme de mécénat destiné à réaliser, ou à aider un autre organisme à but non lucratif). Le quotidien est classé cinquième au classement de la diffusion de la presse quotidienne nationale payante en 2021 selon l'ACPM.

- **Le Monde** : *Le Monde* est un quotidien français fondé par Hubert Beuve-Méry en 1944. Le journal se voulant « de référence » est souvent considéré comme tel. Sa ligne éditoriale est parfois présentée comme étant de centre gauche, une affirmation récusée par le journal lui-même, qui revendique un traitement non partisan et neutre de l'information. Le Monde est le quotidien français payant le plus lu en France en 2021 d'après le classement de l'ACPM en comptant plus de 500 000 abonnés. La particularité du Monde, c'est qu'il est l'un des rares quotidiens français à disposer d'une renommée internationale. Le journal, qui bénéficie des aides à la presse, est ainsi édité par le Groupe *Le Monde*, détenu en 2021 à 72,5 % par la holding Le Monde libre, dont les propriétaires sont Xavier Niel, Madison Cox, Matthieu Pigasse, Daniel Kretinsky et le groupe Prisa.

- **La Tribune** : *La Tribune* est un quotidien français créé en janvier 1985 par Bruno Bertez. C'est un journal économique et financier qui se veut le principal concurrent du quotidien *Les Echos*. Comme son rival, le quotidien adopte une ligne éditoriale qui prône une orientation libérale. *La Tribune* a abandonné son édition imprimée en janvier 2012 pour une édition hebdomadaire. Il appartient désormais au Groupe Hima détenu par Jean-Christophe Tortora qui possède 68% du capital.

- **La Croix** : *La Croix* est un quotidien français fondé en 1883 par la congrégation de religieux catholiques des Augustins de l'Assomption. Le journal se réclame ouvertement chrétien et catholique, même si les choix éditoriaux ont évolué au cours de l'histoire de ce quotidien. Le journal appartient au groupe Bayard Presse depuis sa création.

- **L'Humanité** : *L'Humanité* est un quotidien français fondé par Jean Jaurès en 1904. Sa ligne éditoriale est liée dès ses débuts à la gauche. D'abord proche du socialisme, le journal devient communiste à l'issue du congrès de Tours en 1920. Il est alors l'organe officiel du Parti communiste français jusqu'en 1994. Aujourd'hui, il en reste encore très proche bien que la rédaction ouvre ses pages à d'autres composantes de la gauche. Le quotidien est indépendant et survit grâce aux subventions de l'Etat et grâce à ses lecteurs et soutiens qui en 2019 ont donné plus de 4 millions d'euros à la suite d'une souscription lancée par le journal.

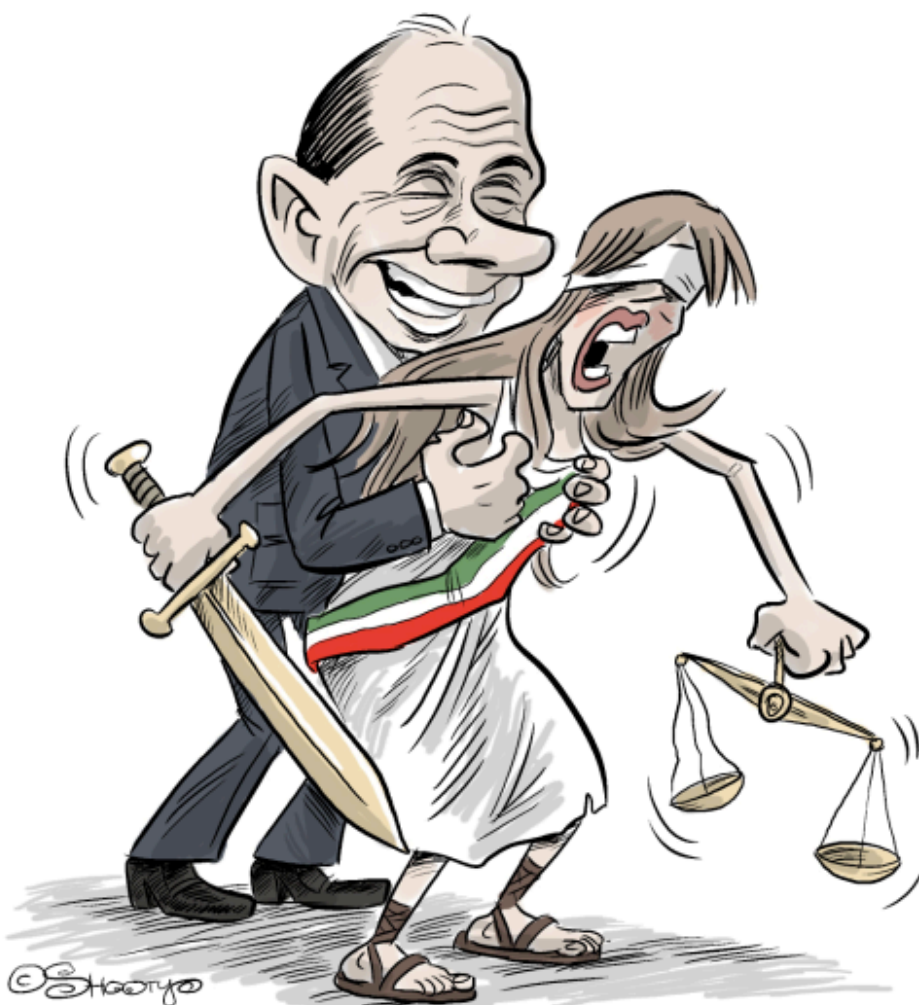
- **Le Figaro** : *Le Figaro* est un quotidien français fondé en 1826, sous le règne de Charles X. Il fut nommé d'après Figaro, le personnage de Beaumarchais. Le quotidien est l'un des plus anciens titres de la presse française encore publié. Sa ligne éditoriale est issue des trois

grandes familles de la droite (gaulliste, libérale, conservatrice). Aujourd'hui, *le Figaro* est principalement lu par des sympathisants de droite ou de centre droit. Le journal est détenu par le groupe Figaro, anciennement Dassault Médias, qui est un groupe de presse français créé en juin 2011. Le groupe Figaro appartenant lui-même au groupe Dassault.

Annexe 5 : La diabolisation par la caricature

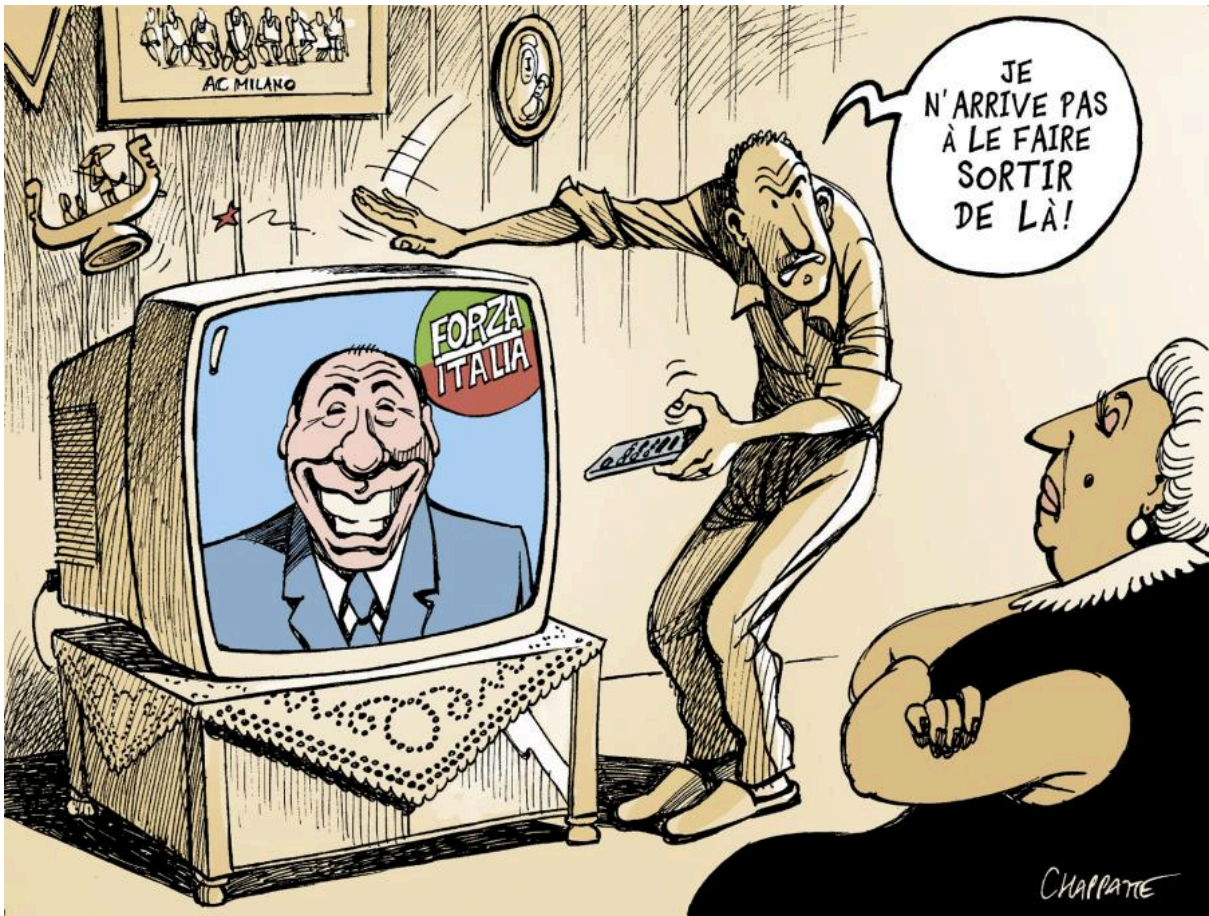
A travers ce mémoire nous avons évoqué la diabolisation que subit Silvio Berlusconi dans la presse française tout au long de sa carrière politique. Cette diabolisation s'exprime également par la caricature. Nous avons décidé de mettre ces caricatures dans les annexes en raison de leur date de parution qui sont parfois en dehors des bornes chronologiques fixées. Elles restent cependant très utiles car elles reviennent sur des images du Cavaliere que nous avons évoquées dans ce travail universitaire.

1/ Caricature publiée par The Cagle Post (2011)



(<https://www.cagle.com/martin-sutovec/2011/02/silvio-berlusconi-10>)

2 / Caricature publiée par Patrick Chappatte (Globe Cartoon 2006)



(<https://www.chappatte.com/en/images/berlusconi-continue-de-nuire>)

3 / Caricature publiée par Patrick Chappatte (Globe Cartoon 2006)



(<https://www.chappatte.com/en/images/silvio-berlusconi>)

4 / Caricature publiée par Mediapart (2008)



(<https://www.mediapart.fr/journal/international/140408/berlusconi-3-romano-prodi-triple-zer>
o)

5 / Caricature publié par Toon Pool (Dragan 2010)



(https://www.toonpool.com/cartoons/Silvio%20Berlusconi_85477)

Annexes 6 : Les réactions politiques sur le décès du Cavaliere

- Communiqué de l'Elysée : « Avec le Cavaliere disparaît une figure majeure de l'Italie contemporaine, qui avait occupé le devant de la scène politique pendant de nombreuses années, de sa première élection comme député, en 1994, au mandat de sénateur qu'il occupa jusqu'à ses derniers jours. Fondateur du parti Forza Italia, il dirigea le gouvernement italien à trois reprises, de 1994 à 1995, de 2001 à 2006, puis de 2008 à 2011. Attaché à notre pays, où il étudia durant sa jeunesse, Silvio Berlusconi participa, de concert avec ses homologues français, à réaffirmer les liens entre nos deux nations sœurs, fortes de leur amour commun de la pensée, du sport, des arts, et de ce cheminement européen né de plusieurs siècles d'histoire partagée. Le président de la République, au nom du peuple français, adresse ses sincères condoléances à ses proches et au peuple italien ».

- Communiqué d'Eric Ciotti : « Entrepreneur conquérant et figure de la droite italienne, Silvio Berlusconi aura marqué de son empreinte l'histoire politique de l'Italie durant ces trois dernières décennies. Son énergie et sa personnalité inclassable avaient fait de lui un représentant majeur de la droite européenne qu'il nous appartient de saluer au moment où il se retire d'une scène qu'il a tant occupée ».

- Communiqué de Jordan Bardella : « En faisant irruption dans la vie politique italienne, avec son franc-parler et un style inédit, l'ancien Président du Conseil Silvio Berlusconi a marqué toute une époque de son pays. Toutes mes condoléances aux proches de notre ancien collègue député européen Il Cavaliere ».

- Communiqué de Vladimir Poutine : « Je regrette la perte irréparable d'une personne chère et d'un véritable ami. C'était un homme avec une énergie vitale incroyable, un optimisme constant avec un vrai sens de l'humour. La Russie se souviendra toujours de Silvio Berlusconi comme d'un partisan de principe (...) du renforcement des relations amicales entre nos pays ».

- Communiqué de Matteo Salvini : « Aujourd'hui, un grand Italien nous quitte. Un des plus grands depuis toujours, dans tous les domaines. Mais aujourd'hui, je perds surtout un grand ami. Je suis ravagé et je pleure rarement mais aujourd'hui, c'est le cas ».

Communiqué de Matteo Renzi : « Silvio Berlusconi est entré dans l'histoire de ce pays. Beaucoup l'ont aimé, beaucoup l'ont détesté : tous doivent maintenant reconnaître que son impact sur la vie politique, mais aussi sur l'économie, le sport et la télévision, a été sans précédent ».

- Communiqué de Giorgia Meloni : « Silvio Berlusconi était avant tout un battant. C'était un homme qui n'avait pas peur de défendre ses convictions et c'est précisément son courage et sa détermination qui ont fait de lui l'un des hommes les plus influents de l'histoire de l'Italie ».

- Communiqué de Elly Schlein : « Une époque s'achève avec la mort de Silvio Berlusconi. Tout nous a divisés et tout nous divise (...) mais ce qui reste c'est le respect humain dû à celui qui a été un protagoniste de l'histoire de notre pays ».

- Communiqué de Giuseppe Conte : « Il a enflammé et polarisé le débat public peut-être comme nul autre, et même ceux qui l'ont affronté en tant qu'opposant politique doivent reconnaître qu'il n'a jamais manqué de courage, de passion, de ténacité ».

Annexes 7 : Les réactions de la presse française sur le décès de Berlusconi

- **Le Huffington Post** : « Dis moi ta réaction à la mort de Silvio Berlusconi, je te dirai qui tu es. Depuis l'annonce de la mort de l'ancien président du Conseil italien, les responsables politiques français ne se bousculent pas pour rendre hommage à ce personnage au bilan jugé « controversé », « inexistant », voire « catastrophique ». À l'exception de la droite et de l'extrême droite, qui saluent la mémoire d'un fervent défenseur de son pays ».

- **Le Monde** : « Silvio Berlusconi, sulfureux magnat des médias qui a dirigé l'Italie durant neuf ans, est mort à 86 ans, lundi 12 juin, des suites d'une leucémie. Le parcours de cet éternel revenant, dont la mort politique fut maintes fois annoncée à tort, se confond avec l'histoire italienne des trente dernières années ».

- **Le Figaro** : « Silvio Berlusconi n'est plus à un paradoxe près. Avec sa disparition ce lundi, s'ajoute celui-ci : le Cavaliere laisse à la postérité une empreinte indélébile sur la vie publique italienne, sans n'avoir derrière lui aucun héritier. Inimitable de son vivant, nul ne pourra lui succéder après sa mort. Faut-il renoncer pour autant à chercher les contours d'un invraisemblable «berlusconisme» ? Non car ce serait manquer l'essentiel : en ramenant la droite au pouvoir par une alliance inédite, l'ancien président du Conseil italien a posé en 1994 les fondements d'une stratégie d'union des droites qui, elle, risque fort de lui survivre ».

- **Libération** : « Surnommé «il Cavaliere», Silvio Berlusconi a été Premier ministre pendant neuf ans et a dominé la politique de l'Italie pendant deux décennies, en dépit des scandales sexuels et de procès qui ont terni son image. La misogynie décomplexée du Cavaliere n'est pas un trait de caractère vaguement méridional : c'est un comportement typique du populisme, précurseur d'un certain Donald Trump. Le 12 juin 2023, il s'est éteint à l'âge de 86 ans ».

- **Les Echos** : « Il semblait ne jamais devoir quitter la scène publique italienne voire la scène tout court. Tour à tour, homme de médias, homme d'affaires et homme politique, le très controversé milliardaire italien s'est éteint à l'âge de 86 ans. Le Cavaliere n'était donc pas immortel. N'avait-il pas juré qu'il vivrait jusqu'à 120 ans ? Mais pour un personnage de son envergure, chaque année comptait au moins double ».

Table des matières

Introduction générale	6
Historiographie	13
I/ Première phase: l'arrivée sur la scène politique italienne	16
II/ Deuxième phase de production: 1996-2001	18
III/ Troisième phase : Diabolisation du Cavaliere	21
IV/ 2006 : La dernière phase	26
Etude de cas : Première partie	31
I. Silvio Berlusconi : l'anomalie à l'italienne	32
1/ Du petit écran au bureau de vote	32
2/ La victoire du Cavaliere face aux réactions françaises	41
3/ Berlusconi, une menace pour la démocratie	47
II. Crise, instabilité: l'Italie de Berlusconi	54
1/ Silvio Berlusconi, le fauteur de trouble	54
2/ Berlusconi, figure d'une nouvelle forme de populisme ?	60
3/ Le pays de la commedia dell arte politique	66
III. Les tourments judiciaires du Cavaliere	73
1/ La toge, l'entrepreneur et l'homme politique	73
2/ Le Cavaliere à l'assaut de la justice	81
3/ Berlusconi et la Mafia	88
Etude de cas : Deuxième partie	93
I/ La traversée du désert	94
1/ De perdant à chef de l'opposition	94
2/ Un combat contre la justice qui se poursuit	100
3/ Les prémices d'un retour en force	109
II/ 2001 : La victoire de Silvio Berlusconi	114
1/ L'affirmation du berlusconisme	114
2/ Les contours du programme de Berlusconi	124
3/ L'homme aux controverses	130
III/ Un retour au pouvoir qui ne fait pas l'unanimité	138
1/ Un conflit d'intérêts évident	138
2/ Une menace démocratique	145
3/ L'alliance qui dérange à l'internationale	151
	264

Etude de cas : Troisième partie	158
I/ Silvio Berlusconi et François Mitterrand (1994-1995)	159
1/ Une victoire reçue bien froidement	159
2/ Le sommet franco-italien d'Aix-en-Provence	164
3/ Bilan des relations franco-italiennes	170
II/ Silvio Berlusconi et Jacques Chirac	174
1/ Un retour au pouvoir qui divise la classe politique	174
2/ Le premier sommet franco-italien	181
3/ La guerre en Irak : un coup de froid	188
III/ Des relations apaisées ?	194
1/ Un léger rapprochement : le sommet du 2 juillet 2004	194
2/ Le retour des tensions ?	200
3/ La ligne TGV Lyon-Turin : une réussite franco-italienne	205
Conclusion	210
Bibliographie	222
Sources	228
Annexes	245
Annexe 1 : Biographie de Silvio Berlusconi en date	246
Annexe 2 : Glossaire	249
Annexe 3 : Les partis politiques	250
Annexe 4 : La presse française	252
Annexe 5 : La diabolisation par la caricature	255
Annexe 6 : Les réactions politiques sur le décès du Cavaliere	260
Annexe 7 : Les réactions de la presse française sur le décès de Berlusconi	262